

BURKINA FASO

Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des Relations avec les Institutions

Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles



ANNUAIRE STATISTIQUE 2022 DE LA JUSTICE

Septembre 2023

BURKINA FASO

Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des Relations avec les Institutions

Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles



ANNUAIRE STATISTIQUE 2022 DE LA JUSTICE

Septembre 2023

Avant-propos



Depuis 2007, le ministère en charge de la justice s'est inscrit dans une dynamique de production de documents statistiques pour rendre compte de l'activité juridictionnelle et de la situation des établissements pénitentiaires. Cette action du département ministériel traduit sa vision d'améliorer la performance de l'institution pour un système judiciaire plus efficace et respectueux des droits humains.

Outil d'information et d'aide à la décision, l'annuaire statistique permet de disposer de données quantitatives et qualitatives sur l'administration centrale (Chancellerie), les juridictions et les établissements pénitentiaires. C'est dans cette optique que s'inscrit l'élaboration de l'annuaire statistique 2022.

Le présent document comporte cinq (5) parties, à savoir la présentation du Ministère, ses moyens de travail, les activités des juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif, la situation des établissements pénitentiaires et les statistiques sur les mineurs en conflit avec la loi admis dans les centres de réinsertion sociale. Il renferme les données des dix (10) dernières années, à savoir celles de 2012 à 2021. Les résultats présentés annuellement, permettent d'apprécier le niveau d'évolution de l'activité des juridictions et la situation des établissements pénitentiaires.

Au regard du contrôle vigilant que les citoyens exercent sur le fonctionnement de l'administration publique et de leurs besoins pressants en matière de justice, j'invite tous les acteurs judiciaires et pénitentiaires à plus de détermination et de rigueur dans le travail afin que nous puissions ensemble restaurer la confiance entre la justice et les justiciables mais surtout renforcer la démocratie, l'État de droit et la bonne gouvernance dans notre pays.

Le présent annuaire statistique est élaboré pour répondre aux besoins d'informations des acteurs de la justice, de la population et des partenaires techniques et financiers. Par conséquent, je vous exhorte à une réelle appropriation de ce document et à apporter toutes critiques constructives pour l'amélioration des éditions à venir.

Je ne saurai clore mon propos sans remercier tous les partenaires qui accompagnent mon département et tous ceux qui, directement ou indirectement, ont contribué à la réalisation du présent annuaire statistique. J'exprime mes vives reconnaissances et mes remerciements au Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) qui depuis fort longtemps ne cesse de nous soutenir financièrement pour la production de ce document.

Le Ministre de la Justice et des Droits Humains, chargé des
Relations avec les Institutions,
Garde des Sceaux

Maître Edasso Rodrigue BAYALA

Table des matières

Avant-propos	5
Table des matières	7
Abréviations	8
Démarche méthodologique	10
I. Organisation du Ministère	11
I.1. Organisation des structures centrales et déconcentrées	12
I.2. Organisation des juridictions du Burkina Faso	26
I.3. Organisation des établissements pénitentiaires	29
II. Moyens de la justice	31
II.1. Juridictions et établissements pénitentiaires	32
II.2. Budget	36
II.3. Personnel	43
III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	67
III.1. Cour de cassation	68
III.2. Cours d'appel	71
III.3. Tribunaux de grande instance	79
III.3.1. Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance	79
III.3.2. Activités pénales des tribunaux de grande instance	91
III.3.2.1. Activités des parquets des tribunaux de grande instance	91
III.3.2.2. Activités civiles des parquets	106
III.3.2.3. Activités des chambres correctionnelles des TGI	110
III.3.2.4. Activités des chambres des mineurs des tribunaux de grande instance	124
III.3.3. Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	128
III.3.4. Activités des greffes des tribunaux de grande instance	144
III.4. Tribunaux de commerce	151
III.5. Tribunaux d'instance	158
III.6. Tribunaux du travail	162
IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif	166
IV.1. Cour des comptes	167
IV.2. Conseil d'Etat	170
IV.3. Tribunaux administratifs	175
V. Etablissements pénitentiaires	183
V.1. Population carcérale, occupation des EP et caractéristiques des entrées	184
V.2. Caractéristiques des prévenus	192
V.3. Caractéristiques des mis en examen	200
V.4. Caractéristiques des condamnés	208
V.5. Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi des services sociaux des MAC	217
VI. Activités des centres de réinsertion sociale	220
VI.1. Données globales des centres de réinsertion sociale	221
VI.2. Mineurs en conflit avec la loi ou en danger	223
Les chiffres clés de la justice (1/2)	225
Les chiffres clés de la justice (2/2)	226
Liste des tableaux	227

Abréviations

BCMP	Bureau Comptable Matière Principal
CA	Cour d'Appel
CAA	Cour Administrative d'Appel
CASEM	Conseil d'Administration du Secteur Ministériel
CC	Cour des Comptes
CCass	Cour de Cassation
CE	Conseil d'Etat
CEFP/Fada	Centre d'Education et de Formation Professionnelle de Fada N'Gourma
CERMICOL	Centre d'Education et de Réinsertion Sociale des Mineurs en Conflit avec la Loi
CNIB	Carte Nationale d'Identité Burkinabè
CPAB	Centre Pénitentiaire Agricole de Baporo
DAAS	Direction des Affaires Administratives et Sociales
DACC	Direction des Affaires Civiles et Commerciales
DAD	Direction des Archives et de la Documentation
DAJAV	Direction de l'Accès à la Justice et de l'Aide aux Victimes
DAPS	Direction des Affaires Pénales et du Sceau
DCGOPJ	Direction du contrôle et de la gestion des officiers publics judiciaires
DCPP	Direction de la Coordination des Projets et Programmes et du Partenariat
DCRP	Direction de la Communication et des Relations Presses
DDII	Direction du Développement Institutionnel et de l'Innovation
DDSO	Direction de la Détention, de la Sécurité et des Opérations
DGAJ	Direction générale de l'Administration Judiciaire
DGAP	Direction Générale de l'Administration Pénitentiaires
DGDH	Direction Générale des Droits Humains
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGF	Direction de la Gestion des Finances
DGPCP	Direction Générale de la Promotion de la Citoyenneté et de la Paix
DGref	Direction des Greffes
DGRI	Direction Générale des Relations avec les Institutions
DJCCAS	Direction de la Justice Civile, Commerciale, Administrative et Sociale
DJJ	Direction de la Justice Juvénile
DJPS	Direction de la Justice Pénale et du Sceau
DLC	Direction de la Législation et de la Codification
DMB	Direction du Matériel et du Budget
DMP	Direction des Marchés Publics
DP	Direction du Personnel de l'Administration Pénitentiaire
DPCP	Direction de la Planification et de la Coopération Pénitentiaire
DPPFP	Direction de la Production Pénitentiaire et de la Formation Professionnelle
DPPSE	Direction de la Prospective, de la Planification et du Suivi-évaluation
DRAP	Direction Régionale de l'Administration Pénitentiaire
DRH	Direction des Ressources Humaines
DSAS	Direction de la Santé et de l'Action Sociale
DSI	Direction des Système d'Information
DSLAC	Direction des Sports, des Loisirs, des Arts et de la Culture
DSO	Direction de la Solde et de l'Ordonnancement

DSSE	Direction des Statistiques Sectorielles et de l'Evaluation
Ecofi	Pôle économique et financier
ENAM	Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature
ENGSP	Ecole Nationale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
EP	Etablissement Pénitentiaire
FAJ	Fonds d'Assistance Judiciaire
GSP	Garde de Sécurité Pénitentiaire
GSP	Garde de Sécurité Pénitentiaire
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
ITS	Inspection Technique des Services
JADD	Jugement Avant Dire Droit
JE	Juge des Enfants
MAC	Maison d'Arrêt et de Correction
MACO	Maison d'Arrêt et de Correction de Ouagadougou
MEADO	Maison de l'Enfance André Dupont de Orodara
MJDHPC	Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique
MJDHRI	Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des Relations avec les Institutions
ND	Non disponible (information non disponible à la source)
OMD	Ordre de Mise à Disposition
OSC	Organisation de la Société Civile
PHS	Prison de Haute Sécurité
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SP/CIMDH	Secrétariat Permanent du Comité Interministériel des Droits Humains et du Droit International Humanitaire
SP/CONHADA	Secrétariat Permanent de la Commission Nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
SP/CSM	Secrétariat Permanent du Conseil Supérieur de la Magistrature
SP/ONAPREGECC	Secrétariat Permanent de l'Observatoire National de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires
TA	Tribunal Administratif
TAr	Tribunal d'Arrondissement
TC	Tribunal de Commerce
TD	Tribunal Départemental
Terro	Pôle anti-terrorisme
TGI	Tribunal de Grande Instance
TI	Tribunal d'Instance
TIG	Travail d'Intérêt Général
TM	Trésorerie Ministérielle
TPE	Tribunal pour Enfants
TT	Tribunal du Travail
UNICEF	Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance

Démarche méthodologique

L'élaboration de l'annuaire statistique 2022 s'inscrit dans la dynamique de disposer et de rendre disponibles des informations statistiques fiables du secteur de la justice. Pour ce faire, la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) a bénéficié de l'accompagnement de certaines directions techniques du Ministère, des juridictions et des établissements pénitentiaires.

Pour la production des statistiques du Ministère de la justice, il est mis en place une cellule statistique chargée de collecter les données dans les juridictions et établissements pénitentiaires, au moyen de formulaires spécifiques. Une équipe de supervision a été mise en place afin de contrôler l'exactitude des données collectées. La méthodologie d'élaboration de l'annuaire statistique 2022 est similaire à celle des éditions antérieures. Elle est basée sur l'actualisation des questionnaires, la collecte de données auprès des structures centrales et déconcentrées, le traitement de ces données, l'élaboration et la validation du document.

Relativement à la supervision de la collecte, le travail a consisté à confronter les questionnaires remplis par les membres de la cellule statistique au contenu des registres utilisés pour les renseigner et à procéder à la correction des incohérences ou éventuellement à la reprise de la collecte. Le traitement des informations collectées s'est effectué à travers l'actualisation de la base de données suivie de la saisie, de l'apurement des données et de l'élaboration de l'annuaire. C'est le résultat de tout ce processus qui a permis à la DGESS de mettre à la disposition du département en charge de la justice, le présent annuaire statistique.

En raison de la situation sécuritaire du pays, les TGI ont été délocalisés. Il s'agit des TGI de Djibo, de Dori, de Diapaga, de Nouna, de Kongoussi, de Bogandé et de Tougan. Ces derniers ont fonctionné partiellement, ce qui n'a pas permis de disposer de certaines données relatives à ces juridictions notamment les activités du parquet, de l'instruction et de la chambre correctionnelle. Par ailleurs, les données des cabinets d'instruction des TGI de Kaya et Ouaga I n'ont pu être collectées.

En plus des problèmes sécuritaires du pays, quelques difficultés ont émaillé l'étape de la collecte. Il s'agit principalement de l'insuffisance de personnel dans certaines structures, de la charge de travail qui ne permet pas aux membres de la cellule de collecter à temps les données et de la mise à disposition tardive des ressources financières pour les sorties de supervision.

I. Organisation du Ministère

1.1. Organisation des structures centrales et déconcentrées

Le Ministère de la Justice et des Droits humains, chargé des Relations avec les Institutions (MJDHRI) est placé sous la responsabilité d'un Ministre qui a reçu pour mission, conformément au décret n°2022-0026/PRES-TRANS/PM/SGG-CM du 31 mars 2022 portant attributions des membres du Gouvernement, d'assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de justice, des droits humains et de civisme. Il est également chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de relations avec les institutions.

Par ailleurs, le Gouvernement a adopté le 04 août 2022 le décret n° 2022-0569-/PRES-TRANS/MJDHRI portant organisation du Ministère de la Justice et des Droits humains chargé des Relations avec les Institutions qui permet une mise en cohérence des structures en vue de répondre à un certain nombre de réalités et pour un meilleur fonctionnement des services.

L'organigramme du Ministère de la Justice et des Droits humains, chargé des Relations avec les Institutions est structuré autour du cabinet du Ministre et du Secrétariat général.

1.1.1. Le Cabinet du Ministre

Le Cabinet du Ministre comprend :

❖ Le Directeur de cabinet

Le Directeur de cabinet est chargé :

- d'assurer la coordination des activités des structures du Cabinet du Ministre ;
- d'assister le Ministre dans la gestion des affaires réservées et confidentielles ;
- d'assurer les contacts officiels avec les Cabinets ministériels et les Institutions ;
- de traiter tout dossier à lui confié.

❖ Les Conseillers techniques

Les Conseillers techniques assurent l'étude et la synthèse des dossiers à eux confiés par le Ministre.

❖ Les Chargés de mission

Les Chargés de mission assurent toute mission à eux confiée par le Ministre notamment l'analyse et la gestion de dossiers spécifiques.

❖ Le Secrétariat particulier

Le Secrétariat particulier assure la réception, le traitement et l'expédition du courrier confidentiel et réservé du Ministre. Il organise l'emploi du temps du Ministre.

❖ Le Protocole

Le Protocole est chargé, en relation avec le protocole d'État, de l'organisation des cérémonies du département ministériel, des audiences et des déplacements officiels du Ministre.

❖ Le Service de sécurité

Le Service de sécurité est chargé d'assurer la sécurité du Ministre.

❖ Les structures de mission

Les structures de missions sont :

*** Le Secrétariat permanent de la Commission nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (SP/CONAHDA)**

Il est chargé de la mise en œuvre des orientations qui concourent à la réalisation des missions de la Commission. A ce titre, il est chargé :

- de veiller à l'exécution des missions confiées à la Commission nationale OHADA ;
- d'initier et de proposer les activités qui sont adoptées par la Commission nationale OHADA ;
- d'élaborer les rapports d'activités suivant les périodicités définies par le règlement intérieur.

Il est organisé en départements :

-  le Département des Activités normatives (DAN) ;
-  le Département des Activités juridictionnelles et de la Formation (DAJF).

*** le Secrétariat permanent du Comité interministériel des Droits humains et du Droit international humanitaire (SP/CIMDH)**

Le Secrétariat permanent du Comité interministériel des Droits humains et du Droit international humanitaire est chargé :

- d'assurer le suivi des activités du Comité interministériel des Droits humains et du Droit international humanitaire ,
- d'assurer la diffusion du droit international humanitaire ;
- d'assurer le suivi de la mise en œuvre du droit international humanitaire.

Il est organisé en départements.

-  le Département de la Sensibilisation et de l'Information (DSI) ;
-  le Département de la Planification et du Suivi-évaluation (DPSE).

*** le Secrétariat permanent de l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (SP/ONAPREGECC)**

Il assure la coordination des activités de prévention et de gestion des conflits communautaires des démembrements de l'ONAPREGECC.

Le Secrétariat permanent de l'Observatoire national de Prévention et de Gestion des Conflits communautaires (SP/ONAPREGECC) est chargé :

- de contribuer à la prévention et à la gestion des conflits communautaires en relation avec les ministères compétents ;
- d'assurer la coordination des activités de prévention et de gestion des conflits communautaires des démembrements de l'ONAPREGECC.

Le Secrétariat permanent de l'ONAPREGECC comprend :

-  le Département de la Formation, de l'Information et de la Sensibilisation (DFIS) ;
-  le Département de la Planification, du Suivi et de la Capitalisation (DPSC).

❖ La Direction générale de l'administration pénitentiaire (DGAP)

La Direction générale de l'Administration pénitentiaire est chargée :

- d'assurer la coordination et la supervision des activités relatives à la détention et à la sécurité pénitentiaire ;

- de participer à la planification, à l'organisation et à la coordination des activités relatives au recrutement, à la gestion administrative, à la formation et au management du personnel de l'Administration pénitentiaire ;
- de promouvoir le sport, les arts, la culture et les loisirs au sein de l'Administration pénitentiaire ;
- de gérer les ressources financières et matérielles de l'Administration pénitentiaire ;
- de promouvoir la production pénitentiaire et la formation professionnelle dans les établissements pénitentiaires ;
- de contribuer à la mise en œuvre de la politique pénitentiaire en matière d'humanisation des prisons et de réinsertion sociale des détenus ;
- d'assurer la mise en œuvre des activités de planification et de coopération pénitentiaire ;
- d'apporter de l'assistance aux autorités administratives et judiciaires en matière de sécurité publique ;
- de contribuer à la prévention et à la lutte contre la criminalité nationale et internationale, l'extrémisme violent, la radicalisation et le terrorisme
- de coordonner les activités de collecte, de fraitement et d'exploitation du renseignement pénitentiaire ;
- de participer à l'élaboration de la politique pénale.

La Direction générale de l'Administration pénitentiaire comprend :

- ✚ le Secrétariat particulier ;
- ✚ la cellule d'appui technique ;
- ✚ la Direction de la Détention, de la Sécurité et des Opérations (DDSO) ;
- ✚ la Direction du Personnel (DP) ;
- ✚ la Direction des Sports, des Loisirs, des Arts et de la Culture (DSLAC) ;
- ✚ la Direction du Matériel et du Budget (DMB) ;
- ✚ la Direction de la Production pénitentiaire et de la Formation professionnelle (DPPFP) ;
- ✚ la Direction de la Santé et de l'Action sociale (DSAS) ;
- ✚ la Direction de la Planification et de la Coopération pénitentiaire (DPCP).

Les directions régionales de l'administration pénitentiaire sont chargées d'assurer la mise en œuvre des missions de l'administration pénitentiaire dans leurs ressorts.

Les établissements pénitentiaires sont chargés d'assurer le service public pénitentiaire.

❖ **Les structures transversales rattachées au Cabinet**

*** L'Inspection technique des services (ITS)**

L'Inspection technique des services contrôle l'application de la politique du département ministériel et le fonctionnement des services. A ce titre, elle est chargée :

- d'apporter l'appui-conseil pour la mise en œuvre des programmes d'activités des services ;
- de contrôler l'application des textes législatifs, réglementaires et des instructions administratives régissant le fonctionnement administratif, financier et comptable des services ;
- de mener des investigations relatives à la gestion administrative, technique et financière des services ;

- d'étudier les réclamations par voie officielle des administrés et des usagers des services publics ;
- de lutter contre la corruption au sein du ministère.

Le pouvoir de contrôle et de vérification de l'Inspection technique s'exerce aussi bien a priori qu'à posteriori sur les structures centrales, rattachées, déconcentrées et de missions placées sous la tutelle du ministère.

*** La Direction de la communication et des relations presses (DCRP).**

La Direction de la communication et des relations presses (DCRP) coordonne et gère les activités de communication interne et externe du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie de communication du ministère ;
- d'assurer les revues de presse et les synthèses de l'actualité à l'attention du Ministre ;
- de réaliser des dossiers de presse de l'actualité ;
- de conseiller le Ministre sur les éléments de langage avec la Presse ;
- de gérer les relations publiques du ministère avec les institutions ;
- de publier et de gérer les périodiques du département ;
- d'assurer les relations avec les organes de presses nationaux et les correspondants de la presse étrangère ;
- de mettre à jour la documentation et les statistiques de presse ayant un rapport avec les activités du ministère ;
- d'assurer la mise à jour du site web du ministère en collaboration avec la Direction des systèmes d'information (DSI) ;
- d'assurer la vulgarisation de la politique sectorielle du ministère ;
- de contribuer à la production des chroniques du Gouvernement et à l'animation des points de presse du Gouvernement en collaboration avec le Service d'information du Gouvernement.

*** La Direction de la gestion des finances (DGF)**

La Direction de la gestion des finances (DGF) a pour mission, la coordination de la préparation et de l'exécution du budget du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de coordonner l'élaboration du budget du ministère ;
- d'accompagner les gestionnaires de crédit dans l'exécution de la dépense ;
- d'assurer le suivi de l'exécution du budget du ministère ;
- d'assurer la mise en œuvre des mouvements de crédits ;
- d'assurer la mise en œuvre des règles de gestion budgétaire et comptable et de veiller à leur correcte prise en compte dans les systèmes d'information du ministère ;
- de valider la programmation de dépenses effectuées par les responsables de programme et d'en suivre la réalisation ;
- d'assurer la mise en œuvre des dispositifs de contrôle interne budgétaire et comptable ainsi que, le cas échéant, de comptabilité analytique ;
- d'engager les dépenses communes du ministère ainsi que celle du programme pilotage et soutien.

I.1.2. Le Secrétariat général

Le Secrétariat général comprend les structures centrales ; les structures déconcentrées ; les structures rattachées et les services du Secrétariat général.

I.1.2.1. Les services du Secrétariat général

Le Secrétariat général est chargé de la coordination administrative et technique des structures centrales, rattachées, déconcentrées. En outre, il est chargé des relations techniques avec les secrétariats généraux des autres départements ministériels et institutions. Pour ce faire, il dispose des services suivants :

❖ Le Secrétariat particulier

Le Secrétariat particulier du Secrétaire général assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel du Secrétaire général, la gestion du courrier ordinaire provenant du service central du courrier, des structures centrales, des structures déconcentrées, des structures rattachées et des structures de mission et en direction desdites structures.

Il assure la transmission du courrier interne à destination de différentes structures.

❖ Les chargés d'étude

Les chargés d'études ont pour mission :

- d'étudier et de faire la synthèse des dossiers qui leur sont confiés ;
- d'assister le Secrétaire général dans le traitement de tout dossier que celui-ci leur confie.

❖ Le Service central du courrier

Le Service central du courrier assure la réception et l'expédition du courrier ordinaire. A ce titre, il est chargé :

- d'enregistrer le courrier à l'arrivée ;
- de transmettre le courrier au secrétariat particulier du Secrétaire général ;
- de transmettre tout courrier ordinaire à l'extérieur du ministère ;
- de reproduire les documents du ministère et de les relier.

❖ Le Service chargé de l'accueil et de l'information des usagers

Le Service d'accueil et d'information des usagers assure l'accueil physique, électronique ou téléphonique, l'orientation des usagers vers les différents services, la réception, l'enregistrement des plaintes et suggestions des usagers du ministère. A ce titre, il est chargé :

- d'accueillir les usagers ;
- d'orienter les usagers vers les différents bureaux et services ;
- de renseigner et d'informer les usagers ;
- d'accompagner les usagers vivant avec un handicap vers les différents bureaux et services ;
- d'élaborer les projets de rapports périodiques sur l'état des plaintes ou suggestions des usagers ;
- de faire toutes propositions relatives à la prise en compte des suggestions des usagers en vue de l'amélioration du service public ;
- de prendre toutes autres dispositions visant à faciliter l'accès des usagers au service public.

I.1.2.2. Les structures centrales

Les structures centrales exercent leurs activités sous le contrôle direct du Secrétaire général. Elles comprennent les directions générales spécifiques ayant des directions techniques et les structures transversales du Secrétariat général.

a) Les directions générales spécifiques ayant des directions techniques

Les directions générales spécifiques ayant des directions techniques sont :

- la Direction générale de l'Administration judiciaire (DGAJ) ;
- la Direction générale des Droits humains (DGDH) ;
- la Direction générale de la Promotion de la Citoyenneté et de la Paix (DGPCP) ;
- la Direction générale des Relations avec les Institutions (DGRI).

❖ La Direction générale de l'Administration judiciaire (DGAJ)

La Direction générale de l'Administration judiciaire (DGAJ) est chargée :

- de contribuer au renforcement de la déontologie dans le domaine de la justice et à la promotion des instruments juridiques y relatifs ;
- de contribuer au renforcement des effectifs et des capacités du personnel de la justice ;
- de renforcer le dispositif pour la répression des crimes économiques et financiers ;
- de prendre des mesures nécessaires à l'accélération du traitement des dossiers pendants en justice ;
- d'assurer l'organisation et le fonctionnement de l'appareil judiciaire ;
- d'assurer le suivi de l'administration de la justice en matière civile, commerciale, pénale, administrative et sociale ;
- de mettre en œuvre la politique criminelle et l'administration des grâces ;
- d'assurer la gestion des demandes de naturalisation, de répudiation, de perte ou de déchéance de la nationalité burkinabè ;
- d'assurer le contrôle et le suivi des services de l'état civil ;
- de participer à l'élaboration de la réglementation pénitentiaire ;
- de contribuer à la gestion et à la sécurité des établissements pénitentiaires ;
- d'assurer l'organisation, le contrôle et la discipline des auxiliaires de justice ;
- de mettre en œuvre et de suivre les accords internationaux en matière de justice ;
- d'apporter l'assistance aux victimes et aux parties indigentes dans certaines procédures judiciaires ;
- d'apporter l'assistance judiciaire aux victimes de terrorisme, de disparition forcée et de torture dans les procédures judiciaires ;
- d'assurer la réglementation en matière de sceau de l'Etat ;
- de veiller à l'authentification, la protection et la conservation des sceaux de l'Etat ;
- d'assurer la promotion et la protection des droits de l'enfant en contact avec la justice ;
- de contribuer à la protection sociale et judiciaire des enfants en contact avec la justice ;
- de coordonner les actions des services sociaux des juridictions et des différents intervenants dans le domaine de la justice juvénile ;

- de faciliter l'accès à la justice ;
- de traiter les plaintes et réclamations des usagers du service public de la justice et donner des avis sur les dossiers de plaintes et réclamations, en collaboration avec tout service ou juridiction intéressé ;
- de suivre et de faciliter l'exécution des décisions, avec tout service ou juridiction intéressé ;
- d'élaborer les projets de lois, d'ordonnances, de décrets, d'arrêtés et de circulaires relatifs à l'organisation judiciaire, au fonctionnement des greffes, à l'administration pénitentiaire et à la procédure devant toutes les juridictions ;
- d'élaborer les projets de lois, d'ordonnances, de décrets, d'arrêtés et de circulaires relatifs aux emplois spécifiques du Ministère et d'une manière générale à la législation et à la réglementation en matière civile, commerciale, administrative, sociale et pénale ;
- d'élaborer les projets de textes législatifs et réglementaires demandés par le Gouvernement ;
- de coordonner et de suivre les activités des greffes des juridictions et de veiller à leur bon fonctionnement ;
- de coordonner et d'administrer les activités du Fichier National du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (FN RCCM) et du Fichier National du Registre des Sociétés Civiles, des Professions et des Métiers (FN RSCPM) ;
- de participer à l'élaboration de tout projet de texte législatif et réglementaire relatif au fonctionnement des greffes.

La Direction générale de l'Administration judiciaire (DGAJ) comprend :

- ✚ la Direction de la justice civile, commerciale, administrative et sociale (DJCCAS) ;
- ✚ la Direction de la justice pénale et du Sceau (DJPS) ;
- ✚ la Direction du contrôle et de la gestion des officiers publics judiciaires (DCGOPJ) ;
- ✚ la Direction de la justice juvénile (DJJ) ;
- ✚ la Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes (DAJAV) ;
- ✚ la Direction de la législation et de la codification (DLC) ;
- ✚ la Direction des greffes (Dgef).

❖ **La Direction générale des droits humains (DGDH)**

La Direction générale des droits humains est chargée de la coordination et de l'impulsion de l'action du Ministère en matière de protection, de promotion, de défense des droits humains et de suivi du partenariat. A ce titre, elle est chargée :

- d'assurer la coordination des actions du gouvernement en matière des droits humains ;
- d'œuvrer à l'introduction de l'éducation aux droits humains dans les systèmes d'enseignement formel et non formel en collaboration avec les ministères compétents ;
- de veiller à l'information, la formation et la sensibilisation des citoyens sur leurs droits et devoirs ;
- de veiller à la vulgarisation des textes et documents relatifs aux droits humains ;
- d'œuvrer à la prise en compte de l'approche basée sur les droits humains dans les politiques publiques en relation avec les ministères compétents ;
- d'apporter l'appui-conseil à la société civile en matière de promotion et de protection des droits humains ;

- d'assurer la mise en œuvre et le suivi des accords internationaux en matière de promotion et de protection des droits humains ;
- de veiller à la mise en œuvre de toutes les mesures susceptibles d'assurer la meilleure protection possible par la puissance publique, des droits individuels et collectifs ;
- de veiller à l'information, l'écoute et l'orientation des citoyens en matière de droits humains.

La Direction générale des droits humains (DGDH) comprend :

- ✚ la Direction du suivi des accords internationaux (DSAI) ;
- ✚ la Direction de la protection contre les violations de droits humains (DPVDH) ;
- ✚ la Direction de l'éducation aux droits humains et du partenariat (DEDHP) ;
- ✚ le Centre d'information, d'écoute et d'orientation en droits humains (CIEODH).

❖ **La Direction générale de la Promotion de la Citoyenneté et de la Paix (DGPCP)**

La Direction générale de la promotion de la citoyenneté et de la paix est chargée de la coordination et de l'impulsion de l'action du ministère en matière de civisme, de citoyenneté, de tolérance et de paix. A ce titre, elle est chargée :

- d'assurer la coordination des actions du gouvernement en matière de citoyenneté et de paix ;
- de prendre des mesures tendant à promouvoir le respect, rattachement et le dévouement des citoyens pour la patrie, la collectivité, la famille et les individus ;
- d'assurer l'éducation au civisme pour promouvoir le respect du bien public et de l'intérêt général ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie d'actions de sensibilisation politique des citoyens sur leurs droits et devoirs ;
- de promouvoir une culture de sauvegarde des valeurs nationales ;
- de promouvoir l'esprit de civilité ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie d'actions de sensibilisation des citoyens à la participation citoyenne et la culture démocratique ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie qui conduit les citoyens, conscients de leurs droits mais aussi de leurs devoirs, à adopter un comportement civique porteur de valeurs communes ;
- de veiller à la coopération sous régionale, régionale et internationale en matière de promotion du civisme ;
- de promouvoir une prise de conscience par les opinions publiques des pays membres des organisations sous régionales et régionales d'un besoin commun de civisme, de sécurité et de protection de notre environnement ;
- d'organiser et de sensibiliser les couches sociales en matière de civisme et de paix ;
- d'œuvrer à l'introduction de l'éducation au civisme et à la citoyenneté dans le système d'éducation formelle et non formelle en relation avec les autres départements ministériels compétents ;
- d'assurer la mise en œuvre de la recherche appliquée et des innovations en matière de civisme ;
- de promouvoir une culture de la paix, de la tolérance et des droits humains ;
- d'organiser et de sensibiliser les couches sociales en matière de paix et de tolérance ;
- de concevoir et de mettre en œuvre une politique nationale de citoyenneté ;

- de concevoir et vulgariser les textes et documents relatifs au civisme et à la citoyenneté ;
- d'informer, former et de sensibiliser les populations, les acteurs publics et privés sur le civisme et la citoyenneté responsable ;
- de mettre en œuvre des actions de consolidation de la paix ;
- de prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent.

La Direction générale de la promotion de la citoyenneté et de la paix (DGPCP) comprend :

-  la Direction de l'éducation au civisme et à la citoyenneté (DECC) ;
-  la Direction de la promotion de la tolérance et de la paix (DPTP).

❖ **La Direction générale des Relations avec les Institutions (DGRI).**

La Direction générale des relations avec les institutions est chargée de la mise œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière de relations avec les institutions. Elle est chargée :

- de mettre en œuvre des dispositions pour l'adoption de tous les décrets pour un meilleur fonctionnement de l'Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption ;
- d'assurer la facilitation et le suivi des relations entre le Gouvernement et les institutions et entre le Gouvernement et le pouvoir judiciaire ;
- d'assurer la facilitation et le suivi des relations avec les juridictions internationales en relation avec le Ministère en charge des affaires étrangères ;
- de proposer et de coordonner la programmation de l'examen des projets de lois par l'institution parlementaire ;
- d'assurer l'assistance technique aux ministères concernés dans le suivi de la mise en forme définitive des projets de lois, leurs transmissions et leurs programmations à l' institution parlementaire ;
- de veiller à la vulgarisation des textes de lois ;
- de préparer et d'organiser des séances de questions adressées au Gouvernement par l' institution parlementaire ;
- d'établir un bilan de chaque session de l'institution parlementaire ;
- de contribuer à la promotion de la collaboration avec les organisations législatives ou parlementaires Internationales ;
- de participer à la conférence des Présidents de l'institution parlementaire en vue de l'établissement du calendrier des travaux selon les priorités du Gouvernement ;
- de participer aux côtés des ministres compétents, aux travaux en commissions générales et en séances plénières aux fins de faciliter l'adoption des lois ;
- d'assurer le suivi des activités des institutions non parlementaires.

La Direction générale des relations avec les institutions (DGRI) comprend :

-  la Direction des relations avec l'institution parlementaire (DRIP) ;
-  la Direction des relations avec les institutions non parlementaires (DRINP).

Chaque direction générale comprend des chargés d'appui technique et des services d'appui. Les Chargés d'appui technique (CAT) apportent un appui technique de proximité au directeur général sur les dossiers soumis par les directions techniques et sur tout autre dossier à eux confié.

Les services d'appui propre à chaque Direction générale sont :

- ☞ le service des ressources humaines ,
- ☞ le service financier ;
- ☞ le bureau comptable matières secondaire ;
- ☞ le service de planification, de suivi et d'évaluation ;
- ☞ le service de contrôle interne ;
- ☞ le service de communication et des relations publiques ;
- ☞ le service des archives et de la documentation ;
- ☞ le secrétariat particulier.

b) Les structures transversales du Secrétariat général.

Les structures transversales du secrétariat général sont :

- la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) ;
- la Direction de la solde et de l'ordonnancement (DSC)) ;
- le Bureau comptable matières principal (BCMP) ;
- la Direction des marchés publics (DMP) ;
- la Trésorerie ministérielle (TM) ;
- la Direction des ressources humaines (DRH) ;
- la Direction des archives et de la documentation (DAD) ;
- la Direction des systèmes d'information (DSI) ;
- la Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DII).

❖ La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS)

La Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles est chargée de la conception, de la programmation, de la coordination, du suivi et de l'évaluation des actions de développement au niveau du département ministériel. A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer et suivre la mise en œuvre des politiques publiques relevant des attributions du ministère ;
- d'organiser les revues sectorielles (à mi-parcours et annuelles) de mise en œuvre des politiques publiques relevant des attributions du ministère ;
- de coordonner l'élaboration des projets annuels de performance (PAP) des programmes budgétaires du ministère ;
- de coordonner l'élaboration des rapports annuels de performance (RAP) prévus par la loi organique relative aux lois de finances ;
- d'élaborer le programme d'activités consolidé du ministère ;
- d'élaborer les rapports d'activités consolidés (à mi-parcours et annuels) du ministère ;
- de préparer les cadres de concertation ministériels notamment, les Conseils d'Administration du Secteur Ministériel (CASEM), les Cadres Sectoriels de Dialogue (CSD) et de suivre la mise en œuvre des recommandations qui en sont issues ;
- de suivre les relations de coopération avec les partenaires ;
- d'élaborer le programme d'investissement public et de suivre son exécution en collaboration avec la direction en charge de la gestion financière ;

- de suivre et évaluer les projets et programmes sous tutelle du ministère et d'élaborer des rapports sectoriels de leur mise en œuvre ;
- d'identifier et suivre les actions des intervenants extérieurs (autres projets et programmes intervenant au ministère, ONG, OSC, Associations de développement, secteur privé et collectivités territoriales) à travers l'élaboration des rapports périodiques afin de contribuer à la mise en œuvre des politiques et stratégies ministérielles ;
- de centraliser, traiter et analyser les données statistiques des activités du ministère ;
- d'élaborer les documents de planification opérationnelle du ministère ;
- de réaliser toute étude nécessaire à la dynamique du ministère ;
- de mettre en œuvre le contrôle de gestion dans le cadre de l'amélioration de la performance des programmes budgétaires du ministère.

La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) comprend :

- ✚ la Direction de la prospective, de la planification et du suivi-évaluation (DPPSE) ;
- ✚ la Direction des statistiques sectorielles et de l'évaluation (DSSE) ;
- ✚ la Direction de la coordination des projets et programmes et du partenariat (DCPP).

❖ **La Direction de la solde et de l'ordonnancement (DSO)**

La Direction de la solde et de l'ordonnancement (DSO) a pour mission d'ordonnancer les dépenses du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de traiter et suivre la situation salariale des agents du ministère ;
- d'établir les certificats de cessation de paiement, de constater les paiements indus à l'occasion et d'en proposer la liquidation ;
- de liquider les dépenses et d'en tenir la comptabilité ;
- d'ordonnancer les dépenses et d'en tenir la comptabilité ;
- de liquider les pénalités de retard ;
- de produire le compte administratif du ministère.

❖ **Le Bureau comptable matière principal (BCMP)**

Le Bureau Comptable Matières Principal a pour mission d'assurer la gestion des moyens matériels du ministère. A ce titre, il est chargé :

- de tenir la comptabilité des matières ;
- de gérer les matières du département ministériel ;
- de participer à la réception de la commande publique ;
- de contrôler et de viser les documents justifiant les mouvements des matières ;
- de contrôler et de conserver Les biens meubles et immeubles dont il a la garde de faire l'inventaire périodique ;
- de participer à la réforme et à la vente aux enchères des matières ;
- de centraliser et de présenter dans leurs écritures les opérations exécutées par d'autres comptables pour leur compte ;
- de conserver les documents et les pièces justificatives des opérations prises en compte ;
- de produire les rapports périodiques sur la gestion des moyens matériels du ministère.

❖ **La Direction des marchés publics (DMP)**

La Direction des marchés publics (DMP) a pour mission de gérer le processus de la commande publique du département. A ce titre, elle est chargée

- d'élaborer le plan général annuel de passation des marchés publics du ministère et de produire les rapports périodiques de son exécution ;
- d'élaborer l'avis général de passation de marchés dont le montant prévisionnel toutes taxes comprises est supérieur ou égal au seuil communautaire de publicité défini par la commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) ;
- d'assurer la mise en œuvre des procédures de passation des marchés publics et des délégations de services publics.

❖ **La Trésorerie ministérielle(TM)**

La Trésorerie ministérielle (TM) a pour mission d'assurer le recouvrement des recettes et le paiement des dépenses du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- d'assurer le recouvrement des recettes de services ;
- d'assurer le paiement des dépenses du budget général, des comptes d'affectation spéciale du Trésor et des budgets annexes, le cas échéant ;
- d'assurer le règlement d'opérations de dépenses au profit d'autres comptes ;
- de centraliser les ressources et les opérations réalisées par les comptes rattachés et le compte des matières ;
- d'assurer le transfert d'opérations au profit d'autres comptes ;
- de tenir la comptabilité du poste et la reddition des comptes.

❖ **La Direction des ressources humaines (DRH)**

La Direction des ressources humaines (DRH) assure la conception, la formalisation, la mise en œuvre et l'évaluation des mesures visant à accroître l'efficacité et le rendement des ressources humaines du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de veiller à l'application du régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la fonction publique ;
- d'assurer une gestion prévisionnelle et rationnelle des ressources humaines du ministère et de participer au recrutement de son personnel ;
- de contribuer au bon fonctionnement des cadres de concertation avec les partenaires sociaux ;
- de concevoir et de mettre en œuvre les plans et programmes de formation des agents du département ;
- de contribuer à l'élaboration du volet dépenses de personnel du budget du ministère et de suivre son exécution ;
- de proposer l'engagement et la liquidation des dépenses de personnel conformément aux dispositions législatives et réglementaires ;
- de contribuer à l'amélioration des conditions de travail et de la productivité du personnel du ministère ;
- d'assurer le suivi des écoles et centres de formation professionnelle placées sous la tutelle du ministère ;
- d'élaborer et de coordonner la mise en œuvre de la politique sociale au sein du ministère ;
- d'apporter un appui-conseil en gestion des ressources humaines aux structures du ministère.

❖ **La Direction des archives et de la documentation (DAD)**

La Direction des archives et de la documentation (DAD) a pour mission de constituer, sauvegarder et gérer le patrimoine archivistique et documentaire du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de collecter, constituer, sauvegarder et gérer le patrimoine archivistique et documentaire du département ministériel ;
- d'appliquer la politique d'archivage et de documentation du ministère en relation avec les orientations des Archives nationales ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des outils de gestion d'archives en fonction de la réglementation en vigueur et de l'organisation du département ministériel ;
- d'optimiser les conditions de stockage et de conservation des documents ainsi que les espaces en conséquence, de manière prospective ;
- de veiller au respect des conditions de communication des documents, avec pour objectif général de permettre l'accès rapide aux documents ;
- d'opérer le tri et de gérer les versements aux administrations des archives, en tenant compte des contraintes légales et des durées d'utilité administrative ;
- de rechercher et de sélectionner l'information et les prestations documentaires appropriées aux besoins d'informations des utilisateurs ;
- de former et d'accompagner les utilisateurs dans leurs démarches de recherche d'information.

❖ **La Direction des systèmes d'information (DSI)**

La Direction des systèmes d'information (DSI) a pour mission d'assurer la mise en œuvre des politiques et stratégies nationales et ministérielles relatives au numérique au sein du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de coordonner la contribution du ministère à la formulation des politiques et stratégies nationales et ministérielles relatives au numérique ;
- de coordonner l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du schéma directeur du système d'information (SDSI), du système de management de la sécurité de l'information (SMSI) et du plan d'urbanisation du système d'information (PUSI) du département ministériel ;
- de réaliser, déployer, administrer et maintenir les applications numériques concourant à la transformation digitale du département ministériel ;
- d'assurer la gestion prévisionnelle et opérationnelle du parc informatique, de l'infrastructure de communication électronique et des systèmes numériques du département ministériel ;
- d'assurer le renforcement des capacités du personnel du département ministériel en matière de numérique, en collaboration avec les acteurs concernés ;
- d'assurer la formation et le support technique des utilisateurs des systèmes numériques du département ministériel ;
- d'assurer la cohérence, la sécurité et l'évolution du système d'information en conformité avec les politiques, stratégies et référentiels nationaux et ministériels en matière de numérique ;
- de promouvoir l'expertise du département ministériel en matière de numérique.

❖ **La Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DDII)**

La Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DDII) a pour mission la promotion de l'organisation et des méthodes du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de promouvoir la culture du résultat au sein du département ministériel ;
- de concevoir et mettre en œuvre des outils d'organisation du travail pour l'amélioration du management et des prestations du département en rapport avec les normes et standards nationaux et/ou internationaux ;
- d'assurer la rationalisation des structures par une veille organisationnelle et institutionnelle ;
- d'assurer le pilotage du processus de la gestion du changement dans le cadre des réformes institutionnelles et organisationnelles ;
- d'établir une cartographie des processus et de définir les procédures correspondantes ;
- de réaliser périodiquement des enquêtes de satisfaction sur les prestations spécifiques du ministère ;
- de participer à l'élaboration et de vérifier la régularité des actes juridiques pris pour organiser les structures du ministère ;
- d'assurer la promotion de la performance et la productivité des structures du département ministériel ;
- d'assurer le suivi du fonctionnement des cadres de concertation du ministère ;
- d'assurer le suivi des dialogues de gestion des programmes budgétaires.

I.1.2.3. Les structures déconcentrées

Les structures déconcentrées du ministère sont :

- les juridictions ;
- les directions régionales des droits humains et de la promotion de la citoyenneté et de la paix ;
- les directions provinciales des droits humains et de la promotion de la citoyenneté et de la paix.

Les juridictions sont chargées de rendre la justice en matière civile, commerciale, pénale, administrative et sociale dans leur ressort territorial.

Les directions régionales des droits humains et de la promotion de la citoyenneté et de la paix sont chargées :

- de contribuer au respect et à la promotion des droits humains au niveau régional ;
- de contribuer à la promotion de la citoyenneté et de la paix au niveau régional.

Les directions provinciales des droits humains et de la promotion de la citoyenneté et de la paix sont chargées :

- de contribuer au respect et à la promotion des droits humains au niveau provincial ;
- de contribuer à la promotion de la citoyenneté et de la paix au niveau provincial.

Dans le cadre de la mise en œuvre de leurs activités, les structures déconcentrées ont un lien fonctionnel avec les programmes budgétaires dont elles concourent à la mise en œuvre.

I.1.2.4. Les structures rattachées

Les structures rattachées sont :

- le Fonds d'assistance judiciaire (FAJ)
- l'Ecole nationale de la garde de sécurité pénitentiaire (ENGSP).

Le Fonds d'assistance judiciaire est chargé d'assurer la mise en œuvre effective de l'assistance judiciaire.

L'Ecole nationale de la garde de sécurité pénitentiaire est chargée d'assurer la formation d'agents professionnellement compétents et techniquement opérationnels en matière pénitentiaire.

I.1.2.5. Les structures de mission

Elles concourent à l'exécution des missions conjoncturelles ou temporaires. Elles sont mises en place en cas de besoin.

I.2. Organisation des juridictions du Burkina Faso

L'organisation des juridictions du Burkina Faso est régie par la loi n°015-2019/AN du 02 mai 2019 portant organisation judiciaire au Burkina Faso, la loi n° 010-2016/AN portant création, composition, organisation, attributions, fonctionnement de la cour administrative d'appel et procédure applicable devant elle, la loi n°011-2016/AN portant création, composition, attributions, fonctionnement des tribunaux administratifs et procédure applicable devant eux et des lois organiques créant les hautes juridictions.

Selon l'article 126 de la Constitution, les juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif au Burkina Faso sont :

- la Cour de cassation ;
- le Conseil d'Etat ;
- la Cour des comptes ;
- le Tribunal des conflits ;
- les cours et tribunaux institués par la loi.

C'est en faveur de la révision de la Constitution burkinabè en juin 2012 qu'il a été constitutionnalisé un tribunal des conflits, juridiction de règlement des conflits de compétence entre les juridictions. Toutefois, la loi organique devant fixer sa composition, son organisation, ses attributions, son fonctionnement ainsi que la procédure applicable devant lui n'a pas encore été adoptée.

I.2.1. Les juridictions de l'ordre judiciaire

Elles sont régies et organisées par la loi n°015-2019/AN du 02 mai 2019 portant organisation judiciaire au Burkina Faso. Aux termes de l'article 3 de cette loi, les juridictions de l'ordre judiciaire sont : la Cour de cassation, les cours d'appel, les tribunaux de grande instance, les tribunaux de commerce, les tribunaux départementaux, les tribunaux d'arrondissements, les tribunaux de travail. Elles ont une structuration pyramidale, présentant au sommet la Cour de cassation ; viennent ensuite les juridictions de second degré et enfin celles du premier degré à la base de la pyramide.

a) La juridiction supérieure de l'ordre judiciaire : la Cour de cassation

Régie par la loi organique n°18-2016/AN du 26 mai 2016 portant composition, attributions, organisation et fonctionnement de la Cour de cassation et procédure applicable devant elle, la Cour de cassation est la juridiction supérieure de l'ordre judiciaire au Burkina Faso. Elle comprend :

- des chambres civiles ;
- des chambres commerciales ;

- des chambres sociales ;
- des chambres criminelles ;
- un parquet général ;
- un greffe ;
- un service de documentation et des études.

La Cour de Cassation vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions de rang inférieur et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; elle juge en droit et non pas en fait. Par conséquent, elle ne constitue pas un troisième degré de juridiction.

b) Les juridictions de second degré de l'ordre judiciaire

La juridiction de second degré de droit commun est la Cour d'appel (CA) au regard de l'organisation judiciaire burkinabè. La Cour d'appel comprend :

- une chambre de l'instruction ;
- une chambre criminelle ;
- une ou plusieurs chambres civiles ;
- une ou plusieurs chambres commerciales ;
- une ou plusieurs chambres sociales ;
- une ou plusieurs chambres correctionnelles ;
- une chambre pour enfants ;
- un parquet général ;
- un greffe central ;
- des greffes de chambres.

La Cour d'appel est la juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle et de police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux de commerce, et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle statue en matière criminelle en premier ressort.

Les Cours d'appel sont des juridictions de fond en ce sens qu'elles sont des juges de fait et de droit de toutes les affaires portées devant elles. Les procédures applicables devant elles sont consignées dans le code de procédure civile, le code de procédure pénale et le code du travail.

Enfin, il faut noter que la loi sus citée crée dans chaque tribunal de grande instance, une chambre des mineurs et dans chaque cours d'appel, une chambre pour enfants. Les tribunaux de grande instance et de commerce reçoivent en appel, les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux d'arrondissements et départementaux.

c) Les juridictions de premier degré de l'ordre judiciaire

On distingue les juridictions de droit commun et les juridictions d'exception.

Les juridictions de droit commun de l'ordre judiciaire burkinabè sont par excellence les Tribunaux de grande Instance (TGI). Ce sont des juridictions compétentes pour connaître de toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée de façon expresse par la loi à une autre juridiction.

Conformément à l'article 34 de la loi portant organisation judiciaire, les TGI comprennent :

- une ou plusieurs chambres civiles ;
- une ou plusieurs chambres correctionnelles ;
- une chambre des mineurs.

Dans les ressorts juridictionnels dépourvus de tribunaux de commerce, les tribunaux de grande instance font office de tribunaux de commerce.

Au sein de chaque TGI, il existe une ou plusieurs juridictions d'instruction au premier degré en matière pénale. La procédure d'instruction des crimes et délits est régie par les dispositions du code de procédure pénale.

Les juridictions d'exception sont des juridictions auxquelles la loi a donné compétence d'attribution exclusive dans une matière donnée. Dans l'organisation judiciaire actuelle du Burkina Faso, il s'agit des tribunaux départementaux, des tribunaux d'arrondissement, des tribunaux du travail, des tribunaux de commerce et du tribunal militaire. Il existe sur le territoire national burkinabè deux tribunaux de commerce autonomes respectivement à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso. Quant aux tribunaux du travail, ils sont au nombre de cinq (05) dont trois (03) opérationnels (Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Koudougou). Les tribunaux du travail de Dori et de Fada N'Gourma ne sont pas encore opérationnels.

I.2.2. Les juridictions de l'ordre administratif

Il s'agit du Conseil d'Etat (CE), de la Cour administrative d'appel (CAA), des Tribunaux administratifs (TA) et de la Cour des comptes (CC).

I.2.2.1. Le Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat, institué par la loi organique n°15-2000/AN du 23 mai 2000, est actuellement régi par la loi organique n°032-2018/AN du 26 juillet 2018 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement du Conseil d'Etat et procédure applicable devant lui. Il est la juridiction supérieure de l'ordre administratif. Il est compétent pour contrôler la régularité et la légalité de l'action administrative, contribuer à la promotion et à la consolidation de l'Etat de droit, harmoniser l'application du droit administratif et diffuser la jurisprudence administrative, contribuer à la promotion de la gouvernance à travers les avis éclairés et objectifs sur les textes réglementaires et sur les difficultés qui s'élèvent en matière administrative.

Le Conseil d'Etat est juge en premier et dernier ressort des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application excède le ressort d'un seul Tribunal administratif. Il est également juge d'appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux administratifs et juge de cassation des décisions rendues en premier et dernier ressort par les tribunaux administratifs et les juridictions spécialisées.

I.2.2.2. La Cour administrative d'appel

Elle a été instituée par la loi n°010/AN du 26 avril 2016 portant création, composition, attributions, fonctionnement de la Cour administrative d'appel et procédure applicable devant elle. L'article 1er de cette loi a institué au siège de chaque Cour d'appel de l'ordre judiciaire, une CAA.

Le ressort territorial est celui de la Cour d'appel de l'ordre judiciaire. La Cour administrative d'appel est la juridiction de second degré de l'ordre administratif. Elle connaît des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux administratifs. Non encore opérationnelle, l'article 92 de la loi organique sur le Conseil d'Etat dispose qu'en attendant la mise en place effective des cours administratives d'appel, le Conseil d'Etat continue d'exercer les compétences qui leur sont dévolues.

I.2.2.3. Les tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs ont été créés dans les chefs-lieux de chaque province selon la loi n° 011-2016/AN du 26 avril 2016 portant création, composition, attributions et fonctionnement des tribunaux administratifs et procédure applicable devant eux.

Leur ressort territorial est la province. Conformément aux articles 7 et 8 de la loi de 2016, le tribunal administratif est juge de droit commun du contentieux administratif. Sauf dans les cas déterminés par la loi, il statue en premier ressort à charge d'appel devant la Cour administrative d'appel. Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence. Depuis 1996, il existe au Burkina Faso deux (02) tribunaux administratifs autonomes situés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso.

I.2.2.4. La Cour des Comptes

Aux termes de l'article 3 de la loi organique 14-2000/AN du 16 mai 2000 portant composition, attributions, organisation et fonctionnement de la Cour des Comptes et procédure applicable devant elle, la Cour des comptes contribue, par son action permanente de vérification, d'information et de conseil, à la réalisation des missions suivantes :

- la sauvegarde du patrimoine public et le contrôle de la sincérité des finances publiques ;
- l'amélioration des méthodes et techniques de gestion ;
- la rationalisation de l'action administrative.

Elle est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances.

I.3. Organisation des établissements pénitentiaires

Les établissements pénitentiaires (EP) assurent le service public pénitentiaire. Le service public pénitentiaire contribue à la réinsertion sociale des personnes qui lui sont confiées par l'autorité judiciaire dans le respect des intérêts de la société, des droits des victimes et des droits des personnes détenues. Les établissements pénitentiaires sont créés par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du ministre en charge de la justice.

Aux termes de l'article 9 de la loi N°010-2017/AN du 10 avril 2017 portant régime pénitentiaire au Burkina Faso, les différentes catégories d'établissements pénitentiaires sont :

- les maisons d'arrêt ;
- les maisons de correction ;
- les maisons centrales ;
- les centres pénitentiaires agricoles ;
- les centres de rééducation et de formation professionnelle des mineurs ;
- les centres d'accueil pour mineurs.

Les **maisons d'arrêt** sont destinées à recevoir les prévenus, les mis en examen et les accusés.

Les **maisons de correction** sont destinées à recevoir les condamnés à de courtes peines.

Les **maisons centrales** sont destinées à recevoir les condamnés difficiles et les condamnés à de longues peines.

Les **centres pénitentiaires agricoles** sont destinés à recevoir les condamnés bénéficiaires du régime de semi-liberté.

Les **centres de rééducation et de formation professionnelle** sont destinés à recevoir les mineurs condamnés à une peine d'emprisonnement.

Les centres d'accueil pour mineurs sont destinés à recevoir les mineurs en conflit avec la loi faisant l'objet d'une mesure de garde provisoire ou de détention préventive.

L'article 16 de la loi stipule qu'un établissement pénitentiaire peut servir à la fois de maison d'arrêt, de maison de correction, de maison centrale et de centre d'accueil pour mineurs. C'est le cas notamment des Maisons d'arrêt et de correction (MAC).

Les MAC situées dans le ressort des tribunaux de grande instance. Elles ont vocation à recevoir les personnes en attente de jugement (prévenus, mis en examen et accusés) et les personnes jugées (condamnés).

Les établissements pénitentiaires sont organisés autour de la DGAP et animés principalement par un corps paramilitaire notamment la garde de sécurité pénitentiaire. Ils bénéficient de l'accompagnement de travailleurs sociaux et de personnel de santé. Les établissements pénitentiaires comprennent :

- des services généraux ;
- des services techniques ;
- des services rattachés.

II. Moyens de la justice

II.1. Juridictions et établissements pénitentiaires

Concepts

Juridictions de l'ordre judiciaire

Cour de cassation : Juridiction supérieure de l'ordre judiciaire, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; elle juge en droit et non pas en fait. Créée par la loi organique n° 13-2000/AN du 09 mai 2000, elle est actuellement régie par la loi organique n°18-2016/AN du 26 mai 2016 portant composition, organisation, attributions, fonctionnement de la Cour de Cassation et procédure applicable devant elle. La Cour de cassation est fonctionnelle depuis 2003.

Cour d'appel : Juridiction d'appel des décisions rendues en premier ressort en matière civile, correctionnelle et de police par le TGI, en matière commerciale par le tribunal de commerce et en matière sociale par le tribunal de travail. Sa chambre correctionnelle connaît également en appel, des décisions rendues par le juge de l'application des peines. En matière criminelle, la section de la chambre criminelle statue en premier ressort. En cas d'appel, la chambre criminelle d'appel statue en dernier ressort.

Tribunal de grande instance : Juridiction de droit commun de premier degré, il est compétent en matière civile, commerciale, pénale et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Tribunal de commerce : Créé par la loi n°22-2009/AN du 12 mai 2009 dans les ressorts des tribunaux de grande instance, le tribunal de commerce (TC) est compétent pour connaître des affaires commerciales. Aussi, ils sont des juridictions d'appel des décisions rendues par les TD et TAR en matière commerciale. Actuellement, seuls Ouagadougou et Bobo-Dioulasso disposent de tribunaux de commerce autonomes. Dans les autres juridictions, la compétence commerciale est dévolue aux chambres commerciales des tribunaux de grande instance.

Tribunal du travail : Juridiction compétente pour juger les litiges en matière de législation sociale prévue par le Code du travail et autres textes en vigueur.

Tribunal pour enfants* : Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants. Il statuait en premier et dernier ressort en matière de crime ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28-2004/ AN du 08 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel de l'ordre judiciaire.

Juge des enfants* : Le juge des enfants était compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il était également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Il était juge d'instruction en matière criminelle.

Tribunal départemental ou d'arrondissement : Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale n'excédant pas 300 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

* Juridiction supprimée par la loi n° 015-2019/AN du 02 mai 2019 portant organisation judiciaire au Burkina Faso

Tableau II-1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires

Juridictions	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Les juridictions de l'ordre judiciaire	395	411	411	411	413	413	402	402	404	404
Cour de cassation (CCass)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel (CA)	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3
Tribunaux d'instance (TI)	2	2	2	2	2	2	0	0	0	0
Tribunaux de grande instance (TGI)	24	24	24	24	25	25	25	25	27	27
Tribunaux de commerce	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail (TT)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Juges des enfants (JE)	2	7	7	7	7	7	0	0	0	0
Tribunaux pour enfants (TPE)	2	2	2	2	2	2	0	0	0	0
Tribunaux départementaux (TD)	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissements (TAr)	8	19	19	19	19	19	19	19	19	19
Les juridictions de l'ordre administratif	26	26	26	26	27	27	27	27	28	29
Cour des comptes (CC)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État (CE)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cour administrative d'appel (CAA)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Tribunaux administratifs (TA)	24	24	24	24	25	25	25	25	26	26
Établissements pénitentiaires	25	25	25	26	26	27	27	27	27	27
Maisons d'arrêt et de correction (MAC)	24	24	24	25	25	26	26	26	26	26
Centre pénitentiaire agricole (CPA)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Tableau II-2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2022 par localité

Localités	CCass	CA	TGI	TI*	TD	TAr	TT	TC	TPE*	JE*	CC	CE	CAA	TA	EP
Banfora			1		17					0				1	1
Baporo (CPAB)															1
Bobo-Dioulasso		1	1	0	19	7	1	1	0	0				1	1
Bogandé			1		7									1	1
Boromo			1		10									1	1
Dédougou			1		13									1	1
Diapaga			1		8									1	1
Diébougou			1		13									1	1
Djibo			1		9									1	1
Dori			1		17									1	1
Fada N'Gourma		1	1		12									1	1
Gaoua			1		15									1	1
Kaya			1		19					0				1	1
Kongoussi			1		9									1	1
Koudougou			1		25		1			0				1	1
Koupéla			1		9									1	1
Léo			1		13									1	1
Manga			1		7									1	1
Nouna			1		10									1	1
Orodara			1		13									1	1
Ouagadougou	1	1	2	0	21	12	1	1	0	0	1	1	1	1	2
Ouahigouya			1		22					0				1	1
Pô			1		5									1	0
Tenkodogo			1		21					0				1	1
Tougan			1		14									1	1
Yako			1		9									1	1
Ziniaré			1		12									1	1
Total	1	3	27	0	349	19	3	2	0	0	1	1	1	26	27

NB : Les tribunaux départementaux sont décomptés suivant la couverture territoriale du TGI.

* Juridiction supprimée par la loi n° 015-2019/AN du 02 mai 2019 portant organisation judiciaire au Burkina Faso

Juridictions de l'ordre administratif

Cour des comptes : La Cour des Comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances. Elle est régie par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000 portant composition, attributions, organisation, fonctionnement de la Cour des Comptes et procédure applicable devant elle.

Conseil d'État : Créé par la loi n° 15-2000/AN du 23 mai 2000 et actuellement régi par la loi n°032-2018/AN du 26 juillet 2018 le Conseil d'État est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif et des appels interjetés contre les décisions du tribunal administratif. Aux termes de l'article 127 alinéa 2 de la Constitution, « le Conseil d'État est la juridiction supérieure de l'ordre administratif ».

Cour administrative d'appel : Créé par la loi n° 010-2016/AN du 26 avril 2016. Conformément à l'article 01, Il est créé au siège de chaque Cour d'appel de l'ordre judiciaire, une Cour administrative d'appel. Son ressort territorial est celui de la Cour d'appel de l'ordre judiciaire. La Cour administrative d'appel connaît des recours contre les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux administratifs.

Tribunal administratif : Créé par la loi n°21/95/ADP du 16 mai 1995, les tribunaux administratifs sont actuellement régis par la loi n° 011-2016/AN du 26 avril 2016. Conformément aux articles 7 et 8 de la loi de 2016, le tribunal administratif est juge de droit commun du contentieux administratif. Sauf dans les cas déterminés par la loi, il statue en premier ressort à charge d'appel devant la Cour administrative d'appel. Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

Établissements pénitentiaires

Maison d'arrêt et de correction : Établissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus et mis en examen) et les personnes jugées (condamnés).

Centre pénitentiaire agricole : Établissement pénitentiaire créé à Baporo pour accueillir les condamnés bénéficiant du régime de semi-liberté et provenant de toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur donner une formation en matière agricole.

Note :

Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle. Ainsi un TGI créé en 2001 et qui commence effectivement à fonctionner en 2003 est comptabilisé à partir de 2003.

Tableau II-3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel

2013											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2014											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2015											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2016											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	12	2	1	5	15	16	1
Ensemble	2	24	2	349	19	3	2	7	24	26	2
2017											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	16	1	224	12	2	1	5	16	17	1
Ensemble	2	25	2	349	19	3	2	7	25	27	2
2018											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	1	5	5	0
Ouagadougou	1	11	1	167	12	2	1	4	11	12	1
Ensemble	3	25	2	349	19	3	2	7	25	27	2
2019											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	1	5	5	0
Ouagadougou	1	11	1	167	12	2	1	4	11	12	1
Ensemble	3	25	2	349	19	3	2	7	25	27	2
2020											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	0	125	7	1	0	0	9	10	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	0	5	5	0
Ouagadougou	1	11	0	167	12	2	0	0	11	12	1
Ensemble	3	25	0	349	19	3	0	0	25	27	2
2021											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	0	125	7	1	0	0	9	10	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	0	5	5	0
Ouagadougou	1	13	0	167	12	2	0	0	12	12	1
Ensemble	3	27	0	349	19	3	0	0	26	27	2
2022											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	0	125	7	1	0	0	9	10	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	0	5	5	0
Ouagadougou	1	13	0	167	12	2	0	0	12	12	1
Ensemble	3	27	0	349	19	3	0	0	26	27	2

II.2. Budget

Concepts

Budget prévisionnel : Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

Budget programme : Le budget programme est un outil de programmation, de budgétisation, de mise en œuvre et d'évaluation des programmes d'une organisation dont la particularité est de mettre l'accent sur la relation entre les crédits alloués et les résultats attendus.

La loi de finances (loi initiale) : Loi présentant le budget de l'État.

La loi de finances rectificative : Loi intervenant en cours d'année pour modifier les dispositions de la loi de finances initiale.

Consommations budgétaires : Utilisations effectives des crédits budgétaires alloués.

Dépenses de personnel : Rémunérations d'activités (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

Dépenses d'équipement et d'investissement : Dépenses d'acquisition, d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage technique, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

Dépenses en matériel : Dépenses d'acquisition, d'équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

Dotation budgétaire : Ensemble des crédits budgétaires alloués en début d'exercice.

Programme : Le programme est un ensemble de moyens budgétaires concourant à la mise en œuvre d'une politique publique. C'est un centre de responsabilité qui s'exerce sur un domaine ministériel représentatif d'une politique publique.

Transferts courants : Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

Transferts en capital : Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnisations de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

Sources statistiques : Les données sur les dotations budgétaires sont tirées des lois de finances de 2013 à 2022 et les consommations budgétaires sont issues du circuit de la dépense du ministère en charge des finances.

Tableau II-4 : Montants des allocations budgétaires du ministère (en millions de FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Personnel	7 654,1	6 878,1	8 785,5	12 414	16 937	18 070	20 521	19 958	22 522	23 390
Acquisitions de biens et services	2 369,4	3 192,6	4 056,5	3 532	3 477	4 018	3 567	3 005	3 975	5 423
Transferts courants	1 027,3	790,5	1 143,0	932	1 316	1 174	1 363	1 297	2 535	2 115
Investissements	4 256,0	3 054,7	3 100,7	2 260	7 384	10 641	6 797	1 138	4 198	4 486
<i>Etat</i>	4 256,0	2 758,2	1 748,4	1 013	5 067	7 499	6 597	1 138	4 198	3 638
<i>Ressources extérieures</i>	0	0	1 352,4	1 247	2 316	3 142	200	0	0	848
Ensemble	15 306,9	13 915,9	17 085,7	19 138	29 115	33 902	32 248	25 398	33 230	35 414

NB : Les chiffres de 2015, 2016, 2017, 2018, 2021 et 2022 correspondent à ceux du ministère en charge de la justice et des droits humains

Tableau II-5 : Montants des allocations budgétaires de la justice (en millions de FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Personnel	7 654	6 878	8 786	12 414	14 907	17 419	18 644	20 194	22 908	22 735
Acquisitions de biens et services	2 369	3 193	4 057	3 532	3 954	4 039	3 653	3 224	4 164	5 064
Transferts courants	1 027	791	1 143	932	1 053	880	1 353	1 297	1 633	1 870
Investissements	4 256	3 055	3 101	2 260	5 402	5 963	6 797	1 137	3 965	4 446
<i>Etat</i>	4 256	2 758	1 748	1 013	4 215	4 499	6 597	1 137	3 965	3 598
<i>Ressources extérieures</i>	-	0	1 352	1 247	1 187	1 464	200	0	0	848
Ensemble	15 307	13 916	17 086	19 138	25 316	28 302	30 446	25 852	32 670	34 116
Taux de croissance annuelle (%)		-9,1	22,8	12,0	32,3	11,8	7,6	-15,1	26,4	4,42
Part de la justice dans le budget de l'Etat (%)	0,8	1,0	0,7	1,0	1,1	1,2	1,2	1,0	1,1	1,1

Tableau II-6 : Montants des consommations budgétaires des dépenses du ministère (en millions de FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Personnel	7 175,9	6 640,7	8 679,8	13 847	16 037	10 418	20 429	10 205	22 522	23 385
Acquisitions de biens et services	2 356,8	2 834,3	3 576,8	3 278	3 308	3 805	3 404	2 980	3 880	5 112
Transferts courants	1 027,3	762,8	1 142,4	927	1 140	1 136	1 353	1 294	2 535	2 114
Investissements	4 255,9	2 757,1	1 748,2	1 766	3 594	5 175	5 119	824	3 446	1 467
<i>Etat</i>	4 255,9	2 734,9	1 748,2	973	3 104	5 015	4 919	824	3 446	1 467
<i>Ressources extérieures</i>	0,0	0,0	-	793	489	1 160	200	0	0	0
Ensemble	11 034,1	14 815,8	12 994,9	15 147,2	19 817	20 533	30 305	15 212	32 383	32 078

NB : Les chiffres de 2015, 2016, 2017, 2018, 2021 et 2022 correspondent à ceux du ministère en charge de la justice et des droits humains

Source : Circuit de la dépense et rapports du Programme d'investissements publics / Ministère de l'Économie et des Finances ; ICF

Tableau II-7 : Montants des consommations budgétaires des dépenses de la justice (en millions de FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Personnel	7 176	6 641	8 680	13 847	16 042	10 422	20 429	20 194	22 908	22 735
Acquisitions de biens et services	2 357	2 834	3 577	3 278	3 789	3 944	3 520	3 197	3 995	4 768
Transferts courants	1 027	763	1 142	927	882	877	1 353	1 294	1 633	1 869
Investissements	4 256	2 757	1 748	1 766	2 847	5 309	5 119	823	3 211	1 428
Etat	4 256	2 735	1 748	973	2 357	4 499	4 919	823	3 211	1 428
Ressources extérieures	0	0	-	793	490	809	200	0	0	0
Ensemble	14 816	12 995	15 147	19 818	23 560	20 552	30 421	25 507	31 747	30 801

Tableau II-8 : Dotations budgétaires par programme du ministère (en millions de FCFA)

Programme	2019*		2020		2021		2022	
	Dotation en AE	Dotation en CP	Dotation en AE	Dotation en CP	Dotation en AE	Dotation en CP	Dot. en AE	Dot. en CP
Administration judiciaire	3 819	14 612	393	11 649	1 305	14 495	2 948	15 216
Administration pénitentiaire	2 660	11 272	426	10 901	1 375	12 022	1 591	15 324
Droits Humains	-	-	-	-	-	820	30	681
Citoyenneté et Paix	-	-	-	-	-	205	30	617
Pilotage et soutien		6 364	00	2 847	6	5 688	160	3 521
Relation avec le Parlement	-	-	-	-	-	-	-	54
Ensemble	6 479	32 248	819	25 397	2 686	33 230	4 759	35 414

*Les chiffres de 2019 et 2020 correspondent à ceux du Ministère de la justice après la scission de l'ex MJDHPC

Tableau II-9 : Dotations budgétaires par programme de la justice (en millions de FCFA)

Programme	2020		2021		2022	
	Dotation en AE	Dotation en CP	Dotation en AE	Dotation en CP	Dot. en AE	Dot. en CP
Administration judiciaire	393	11 649	1 305	14 526	2 948	15 216
Administration pénitentiaire	426	10 901	1 375	12 029	1 591	15 324
Pilotage et soutien	0	3 301	6	6 115	160	3 521
Relation avec le Parlement	-	-	-	-	-	54
Ensemble	819	25 852	2 686	32 670	4 699	34 116

Tableau II-10 : Consommations budgétaires par programme du ministère (en millions de FCFA)

Programme	2020			2021			2022		
	Dotat° en CP	Conso. en CP	Taux (%) de conso.	Dotat° en CP	Conso. en CP	Taux (%) de conso.	Dotat° en CP	Conso. en CP	Taux (%) de conso.
Administration judiciaire	11 649	5 859	50,5	14 495	13 784	95,1	15 216	13 128	86,3
Administration pénitentiaire	10 901	5 970	54,8	12 022	11 935	99,3	15 324	11 783	76,9
Droits Humains				820	818	99,7	681	673	98,8
Citoyenneté et Paix				205	203	99,2	617	604	97,8
Pilotage et soutien	2 847	3 475	122,1	5 688	5 643	99,2	3 521	5 841	165,9
Relation avec le Parlement							54	49	90,7
Ensemble	25 397	15 304	60,4	33 230	32 383	97,5	35 414	32 078	90,6

Tableau II-11: Consommations budgétaires par programme du ministère (en millions de FCFA)

Programme	2020			2021			2022		
	Dotat° en CP	Conso. en CP	Taux (%) de conso.	Dotat° en CP	Conso. en CP	Taux (%) de conso.	Dotat° en CP	Conso. en CP	Taux (%) de conso.
Administration judiciaire	11 649	11 398	97,9	14 526	13 784	94,9	15 216	13 395	88,0
Administration pénitentiaire	10 901	10 816	99,2	12 029	11 935	99,2	15 324	14 094	92,0
Pilotage et soutien	3 301	3 292	99,7	6 115	6 028	98,6	3 521	3 263	92,7
Relation avec le Parlement							54	49	90,7
Ensemble	25 852	25 507	98,7	32 670	31 747	97,2	34 116	30 801	90,3

Tableau II-12 : Dotations et Consommations budgétaires par Direction régionale de l'administration pénitentiaire

DRAP	2018		2019		2020		2021		2022	
	Dotation	Cons	Dotation	Cons	Dotation	Cons	Dotation	Cons	Dot.	Cons.
DRAP-Bobo-Dioulasso	4 350	4 349	4 350	4 350	3 550	3 500	3 665	3 565	3 826	3 826
DRAP-Fada N'Gourma	4 350	3 347	4 350	4 347	2 873	2 873	3 875	3 875	3 061	3 061
DRAP-Ouagadougou	4 550	4 334	4 550	4 045	2 908	2 907	3 840	3 788	4 493	4 444
Ensemble	13 250	12 030	13 250	12 742	9 331	9 280	11 380	11 228	11 380	11 331

Tableau II-13 : Dotation des crédits délégués par juridiction excepté les TGI (en milliers de FCFA)

Cours d'appel	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Bobo-Dioulasso	19 400	15 450	43 300	52 500	52 500	14 045	18 850	18 850
Fada N'Gourma	-	-	28 500	38 100	38 100	24 975	34 850	34 850
Ouagadougou	15 500	11 350	29 950	44 800	17 800	450 113	14 570	14 570
Ensemble	34 900	26 800	101 750	135 400	108 400	489 133	68 270	68 270
Tribunaux pour enfants								
Bobo-Dioulasso		4 900	3 500	4 250	2 575	3 225	-	-
Ouagadougou		4 900	3 650	4 050	2 450	2 450	-	-
Ensemble		9 800	7 150	8 300	5 025	5 675	-	-
Juges des enfants								
Bobo-Dioulasso		2 800	2 250	2 750	4 450	3 700	-	-
Ouagadougou		2 800	2 200	2 200	4 450	3 650	-	-
Ensemble		5 600	4 450	4 950	8 900	7 350	-	-
Tribunaux du travail								
Bobo-Dioulasso		5 700	4 250	5 450	4 900	5 500	4 615	5 900
Koudougou*		5 100	4 000	4 200	4 700	4 700	3 845	5 180
Ouagadougou		5 800	4 300	4 600	4 600	4 600	3 200	4 300
Ensemble		16 600	12 550	14 250	14 200	14 800	11 660	15 380
Tribunaux d'instance								
Bobo-Dioulasso		5 550	3 975	4 876	4 450	4 950	-	-
Ouagadougou		5 300	3 725	4 025	4 025	4 025	-	-
Ensemble		10 850	7 700	8 901	8 475	8 975	-	-
Tribunaux de commerce								
Bobo-Dioulasso		9 200	7 350	7 500	9 850	9 850	9 745	10 420
Ouagadougou		10 200	7 775	6 726	8 625	8 625	5 957	7 950
Ensemble		19 400	15 125	14 226	18 475	18 475	15 702	18 370
Tribunaux administratifs								
Bobo-Dioulasso		6 000	6 100	5 600	8 300	7 275	6 050	8 300
Ouagadougou		6 700	5 025	5 426	7 275	8 300	5 400	6 680
Ensemble		12 700	11 125	11 026	15 575	15 575	11 450	14 980
Total		109 850	84 900	163 403	206 050	179 250	527 945	117 000

Tableau II-14 : Consommation des crédits délégués par juridiction excepté les TGI (en milliers de FCFA)

Cours d'appel	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Bobo-Dioulasso	19 205	13 966	42 843	51 395	34 198	12 740	16 794	16 898
Ouagadougou	11 490	9 281	28 686	15 041	12 909	446 721	12 733	10 495
Fada N'Gourma	-	-	28 296	38 087	38 095	24 773	34 844	34 850
Ensemble	30 695	23 246	99 825	104 523	85 202	484 235	64 372	62 243
Tribunaux pour enfants								
Bobo-Dioulasso	4 684	3 400	4 013	2 451	3 010	-	-	-
Ouagadougou	4 645	3 434	2 902	2 450	2 450	-	-	-
Ensemble	9 329	6 834	6 915	4 901	5 460	-	-	-
Juges des enfants								
Bobo-Dioulasso	2 787	2 147	2 462	3 049	3 700	-	-	-
Ouagadougou	2 345	1 797	2 096	2 900	3 250	-	-	-
Ensemble	5 132	3 944	4 558	5 949	6 950	-	-	-
Tribunaux du travail								
Bobo-Dioulasso	5 498	4 038	5 444	3 592	5 498	3 714	4 462	5 796
Koudougou*	5 062	3 870	3 990	3 599	3 600	3 294	4 155	4 980
Ouagadougou	5 682	4 194	4 499	4 600	4 500	3 100	4 300	4 100
Ensemble	16 242	12 102	13 933	11 790	13 598	10 109	12 917	14 876
Tribunaux d'instance								
Bobo-Dioulasso	5 539	3 773	4 671	4 249	4 496	-	-	-
Ouagadougou	4 748	3 496	3 987	4 015	4 015	-	-	-
Ensemble	10 287	7 269	8 658	8 264	8 511	-	-	-
Tribunaux de commerce								
Bobo-Dioulasso	9 197	7 142	7 392	8 739	9 244	9 493	8 145	8 676
Ouagadougou	8 781	6 331	6 511	7 259	7 504	5 449	6 861	6 900
Ensemble	17 978	13 473	13 903	15 998	16 748	14 943	15 006	15 576
Tribunaux administratifs								
Bobo-Dioulasso	5 894	5 984	5 597	8 039	6 040	5 798	6 539	7 452
Ouagadougou	6 569	4 687	4 571	6 048	8 040	3 475	6 351	6 673
Ensemble	12 463	10 671	10 168	14 087	14 080	9 274	12 890	14 124
Total	102 126	77 539	157 960	165 512	150 549	518 561	105 185	106 819

Tableau II-15 : Dotation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	221 350	220 166	264 675	264 675	185 793	262 315	260 315
Banfora	9 350	9 300	10 850	10 850	7 298	10 050	10 050
Bobo-Dioulasso	15 250	13 050	19 000	19 000	16 739	20 920	20 020
Bogandé	8 300	8 450	9 150	9 150	6 229	8 630	8 630
Boromo	8 400	8 450	9 350	9 350	10 750	9 845	9 845
Dédougou	9 475	8 650	10 180	10 180	6 767	9 300	8 200
Diapaga	8 600	8 750	9 550	9 550	6 528	8 780	8 780
Diébougou	8 250	8 250	9 250	9 250	6 334	8 515	8 515
Djibo	8 250	8 000	8 780	8 780	-*	-	-
Dori	8 150	8 250	9 930	9 930	6 769	9 105	9 105
Fada N'Gourma	9 350	9 500	10 680	10 680	7 072	9 730	9 730
Gaoua	8 250	8 400	9 530	9 530	6 697	8 815	8 815
Kaya	8 600	8 750	10 430	10 430	6 968	9 640	9 640
Kongoussi	8 200	8 600	9 150	9 150	5 064	8 600	8 600
Koudougou	9 100	8 750	11 380	11 380	7 367	10 430	10 430
Koupéla	-	4 150	8 380	8 380	5 588	7 560	7 560
Léo	8 500	8 550	9 400	9 400	6 267	8 860	8 860
Manga	8 850	8 900	10 600	10 600	6 813	9 750	9 750
Nouna	7 850	8 000	8 800	8 800	5 965	8 270	8 270
Orodara	8 400	8 350	9 280	9 280	6 225	8 460	8 460
Ouaga I	16 150	14 200	20 650	20 650	19 848	21 110	21 110
Ouaga II	-	-	-	-	-	13 300	13 300
Ouahigouya	9 200	9 290	10 900	10 900	7 409	10 060	10 060
Pô	-	-	-	-	-	5 500	5 500
Tenkodogo	9 100	9 050	11 280	11 280	7 613	11 250	11 250
Tougan	8 325	8 226	9 125	9 125	6 142	8 395	8 395
Yako	8 750	8 450	9 350	9 700	6 507	8 535	8 535
Ziniaré	8 700	7 850	9 700	9 350	6 834	8 905	8 905

* Les crédits délégués de Djibo ont été reversés à Ouagadougou

Tableau II-16 : Consommation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	199 344	195 309	247 729	241 498	178 250	238 691	244 055
Banfora	9 347	9 297	10 850	10 850	7 298	9 850	10 050
Bobo-Dioulasso	14 029	8 194	18 646	18 999	16 117	18 180	20 017
Bogandé	7 152	7 731	7 683	8 394	6 027	7 500	6 950
Boromo	7 664	6 839	9 350	9 350	9 849	9 440	9 440
Dédougou	8 840	8 043	9 726	9 726	6 664	8 636	7 983
Diapaga	6 899	6 938	8 065	8 743	6 123	7 500	7 500
Diébougou	8 049	7 644	8 845	9 247	6 332	8 310	8 512
Djibo	6 799	7 648	7 478	-	-	-	-
Dori	6 681	7 642	9 703	8 630	6 569	7 835	7 634
Fada N'Gourma	7 662	8 582	10 361	10 319	7 047	8 050	7 598
Gaoua	8 096	7 686	9 528	9 530	6 697	8 270	8 815
Kaya	8 240	7 397	9 526	8 626	6 584	8 000	7 999
Kongoussi	7 323	7 128	7 792	8 222	4 936	8 021	7 905
Koudougou	8 002	7 391	9 877	9 879	6 881	8 500	10 230
Koupéla	-	3 757	7 649	7 975	5 447	6 826	6 877
Léo	7 020	6 992	8 637	9 295	5 963	5 999	8 754
Manga	7 456	7 833	9 529	10 231	6 712	9 545	9 546
Nouna	7 648	7 498	7 450	7 875	5 665	7 390	7 290
Orodara	8 198	7 272	8 378	7 779	5 308	7 348	8 134
Ouaga I	14 383	14 192	20 588	20 635	19 343	21 106	21 085
Ouaga II	-	-	-	-	-	12 388	12 380
Ouahigouya	8 952	9 286	10 794	10 694	7 204	9 649	9 632
Pô	-	-	-	-	-	4 816	4 845
Tenkodogo	7 852	7 848	10 929	10 480	7 612	11 250	10 199
Tougan	7 735	7 515	8 909	8 915	5 831	8 039	8 166
Yako	7 250	7 712	8 894	9 181	5 850	8 199	8 334
Ziniaré	8 067	7 244	8 542	7 923	6 182	8 046	8 180

Tableau II-17 : Dotation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	459 792	553 486	553 466	553 466	440 782	489 275	494 583
Banfora	18 160	21 700	21 828	19 736	11 822	15 810	17 154
Bobo-Dioulasso	35 024	44 289	49 535	45 680	43 488	44 040	45 803
Bogandé	20 840	23 617	20 102	19 051	11 326	13 620	9 180
Boromo	16 344	18 425	16 542	16 459	11 095	14 710	14 277
Dédougou	14 317	16 417	15 680	15 536	11 567	14 750	15 313
Diapaga	13 019	15 952	18 020	17 593	15 674	15 875	17 084
Diébougou	10 841	12 441	13 254	14 885	10 058	13 580	17 084
Djibo	11 433	13 696	14 277	13 630	9 163	11 600	9 763
Dori	15 356	17 162	13 270	12 230	10 570	10 880	10 478
Fada N'Gourma	19 806	23 930	21 102	22 176	18 576	18 280	16 010
Gaoua	12 967	14 751	16 185	17 183	13 998	15 530	19 062
Kaya	22 712	25 554	19 168	15 656	13 670	12 855	13 530
Kongoussi	10 329	11 890	11 917	9 432	6 023	7 750	9 327
Koudougou	19 396	20 388	22 724	21 269	10 662	13 955	18 223
Koupéla	-	6 250	6 640	7 661	7 373	9 750	8 174
Léo	14 429	16 205	14 002	12 343	7 557	9 875	10 497
Manga	17 656	21 060	16 390	12 695	8 340	10 440	11 224
Nouna	9 999	11 599	11 732	10 926	7 269	9 520	9 358
Orodara	11 404	13 093	13 302	12 342	8 483	10 940	11 125
Ouagadougou (MACO)	77 592	99 759	113 424	127 821	82 226	111 600	95 613
Ouagadougou (PHS)	17 057	20 266	21 068	33 380	68 127	41 425	49 491
Ouahigouya	14 769	17 327	18 954	19 185	12 868	15 880	21 080
Tenkodogo	26 706	30 582	24 123	20 468	15 861	14 860	15 503
Tougan	8 944	10 944	12 607	11 828	7 886	10 220	9 695
Yako	8 830	10 412	11 575	9 003	6 940	8 090	9 027
Ziniaré	11 862	15 777	16 045	15 298	10 160	13 440	11 508

Tableau II-18 : Consommation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	452 058	538 804	547 118	533 499	437 440	486 842	490 275
Banfora	18 078	21 489	21 428	19 334	11 622	15 810	17 154
Bobo-Dioulasso	35 010	43 967	49 424	45 677	43 359	44 032	45 803
Bogandé	19 387	22 730	19 703	19 043	11 325	13 619	9 180
Boromo	16 042	17 511	16 538	16 451	11 093	14 484	14 275
Dédougou	13 928	15 313	15 675	15 534	11 566	14 750	15 313
Diapaga	12 734	15 251	17 899	16 793	15 474	15 225	16 434
Diébougou	10 734	11 983	12 841	14 873	10 058	13 579	16 434
Djibo	11 432	12 873	13 886	12 824	8 912	11 150	9 663
Dori	15 176	17 154	13 269	12 230	10 318	10 878	10 478
Fada N'Gourma	19 130	23 924	21 089	22 173	18 574	18 276	16 010
Gaoua	12 958	14 737	16 170	17 181	13 498	15 202	18 962
Kaya	22 452	25 424	19 166	15 655	13 670	12 855	13 530
Kongoussi	10 124	11 435	11 713	9 214	6 020	7 741	9 321
Koudougou	18 395	19 713	22 724	21 268	10 661	13 955	18 223
Koupéla	-	5 846	6 586	7 461	7 273	9 700	8 174
Léo	14 191	15 551	13 828	11 641	7 256	9 875	10 497
Manga	17 448	20 501	16 278	12 593	8 338	10 440	11 224
Nouna	9 804	10 699	11 032	10 726	7 269	9 520	7 246
Orodara	10 310	12 183	12 394	11 340	7 858	10 740	10 924
Ouagadougou (MACO)	77 475	98 954	112 561	124 379	82 209	111 513	95 562
Ouagadougou (PHS)	16 530	20 151	21 048	33 371	67 990	41 420	49 486
Ouahigouya	14 753	16 735	18 946	19 176	12 866	15 878	21 073
Tenkodogo	26 692	30 194	24 020	20 364	15 859	14 657	15 302
Tougan	8 815	8 792	11 535	10 164	7 757	10 115	9 690
Yako	8 626	10 074	11 323	9 002	6 444	8 090	8 826
Ziniaré	11 836	15 620	16 042	15 196	10 159	13 338	11 490

II.3. Personnel

Le personnel du ministère en charge de la justice et des droits humains est composé :

- de magistrats ;
- de personnel du corps des greffiers
- de personnel de la garde de sécurité pénitentiaire ;
- de personnel des droits humains ;
- d'interprètes judiciaires ;
- de personnel occupant des emplois non spécifiques du département (tels que les secrétaires, les statisticiens, les informaticiens, les financiers, les agents de bureau, les gestionnaires de ressources humaines, etc.) ;
- de personnel d'appui que sont les chauffeurs, les interprètes, les agents de liaison, etc.

Concepts

Les magistrats sont régis par la loi organique n°050-2015/CNT du 25 août 2015 portant statut de la magistrature et la loi n° 049-2015/CNT du 25 août 2015 portant organisation composition, attributions et fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature. On distingue les magistrats du siège et les magistrats du Parquet (ministère public).

Les **magistrats du siège** sont au niveau :

- du tribunal de grande instance : les juges au siège et les juges d'instruction ;
- du tribunal du travail : le président et les juges ;
- du tribunal administratif : le président et les juges ;
- de la Cour d'appel : le premier président, le vice-président, les présidents de chambres et les conseillers ;
- de la Cour de cassation : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- de la Cour des comptes : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- du Conseil d'État : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- du Tribunal de commerce : le président, le vice-président et les juges.

Les **magistrats du parquet** ou assimilés sont au niveau :

- des TGI : le procureur du Faso et son ou ses substituts.
- du TA : le commissaire du gouvernement et son ou ses adjoints ;
- de la CA : le procureur général, ses substituts et les avocats généraux ;
- de la CCass : le procureur général, le premier avocat général et les avocats généraux ;
- de la CC : le procureur général et les commissaires du gouvernement ;
- du CE : le commissaire du gouvernement et les commissaires du gouvernement adjoints ;
- de la CAA, le commissaire du gouvernement et les commissaires du gouvernement adjoints.

NB : En application de l'article 2, alinéa 3 de la loi organique n° 050-2015/CNT du 25 août 2015 portant statut de la magistrature, les commissaires du gouvernement et leurs adjoints sont assimilés aux magistrats du parquet.

Sources statistiques : Les effectifs des magistrats des différentes structures de la justice ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir de leurs dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Le classement des différents actes de mobilité professionnelle a permis cette reconstitution.

Tableau II-19 : Personnel du Ministère par sexe et par corps

		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Magistrats	Hommes	355	378	396	425	444	444	505	577	565	556
	Femmes	95	99	109	113	115	115	117	130	125	120
	Total	450	477	505	538	559	559	622	707	690	676
Greffiers	Hommes	304	315	335	358	374	413	481	550	629	714
	Femmes	109	110	114	124	119	128	145	163	177	183
	Total	413	425	449	482	493	541	626	713	806	897
GSP	Hommes	1 493	1 591	1 730	1 733	1 789	2 039	2 267	2 354	2 424	2 730
	Femmes	237	255	300	299	324	371	421	453	479	527
	Total	1 730	1 846	2 030	2 032	2 113	2 410	2 688	2 807	2 903	3 257
Personnel Droits humains	Hommes	ND	ND	138	151	165	179	200	206	206	211
	Femmes	ND	ND	47	57	70	74	82	83	84	84
	Total	ND	ND	185	208	235	253	282	289	290	296
Interprètes judiciaires	Hommes	ND	ND	ND	27	25	25	19	18	17	16
	Femmes	ND	ND	ND	8	8	8	7	7	7	7
	Total	ND	ND	ND	35	33	33	26	25	24	23
Autres personnels	Hommes	140	167	184	148	211	215	170	218	304	303
	Femmes	48	49	68	64	91	91	59	67	100	107
	Total	188	216	252	212	302	306	229	285	404	410
Ensemble	Hommes	2 292	2 451	2 783	2 842	3 008	3 315	3 642	3 923	4 145	4 530
	Femmes	489	513	638	665	727	787	831	903	972	1 028
	Total	2 781	2 964	3 421	3 507	3 735	4 102	4 473	4 826	5 117	5 558

Tableau II-20 : Personnel du ministère par catégorie et par statut

Catégorie	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
P	-	-	-	-	-	-	-	708	691	677
A et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	344	546	556
B et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	771	986	1 064
C et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	2 602	2 752	3 119
D et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	75	79	79
E et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	37	63	63
Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	4 537	5 117	5 558

Tableau II-21 : Personnel du ministère par tranche d'âges

Tranche d'âge	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Moins de 20 ans	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
20 à 24 ans	-	-	-	-	-	-	-	132	139	223
25 à 29 ans	-	-	-	-	-	-	-	658	711	832
30 à 39 ans	-	-	-	-	-	-	-	2 107	2 367	2 280
40 à 49 ans	-	-	-	-	-	-	-	1 362	1 628	1 904
50 à 59 ans	-	-	-	-	-	-	-	226	237	279
60 ans et plus	-	-	-	-	-	-	-	52	35	40
Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	4 537	5 117	5 558

NB : Les tableaux 16 et 17 sont renseignés à partir de 2020. Les effectifs de 2020 n'intègrent pas le personnel des droits humains. Les données des années antérieures n'ont pas pu être reconstituées

Tableau II-22 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	450	477	505	538	559	559	622	707	690	676
Sexe										
Hommes	355	378	396	425	444	444	505	577	565	556
Femmes	95	99	109	113	115	115	117	130	125	120
Ancienneté										
Moins de 5 ans	99	109	120	100	132	131	167	237	207	177
5 à 9 ans	148	148	156	129	126	98	109	125	131	130
10 à 14 ans	75	89	90	134	143	145	145	128	122	123
15 à 20 ans	48	61	69	46	53	72	88	116	131	138
21 à 24 ans	0	0	5	27	38	46	46	29	32	41
25 ans et plus	80	70	65	65	67	67	67	72	67	64
Position										
Chancellerie	46	52	55	49	51	55	56	60	52	49
SP/CSM				4	4	5	6	6	4	4
Juridictions	358	376	394	431	457	450	519	593	581	563
Mission onusienne	5	6	8	6	7	7	3	2	4	7
Détachement	10	5	9	11	15	14	13	12	15	13
Disponibilité	4	3	4	2	1	1	1	2	2	2
Mises à disposition	27	35	35	14	28	28	25	30	32	38

Tableau II-23 : Magistrats par type de juridiction

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Cour de cassation	30	29	29	32	42	40	35	33	30	28
Conseil constitutionnel	9	7	8	8	7	6	7	4	3	2
Conseil d'État	15	14	15	14	9	9	14	19	16	19
Cour des comptes	7	6	6	06	10	10	10	9	7	8
Cours d'appel	53	55	57	80	98	94	109	107	122	107
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13
Tribunaux d'instance	6	6	6	6	4	6	0	-	-	-
Tribunaux de grande instance	201	218	222	239	239	231	293	371	353	328
Tribunaux du travail	11	14	14	14	16	15	17	15	14	18
Juges des enfants	7*	6*	6	7	7	7	0	-	-	-
Tribunaux pour enfants	9*	8*	9	7	6	6	0	-	-	-
Tribunaux administratifs	17	17	18	18	20	20	21	22	22	29
Tribunaux de commerce	9	10	12	14	12	12	13	13	14	14
Ensemble	358	376	402	445	470	456	519	593	581	566

*Avant l'année 2015 ces magistrats exerçaient cumulativement deux fonctions : ils siégeaient à la fois dans les juridictions pour mineurs et dans le TGI ou la cour d'appel de la même localité. Actuellement, conformément aux prescriptions de la loi 15/2014 AN portant protection de l'enfant en conflit avec la loi ou en danger, il est désormais interdit aux magistrats d'exercer cumulativement les deux fonctions.

Tableau II-24 : Magistrats par juridiction

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Cours d'appel	53	55	57	93	98	98	109	107	122	107
Bobo-Dioulasso	22	20	17	29	28	28	28	30	32	28
Fada N'Gourma	-	-	-	13	15	15	16	18	16	15
Ouagadougou	31	35	40	51	55	55	65	59	74	64
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13
Tribunaux pour enfants	9*	8*	9	6	6	6	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	4*	3*	3	1	1	1	-	-	-	-
Ouagadougou	5*	5*	6	5	5	5	-	-	-	-
Juges des enfants	7*	10*	10	8	7	7	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	1*	2*	2	1	1	1	-	-	-	-
Ouagadougou	2*	4*	4	2	2	2	-	-	-	-
Kaya	1*	1*	1	1	1	1	-	-	-	-
Ouahigouya	1*	1*	1	1	1	1	-	-	-	-
Koudougou	1*	1*	1	1	1	1	-	-	-	-
Banfora	1*	1*	1	1	0	0	-	-	-	-
Tenkodogo	-	-	-	1	1	1	-	-	-	-
Tribunaux du travail	11	14	14	14	16	15	17	15	14	18
Bobo-Dioulasso	3	4	4	3	3	3	3	4	3	3
Koudougou*	1	2	2	3	3	3	3	1	1	3
Ouagadougou	7	8	8	8	10	9	11	10	10	12
Tribunaux d'instance	6	6	6	6	6	6	0	-	-	-
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	2	2	0	-	-	-
Ouagadougou	4	4	4	4	2	4	0	-	-	-
Tribunaux de commerce	17	10	12	12	12	12	13	13	14	14
Bobo-Dioulasso	7	4	4	4	4	4	4	4	4	5
Ouagadougou	10	6	8	8	8	8	9	9	10	9
Tribunaux administratifs	13	17	18	18	20	20	21	22	22	29
Bobo-Dioulasso	7	7	5	5	6	6	6	7	7	9
Ouagadougou	6	10	13	13	14	14	15	15	15	20
Tribunaux de grande instance										
Banfora	7	7	7	7	8	8	11	13	9	10
Bobo-Dioulasso	27	29	38	35	27	27	30	31	33	37
Bogandé	5	4	5	6	6	6	8	11	10	2
Boromo	5	6	6	6	6	6	6	11	8	8
Dédougou	7	7	7	8	6	6	11	14	13	11
Diapaga	4	5	5	5	4	4	7	8	8	3
Diébougou	4	5	5	4	6	6	6	8	7	9
Djibo	5	5	5	5	5	5	3	2	1	2
Dori	5	5	5	7	8	8	6	9	7	4
Fada N'Gourma	6	6	7	8	8	8	12	14	12	11
Gaoua	5	6	6	6	6	6	8	10	8	8
Kaya	7	8	8	7	9	9	9	14	12	10
Kongoussi	5	6	5	6	5	5	5	10	9	2
Koudougou	8	9	7	10	11	11	15	18	16	13
Koupéla	-	-	-	5	5	5	8	13	14	10
Léo	5	6	6	6	6	5	6	10	8	8
Manga	5	6	6	7	6	6	6	11	10	8
Nouna	4	5	5	5	5	5	6	9	8	3
Orodara	4	5	5	5	5	5	7	11	10	8
Ouaga I	48	50	60	59	61	65	75	72	59	56
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	20	46
Ouahigouya	8	9	7	8	9	8	17	17	16	12
Pô	-	-	-	-	-	-	-	5	7	8
Tenkodogo	11	10	9	10	10	10	14	19	20	17
Tougan	5	6	5	6	5	5	5	9	5	3
Yako	5	6	6	6	6	6	6	10	8	7
Ziniaré	6	7	7	7	6	6	6	12	15	12
Ensemble	201	218	232	239	238	231	293	371	353	328

Concepts

Les personnels judiciaires des emplois spécifiques du Ministère de la justice autres que les magistrats se subdivisent en deux groupes à savoir :

- les greffiers ;
- les gardes de sécurité pénitentiaire.

Les emplois de greffiers sont régis par la loi 054-2012/AN du 18 décembre 2012 portant statut du personnel du corps des greffiers. Ils sont hiérarchisés comme suit :

- les greffiers en chef qui sont des cadres de conception et/ou de direction ;
- les greffiers qui sont des cadres d'application ;
- les secrétaires de greffes et parquets qui sont des agents d'exécution.

Les emplois de greffier en chef, de greffier et de secrétaire des greffes et parquets comprennent respectivement les attributions définies aux articles 12, 17 et 21 de la loi 054-2012/AN du 18 décembre 2012 portant statut du personnel du corps des greffiers.

Le greffier en chef : Sous l'autorité des chefs de juridictions, le greffier en chef, chef de greffe, dirige le greffe, en assure la responsabilité et la gestion administrative.

- Il assiste le juge dans les actes de sa juridiction dans les conditions prévues par les textes en vigueur.
- Il est dépositaire des minutes et archives dont il assure la conservation.
- Il authentifie les actes et décisions juridictionnels et, à ce titre, il en délivre des extraits, des expéditions et des copies.
- Il assure la garde des scellés et de toutes sommes et pièces déposées, à quelque titre que ce soit, au greffe.
- Il gère les caisses d'avances et de menues dépenses.
- Il assure les fonctions d'auxiliaire du trésor public par la perception et le reversement des droits et taxes requis pour certaines formalités judiciaires.
- Il assure les fonctions d'auxiliaire du receveur de l'enregistrement par l'établissement des bordereaux relatifs aux actes et décisions de la juridiction soumis à cette formalité et le reversement des sommes requises.

Tableau II-25 : Personnel du corps des greffiers par sexe

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	413	425	449	482	493	541	626	713	806	897
Sexe										
Hommes	304	315	335	358	374	412	481	550	629	714
Femmes	109	110	114	124	119	129	145	163	177	183

Tableau II-26 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	100	109	114	122	122	127	142	171	186	183
Sexe										
Hommes	79	87	90	98	100	104	114	140	155	154
Femmes	21	22	24	24	22	23	28	31	31	29
Ancienneté										
Moins de 5 ans	22	20	23	19	8	5	42	21	81	75
5 à 9 ans	34	41	42	32	34	27	43	31	47	37
10 à 14 ans	25	24	25	31	36	44	35	45	38	37
15 à 19 ans	0	5	5	21	26	33	43	55	18	29
20 à 24 ans	6	1	1	0	0	0	15	6	2	5
25 ans et plus	13	18	18	18	18	18	1	11	0	0
Position										
Chancellerie	16	19	22	19	34	37	43	42	35	37
Juridictions (y compris les hautes cours)	79	84	88	87	80	83	93	107	132	129
Disponibilité	1	2	2	3	3	3	1	1	2	1
Mise à disposition	0	0	0	0	1	1	1	3	8	9
Détachement	0	1	0	1	1	1	1	3	5	1
Suspendu	0	0	0	0	0	4	4	-	2	2
Stage de spécialisation	2	1	0	7	1	1	0	-	-	-
Stage à l'ENAM	-	-	-	-	-	-	-	0	-	-
Mission onusienne	2	2	2	3	2	1	0	0	-	0
Juridictions										
Ensemble	79	84	88	87	80	84	93	107	132	129
Cour de cassation	2	2	2	2	5	5	6	5	4	6
Conseil constitutionnel	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État	2	2	2	1	2	2	2	2	2	2
Cour des comptes	3	4	4	4	4	4	4	4	5	4
Cours d'appel	8	9	9	9	9	10	11	13	21	12
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	0	-	-	-
Tribunaux de grande instance	47	50	50	48	41	43	52	64	78	77
Tribunaux du travail	4	4	4	5	4	5	7	8	10	8
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0	-	-	-
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	2	2	0	-	-	-
Tribunaux administratifs	3	3	6	6	4	4	5	6	5	6
Tribunaux de Commerce	4	4	5	6	6	6	5	4	6	6

Source : DRH

Tableau II-27 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Cours d'appel	8	9	9	10	9	10	11	13	21	19
Bobo-Dioulasso	3	3	3	2	3	3	3	3	3	2
Ouagadougou	5	6	6	6	4	5	6	7	13	6
Fada N'Gourma	-	-	-	2	2	2	2	3	5	4
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	2	2	0	-	-	-
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	0	-	-	-
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	0	-	-	-
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0	-	-	-
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	-	-	-
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	-	-	-
Tribunaux du travail	4	4	4	5	4	5	7	8	10	8
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	2	2	2	1
Koudougou	1	1	1	1	1	2	1	2	3	3
Ouagadougou	2	2	2	3	2	2	4	4	5	4
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	0	-	-	-
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	0	-	-	-
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	0	-	-	-
Tribunaux de commerce	4	4	5	6	6	6	5	4	6	6
Bobo-Dioulasso	2	2	2	3	3	2	2	2	2	2
Ouagadougou	2	2	3	3	3	4	3	2	4	4
Tribunaux administratifs	3	3	6	6	4	4	5	6	5	6
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	2	2	3	3	2	3
Ouagadougou	1	1	4	4	2	2	2	3	3	3
Tribunaux de grande instance	47	50	50	48	40	43	52	64	78	77
Banfora	2	2	2	2	2	2	1	1	3	2
Bobo-Dioulasso	5	5	5	5	2	4	5	6	6	6
Bogandé	3	2	2	2	2	1	1	1	1	1
Boromo	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2
Dédougou	2	2	1	1	1	1	2	3	3	2
Diébougou	1	2	2	2	1	1	1	1	2	12
Diapaga	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1
Djibo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dori	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Fada N'Gourma	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Gaoua	1	1	1	2	1	1	2	1	1	1
Kaya	2	2	3	3	2	2	2	2	3	3
Kongoussi	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2
Koudougou	2	2	2	2	3	3	3	4	4	3
Koupéla	-	-	-	0	1	1	2	2	4	4
Léo	2	2	2	2	2	2	3	3	3	3
Manga	3	3	3	2	1	2	2	2	2	2
Nouna	2	2	2	1	1	1	2	2	2	2
Orodara	1	1	1	1	1	1	2	2	3	3
Ouaga I	5	7	8	7	6	6	7	16	8	8
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	8	10
Ouahigouya	1	2	2	2	1	2	2	2	3	3
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
Tenkodogo	2	2	2	2	1	1	2	2	4	4
Tougan	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2
Yako	3	2	2	1	1	1	2	2	3	3
Ziniaré	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Ensemble	70	74	78	79	67	72	80	95	120	77

Concepts

❖ Le greffier

L'emploi de greffier comprend les attributions suivantes :

- Sous l'autorité des chefs de juridictions, de services et des greffiers en chef, le greffier assiste les greffiers en chef et les magistrats dans leurs missions, dans les conditions prévues par les textes en vigueur ;
- Le greffier peut être désigné par l'autorité hiérarchique pour exercer d'autres fonctions du greffe.

Tableau II-28 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	169	193	222	251	237	276	287	370	426	493
Sexe										
Hommes	134	156	180	195	192	224	223	293	338	400
Femmes	35	37	42	56	45	52	64	77	88	93
Ancienneté										
Moins de 5 ans	44	47	62	58	47	48	174	161	278	327
5 à 9 ans	49	52	60	52	51	58	29	59	84	92
10 à 14 ans	48	59	63	79	85	87	32	52	37	41
15 à 19 ans	1	10	12	33	34	49	34	77	22	28
20 à 24 ans	12	1	1	1	3	5	8	13	5	5
25 ans et plus	15	24	24	28	17	29	10	8	0	0
Position										
Chancellerie	8	11	9	10	15	17	16	15	17	88
Juridictions (y compris les hautes cours)	146	166	199	206	197	218	245	327	363	363
SP/CSM	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1
Disponibilité	3	3	3	5	4	4	2	2	2	1
Mise à disposition	0	1	1	3	2	2	3	6	5	5
Détachement	0	0	0	2	4	4	1	0	0	0
Stage de formation ¹	12	12	10	32	15	30	19	200	35	35
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Greffiers en juridictions

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	146	166	199	207	200	218	262	327	363	363
Cour de cassation	5	4	6	7	6	6	8	11	9	13
Conseil constitutionnel	3	3	3	6	2	4	3	3	2	2
Conseil d'État	5	4	6	6	6	6	6	7	6	9
Cour des comptes	6	4	5	5	5	5	6	5	6	8
Cours d'appel	20	24	26	30	32	33	32	39	38	43
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Tribunaux d'instance	4	7	9	7	6	5	0	-	-	-
Tribunaux de grande instance	82	98	117	116	115	124	174	219	257	237
Tribunaux du travail	3	4	5	8	8	10	9	13	13	13
Juges des enfants	0	0	1	1	1	0	-	-	-	-
Tribunaux pour enfants	3	2	3	4	3	3	-	-	-	-
Tribunaux administratifs	5	6	7	5	5	8	8	12	13	13
Tribunaux de commerce	10	10	11	12	11	12	16	18	19	18

¹ Greffiers admis au concours professionnel, 1^{ère} et 2^{ème} année

Tableau II-29 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Cours d'appel	20	24	26	27	32	33	32	39	38	50
Bobo-Dioulasso	7	10	11	12	14	13	17	19	18	21
Fada N'Gourma				3	3	4	3	4	4	5
Ouagadougou	13	14	15	15	15	16	12	16	16	17
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Tribunaux pour enfants	3	2	3	4	3	3	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	2	1	1	2	2	2	-	-	-	-
Ouagadougou	1	1	2	2	1	1	-	-	-	-
Juges des enfants	0	0	1	4	1	0	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	0	0	1	2	1	0	-	-	-	-
Ouagadougou	0	0	0	2	0	0	-	-	-	-
Tribunaux du travail	3	4	5	8	8	10	9	13	13	13
Bobo-Dioulasso	1	1	0	3	3	3	4	5	5	5
Koudougou	1	1	1	1	0	1	1	2	1	1
Ouagadougou	1	2	4	4	5	6	4	6	7	7
Tribunaux d'instance	4	7	9	7	6	5	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	2	2	3	4	3	3	-	-	-	-
Ouagadougou	2	5	6	3	3	2	-	-	-	-
Tribunaux de commerce	10	10	11	12	11	12	16	18	19	18
Bobo-Dioulasso	2	2	2	3	4	4	5	6	4	4
Ouagadougou	8	8	9	9	7	8	11	12	15	14
Tribunaux administratifs	5	6	6	5	5	8	8	12	13	13
Bobo-Dioulasso	1	1	2	2	2	2	4	5	4	4
Ouagadougou	4	5	4	3	3	6	4	7	9	9
Tribunaux de grande instance	82	98	117	116	115	206	174	219	257	237
Banfora	4	3	3	3	3	5	6	6	6	5
Bobo-Dioulasso	9	11	13	15	16	16	22	22	20	19
Bogandé	1	3	3	3	3	4	4	4	7	5
Boromo	3	2	3	3	3	4	4	3	5	5
Dédougou	3	4	5	4	3	5	7	8	9	9
Diébougou	2	3	2	1	1	2	4	5	6	6
Diapaga	3	2	4	5	2	3	4	4	4	2
Djibo	3	4	5	4	3	3	2	1	1	1
Dori	3	3	3	1	2	3	4	5	4	3
Fada N'Gourma	3	4	5	1	4	4	5	6	6	5
Gaoua	3	3	1	3	4	4	6	9	9	7
Kaya	1	3	4	3	3	4	5	6	5	4
Kongoussi	2	2	3	2	2	2	4	4	6	5
Koudougou	4	6	7	7	7	8	10	12	10	12
Koupéla	-	-	-	2	2	2	3	5	5	5
Léo	3	3	3	4	2	2	4	5	6	4
Manga	0	3	3	3	3	3	3	2	5	5
Nouna	2	2	2	2	2	3	3	4	4	3
Orodara	3	4	3	3	3	3	3	3	3	2
Ouaga I	19	20	26	31	34	32	49	70	62	57
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	29	29
Ouahigouya	2	3	5	3	2	2	5	6	9	9
Pô	-	-	-	-	-	-	-	5	6	7
Tenkodogo	2	5	6	6	5	5	6	8	7	7
Tougan	3	2	2	1	2	2	3	6	7	4
Yako	1	0	2	2	1	1	3	4	6	6
Ziniaré	3	3	4	4	3	4	5	6	11	11
Ensemble	127	151	179	181	181	276	239	239	340	237

Concepts

❖ Le Secrétaire des greffes et parquets.

L'emploi de secrétaire des greffes et parquets comprend les attributions suivantes :

- réceptionner, transmettre le courrier et tenir les registres y relatifs ;
- transcrire sur les registres des plaintes, les décisions du procureur et de ses substituts ;
- transcrire sur les registres d'exécution les peines et sur celui des contraintes par corps, les décisions rendues par les juridictions répressives, les réquisitions d'incarcération ainsi que tous les actes de procédure et les ordonnances ;
- saisir tout acte ou document qui sont d'usage dans les juridictions ;
- établir pour signature et délivrer les fiches n°2, n°3 du casier judiciaire et les pièces d'exécution;
- réceptionner, enregistrer et classer les fiches n°1 du casier judiciaire ou casier origine et central;
- coter les livres, les registres et carnets et les soumettre au paraphe du juge ;
- etc.

Tableau II-30 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	144	123	113	109	134	138	133	172	194	221
Sexe										
Hommes	91	72	65	65	82	85	87	117	136	160
Femmes	53	51	48	44	52	53	46	55	58	61
Ancienneté										
Moins de 5 ans	26	24	21	20	58	79	104	121	148	149
5 à 9 ans	63	33	30	25	22	11	7	12	25	52
10 à 14 ans	21	33	33	20	23	15	2	8	3	4
15 à 19 ans	5	5	4	7	10	12	8	15	7	7
20 à 24 ans	11	1	1	1	1	1	7	4	11	8
25 ans et plus	18	27	24	30	20	20	5	12	0	1
Position										
Chancellerie	9	13	10	8	5	3	4	6	7	37
Juridictions (y compris les hautes cours)	82	79	86	90	98	102	128	154	165	163
Disponibilité	2	0	0	1	1	1	1	1	0	0
Mise à disposition	1	1	0	6	0	0	0	0	0	0
Détachement	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Stage de formation ²	50	30	17	20	29	32	5	11	21	21

Tableau II-31 : Secrétaires des greffes et parquets en juridiction y compris les hautes cours

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	82	79	86	90	98	102	128	154	164	163
Cour de cassation	3	3	3	6	5	5	5	4	3	4
Conseil constitutionnel	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1
Conseil d'État	1	1	3	5	5	5	3	3	3	3
Cour des comptes	5	5	4	3	3	3	3	3	3	3
Cours d'appel	7	7	6	7	10	12	13	14	16	13
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Tribunaux d'instance	0	0	0	0	1	1	0	-	-	-
Tribunaux de grande instance	56	53	59	58	63	63	90	114	119	120
Tribunaux du travail	3	3	3	3	2	2	4	4	4	4
Juges des enfants	1	1	0	1	0	0	0	-	-	-
Tribunaux pour enfants	0	1	2	1	2	2	0	-	-	-
Tribunaux administratifs	3	2	3	4	5	5	5	7	10	9
Tribunaux de commerce	3	3	3	2	2	4	4	4	6	4

Source : DRH

² Interprètes judiciaires, agents de bureau, etc. admis au concours professionnel, 1^{ère} et 2^{ème} année
 Annuaire statistique 2022 de la justice

Tableau II-32 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, ancienneté, position et type de juridiction (suite)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Cours d'appel	7	7	6	9	10	12	13	14	16	15
Bobo-Dioulasso	4	4	4	4	3	5	5	4	4	3
Fada N'Gourma				4	4	3	4	4	5	4
Ouagadougou	3	3	2	1	3	4	4	6	7	6
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Tribunaux pour enfants	0	1	2	1	2	2	-		-	-
Bobo-Dioulasso	0	0	1	0	0	0	-	-	-	-
Ouagadougou	0	1	1	1	2	2	-	-	-	-
Juges des enfants	1	1	0	1	0	0	-		-	-
Bobo-Dioulasso	1	1	0	0	0	0	-	-	-	-
Ouagadougou	0	0	0	1	0	0	-	-	-	-
Tribunaux du travail	3	3	3	3	2	2	4	3	4	4
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Koudougou	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1
Ouagadougou	2	2	2	2	1	1	2	1	2	2
Tribunaux d'instance	0	0	0	0	1	1	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	-	-	-	-
Ouagadougou	0	0	0	0	1	1	-	-	-	-
Tribunaux de commerce	3	3	3	2	2	4	4	4	6	4
Bobo-Dioulasso	1	0	1	1	1	2	2	2	3	2
Ouagadougou	2	3	2	1	1	2	2	2	3	2
Tribunaux administratifs	3	2	4	4	5	5	5	7	10	9
Bobo-Dioulasso	1	1	2	2	2	2	2	3	4	4
Ouagadougou	2	1	2	2	3	3	3	4	6	5
Tribunaux de grande instance	56	53	59	56	63	63	90	90	119	120
Banfora	3	4	4	3	1	2	3	4	4	4
Bobo-Dioulasso	5	4	4	4	4	3	8	7	9	10
Bogandé	1	1	1	0	0	0	1	1	2	2
Boromo	1	1	1	2	1	1	2	2	4	4
Dédougou	0	1	2	3	3	3	4	4	3	3
Diébougou	1	1	2	2	2	3	4	4	5	3
Diapaga	2	2	0	1	2	2	0	1	2	2
Djibo	2	1	1	1	2	2	1	1	1	1
Dori	1	2	3	3	4	4	3	2	2	1
Fada N'Gourma	2	1	2	1	1	2	5	2	4	4
Gaoua	1	1	1	1	1	2	3	3	4	3
Kaya	2	2	2	1	1	2	3	3	3	3
Kongoussi	1	1	1	1	1	1	2	2	1	1
Koudougou	2	2	2	3	2	3	6	5	9	9
Koupéla	-	-	-	2	3	2	3	2	5	5
Léo	2	2	1	1	1	1	2	1	2	3
Manga	0	0	1	1	2	2	2	3	5	5
Nouna	1	1	1	2	2	2	3	2	2	1
Orodara	1	1	2	1	1	1	2	2	2	2
Ouaga I	18	14	16	13	13	11	11	14	20	22
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	10	11
Ouahigouya	2	2	2	3	3	3	3	1	3	3
Pô	-	-	-	-	-	-	-	5	3	3
Tenkodogo	3	2	2	2	3	3	5	5	4	4
Tougan	1	2	1	1	4	3	5	4	2	1
Yako	2	3	4	3	3	2	5	5	4	3
Ziniaré	2	2	3	3	3	3	4	5	5	7
Ensemble	73	70	77	76	85	89	116	118	155	120

Concepts

La garde de sécurité pénitentiaire (GSP) a été créée par décret n°84-307/ CNR/ PRES/ MJ du 17 août 1984. C'est un corps paramilitaire au sein du Ministère en charge de la justice. Il est régi par la loi 16-2014/AN du 15 mai 2014 portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire. Aux termes de l'article 2 alinéa 2 de la loi suscitée, la Garde de sécurité pénitentiaire est chargée de la sécurité, de la gestion et du fonctionnement des établissements pénitentiaires sur toute l'étendue du territoire, de la sécurité dans les domaines relevant du ministère en charge de la justice et de la préparation à la réinsertion sociale des personnes privées de liberté.

Le personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire est hiérarchisé ainsi qu'il suit :

- les inspecteurs de sécurité pénitentiaire ;
- les contrôleurs de sécurité pénitentiaire ;
- les assistants de sécurité pénitentiaire ;
- les agents de sécurité pénitentiaire.

Les attributions des inspecteurs de sécurité pénitentiaire, de contrôleurs de sécurité pénitentiaire, d'assistants de sécurité pénitentiaire et d'agents de sécurité pénitentiaire sont régies respectivement par les articles 13, 17, 21,22 et 25 de la loi n° 016 /2014 AN du 15 mai 2014 portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire.

Tableau II-33 : Personnel de sécurité pénitentiaire par sexe

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	1 730	1 846	2 030	2 032	2 113	2 410	2 688	2 807	2 903	3257
Sexe										
Hommes	1 493	1 591	1 730	1 733	1 789	2 039	2 267	2 354	2 424	2730
Femmes	237	255	300	299	324	371	421	453	479	527

Source : DRH

Tableau II-34 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les établissements pénitentiaires

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	1 215	1 324	1 410	1 485	1 444	1682	1 784	1 782	1 764	1839
CPA de Baporo	34	37	28	24	25	26	44	46	42	41
Centre pour mineurs de Laye	9	11	10	12	15	14	13	13	17	18
CERMICOL				20	18	20	24	24	26	29
Maisons d'arrêt et de correction	1 172	1 276	1 372	1 429	1 386	1622	1 703	1 699	1 679	1751
Banfora	37	39	44	46	53	60	67	60	63	63
Bobo-Dioulasso	122	136	140	141	125	163	181	170	173	180
Bogandé	35	37	40	46	45	47	46	49	39	30
Boromo	33	34	38	40	39	43	49	54	54	64
Dédougou	39	42	46	53	49	55	66	68	69	64
Diapaga	37	39	39	34	36	43	41	46	34	28
Diébougou	28	32	34	38	35	39	41	44	46	47
Djibo	29	29	28	57	51	69	32	30	25	14
Dori	35	39	39	39	34	52	47	40	41	42
Fada N'Gourma	36	42	45	46	39	54	58	56	57	61
Gaoua	37	35	39	38	41	48	55	55	49	59
Kaya	41	40	46	45	41	46	56	55	48	53
Kongoussi	25	28	28	33	32	34	39	38	39	38
Koudougou	41	50	58	54	54	58	57	62	68	77
Koupéla	-	-	-	23	32	43	40	39	36	44
Léo	32	33	38	35	36	43	54	56	52	53
Manga	30	36	38	36	34	40	37	36	34	47
Nouna	30	31	36	37	40	43	46	41	42	1
Orodara	30	30	31	35	33	42	57	57	51	53
Ouagadougou (MACO)	290	228	231	226	220	246	248	252	274	309
Ouagadougou (PHS)	-	101	127	122	125	141	165	165	167	193
Ouahigouya	43	56	51	50	43	46	48	50	48	44
Tenkodogo	44	40	51	50	48	50	47	52	58	67
Tougan	29	30	30	32	32	36	45	43	42	42
Yako	29	26	30	32	33	38	34	38	31	28
Ziniaré	40	43	45	41	36	43	47	43	44	44

Les inspecteurs de sécurité pénitentiaire

Ils constituent un corps de conception, de direction, de prestations intellectuelles et techniques de haut niveau, d'administration et de commandement.

❖ Les contrôleurs de sécurité pénitentiaire

Ils constituent un corps d'application, d'encadrement et de contrôle.

Ils sont chargés de l'encadrement et du contrôle du personnel des corps des assistants et des agents de sécurité pénitentiaire.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire. Cependant, lorsqu'ils sont nommés ou affectés à un poste de fonction, ils sont placés sous le contrôle de l'autorité hiérarchique immédiate.

❖ Les assistants de sécurité pénitentiaire

Ils constituent le corps d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire et des contrôleurs de sécurité pénitentiaire.

❖ Les agents de sécurité pénitentiaire

Ils constituent le corps d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire, des contrôleurs de sécurité pénitentiaire et des assistants de sécurité pénitentiaire.

Tableau II-35 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	71	95	98	102	97	101	107	117	127	141
Sexe										
Hommes	66	87	90	94	89	93	99	109	119	131
Femmes	5	8	8	8	8	8	8	8	8	10
Ancienneté										
Moins de 5 ans	15	18	10	1	0	0	28	0	33	44
5 à 9 ans	36	47	44	26	23	17	26	13	42	31
10 à 14 ans	13	22	29	65	59	54	38	50	31	31
15 à 20 ans	0	1	9	10	9	30	15	46	17	31
20 à 25 ans	7	7	6	38	0	0	0	2	4	4
26 ans et plus					6	6	0	6	0	0
Position										
Chancellerie	23	36	35	38	40	36	39	45	53	81
Autres structures	10	10	9	10	13	9	13	11	11	8
DGAP	13	26	26	28	27	27	26	34	43	58
Directions générale et centrales	13	24	23	24	24	24	23	31	40	55
DRAP Ouagadougou		1	2	2	1	1	1	1	1	1
DRAP Bobo-Dioulasso		1	1	1	1	1	1	1	1	1
DRAP Fada N'Gourma				1	1	1	1	1	1	1
ENGSP	1	6	7	7	10	14	14	15	13	13
CPA de Baporo	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1
CERMICOL				2	2	2	1	1	1	1
Centre pour mineurs de Laye	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Maisons d'arrêt et de correction	28	27	31	31	27	33	30	54	36	36
Banfora	1	1	1	1	1	1	2	1	1	1
Bobo-Dioulasso	2	2	3	2	1	1	2	2	2	2
Bogandé	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Boromo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dédougou	1	1	0	1	1	1	1	1	1	1
Diapaga	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1
Diébougou	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1
Djibo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dori	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Fada N'Gourma	1	1	2	1	1	2	1	1	1	1
Gaoua	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Kaya	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Kongoussi	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2
Koudougou	1	1	1	1	1	2	1	2	2	2
Koupéla	-	-	-	1	1	1	1	1	1	1
Léo	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2
Manga	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2
Nouna	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Orodara	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou (MACO)	3	2	3	3	1	2	2	2	2	3
Ouagadougou (PHS)	2	2	2	2	2	1	2	2	2	2
Ouahigouya	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2
Tenkodogo	1	1	2	2	1	2	1	2	2	2
Tougan	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Yako	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ziniaré	0	0	1	1	1	2	1	1	2	1
Mission onusienne	16	9	13	15	17	9	13	13	13	8
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Suspendus	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1
Disponibilité	1	0	0	0	0	0	0	8	0	0
Détachement	0	1	1	2	3	2	8	0	8	12
Stage de spécialisation	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-

Source : DRH

Tableau II-36 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	186	232	242	250	240	270	258	293	290	294
Sexe										
Hommes	172	214	221	226	219	245	234	267	265	267
Femmes	14	18	21	24	21	25	24	26	25	27
Ancienneté										
Moins de 5 ans	15	24	10	115	0	1	116	20	108	119
5 à 9 ans	46	61	73	115	60	58	63	20	93	77
10 à 14 ans	77	89	78	18	101	78	56	100	75	69
15 à 20 ans	0	10	33		33	80	13	107	14	29
20 à 25 ans	48	48	48	2	0	0	2	9	0	0
26 ans et plus					46	47	8	37	0	0
Position										
Chancellerie	41	63	60	51	71	78	85	77	105	123
Autres structures	11	4	6	7	4	4	8	9	9	10
DGAP	30	59	54	44	67	74	77	68	96	113
Directions générale et centrales	30	44	44	30	49	55	56	20	79	95
DRAP Bobo-Dioulasso		8	4	7	8	9	9	9	7	8
DRAP Fada N'Gourma					4	4	4	2	1	1
DRAP Ouagadougou		7	6	7	6	6	8	9	9	9
ENGSP	3	8	9	13	13	13	11	13	14	13
CPA de Baporo	5	5	4	3	4	4	4	4	4	4
Centre pour mineurs de Laye	1	1	1	1	2	2	1	1	1	1
CERMICOL				3	3	5	4	4	5	5
Maisons d'arrêt et de correction	86	91	119	138	122	125	140	130	124	121
Banfora	3	2	4	6	5	5	6	6	7	7
Bobo-Dioulasso	3	6	9	8	6	7	8	9	7	8
Bogandé	2	3	3	5	4	4	4	5	3	3
Boromo	5	4	4	5	5	5	6	7	3	5
Dédougou	3	3	3	5	5	5	6	5	5	6
Diapaga	3	3	3	3	4	4	5	3	2	3
Diébougou	3	3	4	5	4	4	6	3	3	5
Djibo	3	3	3	4	3	3	3	2	3	2
Dori	3	3	3	3	3	3	4	3	3	5
Fada N'Gourma	3	4	5	5	4	6	6	2	4	4
Gaoua	3	3	4	3	4	4	4	3	3	4
Kaya	3	3	4	5	4	4	5	6	6	5
Kongoussi	3	3	3	6	6	4	4	4	4	3
Koudougou	3	4	6	7	6	6	5	4	5	5
Koupéla	-	-	-	5	4	4	5	5	5	5
Léo	4	4	5	5	4	5	6	5	5	4
Manga	3	3	5	7	6	6	6	7	6	5
Nouna	3	3	4	4	4	4	3	4	4	0
Orodara	3	3	4	4	4	4	5	5	4	4
Ouagadougou (MACO)	11	9	14	12	10	11	14	12	10	12
Ouagadougou (PHS)	3	5	7	7	5	5	8	9	9	11
Ouahigouya	3	3	4	5	5	5	6	5	5	5
Tenkodogo	3	3	5	5	5	4	4	4	5	5
Tougan	3	3	3	3	4	5	3	4	4	2
Yako	3	4	4	5	3	3	4	5	2	1
Ziniaré	4	4	6	6	5	5	4	3	5	2
Mission onusienne	28	11	11	8	10	8	11	11	9	5
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Suspendus	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Disponibilité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Détachement	0	2	2	2	1	1	0	0	0	1
Stage de spécialisation							2	-	-	-
Stage de formation³	19	50	35	30	13	30	20	26	28	19

Source : DRH

³ Contrôleurs admis au concours professionnel, 1^{ère} et 2^{ème} année

Tableau II-37 : Assistants de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	1 371	1 509	1 680	1 660	1 773	2 030	2 260	2 393	2 484	2820
Sexe										
Hommes	1 165	1 280	1 409	1 392	1 478	1 691	1 874	1 974	2 038	2333
Femmes	206	229	271	268	295	339	386	419	446	490
Ancienneté										
Moins de 5 ans	790	649	558	544	510	706	913	904	920	1189
5 à 9 ans	381	595	778	1073	705	738	825	554	785	623
10 à 14 ans	144	205	237	40	451	412	422	630	744	966
15 à 20 ans	0	5	55	0	56	123	89	262	30	39
21 à 25 ans	56	55	52	3	0	0	2	5	4	2
26 ans et plus	0	0	0	0	51	51	9	38	1	1
Position										
Chancellerie	199	237	286	282	359	446	569	659	761	1038
Autres structures	30	29	39	32	35	40	44	47	46	45
DGAP	169	208	247	250	324	406	525	612	715	993
Directions générale et centrales	169	200	228	236	276	366	494	584	684	956
DRAP Bobo-Dioulasso		1	8	6	22	25	14	12	14	16
DRAP Fada N'Gourma					17	5	4	5	5	6
DRAP Ouagadougou		7	11	8	09	10	13	11	12	15
ENGSP	11	20	29	31	45	43	35	37	42	39
CPA de Baporo	28	31	23	20	20	20	39	41	37	36
Centre pour mineurs de Laye	8	10	9	11	13	12	12	12	16	17
CERMICOL					13	13	19	19	20	22
Maisons d'arrêt et de correction	1 086	1 152	1 218	1 257	1 237	1 451	1 532	1 536	1 519	1592
Banfora	33	36	39	40	47	54	59	53	55	61
Bobo-Dioulasso	117	128	128	130	118	143	171	158	164	170
Bogandé	32	33	36	40	40	42	41	43	35	26
Boromo	27	29	33	34	33	37	42	46	48	58
Dédougou	34	37	43	47	43	49	59	62	63	56
Diapaga	33	35	35	30	31	37	35	42	31	24
Diébougou	24	28	29	32	30	33	34	40	42	40
Djibo	25	25	24	52	47	65	28	27	21	11
Dori	29	33	33	35	30	48	42	36	37	36
Fada N'Gourma	32	37	38	40	34	46	51	53	52	56
Gaoua	33	31	34	34	36	43	50	51	45	54
Kaya	37	36	41	39	36	41	50	48	41	45
Kongoussi	21	24	24	26	25	29	34	33	28	33
Koudougou	37	45	51	46	47	50	51	56	61	70
Koupéla	-	-	-	17	27	38	34	33	30	38
Léo	27	28	32	29	31	37	47	50	45	47
Manga	26	32	32	28	27	33	30	28	26	40
Nouna	26	27	31	32	35	37	42	36	37	0
Orodara	26	26	26	30	28	37	51	51	46	48
Ouagadougou (MACO)	189	215	213	211	209	233	232	238	262	294
Ouagadougou (PHS)	80	94	118	113	118	135	155	154	156	180
Ouahigouya	73	52	46	44	37	40	41	43	41	37
Tenkodogo	40	36	44	42	42	44	42	46	51	60
Tougan	25	26	26	27	27	30	41	38	37	39
Yako	25	21	25	26	29	34	29	32	28	26
Ziniaré	35	38	37	33	30	36	42	39	37	41
Mission onusienne	62	6	12	31	27	14	30	29	24	21
Mise à disposition	0	2	2	1	01	1	7	8	7	8
Disponibilité	0	0	1	4	05	5	5	5	7	10
Détachement	0	0	0	0	00	0	1	1	1	1
Suspendus	4	7	7	7	07	1	2	2	0	1
Stage de spécialisation	-	-	-	-	-	-	9	-	-	-
Condamné	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-
Stage de formation⁴	-	-	-	-	37	50	40	35	49	35

Source : DRH

⁴ Assistants admis au concours professionnel, 1^{ère} et 2^{ème} année

Tableau II-38 : Agents de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	102	10	10	8	3	3	3	4	2	2
Sexe										
Hommes	90	10	10	8	3	3	3	4	2	2
Femmes	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ancienneté										
Moins de 5 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5 à 9 ans	93	2	2	1	1	2	0	0	1	0
10 à 14 ans	4	2	2	1	1	1	2	3	0	0
15 à 20 ans	0	1	1	2	1	0	1	1	0	1
21 à 25 ans	5	5	5	4	0	0	0	0	1	1
26 ans et plus				1	0	0	0	0	0	0
Position										
Chancellerie	2	2	3	3	2	0	2	2	1	0
Autres structures	1	1	0	0	0	0	0	0	-	0
DGAP	1	1	3	3	2	2	2	2	1	0
Directions générale et central	1	1	2	3	2	2	2	2	1	0
DRAP Bobo-Dioulasso	0	0	1	0	0	0	0	0	-	0
DRAP Fada N'Gourma										
DRAP Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
CPA de Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Centre pour mineurs de Laye	0	0	0	0	0	0	0		-	0
Maisons d'arrêt et de correction	6	6	4	4	0	1	1	1	-	1
Banfora	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	1	0	0	1	1	-	0
Bogandé	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Dédougou	1	1	0	0	0	0	0	0	-	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	-	1
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Dori	2	2	2	0	0	0	0	0	-	0
Fada N'Gourma	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Gaoua	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Kaya	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Koudougou	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Léo	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Manga	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Ouagadougou (MACO)	2	2	1	1	0	0	0	0	-	0
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Ouahigouya	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Tenkodogo	0	0	0	1	0	0	0	0	-	0
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Ziniaré	1	1	1	1	0	0	0	0	-	0
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Disponibilité	0	0	1	0	0	0	0	0	-	0
Détachement	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Suspendus	2	2	2	1	1	1	0	1	1	1
ENGSP	92	0	0	0	0	0	0	0	-	0

Source : DRH

Tableau II-39 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice par profession et par sexe

Profession	Femmes					Hommes				
	2018	2019	2020	2021	2022	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	88	56	60	100	110	200	158	195	304	304
Adjoint en archivistique	-	-	-	0	0	-	-	-	1	1
Adjoint social	0	1	1	2	2	0	3	4	3	5
Adjoint administratif	2	0	0	1	1	1	0	0	1	1
Adjoint de secrétariat	8	2	2	5	3	4	2	2	9	9
Adjoint des services financiers	2	2	2	2	2	0	1	1	2	2
Adjoint technique de la statistique	0	0	0	0	0	2	2	2	3	3
Administrateur civil	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Administrateur des affaires sociales	1	1	1	0	0	0	1	2	2	1
Administrateur des services financiers	0	0	0	1	1	14	6	6	6	7
Agent de recouvrement du trésor	0	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Agent itinérant de santé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Agent spécialisé en GRH	0	0	2	2	2	2	2	2	3	3
Agent technique mécanicien	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Agent de bureau	10	7	7	16	20	6	6	6	11	12
Agent de liaison	18	14	13	17	18	25	20	20	27	27
Agent technique de la statistique	0	0	0	0	0	2	1	1	1	1
Aide social	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Archiviste d'État	1	1	1	1	1	5	4	3	7	7
Assistant en documentation	-	-	-	1	1	-	-	-	0	0
Assistant de police	0	0	0	0	0	1	1	0	4	1
Assistant des affaires économiques	1	0	0	0	0	3	0	0	0	0
Assistant en GRH	3	2	2	3	3	8	5	6	10	8
Attaché d'administration scolaire et universitaire	0	1	1	1	1	0	1	1	3	3
Attaché d'éducation	0	1	0	0	0	0	1	1	1	1
Attaché d'éducation spécialisée	1	3	3	3	4	4	12	27	26	28
Attaché de direction	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Attaché de santé en épidémiologie	0	1	0	0	0	0	1	1	1	1
Attaché des affaires sociales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Attaché d'intendance scolaire et universitaire	1	1	1	1	4	7	4	4	5	9
Attaché en études et analyse	0	0	0	1	0	0	1	0	1	0
Chauffeur	1	0	0	1	1	54	35	35	50	50
Comptable	1		0	1	1	1	0	0	0	0
Conseiller d'administration scolaire et universit.	0	0	0	0	0	3	3	3	3	3
Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente	-	-	-	0	0	-	-	-	1	0
Conseiller en économie et en développement	-	-	-	0	0	-	-	-	1	1
Conseiller en science et technique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseiller d'intendance scolaire et universitaire	2	3	3	4	4	6	3	3	12	9
Conseiller des affaires économiques	1	2	2	2	2	5	2	2	2	1
Conseiller des affaires étrangères	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseiller en GRH	1	1	1	2	2	13	10	10	12	8
Conseiller en relation publique	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseiller en science et techniques de l'information	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0
Conseiller en STIC	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Conservateur des archives	0	0	0	0	0	0	1	1	3	2
Contrôleur des services financiers	0	0	0	0	0	7	2	3	3	2
Contrôleur du trésor	0	0	1	2	2	2	4	4	5	5
Economiste	1	0	0	1	1	1	1	1	1	1
Educateur social	1	3	3	3	4	2	6	18	16	18
Gardien	0	0	0	0	0	9	1	0	5	5

Profession	Femmes					Hommes				
	2018	2019	2020	2021	2022	2018	2019	2020	2021	2022
Infirmier breveté	0	0	1	1	1	0	0	1	1	1
Infirmier d'état	0	0	3	1	0	1	1	2	2	2
Ingénieur de conception en informatique	-	-	-	0	0	-	-	-	1	1
Ingénieur des travaux informatiques	0	0	0	0	1	3	3	3	3	4
Ingénieur des travaux statistiques	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1
Inspecteur de l'enseignement primaire et de l'éducation non formelle	-	-	-	0	0	-	-	-	1	0
Inspecteur d'éducation spécialisée	0	0	0	0	0	1	1	3	4	4
Inspecteur du trésor	0	0	1	1	0	3	3	2	4	3
Journaliste				0	0				2	2
Juriste	2	0	0	0	0	2	0	0	0	1
Maïeuticien d'État	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0
Médecin généraliste	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1
Moniteur d'éducation spécialisé	0	0	0	0	1	0	0	6	7	6
Professeur certifié des lycées et collèges	-	-		1	1	-	-	-	0	0
Reprographe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Secrétaire	9	3	1	4	4	0	0	0	0	0
Secrétaire dactylo	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Secrétaire de Direction	10	5	5	6	5	0	0	0	2	2
Sociologue	1	1	1	2	2	0	0	0	0	0
Sous-officier de police	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Standardiste	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Technicien d'État du génie sanitaire	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1
Technicien supérieur d'élevage	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1
Technicien supérieur en informatique	0	0	0	0	0	2	2	2	2	2
Détachement	0	0	0	1	0	0	3	0	3	3
Disponibilité	0	1	0	2	2	0	4	0	12	13
Mise à disposition	0	2	0	6	11	0	3	0	13	20

Concepts

Le système judiciaire comprend d'autres acteurs et auxiliaires de la justice, notamment les avocats, les huissiers et les notaires.

L'avocat, régi par le règlement n°5/ CM/ UEMOA du 25 Septembre 2014 relatif à l'harmonisation des règles régissant la profession d'avocat dans l'espace UEMOA et la loi n°16 – 2000/AN du 23 mai 2000, exerce sa profession de façon libérale et son indépendance est garantie dans les textes.

Les avocats au Burkina Faso sont recrutés sur examen (le Certificat d'aptitude à la profession d'avocat), organisé par le Barreau avec l'appui de l'Université de Ouagadougou et du Ministère en charge de la justice. Ils bénéficient depuis 2015 d'une formation au Centre de formation professionnelle des avocats du Burkina.

L'avocat défend une personne devant une juridiction quand elle a un litige. Il a une mission d'assistance et de représentation devant la juridiction.

L'huissier est régi par la loi n° 054/2017 du 05 décembre 2017 portant réglementation de la profession d'huissier de justice. L'huissier de justice est chargé de signifier aux intéressés les actes et exploits, de procéder à l'exécution des décisions de justice ainsi que des actes ou titres en forme exécutoire.

L'huissier de justice exerce, sauf exception, dans le ressort du tribunal de grande instance de sa résidence et est chargé souvent de faire des constats à la demande des particuliers ou des magistrats. Il peut procéder au recouvrement à l'amiable des créances, à des ventes publiques de meubles et d'effets mobiliers et à des constats matériels.

Le notaire, régi également par la loi n° 021-2019/AN du 07 mai 2019 portant statut des notaires au Burkina Faso, est un officier public à qui l'État cède une partie de ses prérogatives pour l'exercer en son nom. Il est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale et de l'état civil.

Le notaire a pour mission de conseiller le citoyen, lui donner les informations juridiques nécessaires toutes les fois qu'il est amené à poser un acte. En d'autres termes, le notaire prévient le citoyen sur le comportement à adopter face à un acte de droit.

Le rôle du notaire est d'aider l'État en ce sens qu'il intervient à la préparation d'un certain nombre d'actes en matière de reconnaissance d'enfant naturel, d'adoption d'enfant, de succession, de contrat sous toutes ses formes. Le notaire est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale. Son rôle est, à l'occasion de certains actes liés à la problématique des recettes fiscales, d'aider l'État à mieux percevoir les impôts.

Tableau II-40 : Avocats par sexe, par ancienneté et par position

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	168	164	174	181	181	178	181	203	203	203
Sexe										
Hommes	135	132	139	146	146	141	144	163	163	163
Femmes	33	32	35	35	35	37	37	40	40	40
Ancienneté										
Moins de 5 ans	31	31	38	44	44	41	38	38	30	30
5 à 9 ans	38	38	23	23	23	12	15	34	41	41
10 à 14 ans	16	15	21	20	20	31	55	25	23	11
15 à 19 ans	57	54	31	32	32	20	26	28	21	29
20 à 24 ans	16	16	50	51	51	58	35	33	24	27
25 ans et plus	10	10	11	11	11	16	12	45	64	65
Ville de résidence										
Bobo-Dioulasso	13	13	10	10	10	9	9	10	9	11
Ouagadougou	155	151	164	171	171	169	172	196	194	192

Sources : Tableaux de l'Ordre des avocats des années judiciaires.

Tableau II-41 : Huissiers de justice par sexe, par ancienneté et par position

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	29	29	27	27	27	43	43	43	43	41
Sexe										
Hommes	24	24	22	22	22	35	35	35	35	35
Femmes	5	5	5	5	5	8	8	8	8	8
Ancienneté										
Moins de 5 ans	5	0	0	0	0	19	19	19	19	0
5 à 9 ans	0	5	5	5	5	5	0	0	0	18
10 à 14 ans	0	0	0	0	0	0	5	5	1	5
15 à 19 ans	13	14	13	13	13	1	0	0	0	0
20 à 24 ans	11	10	9	9	9	9	10	10	13	6
25 ans et plus	0	0	0	0	0	9	9	9	10	14
Ville de résidence										
Bobo-Dioulasso	7	6	6	5	5	5	5	5	5	5
Dédougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Fada							1	1	1	1
Gaoua							1	1	1	1
Kaya	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2
Kongoussi							1	1	1	1
Koudougou	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2
Léo							1	1	1	1
Ouagadougou	20	18	18	17	17	17	25	25	25	25
Ouahigouya	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2
Tenkodogo	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2

Source : Chambre nationale des Huissiers de justice du Burkina Faso

Tableau II-42 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	17	17	18	18	18	18	29	37	37	37
Sexe										
Hommes	10	10	10	10	10	10	19	24	20	20
Femmes	7	7	8	8	8	8	10	13	17	17
Ancienneté										
Moins de 5 ans	9	4	5	5	5	5	15	23	20	20
5 à 9 ans	0	5	5	5	5	5	9	4	7	7
10 à 14 ans	1	1	1	1	1	1	0	5	5	5
15 ans et plus	7	7	7	7	7	7	5	5	5	5
Lieu de résidence										
Bobo-Dioulasso	3	3	3	3	3	3	6	9	9	9
Ouagadougou	14	14	15	15	15	15	23	28	28	28

Source : Tableaux de l'Ordre des notaires

III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire

III.1. Cour de cassation

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour de cassation.

Annulation et renvoi : Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt ou le jugement cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

Arrêt avant dire droit : Décision prise par la cour, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Autre décision : Décision autre avant dire droit, cassation, annulation, annulation et renvoi, rejet, irrecevabilité et désistement.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision de justice par la Cour de cassation pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle la Cour a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le président de la formation et du greffier audienier.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi la Cour de cassation renonce à son instance ou à son action.

Irrecevabilité : Décision de la cour sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Juridiction du Premier président : Procédure d'urgence par laquelle le Premier président de la Cour statue sur certaines questions qui lui sont soumises

Rejet : Situation dans laquelle la Cour tranche totalement en défaveur de la partie qui s'est pourvue en cassation.

Sources statistiques : *Rôles du greffe central et des greffes des chambres, plumitifs d'audience, rôle général, rôles particuliers par chambre, plumitif par chambre, rôles du Parquet général de la Cour de cassation.*

Organisation et compétence de la Cour de cassation

La Cour de cassation, régit par la loi organique N° 018-2016/AN du 26 mai 2016, est placée au sommet de la hiérarchie de l'ordre judiciaire. Dotée d'une compétence nationale, elle est chargée de veiller au respect de la règle de droit par les juridictions du fond et de garantir par sa jurisprudence, l'unicité du droit. Elle se compose :

- d'un premier président ;
- de présidents de chambre ;
- de conseillers ;
- d'un procureur général ;
- d'un premier avocat général ;
- d'avocats généraux ;
- d'un secrétaire général ;
- d'un greffier en chef, chef de greffe ;
- de greffiers en chef ;
- de greffiers ;
- de secrétaires des greffes et parquets.

Elle comprend :

- des chambres civiles ;
- des chambres commerciales ;
- des chambres sociales ;
- des chambres criminelles.
- un greffier.

Tableau III-1 : Activités du siège de la Cour de cassation

Affaires nouvelles	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	236	225	167	231	263	280	214	241	270	250
Saisine directe	-	-	-	48	49	27	8	13	33	20
Saisine par voie de recours	-	-	-	183	214	253	206	228	237	230

Affaires nouvelles	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	236	225	167	231	263	280	214	241	270	250
Chambre civile	82	77	53	64	83	99	69	88	89	84
Chambre commerciale	36	29	29	28	47	50	19	38	38	35
Chambre sociale	57	61	33	49	46	58	88	52	59	64
Chambre criminelle	22	24	30	50	47	47	19	30	53	43
Chambre mixte et Chambres réunies	3	5	0	4	2	0	0	0	2	0
Juridiction du 1er Président	36	29	22	36	38	26	19	33	27	24

Nature de la décision rendue	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	152	138	108	161	184	213	183	337	584	519
Avant dire droit	4	0	1	0	0	1	3	1	0	3
Cassation	13	15	19	14	18	9	17	19	29	43
<i>Annulation et renvoi</i>	11	8	9	11	17	7	17	17	28	34
<i>Annulation sans renvoi</i>	2	7	10	4	1	2	0	2	1	9
Rejet	46	49	41	17	37	44	55	135	205	193
Incompétence	nd	4	5	10	5	2	4	5	4	4
Irrecevabilité	64	72	58	45	90	81	103	96	233	145
Désistement	14	8	7	5	7	13	12	9	21	17
Autres décisions	16	2	12	21	8	26	29	72	92	71

Décisions rédigées	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	125	105	117	106	157	162	172	292	550	448

Tableau III-2 : Affaires nouvelles du parquet général près la Cour de cassation

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	115	141	225	347	347	260	133	360	421	336
Chambre civile	61	63	88	131	102	82	57	110	92	150
Chambre commerciale	9	12	32	41	37	53	19	82	106	57
Chambre sociale	38	17	75	119	158	93	38	118	97	104
Chambre criminelle	6	47	29	52	48	32	18	50	125	54
Chambres mixtes et Chambres réunies	1	2	1	4	2	0	1	0	1	1

Tableau III-3 : Conclusions rendues par le parquet général près la Cour de cassation

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	96	57	179	243	228	241	133	348	436	360
Chambre civile	57	22	87	94	75	44	57	142	101	94
Chambre commerciale	14	12	23	26	33	34	19	25	71	100
Chambre sociale	19	9	57	88	72	80	38	154	133	100
Chambre criminelle	6	13	11	34	44	82	18	27	129	66
Chambres mixtes et Chambres réunies	0	1	1	1	4	1	1	0	2	0

Tableau III-4 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation

		Moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an à moins de 2 ans	2 ans à moins de 3 ans	3 ans à moins de 4 ans	4 ans à moins de 5 ans	5 ans et plus	Total
Ensemble	2016	11	2	9	10	12	9	108	161
	2017	4	3	11	6	26	45	89	184
	2018	4	7	11	15	11	29	135	212
	2019	0	5	12	9	6	17	79	128
	2020	6	22	82	46	24	24	105	309
	2021	19	47	66	104	77	57	182	552
	2022	68	25	68	73	39	33	139	445
Chambre civile	2016	4	0	4	8	3	5	34	58
	2017	2	3	3	4	16	25	47	100
	2018	0	2	1	3	3	16	40	65
	2019	0	0	8	7	5	11	24	55
	2020	0	0	12	25	9	7	33	86
	2021	0	9	24	37	23	13	40	146
	2022	0	12	26	20	13	10	34	115
Chambre commerciale	2016	0	2	1	2	6	2	18	31
	2017	0	0	1	0	4	3	10	18
	2018	0	0	3	2	2	5	19	31
	2019	0	4	4	1	0	0	10	19
	2020	0	2	6	6	3	2	21	40
	2021	12	16	9	10	8	0	20	75
	2022	0	10	18	22	9	6	24	89
Chambre sociale	2016	0	0	0	0	3	0	51	54
	2017	0	0	5	2	5	13	22	47
	2018	0	4	4	6	5	4	52	75
	2019	0	1	0	1	1	6	45	54
	2020	0	10	9	15	12	15	51	112
	2021	0	0	17	43	18	23	70	171
	2022	0	2	24	31	17	17	79	170
Chambre criminelle	2016	7	0	4	0	0	2	4	17
	2017	2	0	2	0	0	4	10	18
	2018	4	1	3	4	1	4	24	41
	2019	0	0	0	0	0	0	0	0
	2020	6	10	55	0	0	0	0	71
	2021	7	22	16	14	28	18	52	157
	2022	68	0	0	0	0	0	0	68
Chambres mixtes et Chambres réunies	2016	0	0	0	0	0	0	1	1
	2017	0	0	0	0	1	0	0	1
	2018	0	0	0	0	0	0	0	0
	2019	0	0	0	0	0	0	0	0
	2020	0	0	0	0	0	0	0	0
	2021	0	0	0	0	0	3	0	3
	2022	0	0	0	0	0	0	2	2

NB : Les sources n'ont pas permis de collecter ces données pour l'ensemble des décisions

III.2. Cours d'appel

Concepts

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant la Cour d'appel et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour d'appel pendant l'année concernée.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction du 1^{er} degré par la Cour d'appel pour irrégularité de forme ou de fond, ou d'un recours en révision.

Arrêt sur le fond : Décision de la Cour d'appel touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Arrêt avant dire droit : Décision prise, soit pour aménager une situation provisoire soit pour ordonner des mesures d'instruction.

Arrêt rédigé : Affaire sur laquelle la Cour d'appel a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Autre décision : Décision autre que : avant dire droit, confirmation, infirmation (reformation, annulation) désistement, irrecevabilité, radiation. (Exemple : forclusion)

Confirmation : Décision par laquelle la Cour d'appel consolide et maintient la décision des premiers juges.

Contravention : Infraction à la loi pénale qui est sanctionnée par une amende ou une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à 11 jours, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps supérieur à 5 ans, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Décisions du Premier Président : toute décision rendue par le premier président qui relève de sa compétence exclusive. Exemple : ordonnances de référés, ordonnance de contestation d'honoraire et ordonnances rendues en matière de défense à exécution provisoire.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement (sauf la loi sur le grand banditisme), et d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement, aux travaux d'intérêt général, aux mesures éducatives, auxquelles peuvent s'ajouter les peines complémentaires.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a interjeté appel auprès de la Cour d'appel renonce à son procès.

Infirmation : Annulation totale par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

Irrecevabilité : Décision de la Cour d'appel sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner au fond soit parce qu'elle ne remplit pas une condition de forme (exemple : appel hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Radiation : Suspension administrative du cours du procès (de l'instance) à la requête d'une partie ou à l'initiative de la Cour d'Appel pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Réformation : Infirmation partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort ou d'un arrêt de la même cour ayant fait l'objet de recours en révision.

Saisine directe : affaire introduite directement à la Cour d'appel sans être passée par une juridiction de 1^{er} degré.

Tableau III-5 : Activités des cours d'appel

Affaires nouvelles	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Juridiction d'origine										
TGI/Tribunal de commerce	1 190	819	892	862	1 008	1 306	1 185	1365	1 484	1 440
Tribunaux de commerce	-	-	-	304	303	295	348	270	323	249
Tribunal du travail	181	319	319	401	522	385	406	329	311	382
Tribunal d'instance	69	31	19	39	21	60	-	-	-	-
Saisine directe	172	38	35	35	361	316	203	78	153	59
Autres	-	-	-	19	30	24	34	6	18	23
Ensemble	1 612	1 207	1 265	1 660	2 245	2 386	2 176	2 048	2 289	2 153

Tableau III-6 : Nature des décisions rendues par chambre (hors ADD et radiations)

Décisions rendues selon la compétence	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Chambre civile	275	233	133	271	258	346	451	438	336	351
Chambre commerciale	96	81	46	94	90	120	200	133	119	140
Chambre sociale	286	337	207	287	420	400	389	268	297	398
Chambre correctionnelle	181	259	153	281	366	584	378	558	742	846
Chambre de l'instruction	170	219	110	397	558	922	605	406	337	132
Chambre criminelle	99	54	39	52	35	199	107	239*	440	364
Chambre pour Mineur	14	2	0	4	5	3	0	0	5	9
Autres	-	-	-	0	0	0	0	0	31	0
Juridiction du 1 ^{er} Président	251	265	269	352	387	413	383	390	447	178
Référés	233	256	262	323	376	336	327	290	407	171
Requêtes	18	9	7	29	11	77	56	100	40	7
Ensemble	1 372	1 450	957	1 738	2 119	2 987	2 513	2 432	2 754	2 418

*En 2020, 30 décisions de la Cour d'appel de Ouaga n'avaient été capitalisées dans les données. Il s'agit des décisions des assises criminelles de Ouagadougou tenues le 07 janvier 2021

Tableau III-7 : Nature des décisions rendues par la chambre de l'instruction

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Chambre de l'instruction	205	222	110	399	562	924	605	406	337	132
Avant dire droit	35	3	0	2	4	2	0	0	2	2
Renvoi en chambre criminelle	94	129	60	239	270	555	299	174	72	9
Renvoi en chambre correctionnelle	1	1	2	0	113	130	109	26	13	0
Non-lieu	5	3	3	1	5	25	22	6	5	0
Prescription							15	19	9	4
Liberté provisoire				0	146	139	135	166	113	31
Autres décisions	70	86	45	157	24	73	25	15	123	86

Tableau III-8 : Nature des décisions rendues par la chambre civile

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Chambre civile*	291	241	138	283	283	372	476	444	364	367
Avant dire droit	12	8	5	9	9	12	25	6	25	16
Confirmations	135	85	48	100	95	127	191	135	187	167
Infirmités	66	56	32	66	63	84	110	106	93	121
Reformations	45	42	24	49	47	63	81	80	67	29
Annulations	21	14	8	17	16	21	29	26	26	92
Désistement	11	60	34	70	65	89	74	155	27	27
Incompétence	0	2	1	2	2	3	2	5	2	2
Irrecevabilité	51	15	9	17	17	22	33	24	11	26
Autres	12	12	7	13	13	17	33	11	13	1
Prescriptions		3	2	3	3	4	8	2	3	7
Radiations	4	0	0	3	16	14	0	0	3	0
Décisions rédigées	222	167	129	215	175	267	325	211	281	234

Tableau III-9 : Nature des décisions rendues par la chambre commerciale

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Chambre commerciale*	111	94	53	109	104	139	206	136	121	145
Avant dire droit	15	13	7	15	14	19	6	3	2	5
Confirmations	42	37	21	41	41	54	64	54	57	86
Infirmités	28	23	13	28	26	35	48	57	46	47
<i>Reformations</i>	25	21	12	25	24	32	39	47	30	30
<i>Annulations</i>	3	2	1	3	2	3	9	10	16	17
Désistement	11	9	5	10	10	13	71	3	6	4
Incompétence	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1
Irrecevabilité	9	8	4	9	8	11	7	9	6	2
Autres	2	1	1	2	1	2	9	8	3	0
Prescriptions	4	3	2	4	4	5	0	2	0	0
Radiations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Décisions rédigées	98	65	38	72	109	119	99	119	92	88

Tableau III-10 : Nature des décisions rendues par la chambre correctionnelle

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Chambre correctionnelle	278	400	207	314	402	634	450	634	820	966
Avant dire droit	97	141	54	33	36	50	72	76	78	72
Confirmations	69	100	73	157	144	220	154	266	346	460
Infirmités	52	94	40	75	68	147	97	174	207	247
<i>Reformations</i>	50	84	39	54	59	139	87	159	195	226
<i>Annulations</i>	2	10	1	21	9	8	10	15	12	21
Désistement	26	16	22	27	42	76	63	41	65	55
Incompétence	1	2	10	0	15	2	1	1	1	1
Irrecevabilité	18	33	7	19	84	40	39	48	38	39
Autres	15	14	1	3	13	99	9	6	3	0
Prescriptions							15	22	82	44
Radiations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Décisions rédigées	212	245	249	270	270	516	161	464	536	632

Tableau III-11 : Nature des décisions rendues par la chambre criminelle

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Chambre criminelle	99	54	39	52	35	199	107	239	440	364
Condamnation	75	50	33	47	26	150	56	188	343	265
Acquittement	5	0	2	5	2	13	10	19	28	26
Prescriptions	0	0	0		2	12	31	30	60	65
Incompétence					0	3	9	1	3	0
Autres	19	4	4	0	4	22	1	1	6	8

Tableau III-12 : Nature des décisions rendues par la chambre pour mineur

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Chambre pour enfants	14	2	0	4	5	3	0	0	5	9
Confirmation	0	0	0	1	2	2	0	0	0	2
Réformation	0	0	0	0	1	0	0	0	2	2
Infirmité	0	1	0	2	2	1	0	0	2	3
Autres	14	1	0	1	0	0	0	0	1	2

Tableau III-13 : Nature des décisions rendues par la chambre sociale

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Chambre sociale	288	340	207	298	433	408	392	273	299	403
Avant dire droit	2	2	0	1	0	2	3	5	2	0
Confirmations	170	218	128	142	232	195	219	153	159	253
Infirmarys	71	75	56	90	105	114	95	57	80	75
<i>Reformations</i>	38	38	43	55	90	88	63	56	69	54
<i>Annulations</i>	33	37	13	35	15	26	32	1	11	21
Désistement	18	23	14	24	47	65	46	37	39	37
Incompétence	3	1	1	0	2	1	1	1	0	1
Irrecevabilité	19	14	7	14	30	19	18	18	15	18
Autres	5	6	1	17	4	6	10	2	4	9
Prescriptions							0	0	0	5
Radiations	0	1	0	10	13	6	0	0	0	5
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Décisions rédigées	253	252	199	255	417	341	273	237	279	377

Tableau III-14 : Nature des décisions rendues par la juridiction du premier président

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Juridiction du 1er Président	267	274	271	363	501	439	385	395	454	178
Avant dire droit	1	1	0	3	3	4	2	4	2	0
Confirmations	115	105	108	157	184	185	153	163	182	97
Infirmarys	52	79	76	77	98	140	115	99	147	41
<i>Reformations</i>	40	68	59	17	77	53	77	72	66	26
<i>Annulations</i>	12	11	17	60	21	87	38	27	81	15
Désistement	36	18	41	58	57	41	29	43	31	20
Incompétence	4	5	5	6	4	9	4	2	1	2
Irrecevabilité	20	12	14	43	28	32	36	26	27	13
Autres	24	46	25	11	16	6	45	56	49	4
Prescriptions							1	1	10	1
Radiations	15	8	2	8	111	22	0	1	5	0
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Décisions rédigées	187	117	228	277	182	356	298	277	422	159

Organisation et compétence des cours d'appel

La Cour d'appel est la juridiction de droit commun et de second degré des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux de commerce et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle est compétente en matière criminelle en premier et dernier ressort. Elle comprend six chambres.

Chambre civile : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière civile.

Chambre commerciale : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux du commerce, tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière commerciale.

Chambre sociale : Chambre compétente pour connaître en appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux du travail.

Chambre correctionnelle : Chambre compétente pour statuer en appel sur les affaires jugées en premier ressort par les chambres correctionnelles et par les tribunaux de simple police.

Chambre de l'instruction : Chambre statuant sur les appels des ordonnances rendues par les juges d'instruction et comme second degré d'instruction en matière criminelle.

Chambre criminelle : Chambre ayant la plénitude de juridiction pour juger des individus majeurs renvoyés devant elle par arrêt ou ordonnance de mise en accusation.

Juridiction du Premier Président : Chambre constituée de mécanismes procéduraux que sont la procédure de référé, la procédure des défenses à exécution provisoire ou ordonnant exécution provisoire, la procédure de contestation d'honoraires, la procédure de conseil d'arbitrage des conflits collectifs de travail.

Tableau III-15 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	1 612	1 207	1 265	1 660	2 245	2 386	2 176	2 048	2 289	2 153
Bobo-Dioulasso	513	274	414	342	551	664	820	479	753	763
Fada N'Gourma	-	-	-	-	64	122	26	153	133	73
Ouagadougou	1 099	933	851	1 318	1 630	1 600	1 330	1 416	1 403	1 317

Tableau III-16 : Affaires nouvelles en provenance des juridictions de fonds (TGI, TT, TC...) par Cour d'appel

	2013*	2014*	2015*	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	1 599	1 169	1 230	1 606	1 854	2 046	1 679	1 964	2 118	2 071
Bobo-Dioulasso	547	253	409	331	537	522	621	467	643	747
Fada N'Gourma	-	-	-	-	64	108	26	106	102	73
Ouagadougou	1 052	916	821	1 275	1 253	1 416	1 032	1 391	1 373	1 251

*Les données de 2013 à 2015 contiennent les affaires provenant des TC

Tableau III-17 : Décisions rendues des chambres civiles par Cour d'appel (y compris JADD et radiations)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	291	241	138	283	283	372	476	444	364	367
Bobo-Dioulasso	116	96	55	113	113	146	249	284	152	164
Fada N'Gourma						6	20	17	26	18
Ouagadougou	175	145	83	170	170	220	207	143	186	185

Tableau III-18 : Décisions rendues des chambres commerciales par Cour d'appel (y compris JADD et radiations)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	111	94	53	109	104	139	206	136	121	145
Bobo-Dioulasso	30	26	14	30	28	38	116	20	31	43
Fada N'Gourma						0	1	0	0	0
Ouagadougou	81	68	39	79	76	101	89	116	90	102

Tableau III-19 : Décisions rendues des chambres sociales par Cour d'appel (y compris JADD et radiations)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	288	340	207	298	433	408	392	273	299	403
Bobo-Dioulasso	37	72	9	70	102	96	120	81	69	157
Fada N'Gourma						0	0	0	0	0
Ouagadougou	251	268	198	228	331	312	272	192	230	246

Tableau III-20 : Décisions rendues des chambres correctionnelles par Cour d'appel

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	279	402	217	314	402	634	450	634	820	966
Bobo-Dioulasso	80	114	13	0	125	235	198	215	364	364
Fada N'Gourma	0	0	0	0	37	138	0	67	124	109
Ouagadougou	199	288	204	314	240	261	252	352	332	493

Tableau III-21 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	272	274	267	353	501	453	390	394	454	178
Bobo-Dioulasso	70	49	80	106	196	103	104	91	134	125
Fada N'Gourma	-	-	-	-	0	20	4	46	36	5
Ouagadougou	202	225	187	247	305	330	282	257	284	48

Tableau III-22 : Décisions rédigées par Cour d'appel

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	983	851	846	1 096	1 153	1 614	1 428	1 308	1 610	1 490
Bobo-Dioulasso	116	70	169	324	414	527	677	451	596	740
Fada N'Gourma	-	-	-	-	23	148	15	131	164	23
Ouagadougou	867	781	677	772	716	939	736	726	850	727

Tableau III-23 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel

Nature des affaires nouvelles	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	634	434	639	492	821	1 236	1 039	1 275	768	1 247
Contraventions	5	49	2	14	12	11	21	2	3	317
Délits	315	242	392	332	470	772	550	779	369	617
Crimes	314	143	245	146	339	453	468	494	396	313

Tableau III-24 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	634	434	639	719	997	1 236	1 039	1 275	768	1 247
Bobo-Dioulasso	293	79	201	99	184	238	209	269	258	317
Fada N'Gourma					114	239	206	327	262	199
Ouagadougou	341	355	438	620	699	759	624	679	248	731

Tableau III-25 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	233	129	20	161	313	396	127	216	365	94
Bobo-Dioulasso	168	108	0	64	137	114	33	7	0	0
Fada N'Gourma	-	-	-	-	20	3	52	173	55	39
Ouagadougou	65	21	20	97	156	279	42	36	310	55

Tableau III-26 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	938	434	639	492	759	1 290	1 065	1 515	765	1 161
Chambres correctionnelles	363	293	394	346	445	795	572	818	619	912
Chambres criminelles	-	-	-	-	-	-	-	-	95	32
Chambres pour enfant	-	-	-	-	-	-	-	-	8	6
Chambres de l'instruction	575	141	245	146	314	495	493	697	43	211

Tableau III-27 : Nature des décisions rendues par les chambres de l'instruction

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	205	222	110	399	562	924	605	406	337	132
Avant dire droit	35	3	0	2	4	2	0	0	2	2
Renvoi en chambre criminelle	94	129	60	239	270	555	299	174	72	9
Renvoi en chambre correctionnelle	1	1	2	0	113	130	109	26	13	0
Non-lieu	5	3	3	1	5	25	22	6	5	0
Prescription							15	19	9	4
Liberté provisoire					146	139	135	166	113	31
Autres décisions	70	86	45	157	24	73	25	15	123	86

Tableau III-28 : Décisions rendues par chambre de l'instruction

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	205	222	110	399	416	785	470	240	224	132
Bobo-Dioulasso	91	175	67	120	266	163	40	9	111	44
Fada N'Gourma	0	0	0	0	0	133	37	96	43	40
Ouagadougou	114	47	43	279	150	489	393	135	70	48

Tableau III-29 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	99	54	39	52	35	199	107	239*	437	364
Contradictoire	37	23	23	17	26	154	38	82	210	218
Défaut	62	31	16	35	9	45	69	157	227	146

Tableau III-30 : Décisions rendues par chambre criminelle

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	99	54	39	52	35	199	107	239	437	364
Bobo-Dioulasso	99	35	21	52	15	114	0	0	156	182
Fada N'Gourma	-	-	-	-	20	25	53	173	93	29
Ouagadougou	0	19	18	0	0	60	54	66*	188	153

*En 2020, 30 décisions de la cour d'appel de Ouaga n'avaient été capitalisées dans les données. Il s'agit des décisions des assises criminelles de Ouagadougou tenues le 07 janvier 2020.

Tableau III-31 : Evolution du nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure

	Années	Moins de 15 jours	15 jours à moins de 1 mois	1 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 à moins de 2 ans	2 ans et plus	Total
Ensemble	2016	12	83	100	184	296	257	244	1 176
	2017	1	39	174	232	452	441	238	1 577
	2018	135	47	213	334	478	412	543	2 162
	2019	53	55	188	228	426	401	545	1 896
	2020	128	41	221	248	429	392	360	1 819
	2021	226	83	182	277	399	395	291	1 853
	2022	37	41	280	282	352	423	320	1 735
Civiles	2016	0	3	30	46	76	77	78	310
	2017	0	6	39	47	63	58	67	280
	2018	6	5	38	53	54	115	50	321
	2019	19	9	34	65	101	90	133	451
	2020	2	2	27	31	76	84	219	441
	2021	0	7	24	50	73	85	106	345
	2022	7	4	25	52	93	102	68	351
Commerciales	2016	0	0	2	4	17	34	32	89
	2017	1	0	1	11	45	53	34	145
	2018	1	0	8	10	45	51	43	158
	2019	1	1	5	14	39	35	105	200
	2020	2	0	4	11	40	41	35	133
	2021	0	0	9	15	34	42	19	119
	2022	4	2	9	5	22	67	31	140
Sociales	2016	0	0	9	30	83	77	73	272
	2017	0	0	15	39	174	128	61	417
	2018	0	0	3	35	171	155	36	400
	2019	0	0	68	58	115	117	31	389
	2020	0	0	3	16	110	117	23	269
	2021	0	1	3	18	98	128	49	297
	2022	0	1	9	38	87	185	78	398
Correctionnelles	2016	0	9	34	91	112	68	61	375
	2017	0	33	26	59	100	178	70	466
	2018	0	4	81	138	156	45	57	481
	2019	2	6	27	42	127	92	41	337
	2020	3	12	103	146	128	82	65	539
	2021	7	16	132	165	183	137	116	756
	2022	26	34	237	187	150	69	143	846
Instruction	2016	12	71	25	13	8	1	0	130
	2017	0	0	93	76	70	24	6	269
	2018	128	38	83	98	52	46	357	802
	2019	31	39	54	49	44	67	235	519
	2020	121	27	84	44	75	68	18	437
	2021	219	59	14	29	11	3	1	336
	2022	152	37	48	2	4	6	15	264

III.3. Tribunaux de grande instance

III.3.1. Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de grande instance au cours de l'année de référence.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances : Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances suscitées (ordonnances de confiscation douanière, ordonnances d'expulsion, etc.).

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Sources statistiques

Rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires des décisions civiles et commerciales, dossiers physiques, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés, registre des ordonnances diverses, courrier arrivé.

Tableau III-32 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des TGI (hors référés)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	9 154	9 628	9 214	12 901	13 319	17 259	15 720	14 446	16 980	16 828
Affaires commerciales	10	9	12	4	15	59	6	19	61	11
Affaires civiles	9 144	9 619	9 202	12 897	13 304	17 200	15 714	14 427	16 919	16 815
<i>Divorce</i>	125	354	312	400	390	455	475	431	587	589
<i>Adoption</i>	-	-	-	120	97	114	117	99	89	123
<i>Etat civil</i>	9 019	9 265	8 890	12 377	12 817	16 631	15 122	12 388	14 327	13 945
<i>Autres</i>	-	-	-	-	-	-	-	1 509	1 916	2 160

Tableau III-33 : Nouvelles requêtes d'ordonnances de l'ensemble des TGI

Nouvelles requêtes d'ordonnances	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	22 929	23 824	23 007	26 656	30 876	27 537	25 160	30 635	43 764	47 803
Injonctions de payer	255	281	463	251	135	193	202	260	204	175
Saisie des biens	506	504	302	113	234	108	122	301	242	277
Familiales	7 999	6828	7 797	7195	7 707	8 015	6777	6 774	10 759	10 954
Etat civil	10 010	12 675	11 140	13 817	15 982	14 341	13 868	16 870	21 539	23 973
Divorce	-	-	-	-	-	-	-	486	864	1 093
Référés	764	603	643	838	727	1004	1094	1 496	1 638	1 570
Autres	3 395	2 933	2 662	4 442	6 091	3 876	3 097	4 448	8 518	9 761

Tableau III-34 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par TGI (hors référés)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	9 154	9 628	9 214	12 901	13 319	17 259	15 720	14 858	16 980	16 828
Banfora	196	212	204	318	174	484	290	349	237	225
Bobo-Dioulasso	1 215	1 086	785	1 256	1 266	1313	1 110	1 043	1 350	1 334
Bogandé	62	68	115	118	93	118	108	82	116	82
Boromo	180	149	177	337	233	308	219	225	684	580
Dédougou	182	208	184	191	206	372	375	488	523	237
Diapaga	79	54	87	76	93	115	53	98	ND	10
Diébougou	211	355	299	237	329	625	486	510	813	1 033
Djibo	88	102	121	191	198	198	47	136	ND	43
Dori	158	201	263	223	93	168	130	193	ND	ND
Fada N'Gourma	219	295	503	519	473	550	590	518	579	644
Gaoua	138	203	214	371	305	231	125	286	321	290
Kaya	291	356	309	336	392	632	305	487	473	362
Kongoussi	89	73	98	195	253	407	462	537	663	215
Koudougou	1 349	1 091	992	1 072	1 482	2 476	2 111	1 638	1 902	1 632
Koupéla	-	-	-	49	524	608	526	606	648	714
Léo	119	149	99	168	317	550	325	413	477	538
Manga	245	280	323	287	343	684	881	359	796	735
Nouna	87	127	123	127	151	197	236	759	ND	316
Orodara	91	72	85	212	135	275	218	204	200	142
Ouaga I	2 735	2 763	2 529	4 160	3 007	3 006	3 542	2 812	2 881	1 781
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	607	1 481
Ouahigouya	173	205	278	242	405	763	908	733	1 087	1 123
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	217	977
Tenkodogo	507	705	634	874	974	1 130	875	1004	972	880
Tougan	115	154	153	340	729	729	507	412	ND	15
Yako	265	345	298	456	504	659	602	410	528	505
Ziniaré	360	375	341	546	640	661	689	556	902	934

Tableau III-35 : Ensemble des affaires nouvelles de référés civiles et commerciales par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	764	603	643	838	727	1 004	1 094	1 496	1 638	1 570
Banfora	19	23	8	24	13	30	14	33	11	25
Bobo-Dioulasso	178	ND	105	152	153	184	205	207	303	243
Bogandé	1	2	3	3	0	2	2	0	0	0
Boromo	8	5	8	0	6	4	3	4	7	5
Dédougou	10	4	2	3	3	18	14	17	2	16
Diapaga	0	0	0	0	0	1	0	1	ND	0
Diébougou	3	6	4	6	3	8	0	5	8	7
Djibo	0	0	1	1	0	0	0	0	ND	0
Dori	3	8	0	10	6	5	1	3	ND	2
Fada N'Gourma	0	4	1	3	2	21	4	2	7	10
Gaoua	10	6	3	10	5	16	18	9	11	14
Kaya	10	9	9	10	6	17	4	8	10	8
Kongoussi	1	2	4	3	5	11	13	15	6	0
Koudougou	19	22	40	37	30	57	34	41	61	48
Koupéla	-	-	-	0	12	9	6	3	5	6
Léo	6	1	8	3	2	20	8	9	16	20
Manga	0	3	4	6	5	5	2	3	13	6
Nouna	3	0	1	2	3	3	4	1	ND	0
Orodara	12	8	10	7	4	0	3	7	9	6
Ouaga I	430	446	375	522	419	556	658	871	822	553
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	251	508
Ouahigouya	9	23	0	3	21	17	57	196	40	30
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	1	9
Tenkodogo	35	27	49	27	25	6	19	31	28	26
Tougan	4	2	2	2	3	8	4	0	ND	0
Yako	1	0	2	0	0	2	3	4	3	8
Ziniaré	2	2	4	4	1	4	18	26	24	20

Organisation et compétence des tribunaux de grande instance

Le tribunal de grande instance est la juridiction du premier degré pour les affaires relevant de sa compétence. Il comprend les chambres suivantes :

Chambre civile et commerciale : Chambre qui a compétence générale dans toutes les affaires civiles pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction. En matière commerciale, elle a compétence pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre les commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant du principal est supérieur à trois cent mille (300 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Chambre correctionnelle : Formation compétente, en premier ressort, en matière pénale.

Chambre des mineurs : elle est constituée du juge des enfants et de la section pour enfants.

Le juge des enfants connaît des contraventions et des délits passibles d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas deux ans commis par les mineurs. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur est en danger.

La section pour enfants connaît des délits passibles d'une peine d'emprisonnement supérieure à deux ans commis par les mineurs. Elle est également compétente pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur est en danger.

Tableau III-36 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par TGI (hors référés)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	22 877	25 602	22 364	25 818	30 149	26 533	24 066	29 139	42 126	46 233
Banfora	733	624	1 079	1 510	845	1 674	821	1 034	2 451	3 061
Bobo-Dioulasso	2 199	2 381	2 526	3 368	2 922	3 209	3 276	3 467	9 005	8 181
Bogandé	303	215	241	239	215	352	333	342	300	352
Boromo	324	314	311	515	1 174	1 151	721	932	916	1 365
Dédougou	712	672	602	712	1 082	803	1 055	799	1 409	1 577
Diapaga	233	152	155	118	214	348	373	226	ND	315
Diébougou	438	239	510	374	809	693	677	658	773	591
Djibo	205	217	266	119	167	167	ND	32	ND	115
Dori	311	116	95	97	96	191	280	448	ND	ND
Fada N'Gourma	701	807	454	393	547	539	476	728	787	950
Gaoua	238	442	694	407	433	979	600	710	808	1 076
Kaya	367	316	432	1 293	1 197	905	889	1 000	971	1 104
Kongoussi	328	307	378	256	255	382	321	449	527	311
Koudougou	521	2 145	1 340	1 295	1 514	1 220	1 768	1 504	2 235	2 231
Koupéla	-	-	-	75	577	674	545	549	1 293	901
Léo	383	570	401	688	965	1 273	988	606	972	1 225
Manga	330	801	943	716	677	616	864	873	3 743	945
Nouna	191	188	212	194	138	182	365	587	ND	230
Orodara	159	204	273	296	524	385	274	462	514	620
Ouaga I	11 902	11 473	8 060	8 951	12 303	7 706	6 613	9 785	6 772	7 650
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	3 637	6 744
Ouahigouya	513	867	1 266	1 465	656	949	912	1 077	1 084	1 170
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	192	625
Tenkodogo	325	1 215	847	944	1 156	751	455	624	2 152	2 307
Tougan	497	671	517	689	586	415	385	730	ND	678
Yako	295	319	449	527	487	490	353	496	531	888
Ziniaré	669	347	313	577	610	479	722	1 021	1 054	1 021

Tableau III-37 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	260	351	463	251	135	193	202	260	204	175
Banfora	4	19	14	5	0	9	4	1	6	1
Bobo-Dioulasso	34	70	19	0	18	8	30	42	66	43
Bogandé	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0
Boromo	33	19	0	10	1	0	1	0	1	1
Dédougou	5	0	2	4	1	1	0	9	0	0
Diapaga	0	0	6	2	0	0	0	0	ND	0
Diébougou	0	0	1	3	0	0	1	3	2	3
Djibo	1	15	0	0	11	11	-	0	0	0
Dori	2	9	14	13	0	5	1	5	ND	ND
Fada N'Gourma	0	0	1	0	1	3	4	4	4	2
Gaoua	1	2	0	2	1	1	1	5	3	1
Kaya	9	2	0	0	0	1	4	10	2	9
Kongoussi	8	0	0	2	6	2	5	0	0	0
Koudougou	2	45	18	39	13	23	37	4	1	2
Koupéla	-	-	-	1	0	6	0	0	0	0
Léo	1	0	4	0	1	5	27	24	9	3
Manga	2	1	11	0	0	0	0	1	1	4
Nouna	0	0	0	1	0	0	0	1	ND	0
Orodara	0	3	16	5	8	0	2	0	3	0
Ouaga I	138	147	344	138	71	106	74	150	70	63
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	24	43
Ouahigouya	15	10	7	17	3	11	9	1	3	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Tenkodogo	2	3	1	4	0	0	0	0	0	0
Tougan	1	5	2	0	0	0	0	0	ND	0
Yako	0	0	2	0	0	0	0	0	5	0
Ziniaré	2	1	0	5	0	1	1	0	4	0

Concepts

Acceptation : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche en sa faveur.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

- **Contradictoire** : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.
- **Réputé contradictoire** : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.
- **Défaut** : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau III-38 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par les TGI (hors référés, JADD et radiations)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Affaires civiles et commerciales	7 436	7 240	7 038	10 082	11 470	15 172	12 669	12 191	15 247	14 674
<i>Dont</i>										
Divorce	315	339	248	400	324	416	434	365	533	550
Adoption	-	-	-	-	-	-	130	105	91	104
Etat civil	-	-	-	-	-	-	12 096	11 131	13 421	12 900
Autres	-	-	-	-	-	-	9	590	1 154	1 110
Ordonnances/décisions rendues	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	11 440	13 690	13 970	21 813	19 625	20 112	19 839	20 908	29 082	33 678
Injonctions de payer	232	240	202	65	82	62	75	90	101	77
Saisie des biens	339	261	294	48	46	64	15	37	49	254
Familiales	5 218	5 499	5 314	5 592	5 090	5 090	5 223	5 099	9 602	8 728
Etat civil	3 946	6 051	5 161	8 360	9 789	11 911	10 920	10 973	13 668	17 971
Autres	1 019	1 197	2 498	7 012	3 900	2 105	2 774	3 689	4 251	5 285
Référés	686	442	501	736	718	880	832	1 020	1 411	1 363
Nature de la décision rendue (hors référés, injonctions de payer et ordonnances)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	7 575	7 081	6 801	10 751	12 086	15 796	13 205	12 720	15 840	15 115
Avant dire droit	67	112	104	85	93	75	62	60	63	32
Décisions sur le fond	6 627	6 508	6 415	9 765	11 078	14 802	12 396	12 006	14 894	14 231
<i>Acceptation</i>	6 255	6 225	6 157	9 306	10 659	14 344	11 969	11 564	14 258	13 609
<i>Rejet</i>	372	283	258	459	419	458	427	442	636	622
Autres décisions	212	197	184	223	299	293	273	185	353	443
<i>Incompétence</i>	133	88	102	139	112	158	144	122	209	296
<i>Irrecevabilité</i>	53	63	55	50	107	89	75	47	98	84
<i>Désistement</i>	26	46	27	34	80	46	54	16	46	63
Radiations	669	264	98	678	616	626	474	469	530	409
Type de décisions (hors référés)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	7 436	7 240	7 038	10 082	11 470	15 172	12 669	12 191	15 247	14 674
Contradictoire	7 027	6 937	6 725	9 950	11 265	14 899	12 464	11 980	14 893	14 448
Réputé contradictoire	34	31	35	48	46	43	38	41	93	73
Par défaut	375	272	278	84	159	230	167	170	261	153
Décisions rédigées (hors référés, JADD, ordonnances et injonctions de payer)	5 005	6 173	6 166	8 931	10 583	14 490	12 217	11 574	14 761	14 088

Tableau III-39 : Décisions civiles et commerciales rendues par TGI (hors référés, JADD, radiations et ordonnances)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	7 436	7 240	7 038	10 082	11 470	15 172	12 669	12 191	15 247	14 674
Banfora	196	192	212	269	220	445	233	205	272	257
Bobo-Dioulasso	963	ND	479	1 027	986	1039	971	713	1 166	876
Bogandé	61	65	108	117	80	107	108	89	112	66
Boromo	167	146	152	267	205	288	219	193	568	579
Dédougou	161	175	123	163	162	291	293	317	486	278
Diapaga	67	43	73	69	85	99	53	64	ND	5
Diébougou	171	190	175	221	321	590	520	445	831	972
Djibo	80	93	114	188	199	199	40	136	ND	22
Dori	132	162	152	136	125	129	95	143	ND	ND
Fada N'Gourma	187	232	359	448	380	439	424	472	577	552
Gaoua	137	196	225	347	254	177	120	189	265	236
Kaya	311	358	305	296	363	566	263	415	394	353
Kongoussi	86	78	64	195	231	345	432	433	627	249
Koudougou	885	884	641	896	1 273	2 101	1 691	1 645	1 771	1 493
Koupéla	-	-	-	38	410	561	448	573	597	681
Léo	90	125	77	129	295	507	317	366	461	475
Manga	287	256	320	280	308	590	624	347	717	659
Nouna	70	141	94	113	128	165	222	689	ND	316
Orodara	107	49	65	159	92	312	177	171	162	113
Ouaga I	2 157	2 329	1 915	2 671	2 507	2 699	2 209	2 076	2 537	1 529
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	412	1 039
Ouahigouya	147	209	262	206	345	610	795	306	970	907
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	190	871
Tenkodogo	372	507	397	577	787	871	709	844	787	808
Tougan	79	111	127	340	745	760	525	448	ND	15
Yako	243	335	291	442	426	642	552	377	531	461
Ziniaré	280	364	308	488	543	640	629	535	814	862

Tableau III-40 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par TGI (hors référés, JADD et ordonnances)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	6 627	6 508	6 415	9 765	11 078	14 802	12 396	12 006	14 894	14 231
Banfora	177	161	189	250	208	437	230	205	264	254
Bobo-Dioulasso	822	ND	438	981	905	966	905	685	1 113	842
Bogandé	57	64	103	115	78	105	105	81	109	66
Boromo	163	141	145	258	202	283	214	192	563	567
Dédougou	159	161	134	163	155	278	282	307	486	274
Diapaga	67	41	67	66	81	93	52	64	ND	5
Diébougou	166	188	163	214	321	584	517	441	814	953
Djibo	77	90	111	183	195	195	40	136	ND	22
Dori	113	148	134	134	121	124	95	141	ND	ND
Fada N'Gourma	177	221	348	444	376	438	418	462	548	424
Gaoua	132	191	212	345	246	173	112	187	264	232
Kaya	282	324	288	284	356	558	260	409	365	347
Kongoussi	75	68	59	190	228	331	427	430	625	241
Koudougou	770	840	599	864	1 244	2 073	1 687	1 631	1 746	1 475
Koupéla	-	-	-	38	408	552	437	561	596	675
Léo	84	121	74	123	294	506	310	365	543	461
Manga	280	253	309	277	306	588	618	347	714	653
Nouna	61	126	83	111	128	155	211	687	ND	315
Orodara	91	41	63	148	88	294	170	167	158	108
Ouaga I	1 830	1 943	1 597	2 600	2 373	2 589	2 151	2 026	2 438	1 432
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	405	1 010
Ouahigouya	138	192	233	203	343	608	788	302	965	901
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	190	861
Tenkodogo	348	444	410	569	745	867	703	834	752	777
Tougan	75	105	125	332	744	754	517	444	ND	15
Yako	227	315	263	433	417	631	540	370	524	459
Ziniaré	256	330	268	440	516	620	607	532	802	862

Tableau III-41 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par TGI (hors référés, JADD, radiations et ordonnances)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	5 005	6 173	6 166	8 931	10 583	14 490	12 217	11 574	14 761	14 088
Banfora	81	189	163	241	202	549	231	203	265	250
Bobo-Dioulasso	826	ND	429	803	811	1 097	968	715	1 151	858
Bogandé	61	64	104	95	80	107	0	84	112	60
Boromo	157	138	146	250	205	288	218	193	569	576
Dédougou	154	154	139	159	150	314	280	317	486	264
Diapaga	67	40	70	66	77	89	51	64	ND	5
Diébougou	106	79	150	162	318	580	520	445	831	985
Djibo	71	85	103	185	184	184	40	136	ND	-
Dori	0	113	110	122	108	94	71	76	ND	-
Fada N'Gourma	142	127	303	448	395	396	402	464	566	506
Gaoua	135	195	170	328	230	175	125	177	263	236
Kaya	201	297	224	222	333	522	266	399	347	343
Kongoussi	77	68	63	173	231	340	423	433	619	ND
Koudougou	822	820	606	839	985	1 824	1 691	1 408	1 761	1 395
Koupéla	-	-	-	38	410	542	448	573	592	684
Léo	90	122	68	129	287	528	316	361	455	468
Manga	245	207	276	276	288	558	466	338	717	659
Nouna	65	133	83	111	128	222	235	691	ND	316
Orodara	77	46	59	150	113	312	178	122	168	113
Ouaga I	655	2 054	1 601	2 147	2 285	2 314	2 109	2 040	2 409	1 487
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	397	884
Ouahigouya	133	204	254	161	334	623	873	318	953	846
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	190	869
Tenkodogo	268	459	385	577	779	853	624	657	586	970
Tougan	76	70	105	336	740	762	521	446	ND	15
Yako	232	276	258	427	407	642	558	379	510	457
Ziniaré	264	233	297	486	503	575	603	535	814	842

Tableau III-42 : Ordonnances rendues par TGI (hors référés)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	10 754	13 248	13 469	21 077	18 907	19 232	19 007	19 888	27 671	32 315
Banfora	626	595	662	884	845	888	821	1 034	1 294	1 330
Bobo-Dioulasso	1 420	2 143	841	1 763	2 510	2 207	2 777	2 610	4 852	5 907
Bogandé	204	136	203	175	175	244	181	164	145	288
Boromo	277	235	254	467	723	968	782	750	651	656
Dédougou	0	538	367	638	783	803	923	673	861	1 994
Diapaga	52	48	77	113	168	200	179	194	ND	245
Diébougou	194	239	267	275	324	602	560	480	671	502
Djibo	76	75	104	95	103	103	-	32	ND	105
Dori	130	89	95	76	67	117	135	300	ND	ND
Fada N'Gourma	336	367	326	271	370	389	514	596	526	885
Gaoua	226	241	307	401	433	536	600	565	589	750
Kaya	334	292	373	578	800	905	1 036	1 102	754	798
Kongoussi	260	299	246	215	246	260	326	273	458	279
Koudougou	400	501	710	659	711	1 105	1 075	905	1 191	1 747
Koupéla	-	-	-	43	411	547	396	434	587	749
Léo	285	354	252	543	513	902	634	664	617	545
Manga	344	349	572	715	677	616	806	871	3 434	1 675
Nouna	121	94	98	104	138	175	225	217	ND	238
Orodara	61	125	159	292	307	385	274	299	438	545
Ouaga I	3 821	4 290	5 252	10 607	6 275	5 036	4 958	4 759	5 515	4 296
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	1 829	4 199
Ouahigouya	573	656	567	587	652	510	469	961	942	935
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	134	582
Tenkodogo	325	468	593	266	598	526	394	523	1 099	1 150
Tougan	254	518	534	567	420	379	399	499	ND	670
Yako	169	185	194	260	324	350	188	250	398	603
Ziniaré	266	411	416	483	334	479	355	733	686	642

Tableau III-43 : Décisions de référés par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	686	442	501	736	718	880	832	1 020	1 411	1 363
Banfora	22	23	8	19	16	22	12	23	16	29
Bobo-Dioulasso	169	ND	64	135	136	156	175	145	250	198
Bogandé	1	2	3	3	0	0	2	0	0	0
Boromo	8	4	5	8	5	4	3	3	7	5
Dédougou	9	3	1	3	3	18	14	16	2	14
Diapaga	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0
Diébougou	1	10	4	7	4	8	0	5	8	7
Djibo	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0
Dori	5	8	8	8	6	5	1	3	ND	1
Fada N'Gourma	0	4	0	3	2	21	4	3	6	12
Gaoua	10	7	3	7	7	16	18	9	10	13
Kaya	11	11	9	12	8	17	6	8	12	8
Kongoussi	1	2	4	3	5	11	12	12	7	0
Koudougou	16	23	37	31	43	45	35	32	55	47
Koupéla	-	-	-	-	11	8	7	3	5	4
Léo	4	2	2	2	2	18	9	9	14	18
Manga	3	3	4	6	3	5	3	1	14	5
Nouna	3	0	1	2	2	2	4	2	0	ND
Orodara	0	7	7	7	3	0	2	6	8	2
Ouaga I	375	283	286	448	419	477	435	506	747	465
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	154	452
Ouahigouya	9	19	13	4	11	27	48	184	42	27
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	1	9
Tenkodogo	30	27	38	22	26	7	19	27	29	25
Tougan	5	2	0	2	3	8	6	0	0	0
Yako	1	0	2	0	1	2	3	3	3	7
Ziniaré	3	2	1	3	2	2	14	19	21	15

Concept

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de grande instance.

Sources statistiques

Registres des parquets, rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions, dossiers physiques.

Tableau III-44 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors ADD et ordonnances)

		Moins de 1 mois	1 à moins de 2 mois	2 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 à moins de 2 ans	2 à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Ensemble	2016	6 434	1 638	469	614	432	289	71	44	9 991
	2017	8 222	1 478	473	406	444	193	97	54	11 367
	2018	11 786	1 286	707	480	455	244	58	79	15 095
	2019	9 116	1 172	689	732	453	313	121	33	12 629
	2020	8 896	1 261	530	810	430	165	57	42	12 192
	2021	12 074	1 379	425	411	419	319	124	96	15 247
	2022	12 251	946	319	427	377	187	77	90	14 674
Etat civil*	2016	6 434	1 637	465	611	429	289	70	44	9 979
	2017	8 213	1 474	472	401	442	193	96	54	11 345
	2018	11 778	1 279	696	478	452	242	58	79	15 062
	2019	9 113	1 171	688	732	453	309	121	33	12 620
	2020	8 712	1 121	432	657	184	20	2	3	11 131
	2021	11 744	1 105	262	139	115	45	8	3	13 421
	2022	11 789	734	146	128	86	10	7	0	12 900
Divorce	2016	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2018	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2019	146	25	56	75	48	29	6	3	388
	2020	94	49	43	88	63	20	4	4	365
	2021	151	88	62	109	70	37	10	6	533
	2022	203	71	57	112	75	24	6	2	550
Adoption	2016	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2018	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2019	68	35	10	13	2	2	0	0	130
	2020	35	32	21	9	3	4	0	1	105
	2021	33	38	10	7	0	2	1	0	91
	2022	41	33	7	14	9	0	0	0	104
Autres	2016	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2018	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2019	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2020	55	58	34	56	175	120	51	33	582
	2021	143	147	75	140	230	229	103	87	1 154
	2022	218	108	107	171	202	153	64	87	1 110
Affaires com- merciales	2016	0	1	4	3	3	0	1	0	12
	2017	9	4	1	5	2	0	1	0	22
	2018	8	7	11	2	3	2	0	0	33
	2019	3	1	1	0	0	4	0	0	9
	2020	0	1	0	0	5	1	0	1	9
	2021	3	1	16	16	4	6	2	0	48
	2022	0	0	2	2	5	0	0	1	10

*De 2016 à 2019, les décisions de divorce et d'adoption de même que les autres décisions étaient comptabilisées dans les états civils

Tableau III-45 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par TGI (hors JADD et ordonnances)

	Moins d'un mois			1 à moins de 2 mois			2 à moins de 3 mois			3 à moins de 6 mois		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Ensemble	8 896	12 074	12 251	1 261	1 379	946	530	425	319	810	411	427
Banfora	197	214	206	5	20	30	0	6	5	0	16	7
Bobo-Dioulasso	355	572	628	74	152	48	52	73	26	102	99	44
Bogandé	75	95	55	2	16	8	3	1	1	0	0	1
Boromo	151	483	450	15	50	81	13	12	13	10	8	21
Dédougou	180	15	147	43	400	62	34	58	23	51	12	26
Diapaga	48	ND	5	7	0	0	2	0	0	6	0	0
Diébougou	389	774	932	27	36	9	19	3	9	5	3	7
Djibo	113	ND	20	22	0	0	0	0	0	1	0	0
Dori	97	ND	ND	17	0	ND	9	0	ND	15	0	ND
Fada	321	544	444	41	5	64	16	5	9	54	8	11
Gaoua	136	171	172	23	50	30	14	15	10	6	6	8
Kaya	347	338	318	29	22	18	13	4	4	6	11	5
Kongoussi	429	612	228	0	0	8	0	0	3	0	1	5
Koudougou	815	1605	1349	439	64	24	66	25	33	236	24	37
Koupéla	436	546	607	48	24	41	40	5	9	23	6	11
Léo	330	431	424	8	23	27	10	3	1	12	2	7
Manga	293	699	624	18	15	16	14	2	8	7	0	4
Nouna	625	ND	292	17	0	16	16	0	0	21	0	3
Orodara	130	96	72	13	40	19	1	8	7	14	5	3
Ouaga I	1246	1661	1081	279	196	66	145	141	63	180	141	85
Ouaga II	-	353	755	-	46	92	-	7	44	-	6	98
Ouahigouya	234	862	763	25	56	105	12	17	19	12	17	7
Pô	-	190	809	-	0	46	-	0	10	-	0	6
Tenkodogo	720	608	665	63	86	50	8	20	20	25	24	22
Tougan	396	ND	15	24	0	0	12	0	0	8	0	0
Yako	312	434	361	18	58	54	28	12	2	13	15	8
Ziniaré	521	771	829	4	20	32	3	8	0	3	7	1

Tableau III-46 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par TGI (hors JADD et ordonnances) (suite)

	6 mois à moins de 1 an			1 à moins de 2 ans			2 à moins de 3 ans			3 ans et plus		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Ensemble	430	419	377	165	319	187	57	124	77	42	96	90
Banfora	2	8	3	0	5	0	0	1	0	1	2	6
Bobo-Dioulasso	86	152	57	31	89	44	7	17	18	6	12	11
Bogandé	6	0	1	3	0	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	4	10	14	0	4	0	0	1	0	0	0	0
Dédougou	3	1	7	3	0	4	0	0	0	3	0	9
Diapaga	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	2	9	11	1	3	1	1	2	3	1	1	0
Djibo	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	3	0	ND	2	0	ND	0	0	ND	0	0	ND
Fada	35	3	14	5	7	7	0	4	2	0	1	1
Gaoua	7	8	7	2	9	8	1	5	0	0	1	1
Kaya	13	10	2	3	5	3	2	0	2	2	4	1
Kongoussi	4	6	5	0	5	0	0	1	0	0	2	0
Koudougou	77	32	23	7	11	10	4	7	7	1	3	10
Koupéla	15	4	4	7	8	6	4	3	2	0	1	1
Léo	5	0	2	1	1	7	0	1	2	0	0	5
Manga	6	0	5	8	0	1	0	1	1	1	0	0
Nouna	10	0	4	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Orodara	9	3	6	0	7	6	2	1	0	2	2	0
Ouaga I	107	133	101	71	142	65	29	64	35	19	59	33
Ouaga II	-	0	48	-	0	2	-	0	0	-	0	0
Ouahigouya	17	13	7	5	2	5	1	1	0	0	2	1
Pô	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Tenkodogo	8	15	21	11	15	16	4	14	3	5	5	11
Tougan	4	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	5	5	33	0	5	1	1	1	2	0	1	0
Ziniaré	1	7	0	1	1	0	1	0	0	1	0	0

III.3.2. Activités pénales des tribunaux de grande instance

III.3.2.1. Activités des parquets des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au parquet et enregistrée dans le registre des plaintes. La saisine du parquet ou introduction d'une affaire au parquet se fait par une plainte (requête, ou déclaration écrite ou verbale) d'une partie lésée ou par procès-verbal de la police judiciaire.

Crime : Infraction punie d'une peine d'emprisonnement à vie ou d'une peine d'emprisonnement supérieure à dix ans.

Délit : Infraction punie d'une peine d'emprisonnement de trente jours au moins et n'excédant pas dix ans et/ou punies d'une amende supérieure à deux cent mille (200 000) francs CFA

Contravention : Infraction punie d'une amende d'un montant n'excédant pas deux cent mille (200 000) francs CFA.

Sources statistiques

Registre des parquets.

Note : Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions ».

Tableau III-47 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	10 031	9 704	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655	8 510	10 549	10 765
Crimes et délits contre les particuliers	2 773	2 509	2 280	2 577	2 831	3 084	2 412	3 010	3 775	3 756
Dont										
Homicides et blessures involontaires	646	501	343	39	651	681	642	600	978	822
Coups et blessures volontaires	757	696	651	725	699	686	548	689	797	731
Vols aggravés	191	197	229	56	44	37	119	278	339	469
Homicides volontaires, empoisonnement, assassinats	121	130	117	209*	240*	180*	167	179	201	179
Viols	187	181	171	155	313	283	248	272	294	250
Coups mortels	80	69	66	61	81	60	65	68	77	66
Crimes et délits contre les biens	5 820	5 598	5 065	5 036	4 394	4 137	2 949	3 940	4 832	5 113
Dont										
Vols, recels, extorsions, escroqueries	4 363	4 351	3 817	3 475	3 057	2 765	1 948	2 526	2 864	2 933
Abus de confiance	798	732	707	685	642	619	534	688	939	976
Destructions, dégradations, dommages	349	268	301	249	248	325	224	277	303	322
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	588	670	589	683	624	646	518	655	861	861
Dont										
Stupéfiants	251	275	221	328	263	297	182	238	331	320
Enlèvements d'enfants	121	139	126	141	142	111	90	108	139	125
Trafic d'enfants	13	4	6	4	10	10	4	4	9	8
Mutilations génitales féminines	34	24	29	22	44	14	17	15	12	7
Attentats aux mœurs	65	90	96	68	36	18	36	49	69	43
Accusation de sorcellerie	-	-	-	-	-	-	69	82	96	133
Crimes et délits contre la chose publique	488	487	455	495	523	527	388	517	542	624
Dont										
Faux et usage de faux	189	249	190	220	224	246	145	204	224	195
Détournement de biens et deniers publics	63	25	31	43	64	43	44	20	26	33
Corruption (et infractions assimilées)	7	4	9	13	8	14	8	15	24	23
Crimes et délits contre la sécurité publique	39	91	23	30	75	130	194	198	303	143
Dont										
Association de malfaiteurs	39	96	23	25	59	27	15	144	96	20
Terrorisme				5	16	103	164	23	195	27
Infractions en matière d'armes et munitions	111	79	93	93	95	96	45	49	73	59
Infractions en matière de code de la route excepté homicides et blessures involontaires	211	260	161	203	145	191	128	92	122	157
Infractions en matière environnementale	-	-	-	-	-	-	3	18	19	18
Infractions en matière forestière et faunique	-	-	-	-	-	-	9	25	18	33
Infractions en matière informatique /cybercriminalité	-	-	-	4	3	4	9	6	4	1

*Les effectifs de « assassinat » de 2016 et 2017 se trouvent dans la rubrique Homicides volontaires, empoisonnement, assassinats

Concepts

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faire volontairement des blessures, porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail.

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions, des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel.

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

- Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.
- Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.
- Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Violences et voies de fait : Actes délibérés ou non, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une « voie de fait ».

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau III-48 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	10 031	9 704	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655	8510	10 549	10 765
Banfora	520	428	527	514	384	383	275	322	309	345
Bobo-Dioulasso	918	724	674	1 020	723	892	637	627	1 057	1 295
Bogandé	270	316	302	157	120	113	83	76	96	19
Boromo	372	342	257	328	373	289	190	262	424	434
Dédougou	336	371	324	335	461	266	320	432	438	362
Diapaga	176	158	198	117	131	101	130	188	ND	3
Diébougou	224	279	222	260	204	254	133	182	291	328
Djibo	175	211	222	253	234	234	ND	ND	ND	ND
Dori	333	321	288	273	267	233	193	189	ND	ND
Fada N'Gourma	429	355	418	332	291	255	287	304	281	268
Gaoua	220	292	278	238	314	261	179	292	343	419
Kaya	329	405	208	233	244	232	276	233	490	261
Kongoussi	148	108	118	94	74	122	71	83	138	57
Koudougou	775	724	465	732	582	602	587	1 145	827	1 143
Koupéla	-	-	-	4	472	213	173	191	288	386
Léo	276	254	252	181	166	235	178	198	196	182
Manga	353	385	230	184	158	208	150	183	257	205
Nouna	177	102	133	162	124	104	59	65	ND	4
Orodara	147	148	160	142	168	135	88	170	99	166
Ouaga I	2 418	2 455	2 271	2 325	2 157	2 736	1 858	2 547	2 919	2 134
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	913	1 342
Ouahigouya	285	346	343	274	304	228	158	194	279	237
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	67	166
Tenkodogo	758	553	409	454	250	282	176	247	416	564
Tougan	106	117	87	132	171	138	124	122	ND	3
Yako	79	106	151	137	110	66	84	76	138	148
Ziniaré	207	204	131	240	208	250	246	182	283	294

Tableau III-49 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	2 773	2 509	2 280	2 577	2 831	3 084	2 412	3 010	3 775	3 756
Banfora	158	111	168	130	110	150	108	116	126	134
Bobo-Dioulasso	249	185	108	275	195	277	212	210	342	408
Bogandé	78	68	134	66	66	61	46	41	43	9
Boromo	145	88	52	96	117	87	48	75	125	113
Dédougou	93	74	95	109	191	84	100	156	175	122
Diapaga	63	43	49	34	53	28	37	71	ND	1
Diébougou	93	98	82	95	49	81	42	45	150	181
Djibo	68	80	103	99	79	79	ND	ND	ND	ND
Dori	116	121	83	87	110	99	91	64	ND	ND
Fada N'Gourma	146	140	157	81	110	118	120	104	91	76
Gaoua	83	97	86	59	100	67	65	108	126	159
Kaya	71	89	39	66	91	97	120	88	189	99
Kongoussi	47	33	30	34	39	53	34	33	59	24
Koudougou	264	208	82	217	171	165	197	432	291	537
Koupéla	-	-	-	4	304	107	78	93	110	146
Léo	72	49	88	73	73	119	79	77	72	72
Manga	95	116	52	61	69	98	77	75	112	88
Nouna	53	26	42	43	40	40	23	20	ND	2
Orodara	45	49	61	52	55	39	40	63	32	52
Ouaga I	473	485	474	542	451	874	599	823	1 020	588
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	225	432
Ouahigouya	65	64	86	60	70	46	39	53	96	72
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	22	53
Tenkodogo	180	160	113	152	87	134	54	101	175	211
Tougan	24	24	19	36	64	51	42	43	ND	0
Yako	29	43	33	34	48	28	44	38	60	49
Ziniaré	63	58	44	72	89	102	117	81	134	128

Concepts

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait de détourner ou dissiper au préjudice d'autrui, des fonds, des valeurs, des données informatiques ou un bien quelconque qui lui ont été remis et qu'il a acceptés à charge de les rendre, de les représenter ou d'en faire un usage déterminé

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

- **Vol** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.
- **Extorsion** : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.
- **Recel** : Fait de dissimuler, de détenir ou de transmettre une chose ou des données informatiques, ou de faire office d'intermédiaire afin de les transmettre, en sachant que cette chose ou ces données informatiques proviennent d'un crime ou d'un délit. Constitue également un recel le fait, en connaissance de cause, de bénéficier, par tout moyen, du produit d'un crime ou d'un délit.
- **Escroquerie** : Est coupable d'escroquerie quiconque, soit en faisant usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, soit en abusant d'une qualité vraie, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour tromper une personne physique ou morale et la déterminer ainsi, à son préjudice ou au préjudice d'autrui, à remettre des fonds, des valeurs, des données informatiques ou un bien quelconque, à fournir un service ou à consentir un acte opérant obligation ou décharge.

Tableau III-50 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	5 820	5 598	5 065	5 036	4 394	4 137	2 949	3 940	4 832	5 113
Banfora	253	247	301	338	239	181	129	174	151	144
Bobo-Dioulasso	578	434	440	606	444	513	348	348	569	665
Bogandé	156	157	141	38	22	18	17	19	28	8
Boromo	193	190	168	156	186	137	89	136	225	267
Dédougou	183	214	179	156	191	151	162	191	215	199
Diapaga	76	76	103	61	50	49	42	58	ND	ND
Diébougou	118	146	125	125	119	132	73	110	119	111
Djibo	100	110	105	124	123	123	ND	ND	ND	ND
Dori	176	172	179	152	116	115	66	89	ND	ND
Fada N'Gourma	211	166	188	173	130	84	101	145	119	115
Gaoua	120	171	149	143	167	152	93	144	167	190
Kaya	229	246	139	127	99	92	100	117	218	138
Kongoussi	75	65	71	54	29	38	27	29	50	26
Koudougou	443	404	310	442	314	317	291	549	375	424
Koupéla	-	-	-	0	115	71	67	65	113	150
Léo	152	160	133	71	60	57	62	61	82	88
Manga	216	215	143	98	60	73	33	53	80	58
Nouna	98	51	59	90	61	52	24	33	ND	2
Orodara	89	68	72	68	80	75	32	85	50	86
Ouaga I	1 531	1 552	1 384	1 343	1 273	1 269	841	1 178	1 438	1 137
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	317	692
Ouahigouya	178	231	219	193	207	150	103	121	144	129
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	28	66
Tenkodogo	430	282	239	215	111	118	64	88	177	239
Tougan	68	73	57	84	83	67	63	52	ND	2
Yako	40	46	85	77	42	23	24	26	60	71
Ziniaré	107	122	76	102	73	80	98	69	107	106

Tableau III-51 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, extorsions, recels, escroqueries et abus de confiance par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	5 161	4 796	4 524	3 861	3 699	3 384	2 370	3 214	3 803	3 909
Banfora	205	-	220	275	198	149	98	141	128	123
Bobo-Dioulasso	539	335	407	281	359	437	293	321	500	583
Bogandé	153	150	134	25	16	12	16	13	17	3
Boromo	155	167	138	139	166	120	85	124	199	250
Dédougou	166	187	133	136	173	131	119	150	165	153
Diapaga	66	67	83	44	41	33	30	42	ND	0
Diébougou	95	141	117	105	116	114	69	100	98	86
Djibo	85	90	98	97	100	100	ND	ND	ND	ND
Dori	155	161	169	139	106	103	52	76	ND	ND
Fada N'Gourma	178	139	170	117	85	65	84	94	92	97
Gaoua	103	147	129	120	137	119	74	115	139	150
Kaya	218	237	138	110	83	75	75	96	142	117
Kongoussi	67	61	60	48	28	33	21	24	44	22
Koudougou	321	310	260	293	244	243	232	419	297	271
Koupéla	-	-	-	0	69	42	46	41	89	120
Léo	141	149	124		48	38	49	47	64	47
Manga	176	183	118	74	40	37	23	45	54	40
Nouna	84	48	53	77	52	45	17	28	ND	2
Orodara	79	60	60	61	72	57	27	61	43	60
Ouaga I	1 454	1 479	1 303	1 174	1 137	1 086	687	991	1 122	840
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	207	462
Ouahigouya	159	218	194	171	178	133	93	98	136	97
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	14	50
Tenkodogo	374	248	224	173	86	76	52	80	144	199
Tougan	63	69	56	69	78	59	52	49	ND	2
Yako	33	38	60	53	28	19	18	21	45	61
Ziniaré	92	112	76	80	59	58	58	48	64	74

Tableau III-52 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la sécurité publique par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	39	91	23	30	75	130	194	198	303	143
Banfora	2	0	1	0	0	0	0	0	0	6
Bobo-Dioulasso	2	1	0	0	0	0	1	4	0	50
Bogandé	1	51	0	6	0	0	0	0	3	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	1	3	0	1
Dédougou	2	2	0	0	0	0	1	7	2	2
Diapaga	3	1	6	1	0	0	0	5	ND	0
Diébougou	0	0	0	6	3	0	1	0	0	1
Djibo	0	0	0	0	1	1	ND	ND	ND	ND
Dori	0	0	0	1	3	2	17	17	ND	ND
Fada N'Gourma	0	0	6	1	2	14	9	6	0	3
Gaoua	0	1	0	0	0	0	1	3	13	18
Kaya	3	16	0	2	0	0	4	1	0	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Koudougou	1	4	1	0	0	0	3	10	3	9
Koupéla	0	0	0	0	6	2	0	1	1	2
Léo	2	0	0	0	0	2	0	4	0	3
Manga	7	1	0	0	1	0	0	0	1	1
Nouna	1	0	0	0	0	0	0	2	ND	ND
Orodara	0	0	0	1	1	0	1	2	1	1
Ouaga I	9	9	6	10	58	103	148	128	60	28
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	215	11
Ouahigouya	0	0	0	1	0	5	0	0	0	1
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	1
Tenkodogo	5	5	2	0	0	1	4	3	2	3
Tougan	0	0	0	0	0	0	1	2	ND	1
Yako	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Ziniaré	1	0	1	1	0	0	1	0	2	0

Concepts

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Les autres crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs sont constitués des infractions en matière de mariage, du proxénétisme, des trafics d'enfants, des enlèvements d'enfants, des outrages et attentats publics à la pudeur, de la prostitution et de tout autre crime ou délit contre les particuliers non cités.

Crimes et délits contre la chose publique

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Les autres crimes et délits contre la chose publique sont les atteintes à l'environnement, la concussion, la corruption et tout autre crime ou délit contre la chose publique non cité.

Faux et usage de faux :

- **Faux en écriture** : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.
- **Usage de faux** : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions :

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau III-53 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	588	670	589	683	624	646	518	655	861	861
Banfora	20	30	41	26	20	18	10	16	13	28
Bobo-Dioulasso	54	56	66	51	25	43	28	30	73	63
Bogandé	27	26	13	36	26	26	15	11	11	0
Boromo	15	13	23	25	24	18	12	16	37	30
Dédougou	15	21	7	22	21	9	26	27	32	23
Diapaga	15	11	12	11	16	16	34	35	ND	1
Diébougou	7	18	9	21	18	15	12	10	13	16
Djibo	4	15	8	11	10	10	ND	ND	ND	ND
Dori	17	19	15	10	23	11	6	11	ND	ND
Fada N’Gourma	30	38	37	33	32	21	24	32	51	48
Gaoua	4	6	16	13	28	25	11	19	18	33
Kaya	14	37	20	27	30	22	30	14	45	15
Kongoussi	10	4	8	6	2	7	8	12	11	2
Koudougou	30	30	18	26	36	36	29	51	56	75
Koupéla	-	-	-	0	23	12	17	14	30	55
Léo	29	21	13	19	18	39	21	41	35	14
Manga	16	23	15	18	17	19	22	37	40	29
Nouna	8	10	9	10	7	6	5	3	ND	ND
Orodara	6	10	11	9	15	6	6	12	11	14
Ouaga I	179	199	166	219	140	229	117	185	209	185
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	82	103
Ouahigouya	12	19	21	11	22	16	11	13	24	20
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	12	18
Tenkodogo	51	41	29	44	30	14	38	35	32	54
Tougan	7	11	6	6	17	10	8	18	ND	0
Yako	5	6	17	11	5	7	12	5	9	9
Ziniaré	13	6	9	18	19	11	16	8	17	26

Tableau III-54 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	527	583	478	520	582	554	388	517	542	624
Banfora	47	25	17	20	15	28	20	13	15	18
Bobo-Dioulasso	31	37	27	52	56	52	47	35	71	91
Bogandé	5	64	14	12	4	5	5	4	2	2
Boromo	14	9	10	8	15	8	4	12	15	13
Dédougou	9	24	13	10	30	9	13	21	9	15
Diapaga	19	22	30	10	11	8	8	8	ND	1
Diébougou	5	16	5	11	14	10	3	8	1	9
Djibo	1	4	5	10	15	15	ND	ND	ND	ND
Dori	16	5	8	14	12	5	11	8	ND	ND
Fada	16	11	18	36	11	22	20	16	15	16
Gaoua	4	10	14	12	12	12	7	7	8	15
Kaya	14	30	6	12	12	16	18	13	36	9
Kongoussi	5	4	0	0	3	16	2	7	16	3
Koudougou	26	46	30	39	26	35	32	69	65	51
Koupéla	-	-	-	0	22	11	8	13	19	27
Léo	13	10	4	11	8	15	5	7	3	4
Manga	19	10	9	5	3	10	10	13	15	21
Nouna	11	5	10	5	8	3	6	7	ND	0
Orodara	3	11	8	8	15	5	7	5	2	6
Ouaga I	185	179	208	177	256	224	123	198	164	135
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	30	87
Ouahigouya	15	11	9	5	1	7	4	5	12	11
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	1	18
Tenkodogo	48	35	20	31	15	13	12	17	27	38
Tougan	6	4	2	3	3	8	7	6	ND	0
Yako	5	7	9	11	3	5	3	7	7	14
Ziniaré	10	4	2	18	12	12	13	18	9	20

Concepts

Orientations du Parquet

- **Chambre correctionnelle** : Affaires dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles
- **Flagrant délit** : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.
- **Citation directe** : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu de la date, le lieu, et l'heure de l'audience.
- **Renvoi à l'instruction** : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet.
- **Classement sans suite** : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique momentanément ou définitivement.

Tableau III-55 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	10 031	9 704	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655	8 510	10 549	10 765
Chambre correctionnelle	7 288	6 988	6 551	6 658	6 583	5 729	4 949	5 926	6 969	7 004
<i>Flagrants délits</i>	5 541	5 497	5 319	4 877	5 075	4 291	3 205	4 499	5 419	5 686
<i>Citations directes</i>	1 747	1 491	1 232	1 781	1 508	1 438	1 744	1 427	1 550	1 318
Saisine du juge d'instruction	992	1076	908	915	901	810	757	801	949	584
Affaires classées sans suite	1751	1 640	1 209	1 548	1 206	2 276	949	1 783	2 631	3 177

Tableau III-56 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	7 288	6 988	6 551	6 658	6 583	5 729	4 949	5 926	6 969	7 004
Banfora	367	280	348	378	261	253	208	223	218	209
Bobo-Dioulasso	828	548	503	765	634	642	565	410	832	897
Bogandé	230	223	218	128	97	82	71	57	70	11
Boromo	248	235	208	225	268	197	122	198	372	380
Dédougou	240	258	166	188	223	188	201	237	236	207
Diapaga	94	114	153	86	101	89	114	168	ND	2
Diébougou	192	231	172	206	172	145	118	151	212	180
Djibo	131	135	135	150	147	147	ND	ND	ND	ND
Dori	232	280	268	239	203	172	124	131	ND	ND
Fada N'Gourma	294	239	280	237	232	189	137	151	183	192
Gaoua	171	196	205	179	235	199	136	247	260	301
Kaya	270	341	180	199	139	154	166	150	245	187
Kongoussi	93	75	79	79	67	70	50	53	74	40
Koudougou	343	350	281	284	318	317	332	549	556	581
Koupéla	-	-	-	1	233	102	97	128	210	231
Léo	231	170	166	118	118	137	103	140	130	112
Manga	229	258	208	141	134	153	141	151	151	138
Nouna	116	62	81	106	98	94	48	55	ND	2
Orodara	133	96	96	120	138	107	81	148	79	111
Ouaga I	1 826	1 930	1 873	1 985	1 931	1643	1515	1938	1678	1 462
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	546	853
Ouahigouya	222	297	293	240	265	203	150	154	248	184
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	38	100
Tenkodogo	492	354	348	280	173	104	126	209	330	347
Tougan	87	106	78	94	154	120	121	98	ND	2
Yako	48	45	100	88	77	59	68	64	108	105
Ziniaré	171	165	112	142	165	163	155	116	193	170

Tableau III-57 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	5 541	5 497	5 319	4 877	5 075	4 291	3 205	4 499	5 419	5 686
Banfora	211	193	171	228	199	169	108	134	163	160
Bobo-Dioulasso	624	417	502	503	469	488	352	261	693	767
Bogandé	178	185	183	78	65	38	29	32	37	5
Boromo	223	201	200	173	227	181	106	182	338	376
Dédougou	154	171	119	123	164	155	122	185	186	172
Diapaga	80	96	137	74	89	80	85	136	ND	2
Diébougou	123	162	133	135	162	128	104	143	180	175
Djibo	108	90	98	103	122	122	ND	ND	ND	ND
Dori	167	203	209	154	157	132	63	95	ND	ND
Fada N’Gourma	247	202	248	203	178	139	90	108	160	152
Gaoua	116	141	158	155	200	161	96	199	195	239
Kaya	260	303	174	171	111	116	121	126	193	158
Kongoussi	74	68	70	62	59	50	26	45	71	31
Koudougou	228	257	268	237	289	278	257	414	426	464
Koupéla	-	-	-	1	98	55	45	73	160	200
Léo	166	148	130	59	83	85	65	95	101	82
Manga	200	226	190	99	76	80	52	110	121	88
Nouna	91	53	63	96	72	71	34	44	ND	2
Orodara	93	84	61	89	119	77	64	90	76	92
Ouaga I	1 421	1 517	1 453	1 485	1 507	1 187	927	1 507	1 287	1 244
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	377	607
Ouahigouya	185	242	224	205	237	187	138	127	194	145
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	27	70
Tenkodogo	371	304	299	220	141	95	117	183	215	255
Tougan	79	83	61	65	102	85	61	76	ND	2
Yako	34	35	81	63	48	37	49	53	87	79
Ziniaré	108	116	87	96	101	95	94	81	132	119

Tableau III-58 : Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	1 747	1 491	1 232	1 781	1 508	1 438	1 744	1 427	1 550	1 318
Banfora	156	87	177	150	62	84	100	89	55	49
Bobo-Dioulasso	204	131	1	262	165	154	213	149	139	130
Bogandé	52	38	35	50	32	44	42	25	33	6
Boromo	25	34	8	52	41	16	16	16	34	4
Dédougou	86	87	47	65	59	33	79	52	50	35
Diapaga	14	18	16	12	12	9	29	32	ND	0
Diébougou	69	69	39	71	10	17	14	8	32	5
Djibo	23	45	37	47	25	25	ND	ND	ND	ND
Dori	65	77	59	85	46	40	61	36	ND	ND
Fada N’Gourma	47	37	32	34	54	50	47	43	23	40
Gaoua	55	55	47	24	35	38	40	48	65	62
Kaya	10	38	6	28	28	38	45	24	52	29
Kongoussi	19	7	9	17	8	20	24	8	3	9
Koudougou	115	93	13	47	29	39	75	135	130	117
Koupéla	-	-	-	0	135	47	52	55	50	31
Léo	65	22	36	59	35	52	38	45	29	30
Manga	29	32	18	42	58	73	89	41	30	50
Nouna	25	9	18	10	26	23	14	11	ND	0
Orodara	40	12	35	31	19	30	17	58	3	19
Ouaga I	405	413	420	500	424	456	588	431	391	218
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	169	246
Ouahigouya	37	55	69	35	28	16	12	27	54	39
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	11	30
Tenkodogo	121	50	49	60	32	9	9	26	115	92
Tougan	8	23	17	29	52	35	60	22	ND	0
Yako	14	10	19	25	29	22	19	11	21	26
Ziniaré	63	49	25	46	64	68	61	35	61	51

Tableau III-59 : Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	992	1 076	908	915	901	810	757	801	949	584
Banfora	25	40	61	29	11	18	27	25	28	39
Bobo-Dioulasso	57	55	56	62	39	72	72	54	57	47
Bogandé	32	93	58	28	19	11	4	10	19	7
Boromo	32	21	21	15	16	9	6	0	20	24
Dédougou	42	42	26	36	25	9	15	28	33	50
Diapaga	19	26	25	26	17	11	15	20	ND	1
Diébougou	21	29	28	23	17	17	15	18	52	48
Djibo	15	19	18	44	43	43	ND	ND	ND	ND
Dori	23	17	19	18	50	35	44	32	ND	ND
Fada N’Gourma	43	61	55	44	46	66	16	24	19	28
Gaoua	12	30	29	12	25	23	27	22	36	43
Kaya	31	34	23	4	15	12	24	23	19	10
Kongoussi	20	11	4	11	4	13	9	10	10	2
Koudougou	59	40	27	34	32	29	36	60	32	51
Koupéla				1	171	40	25	25	15	19
Léo	43	41	23	30	26	26	18	8	12	19
Manga	33	30	22	22	19	10	9	16	9	6
Nouna	15	13	7	6	2	5	6	4	ND	2
Orodara	14	25	23	21	25	15	7	21	10	8
Ouaga I	300	330	285	320	208	291	330	322	177	24
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	267	61
Ouahigouya	22	13	4	21	18	15	5	15	19	22
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	5	7
Tenkodogo	75	63	56	39	34	4	15	36	79	38
Tougan	14	9	9	19	11	13	3	9	ND	1
Yako	9	12	10	15	10	7	16	2	13	9
Ziniaré	36	22	19	35	18	16	13	17	18	18

Tableau III-60 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	1 751	1 640	1 209	1 548	1 206	2 276	949	1 783	2 631	3 177
Banfora	128	108	118	107	112	112	40	74	63	97
Bobo-Dioulasso	33	121	115	193	50	178	ND	163	168	351
Bogandé	8	0	26	1	4	20	8	9	7	1
Boromo	92	86	28	88	89	83	62	64	32	30
Dédougou	54	71	132	111	213	69	104	167	169	105
Diapaga	63	18	20	5	13	1	1	0	ND	0
Diébougou	11	19	22	31	15	92	0	13	27	100
Djibo	29	57	69	59	44	44	ND	ND	ND	ND
Dori	78	24	1	16	14	26	25	26	ND	ND
Fada N’Gourma	92	55	83	51	13	0	134	129	79	48
Gaoua	37	66	44	47	54	39	16	23	47	75
Kaya	28	30	5	30	90	66	86	60	226	64
Kongoussi	35	22	35	4	3	39	12	20	54	15
Koudougou	373	334	157	414	232	256	219	536	239	511
Koupéla				2	68	71	51	38	63	136
Léo	2	43	63	33	22	72	57	50	54	51
Manga	91	97	0	21	5	45	0	16	97	61
Nouna	46	27	45	50	24	5	5	6	ND	0
Orodara	0	27	41	1	5	13	0	1	10	47
Ouaga I	292	195	113	20	18	802	ND	287	1 064	648
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	100	428
Ouahigouya	41	36	46	13	21	10	3	25	12	31
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	24	59
Tenkodogo	191	136	5	135	43	174	35	2	7	179
Tougan	5	2	0	19	6	5	0	15	ND	0
Yako	22	49	41	34	23	0	0	10	17	34
Ziniaré	0	17	0	63	25	54	78	49	72	106

Concepts

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

Mineur mis sous ordre de garde provisoire : Mineur prévenu d'un délit mis en détention provisoire par le magistrat du parquet.

Orientations du Parquet

Chambre correctionnelle : Affaire dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu de la date, le lieu et l'heure de l'audience.

Renvoi à l'instruction : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique. Il peut être momentané ou définitif.

Tableau III-61 : Activités pénales du Parquet relatives aux mineurs

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Mineurs impliqués	366	394	334	326	288	349	230	248	597	733
Mineurs renvoyés en flagrant délit	223	298	284	272	247	299	175	184	551	669
Mineurs renvoyés en citation directe	55	46	21	11	18	11	20	10	15	10
Mineurs renvoyés à l'instruction	40	26	18	26	14	13	11	43	16	15
Mineurs relaxés après classement sans suite	48	24	11	17	9	26	24	11	15	9
Mineurs mis sous ordonnance de garde provisoire	204	243	270	222	221	201	133	120	465	609

Tableau III-62 : Activités pénales du Parquet relatives aux mineurs par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	366	394	334	326	288	349	230	248	597	733
Banfora	12	10	13	20	21	25	9	13	23	12
Bobo-Dioulasso	48	28	50	52	35	57	31	15	76	111
Bogandé	14	20	12	13	11	8	1	6	2	2
Boromo	9	6	9	19	10	14	4	9	23	59
Dédougou	25	10	2	13	2	12	10	31	39	27
Diapaga	1	5	2	5	4	8	3	3	ND	0
Diébougou	13	7	10	12	10	15	15	13	23	50
Djibo	8	9	1	10	9	9	ND	ND	ND	ND
Dori	18	18	23	11	22	25	9	13	ND	ND
Fada N'Gourma	17	15	26	18	16	12	13	6	10	9
Gaoua	13	14	17	13	9	17	7	11	20	16
Kaya	13	48	25	12	4	4	13	12	20	27
Kongoussi	13	6	5	3	5	7	6	1	3	4
Koudougou	36	37	34	31	39	36	27	32	45	44
Koupéla	-	-	-	0	8	10	14	5	21	13
Léo	9	6	11	5	8	2	13	9	26	14
Manga	9	16	13	27	2	8	8	7	12	6
Nouna	13	10	1	2	0	2	7	2	ND	0
Orodara	0	14	1	6	2	10	10	7	15	6
Ouaga I	43	58	35	ND	ND	ND	ND	ND	112	145
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	30	67
Ouahigouya	8	14	7	19	25	30	10	18	48	31
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	4
Tenkodogo	28	21	17	19	18	8	3	15	27	46
Tougan	3	7	2	6	13	5	3	2	ND	0
Yako	5	2	9	5	11	8	1	7	15	22
Ziniaré	8	13	9	5	4	17	13	11	7	18

III.3.2.2. Activités civiles des parquets

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Liquidation : Décision collective des associés qui s'entendent pour mettre fin à leur entreprise commune. La liquidation peut être judiciaire si, à défaut d'accord de tous les associés, un ou plusieurs d'entre eux saisissent le tribunal de grande instance ou le tribunal de commerce pour que soit ordonnée la liquidation et le partage de l'actif net. La liquidation peut aussi être ordonnée en justice comme conséquence du prononcé de la nullité d'une société.

Procédure collective : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Redressement : Procédure collective qui permet à une entreprise qui ne se trouve plus en mesure de faire face à ses dettes exigibles (on dit qu'elle se trouve en "cessation des paiements") de poursuivre son activité et surtout de maintenir l'emploi et d'apurer son passif.

Sources statistiques

Registres du courrier arrivé, du courrier départ et de rectification des actes d'état civil des parquets des tribunaux de grande instance.

Tableau III-63 : Affaires nouvelles et conclusions rendues en matière civile par l'ensemble des parquets selon la nature de l'affaire

	Affaires nouvelles				Conclusions rendues			
	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022
Ensemble	9 277	9 755	9 428	9 953	8 611	9 416	7 842	10 899
Rectifications matérielles	6 291	6 721	6 049	7 459	5 815	6 393	5 844	7 274
Etat des personnes	2 756	2 840	2 272	1 694	2 562	2 346	1 652	1 774
Rectifications, modifications et ajouts de nom	2 310	1 944	1 905	1 279	2 128	2 047	1 331	1 427
Adoptions	105	127	96	112	108	101	91	100
Naturalisations	191	214	79	105	178	198	66	67
Recherche de paternité	150	555	192	198	148	548	164	180
Procédures collectives	2	5	3	0	1	4	0	1
Redressements	2	4	3	0	0	0	0	0
Liquidations	0	1	0	0	1	4	0	1
Autres	228	189	1 104	800	234	125	346	1 850

Tableau III-64 : Affaires nouvelles et conclusions rendues en matière civile par parquet des TGI

	Affaires nouvelles					Conclusions rendues				
	2018	2019	2020	2021	2022	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	12 717	9 277	9 755	9 428	9 953	12 101	8 611	9 416	7 842	10 899
Banfora	39	81	239	372	259	38	81	229	347	255
Bobo-Dioulasso	901	1 013	1 024	693	1 345	715	638	985	693	2 469
Bogandé	610	333	244	295	69	610	333	244	106	69
Boromo	345	316	333	523	342	477	340	487	611	291
Dédougou	397	368	396	438	289	397	368	398	438	292
Diapaga	208	189	128	ND	3	198	198	188	ND	3
Diébougou	99	57	124	209	430	82	50	115	209	430
Djibo	73	-	171	ND	55	73	-	169	ND	55
Dori	43	38	123	ND		43	38	123	ND	ND
Fada N'Gourma	442	168	180	448	464	442	188	208	484	463
Gaoua	241	165	136	125	221	241	165	136	123	221
Kaya	1 351	538	383	424	426	1 351	538	484	424	491
Kongoussi	46	27	391	27	16	40	26	390	27	16
Koudougou	469	353	274	258	319	452	308	153	266	340
Koupéla	104	209	139	109	131	104	157	99	86	115
Léo	274	234	218	357	906	274	230	214	347	908
Manga	1 245	1 013	576	721	283	1 275	1 063	576	721	283
Nouna	126	353	952	ND	333	125	336	1004	ND	333
Orodara	458	202	133	245	326	356	202	133	245	326
Ouaga I	2 670	1 455	1 514	1 756	1 571	2 240	1 280	1 431	1 136	1 264
Ouaga II	-	-	-	825	452	-	-	-	262	560
Ouahigouya	106	267	160	218	316	98	240	130	218	308
Pô	-	-	-	69	176	-	-	-	54	185
Tenkodogo	531	419	403	640	561	531	406	24	627	569
Tougan	793	737	930	ND	269	793	738	930	ND	264
Yako	242	348	380	591	328	242	284	375	333	326
Ziniaré	904	394	204	85	63	904	405	191	85	63

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Procédure collective : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Tableau III-65 : Affaires nouvelles enregistrées en matière civile selon leur nature par parquet des TGI

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Ensemble	6 721	6 049	7 459	2 840	2 272	1 694	5	3	0	189	1 104	800
Banfora	230	313	249	9	59	10	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	985	652	1 131	39	41	68	0	0	0	0	0	146
Bogandé	162	197	41	82	98	28	0	0	0	0	0	0
Boromo	331	500	332	3	23	8	0	0	0	0	0	2
Dédougou	389	423	275	9	13	12	0	0	0	0	2	2
Diapaga	127	ND	3	1	ND	0	0	ND	0	0	ND	0
Diébougou	88	200	421	33	7	6	0	0	0	3	2	3
Djibo	35	ND	55	136	ND	0	0	ND	0	0	ND	0
Dori	89	ND	ND	34	ND	ND	0	ND	ND	0	ND	ND
Fada N'Gourma	165	426	461	15	22	3	0	0	0	0	0	0
Gaoua	136	120	221	0	5	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	381	418	420	4	6	6	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	27	27	16	363	0	0	0	0	0	1	0	0
Koudougou	124	215	287	100	35	27	1	0	0	48	8	5
Koupéla	78	54	89	55	55	42	0	0	0	6	0	0
Léo	194	346	446	20	9	8	4	0	0	4	2	452
Manga	538	578	234	38	7	41	0	0	0	0	136	8
Nouna	32	ND	0	913	ND	314	0	ND	0	7	ND	19
Orodara	132	195	0	1	46	326	0	0	0	0	4	0
Ouaga I	1 104	-	1 320	332	1 421	161	0	0	0	70	335	90
Ouaga II	-	186	210	-	91	182	-	3	0	-	545	60
Ouahigouya	140	142	153	17	41	157	0	0	0	1	35	6
Pô	-	62	162	-	0	10	-	0	0	-	7	4
Tenkodogo	379	608	553	10	19	8	0	0	0	14	13	0
Tougan	455	ND	-	444	ND	269	0	ND	0	31	ND	0
Yako	238	387	317	138	189	8	0	0	0	4	15	3
Ziniaré	162	0	63	42	85	0	0	0	0	0	0	0

Tableau III-66 : Conclusions rendues en matière civile selon la nature des affaires par parquet des TGI

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Ensemble	6 393	5 844	7 274	2 894	1 652	1 774	4	0	1	125	346	1 850
Banfora	220	290	247	9	57	8	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	946	652	1 131	39	41	114	0	0	1	0	0	1 223
Bogandé	162	69	41	82	37	28	0	0	0	0	0	0
Boromo	484	595	280	3	16	9	0	0	0	0	0	2
Dédougou	387	428	274	11	8	13	0	0	0	0	2	5
Diapaga	127	ND	3	61	ND	0	0	ND	0	0	ND	0
Diébougou	88	200	421	24	7	6	0	0	0	3	2	3
Djibo	35	ND	55	134	ND	0	0	ND	0	0	ND	0
Dori	89	ND		34	ND	ND	0	ND	ND	0	ND	ND
Fada	198	462	461	10	22	0	0	0	0	0	0	2
Gaoua	136	118	221	0	5	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	381	418	485	103	6	6	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	27	27	16	362	0	0	0	0	0	1	0	0
Koudougou	126	216	294	27	42	33	0	0	0	0	8	13
Koupéla	71	54	89	24	32	26	0	0	0	4	0	0
Léo	191	337	446	15	8	8	4	0	0	4	2	454
Manga	538	578	234	38	7	41	0	0	0	0	136	8
Nouna	32	ND	0	966	ND	314	0	ND	0	6	ND	19
Orodara	132	195	0	1	46	326	0	0	0	0	4	0
Ouaga I	1 061		1 112	313	1 035	117	0	0	0	57	101	35
Ouaga II	-	158	210	-	61	278	-	0	0	-	43	72
Ouahigouya	117	142	150	12	41	156	0	0	0	1	35	2
Pô	-	54	171	-	0	5	-	0	0	-	0	9
Tenkodogo		595	553	10	19	16	0	0	0	14	13	0
Tougan	455	ND	-	444	ND	264	0	ND	0	31	ND	0
Yako	241	256	317	130	77	6	0	0	0	4	0	3
Ziniaré	149	0	63	42	85	0	0	0	0	0	0	0

III.3.2.3. Activités des chambres correctionnelles des TGI

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, trois types de décisions existent :

- **Contradictoire** : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties ne comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.
- **Réputé contradictoire** : Le jugement est réputé contradictoire dans certains cas : ainsi, le demandeur ou le défendeur a refusé de conclure, ou le défendeur qui n'a pas comparu a été assigné à personne, ou le jugement est susceptible d'appel : le recours à l'opposition dans ces hypothèses est interdit.
- **Défaut** : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Délits

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Coups et blessures volontaires : faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voies de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Délits en matière d'armes et munitions : Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles, des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement la mort ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Tableau III-67 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Jugements rendus selon le type de procédure										
Ensemble	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038	4 556	6 536	6 749
Flagrants délits	5 411	5 625	4 668	4 674	5 567	4 142	3 068	3 804	5 274	5 500
Citations directes	1 548	1 094	733	1 007	1 165	1 151	970	752	1 262	1 249
Jugements rendus selon le type de décision										
Ensemble	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038	4 556	6 536	6 749
Contradictoire	6 527	6 598	5 300	5 454	6 386	4 956	3 634	4 421	6 150	6 498
Réputé contradictoire	2	1	0	3	17	7	44	24	33	61
Défaut	425	110	68	203	294	287	342	107	347	187
Autre	5	10	33	21	35	43	18	4	6	3

Tableau III-68 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI selon la nature de l'infraction

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038	4 556	6 536	6 749
Crime et délit contre la sécurité publique	0	0	0	0	7	4	9	18	28	25
Actes préparatoires et d'appuis au terrorisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Apologie du terrorisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Associations de malfaiteurs	0	0	0	0	7	4	2	0	6	1
Financement du terrorisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infraction par utilisation de matières dangereuses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infractions contre l'aviation civil, les navires, les plates formes fixes et tous moyens de transport collectifs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prise d'otage, séquestration et enlèvement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Terrorisme	0	0	0	0	0	0	0	0	5	2
Autres crimes et délits contre la sécurité publique	0	0	0	0	0	0	7	18	17	22
Crimes et délits contre la chose publique	370	267	216	245	336	252	192	246	331	379
Concussion	0	0	0	0	0	0	2	1	3	4
Corruption (et infractions assimilées)	2	8	1	2	4	4	6	4	10	21
Délit d'apparence	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0
Détournement de deniers publics,	2	4	2	9	14	21	20	21	22	25
Discrédit sur une décision de justice	0	0	0	0	0	0	23	34	38	54
Enrichissement illicite	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Evasion	45	43	35	31	41	26	16	26	26	27
Faux et usage de faux	126	115	91	86	118	117	52	69	107	111
Faux monnayage	0	0	0	0	0	0	23	28	28	38
Fraude en matière de commercialisation d'or	0	0	0	0	0	0	3	2	6	2
Fraude en matière douanière	0	0	0	0	0	0	3	0	6	5
Fraude en matière fiscale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Autres crimes et délits contre la chose publique	195	97	87	117	159	84	44	59	85	88
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	464	437	404	517	617	469	360	458	609	665
Accusation de sorcellerie	0	0	0	0	0	0	32	71	53	100
Attentat à la pudeur/outrage public à la pudeur	73	64	75	76	29	14	30	29	48	48
Consommation de stupéfiants	0	0	0	0	0	0	72	117	129	134
Enlèvement d'enfant	68	75	65	85	127	70	45	70	88	92
Infractions en matière de mariage	1	2	0	4	5	8	14	20	24	9
Mutilations génitales féminines	32	19	19	21	17	12	18	10	7	6

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Pornographie enfantine	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0
Proxénétisme	1	0	0	8	16	14	9	10	20	18
Racolage (Prostitution)	0	0	0	0	1	5	0	0	0	0
Trafic de stupéfiants	216	212	189	262	343	265	85	85	164	157
Trafic d'enfants / vente d'enfants	3	1	4	1	2	1	0	0	4	12
Autres crimes et délits contre la famille et les mœurs	70	64	52	60	77	80	54	45	72	89
Crimes et délits contre les biens	4 415	4 029	3 533	3 685	3 929	2 805	2 086	2 290	3 063	3 354
Abus de biens sociaux	0	0	0	1	0	2	0	0	2	1
Abus de confiance	555	492	415	456	510	370	329	339	560	605
Banqueroute	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Blanchiment de capitaux	0	0	0	0	0	1	0	0	19	25
Contrefaçon	0	0	0	0	0	0	1	0	6	2
Destructions, dégradations et dommages	186	118	104	148	162	138	123	113	188	164
Escroqueries	0	0	0	0	0	0	183	229	419	350
Grand banditisme	0	0	0	141	132	96	56	77	135	134
Infractions en matière de chèques	6	2	1	1	2	0	1	2	5	0
Recel	0	0	0	0	0	0	72	79	126	133
Stellionat	0	0	0	11	32	18	20	40	58	129
Vols, extorsion	3 615	3 373	2 975	2 897	3 034	2 126	1 264	1 372	1 495	1 767
Autres crimes et délits contre les biens	53	44	38	30	57	52	37	39	50	44
Crimes et délits contre les particuliers	1 404	996	1 059	1 073	1 691	1 629	1 313	1 464	2 358	2 203
Autres Homicides et blessures involontaires	472	198	218	25	48	38	27	37	40	45
Coups et blessures volontaires	599	481	430	488	598	499	368	431	551	557
Coups mortels	0	0	0	0	0	4	88	90	92	81
Diffamation et dénonciation calomnieuse	43	26	30	63	69	54	33	37	61	71
Empoisonnements	0	0	0	0	0	0	3	1	0	2
Homicides et blessures involontaires de la circulation routière	0	0	0	251	379	361	274	266	535	468
Homicides volontaires (meurtres, assassinats, parricides, infanticides)	0	0	0	1	6	3	7	5	7	7
Injures	0	0	0	28	22	23	11	14	23	14
Menaces sous condition	174	173	145	0	0	0	127	150	215	185
Tortures et pratiques assimilées	0	0	0	0	0	0	5	8	6	7
Trafic illicite de migrants	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Traite des personnes et des pratiques assimilées	0	0	0	0	0	0	9	18	74	51
Violences et voies de fait	33	27	24	34	37	51	27	12	27	22
Viols	0	0	0	40	327	382	224	177	250	170
Vols aggravés	0	0	0	16	13	21	75	178	393	431
Autres crimes et délits contre les particuliers	83	91	212	127	192	193	35	40	83	92
Infractions en matière d'armes et munitions	90	66	77	89	75	75	43	33	56	45
Infractions en matière de code de la route excepté homicides et blessures involontaires	216	217	112	72	76	59	25	27	68	61
Infractions en matière environnementale	0	0	0	0	0	0	1	10	25	9
Infractions en matière forestière et faunique	0	0	0	0	0	0	8	10	15	7
Infractions en matière informatique /cybercriminalité	0	0	0	0	1	0	3	0	2	1

Concepts

Délits :

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

- **Vol** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.
- **Extorsion** : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharges.
- **Recel** : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.
- **Escroquerie** : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Sources statistiques :

Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels, dossiers physiques.

Note :

Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions ».

Tableau III-69 : Jugements rendus par les pôles spécialisés des tribunaux de grande instance

Jugements rendus selon le type de procédure	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	0	0	0	0	0	0	0	7	47	46
Flagrants délits	-	-	-	-	-	-	-	5	23	39
Citations directes	-	-	-	-	-	-	-	2	24	7

Tableau III-70 : Jugements rendus par pôle

Jugements rendus	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	7	47	46
Pôle anti terrorisme	-	-	-	-	-	-	-	-	5	0
Pôle économique et financier	-	-	-	-	-	-	ND	7	42	46

Tableau III-71 : Jugements rendus par le pôle anti terrorisme selon la nature de l'infraction

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	-	-	-	-	-	-	0	0	5	0
Crimes et délits contre la sécurité publique	-	-	-	-	-	-	0	0	5	0
Associations de malfaiteurs	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Terrorisme	-	-	-	-	-	-	0	0	5	0
Financement du terrorisme	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Autres crimes et délits contre la sécurité publique	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Apologie du terrorisme	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Infractions contre l'aviation civile, les navires, les plates-formes fixes et tous moyens de transport collectifs	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Prise d'otage, séquestration et enlèvement	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Infraction par utilisation de matières dangereuses	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Actes préparatoires et d'appuis au terrorisme	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Délits contre la chose publique	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Délits contre les particuliers	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Délits contre la famille et les bonnes mœurs	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Délits contre les biens	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Délits en matière d'armes et de munitions	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Infractions en matière de code de la route	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0

Tableau III-72 : Jugements rendus par les pôles économiques et financiers selon la nature de l'infraction

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	-	-	-	ND	7	42	46
Crimes et délits contre la sécurité publique	-	-	-	ND	0	0	0
Crimes et délits contre la chose publique	-	-	-	ND	3	17	18
Dont :							
Détournement de deniers publics	-	-	-	ND	1	4	1
Corruption (et infractions assimilées)	-	-	-	ND	1	0	4
Délit d'apparence	-	-	-	ND	0	0	0
Concussion	-	-	-	ND	0	0	0
Enrichissement illicite	-	-	-	ND	0	0	1
Evasion	-	-	-	ND	0	0	5
Faux et usage de faux	-	-	-	ND	1	5	6
Fraude en matière de commercialisation d'or	-	-	-	ND	0	3	0
Fraude en matière fiscale	-	-	-	ND	0	0	0
Fraude en matière douanière	-	-	-	ND	0	0	0
Faux monnayage	-	-	-	ND	0	1	0
Crimes et délits contre les particuliers	-	-	-	ND	0	0	2
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	-	-	-	ND	0	0	0
Crimes et délits contre les biens	-	-	-	ND	4	25	25
Crimes et délits en matière d'armes et de munitions	-	-	-	ND	0	0	0
Infractions en matière de code de la route	-	-	-	ND	0	0	0
Infractions en matière informatique	-	-	-	ND	0	0	0
Infractions en matière forestière et faunique	-	-	-	ND	0	0	1

Tableau III-73 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038	4 556	6 536	6 749
Banfora	280	335	258	301	349	369	111	155	222	171
Bobo-Dioulasso	939	709	369	485	655	561	434	275	751	759
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10
Bogandé	215	200	246	168	108	94	69	68	100	30
Boromo	256	248	190	269	313	201	155	193	326	412
Dédougou	309	254	152	222	236	227	243	192	237	230
Diapaga	59	81	155	98	92	90	65	164	ND	4
Diébougou	182	232	154	201	232	154	113	142	188	182
Djibo	131	122	115	148	144	144	ND	ND	ND	ND
Dori	218	231	224	185	220	122	85	97	ND	ND
Fada N'Gourma	305	212	231	185	203	147	207	166	198	176
Gaoua	181	158	182	177	193	144	111	213	233	296
Kaya	294	284	163	151	126	124	96	144	220	190
Kongoussi	87	81	64	90	72	62	61	59	91	36
Koudougou	328	374	275	278	379	340	306	350	500	615
Koupéla	-	-	-	0	174	168	135	148	180	228
Léo	179	193	161	151	186	157	160	130	144	117
Manga	219	219	199	127	115	132	106	160	165	131
Nouna	126	65	75	108	84	92	71	60	ND	7
Orodara	102	89	92	99	131	137	71	192	215	128
Ouaga I	1 602	1 743	1 210	1 407	1 900	1 152	824	1 019	1 625	1 399
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	36
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	168	712
<i>Dont Terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	5	0
Ouahigouya	195	264	210	224	247	205	143	161	214	190
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	31	96
Tenkodogo	443	334	337	235	194	101	120	198	350	368
Tougan	91	86	75	105	174	149	129	102	ND	0
Yako	47	43	91	90	68	69	75	57	95	88
Ziniaré	171	162	173	177	137	152	148	111	283	184

Tableau III-74 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	5 411	5 625	4 668	4 674	5 567	4 142	3 068	3 804	5 274	5 500
Banfora	186	205	168	198	218	185	93	132	157	119
Bobo-Dioulasso	601	594	369	464	602	493	355	222	658	693
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9
Bogandé	186	163	190	93	69	47	37	39	27	10
Boromo	225	201	174	173	258	176	140	176	308	394
Dédougou	156	179	118	185	185	151	139	156	166	157
Diapaga	50	79	151	88	84	82	49	153	ND	4
Diébougou	113	161	131	143	183	136	98	136	173	172
Djibo	111	94	84	109	130	130	ND	ND	ND	ND
Dori	151	194	146	151	158	102	64	78	ND	ND
Fada N'Gourma	253	194	217	169	184	131	143	129	176	150
Gaoua	122	137	152	155	184	134	89	196	186	234
Kaya	251	267	152	140	101	94	87	125	171	149
Kongoussi	73	76	59	72	66	51	40	52	81	31
Koudougou	224	253	220	237	292	268	230	312	427	443
Koupéla	-	-	-	0	88	57	48	65	135	193
Léo	145	164	141	78	93	103	105	101	109	93
Manga	201	198	178	109	70	77	58	114	131	87
Nouna	94	54	63	94	74	65	48	53	ND	2
Orodara	75	75	76	80	115	119	67	140	128	103
Ouaga I	1 424	1 586	1 113	1 271	1 766	1 034	750	902	1448	1 233
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	138	591
<i>Dont Terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouahigouya	171	227	189	186	229	178	137	137	169	151
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	24	58
Tenkodogo	367	303	327	216	168	90	83	177	216	237
Tougan	88	75	62	76	119	95	63	80	ND	0
Yako	35	33	81	68	44	45	55	50	76	70
Ziniaré	109	113	107	119	87	99	90	79	170	126

Tableau III-75 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	1 548	1 094	733	1 007	1 165	1 151	970	752	1 262	1 249
Banfora	94	130	90	103	131	184	18	23	65	52
Bobo-Dioulasso	338	115	0	21	53	68	79	53	93	66
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Bogandé	29	37	56	75	39	47	32	29	73	20
Boromo	31	47	16	96	55	25	15	17	18	18
Dédougou	153	75	34	37	51	76	104	36	71	73
Diapaga	9	2	4	10	8	8	16	11	ND	0
Diébougou	69	71	23	58	49	18	15	6	15	10
Djibo	20	28	31	39	14	14	ND	ND	ND	ND
Dori	67	37	78	34	62	20	21	19	ND	ND
Fada N'Gourma	52	18	14	16	19	16	64	37	22	26
Gaoua	59	21	30	22	9	10	22	17	47	62
Kaya	43	17	11	11	25	30	9	19	49	41
Kongoussi	14	5	5	18	6	11	21	7	10	5
Koudougou	104	121	55	41	87	72	76	38	73	172
Koupéla	-	-	-	0	86	111	87	83	45	35
Léo	34	29	20	73	93	54	55	29	35	24
Manga	18	21	21	18	45	55	48	46	34	44
Nouna	32	11	12	14	10	27	23	7	ND	5
Orodara	27	14	16	19	16	18	4	52	87	25
Ouaga I	178	157	97	136	134	118	74	117	177	166
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	30	121
<i>Dont Terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouahigouya	24	37	21	38	18	27	6	24	45	39
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	7	38
Tenkodogo	76	31	10	19	26	11	37	21	134	131
Tougan	3	11	13	29	55	54	66	22	ND	0
Yako	12	10	10	22	24	24	20	7	19	18
Ziniaré	62	49	66	58	50	53	58	32	113	58

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, il existe deux types de décisions :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau III-76 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	6 527	6 598	5 300	5 454	6 386	4 956	3 634	4 421	6 150	6 498
Banfora	248	304	230	216	274	274	111	151	208	166
Bobo-Dioulasso	712	696	369	483	619	524	415	265	717	748
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10
Bogandé	214	189	243	141	106	91	69	68	75	14
Boromo	254	244	187	243	302	201	150	190	323	409
Dédougou	253	252	152	222	236	200	164	192	237	216
Diapaga	59	81	155	98	87	90	65	163	ND	4
Diébougou	182	232	154	196	199	150	110	142	188	178
Djibo	128	121	114	145	135	135	ND	ND	ND	ND
Dori	200	231	224	185	220	122	85	96	ND	ND
Fada N'Gourma	300	212	231	185	203	145	108	164	193	170
Gaoua	177	158	174	177	193	143	109	213	233	279
Kaya	267	279	163	150	126	121	93	144	220	185
Kongoussi	87	81	64	90	71	62	60	58	78	36
Koudougou	283	345	261	269	337	314	282	341	490	582
Koupéla	-	-	-	0	139	113	94	110	170	222
Léo	179	187	155	114	134	138	100	119	138	111
Manga	217	218	199	127	115	128	106	159	165	129
Nouna	123	61	75	108	84	84	54	60	ND	7
Orodara	102	89	79	99	131	135	71	171	108	122
Ouaga I	1 602	1 737	1 207	1 402	1 899	1 145	818	1 010	1 599	1 384
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	34
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	168	702
<i>Dont Terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouahigouya	193	264	210	223	247	196	142	157	207	189
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	30	92
Tenkodogo	442	331	337	230	194	100	112	185	272	302
Tougan	91	86	68	98	148	131	110	101	ND	0
Yako	46	43	91	89	68	68	75	57	94	88
Ziniaré	168	157	158	164	119	146	131	105	237	163

Tableau III-77 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	425	110	68	203	294	287	342	107	347	187
Banfora	32	30	22	71	68	89	0	4	13	4
Bobo-Dioulasso	226	12	0	1	11	8	15	7	25	8
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Bogandé	1	11	3	27	2	3	0	0	25	14
Boromo	2	4	3	25	10	0	3	3	3	1
Dédougou	55	2	0	0	0	27	79	0	0	2
Diapaga	0	0	0	0	5	0	0	0	ND	0
Diébougou	0	0	0	4	29	2	3	0	0	4
Djibo	3	1	1	3	4	4	ND	ND	ND	ND
Dori	18	0	0	0	0	0	0	1	ND	ND
Fada N'Gourma	4	0	0	0	0	2	69	2	5	4
Gaoua	0	0	0	0	0	1	2	0	0	11
Kaya	27	4	0	1	0	2	2	0	0	1
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	1	1	11	0
Koudougou	45	25	14	9	42	26	22	3	9	28
Koupéla	-	-	-	0	27	49	36	34	8	6
Léo	0	6	6	37	52	19	57	10	5	6
Manga	2	1	0	0	0	3	0	1	0	0
Nouna	3	2	0	0	0	8	5	0	ND	0
Orodara	0	0	0	0	0	2	0	21	106	6
Ouaga I	0	5	3	4	1	7	6	2	19	8
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	0	4
<i>Dont Terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouahigouya	2	0	0	1	0	9	1	0	6	1
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Tenkodogo	1	2	0	5	0	1	8	11	72	59
Tougan	0	0	1	1	25	18	17	1	ND	0
Yako	1	0	0	1	0	1	0	0	0	0
Ziniaré	3	5	15	13	18	6	16	6	40	20

Tableau III-78 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	1 404	1 114	1 059	1 073	1 691	1 629	1 313	1 464	2 358	2 203
Banfora	79	85	58	68	87	123	22	43	66	56
Bobo-Dioulasso	205	118	38	57	130	136	100	70	207	190
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Bogandé	29	29	70	57	57	63	27	38	55	16
Boromo	79	56	30	86	105	56	61	55	92	99
Dédougou	85	56	32	29	76	79	78	64	86	49
Diapaga	11	10	44	20	38	23	16	42	ND	0
Diébougou	53	64	32	51	57	35	35	36	90	90
Djibo	36	31	31	40	34	34	ND	ND	ND	ND
Dori	64	53	61	49	76	40	32	36	ND	ND
Fada N'Gourma	50	29	75	24	68	57	87	66	78	44
Gaoua	56	36	43	36	44	37	36	63	81	98
Kaya	52	29	25	20	42	44	26	50	98	62
Kongoussi	23	17	10	26	32	27	34	18	34	14
Koudougou	57	71	47	52	108	108	85	76	168	258
Koupéla	-	-	-	0	92	94	71	76	84	78
Léo	33	31	34	48	72	73	62	45	58	45
Manga	29	29	51	25	37	60	49	77	89	68
Nouna	23	16	11	23	24	38	25	19	ND	0
Orodara	24	23	30	36	38	53	26	85	85	45
Ouaga I	245	219	168	153	259	215	210	308	511	477
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	45	186
<i>Dont Terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouahigouya	23	38	38	43	40	44	29	43	75	70
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	14	30
Tenkodogo	75	38	70	43	47	27	43	60	139	129
Tougan	12	9	8	19	60	58	44	21	ND	0
Yako	10	9	10	21	26	34	38	28	48	25
Ziniaré	51	18	43	47	42	71	77	45	155	74

Tableau III-79 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	4 415	4 504	3 533	3 685	3 929	2 805	2 086	2 290	3 049	3 354
Banfora	159	198	159	189	228	194	70	97	129	84
Bobo-Dioulasso	577	475	265	368	459	374	305	176	456	465
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Bogandé	154	142	151	62	26	15	19	16	25	5
Boromo	145	154	134	137	167	119	80	110	176	263
Dédougou	179	169	104	174	140	121	131	101	109	142
Diapaga	35	60	89	61	38	39	26	60	ND	0
Diébougou	86	140	106	104	137	101	68	84	58	60
Djibo	89	79	74	96	89	89	ND	ND	ND	ND
Dori	122	147	125	116	114	72	44	52	ND	ND
Fada N'Gourma	172	146	115	125	87	65	78	72	77	81
Gaoua	108	116	119	118	114	83	57	119	128	155
Kaya	211	210	116	97	68	53	49	79	96	107
Kongoussi	50	60	47	57	32	22	14	24	35	17
Koudougou	193	220	178	190	225	192	194	235	259	269
Koupéla	-	-	-	0	54	46	42	40	64	86
Léo	116	127	112	71	68	49	74	40	51	51
Manga	160	153	116	72	49	41	25	43	33	32
Nouna	80	37	48	74	47	40	37	32	ND	2
Orodara	68	53	49	47	77	70	37	94	93	59
Ouaga I	1 078	1 214	844	994	1 255	698	459	517	792	661
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	74	400
<i>Dont Terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouahigouya	138	185	133	157	178	127	92	105	111	88
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	6	37
Tenkodogo	301	229	224	142	97	49	43	78	149	166
Tougan	72	60	57	79	91	72	64	54	ND	0
Yako	28	28	61	49	31	23	23	21	40	49
Ziniaré	94	102	107	106	58	51	55	41	88	75

Tableau III-80 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	464	486	404	517	617	469	360	458	609	665
Banfora	2	17	18	17	17	14	5	8	13	11
Bobo-Dioulasso	58	51	45	39	36	30	18	21	54	51
<i>Dont Ecofi</i>										0
Bogandé	19	12	17	35	20	13	15	9	19	9
Boromo	13	10	13	22	28	15	6	13	34	34
Dédougou	10	9	3	11	13	17	14	14	21	20
Diapaga	7	7	8	11	12	18	7	44	ND	2
Diébougou	6	13	11	20	16	8	9	11	16	13
Djibo	3	7	5	5	5	5	-	-	-	
Dori	15	19	20	9	19	8	6	6	ND	
Fada N'Gourma	20	20	28	17	23	19	23	13	30	40
Gaoua	4	4	10	10	23	17	12	14	13	24
Kaya	19	22	13	25	12	16	12	9	14	13
Kongoussi	7	2	6	5	5	8	5	12	10	3
Koudougou	20	9	6	9	20	21	12	12	36	41
Koupéla	-	-	-	0	3	5	8	19	16	37
Léo	18	12	10	20	26	23	20	29	27	12
Manga	11	13	14	20	21	22	23	23	22	18
Nouna	6	3	7	6	6	5	6	0	ND	5
Orodara	6	7	8	6	8	6	3	5	14	10
Ouaga I	167	180	103	162	220	141	94	110	174	139
<i>Dont Ecofi</i>										0
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	19	89
<i>Dont Terro</i>										
Ouahigouya	7	19	18	9	15	16	12	9	19	16
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	8	14
Tenkodogo	30	35	23	31	29	15	21	45	30	42
Tougan	3	8	6	3	17	13	8	18	ND	0
Yako	4	1	9	9	5	7	10	4	5	7
Ziniaré	9	6	3	16	18	7	11	10	15	15

Tableau III-81 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure

	Moins de 15 jours	15 jours à moins de 1 mois	1 à moins de 2 mois	2 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Total
2013	1 622	1 657	1 730	-	241	80	81	5 411
2014	1 229	1 802	2 080	-	320	81	114	5 626
2015	991	1 096	1 987	-	432	103	59	4 668
2016	576	709	1 677	-	1 178	453	81	4 674
2017	919	1 252	2 502	-	542	137	215	5 567
2018	1170	1 215	1 296	-	213	80	169	4 143
2019	490	541	539	367	623	276	235	3 068
2020	832	881	918	578	344	124	127	3 804
2021	1 199	1 261	1 428	800	257	92	237	5 274
2022	1 378	1 343	1 559	735	254	104	127	5 500

Tableau III-82 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure

	Moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 à moins de 2 ans	2 à moins de 3 ans	3 à moins de 5 ans	5 ans et plus	Total
2013	424	259	278	277	112	198	-	1 548
2014	371	228	196	134	66	99	-	1 094
2015	279	145	128	67	51	63	-	733
2016	351	179	160	124	67	126	-	1 007
2017	344	161	243	151	82	184	-	1 165
2018	399	181	181	160	104	125	-	1 150
2019	320	188	152	71	38	78	123	970
2020	257	160	157	73	42	36	27	752
2021	409	218	197	134	84	67	153	1 262
2022	426	263	211	165	61	33	90	1 249

Tableau III-83 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par TGI

	Moins de 15 jours			15 jours à moins de 1 mois			1 à moins de 3 mois		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Ensemble	832	1 199	1 378	881	1 261	1 343	1 496	2 228	2 294
Banfora	17	65	35	34	46	25	64	41	42
Bobo-Dioulasso	70	100	95	59	202	174	60	283	315
<i>Dont Ecofi</i>	0	0	0	0	0	2	0	0	0
Bogandé	9	12	4	6	5	6	13	7	0
Boromo	20	76	35	67	94	118	77	128	227
Dédougou	47	57	62	24	41	48	78	54	29
Diapaga	2	ND	1	4		0	55		2
Diébougou	55	55	83	39	68	66	31	38	13
Djibo	-	0		-	0		-	0	0
Dori	25			27			16		
Fada N'Gourma	64	95	105	23	39	24	22	21	11
Gaoua	16	23	40	42	33	51	95	119	123
Kaya	31	93	88	54	48	41	34	26	13
Kongoussi	10	5	8	19	30	7	18	29	14
Koudougou	104	163	207	89	124	109	104	118	111
Koupéla	20	72	59	25	39	56	19	24	66
Léo	25	18	29	29	21	17	33	55	40
Manga	22	59	30	31	42	33	46	20	18
Nouna	25	ND	0	11	ND	2	8	ND	0
Orodara	26	25	53	29	27	24	36	32	13
Ouaga I	136	122	200	136	178	233	491	955	683
<i>Dont Ecofi</i>	0	0	0	0	0	4	0	0	13
Ouaga II	-	25	79	-	68	106	-	35	359
<i>Dont Terro</i>	-	-	0	-	-	0	-	-	0
Ouahigouya	32	28	47	33	81	55	58	50	24
Pô	-	19	20	-	3	27	-	2	11
Tenkodogo	21	69	26	34	42	52	77	78	135
Tougan	19		0	34		0	25		0
Yako	13	17	17	10	30	28	19	25	21
Ziniaré	23	1	55	22	0	41	17	88	24

Tableau III-84 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par TGI (suite)

	3 à moins de 6 mois			6 mois à moins de 1 an			1 an et plus		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Ensemble	344	257	254	124	92	104	127	237	127
Banfora	11	1	15	4	1	2	2	3	0
Bobo-Dioulasso	21	56	69	8	9	24	4	8	16
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	2	-	-	2	-	-	3
Bogandé	5	1	0	0	1	0	6	1	0
Boromo	6	8	9	4	1	3	2	1	2
Dédougou	7	7	0	0	2	7	0	5	11
Diapaga	48		0	36		1	8		0
Diébougou	3	0	2	1	5	4	7	7	4
Djibo	-	0		-	0		-	0	
Dori	2			3			5		
Fada N'Gourma	7	3	4	3	1	1	10	17	5
Gaoua	39	5	13	3	1	2	1	5	5
Kaya	4	1	1	2	0	2	0	3	4
Kongoussi	2	0	0	0	2	0	3	15	2
Koudougou	7	12	10	4	4	4	4	6	2
Koupéla	1	0	9	0	0	2	0	0	1
Léo	6	5	4	0	4	1	8	6	2
Manga	12	2	0	3	1	2	0	7	4
Nouna	4		0	2		0	3		0
Orodara	15	5	2	5	1	1	29	38	10
Ouaga I	91	106	64	35	34	25	13	53	28
<i>Dont Ecofi</i>			5			1			7
Ouaga II	-	0	32	-	0	14	-	10	1
<i>Dont Terro</i>			0			0			0
Ouahigouya	12	5	2	1	2	2	1	3	21
Pô	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Tenkodogo	33	10	15	5	8	4	7	9	5
Tougan	2		0	0		0	0		0
Yako	2	0	1	2	2	1	4	2	2
Ziniaré	4	30	2	3	13	2	10	38	2

Tableau III-85 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par TGI

	Moins de 3 mois			3 à moins de 6 mois			6 mois à moins de 1 an		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Ensemble	256	409	426	160	218	263	157	197	211
Banfora	3	14	11	4	10	11	5	6	8
Bobo-Dioulasso	22	34	20	9	8	18	9	14	10
<i>Dont Ecofi</i>			0			0			1
Bogandé	6	9	0	4	9	0	9	5	1
Boromo	6	13	2	3	5	4	8	0	6
Dédougou	13	20	20	19	19	3	4	17	9
Diapaga	9		0	2		0	0		0
Diébougou	2	8	6	1	2	1	3	4	3
Djibo	-	0		-	0		-	0	
Dori	7			0			6		
Fada N'Gourma	17	13	20	9	2	2	10	2	1
Gaoua	8	19	21	3	6	24	4	16	10
Kaya	11	39	31	3	5	5	3	0	0
Kongoussi	6	6	5	1	0	0	0	2	0
Koudougou	6	12	26	16	23	25	5	19	48
Koupéla	25	32	18	16	5	7	8	3	7
Léo	17	19	13	4	7	6	4	5	5
Manga	12	15	32	7	13	7	14	3	2
Nouna	6		2	0		1	1		0
Orodara	18	1	19	14	1	5	8	7	0
Ouaga I	20	33	25	26	41	41	36	50	43
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	0			3			1
Ouaga II	-	23	31	-	7	60	-	0	26
<i>Dont Terro</i>	-	-	0			0			0
Ouahigouya	4	20	15	5	12	13	8	7	7
Pô	-	7	34	-	0	1	-	0	1
Tenkodogo	5	25	32	1	14	24	1	14	18
Tougan	16		0	5		0	1		0
Yako	2	12	11	1	1	2	1	3	3
Ziniaré	15	35	32	7	28	3	9	20	3

Tableau III-86 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par TGI (suite)

	1 à moins de 2 ans			2 à moins de 3 ans			3 ans et plus		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Ensemble	73	134	166	42	84	60	64	220	123
Banfora	5	14	2	3	13	10	3	8	10
Bobo-Dioulasso	2	24	8	2	7	1	9	6	9
<i>Dont Ecofi</i>			0			0			0
Bogandé	4	12	12	0	12	7	6	26	0
Boromo	0	0	4	0	0	2	0	0	0
Dédougou	0	10	8	0	3	13	0	2	20
Diapaga	0		0	0		0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Djibo	-	0		-	0		-	0	0
Dori	4			0			2	0	0
Fada N'Gourma	0	1	0	0	3	0	1	1	3
Gaoua	2	5	5	0	1	1	0	0	1
Kaya	1	3	1	0	0	1	1	2	3
Kongoussi	0	0	0	0	1	0	0	1	0
Koudougou	4	11	51	3	2	14	4	6	8
Koupéla	2	0	1	16	0	0	17	5	2
Léo	4	1	0	0	3	0	0	0	0
Manga	7	1	2	2	0	1	2	2	0
Nouna	0		0	0		1	0	0	1
Orodara	10	0	1	2	6	0	0	72	0
Ouaga I	16	37	47	14	10	6	5	6	4
<i>Dont Ecofi</i>			1			0			1
Ouaga II	-	0	4	-	0	0	-	0	0
<i>Dont Terro</i>			0			0			0
Ouahigouya	5	2	3	0	2	1	2	2	0
Pô	-	0	2	-	-	0	-	-	-
Tenkodogo	3	2	13	0	5	1	11	74	43
Tougan	0		0	0		0	0	ND	0
Yako	2	1	2	0	1	0	1	1	0
Ziniaré	2	10	0	0	15	1	0	5	19

Tableau III-87 : Décisions rédigées par la chambre correctionnelle par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	3 749	3 130	3 035	3 089	4 229	3 773	2 628	3 526	5 030	5 308
Banfora	161	111	192	127	22	150	84	115	156	131
Bobo-Dioulasso	856	0	255	242	602	400	385	376	582	537
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10
Bogandé	182	115	166	108	130	94	60	47	83	30
Boromo	157	308	137	224	295	201	122	160	243	218
Dédougou	154	28	74	91	181	209	91	164	175	136
Diapaga	33	37	81	24	85	47	38	93	ND	3
Diébougou	0	54	48	173	168	76	101	114	184	182
Djibo	85	105	117	148	136	136	ND	ND	ND	
Dori	0	91	176	157	140	52	27	31	ND	
Fada	135	33	64	57	41	66	79	88	198	188
Gaoua	97	115	135	112	151	138	85	168	159	295
Kaya	97	19	14	20	85	102	100	111	214	183
Kongoussi	60	32	50	77	63	35	28	20	73	-
Koudougou	49	423	221	259	218	157	197	348	454	443
Koupéla	-	-	-	0	94	135	131	156	180	228
Léo	123	65	88	94	124	139	98	72	125	119
Manga	167	131	125	111	88	92	44	86	130	130
Nouna	65	26	46	85	84	96	59	60	ND	-
Orodara	26	60	78	98	126	133	72	192	215	128
Ouaga I	587	687	359	392	733	746	296	686	1 072	890
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	33	582
<i>Dont Terro</i>										
Ouahigouya	119	282	189	125	175	193	143	53	137	135
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	31	96
Tenkodogo	333	223	197	103	201	81	110	153	261	414
Tougan	75	60	51	93	170	146	88	102	ND	-
Yako	40	0	63	63	39	66	73	62	86	83
Ziniaré	148	125	109	106	78	83	117	69	239	147

III.3.2.4. Activités des chambres des mineurs des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée dans les chambres des mineurs.

Autres : Décision autre que placement, remise aux parents, emprisonnement, TIG, sursis, incompétence, amende, relaxe, remise à personne digne de confiance.

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps voire de peines complémentaires.

Décision rendue : Affaire sur laquelle le juge des enfants a statué et rendu son jugement.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 30 jours au moins et 10 ans au plus d'emprisonnement et/ou d'une amende de plus de 200 000 FCFA.

Emprisonnement : Peine privative de liberté, consistant à l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

Mineur en danger : Mineur ayant besoin de protection, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont gravement compromises.

Mineur en conflit avec la loi : Mineur ayant suspecté d'avoir enfreint une norme pénale.

Mineur impliqué : Mineur en conflit avec la loi, c'est-à-dire ayant commis une infraction.

Mineurs concernés : Mineur impliqué dans une affaire de mineurs en danger.

Placement : Mesure éducative, ordonnée par le juge, à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative), qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

Remise aux parents : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger et qui consiste à l'(le) (ré) intégrer dans sa famille.

Sources statistiques

Rôles, plunitifs des audiences, répertoires des jugements des Chambres des mineurs.

Tableau III-88 : Activités des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Affaires nouvelles	103	202	257	298	324	241	-	272	405	533
Contraventions	0	2	1	2	0	1	-	0	2	2
Délits	98	190	231	263	301	227	-	200	354	515
Crimes	5	10	25	33	23	13	-	72	49	16
Décisions rendues	97	191	263	286	308	211	-	238	580	678
Placements	18	34	48	52	61	46	-	47	101	105
Remises à parents	8	19	34	36	33	47	-	62	142	199
Emprisonnements	26	81	107	95	78	42	-	38	103	115
Sursis	26	26	13	9	16	7	-	44	113	96
TIG	5	12	25	33	45	16	-	2	3	0
Incompétence	5	9	3	0	0	0	-	6	24	47
Relaxe	6	10	21	60	75	51	-	28	49	62
Remise à personne digne de confiance	1	0	1	1	0	2	-	4	5	21
Amende	2	0	11	0	0	0	-	7	40	33
Autres	0	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Nombre de mineurs impliqués	112	272	312	387	413	299	-	371	637	745
Affaires nouvelles en instruction	5	12	13	33	23	13	-	72	49	16
Affaires dont l'instruction est clôturée	3	2	5	5	9	14	-	24	34	9
Affaires en cours d'instruction au 31/12	27	37	42	74	58	49	-	61	56	11

Tableau III-89 : Activités des chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Affaires nouvelles	24	16	28	10	39	105	-	17	64	67
Mineurs concernés	24	27	50	13	106	233	-	63	116	105
Décisions rendues	23	13	31	13	37	184	-	60	117	71
Placements	22	8	31	9	12	103	-	58	80	44
Remises à parents	0	0	0	4	21	78	-	1	36	24
Remise à personne digne de confiance	1	0	0	0	4	3	-	1	1	3

Tableau III-90 : Affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	100	202	245	298	324	241	-	272	405	533
Banfora	-	8	14	23	14	23	-	0	12	10
Bobo-Dioulasso	31	32	33	59	51	41	-	11	16	85
Bogandé	-	-	-	-	-	-	-	10	2	3
Boromo	-	-	-	-	-	-	-	0	13	39
Dédougou	-	-	-	-	-	-	-	13	30	27
Diapaga	-	-	-	-	-	-	-	10	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	7	14	35
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	0	0	ND
Dori	-	-	-	-	-	-	-	0	0	ND
Fada	-	-	-	-	-	-	-	0	17	7
Gaoua	-	-	-	-	-	-	-	11	13	12
Kaya	-	20	27	11	5	8	-	0	16	20
Kongoussi	-	-	-	-	-	-	-	1	3	ND
Koudougou	-	21	25	37	28	30	-	21	37	50
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	3	10	14
Léo	-	-	-	-	-	-	-	12	15	15
Manga	-	-	-	-	-	-	-	0	1	4
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	1	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	7	9	4
Ouaga I	69	104	131	116	177	104	-	145	129	89
Ouaga II									17	53
Ouahigouya	-	17	15	23	31	22	-	13	0	19
Pô									0	0
Tenkodogo	-	-	-	29	18	13	-	0	23	19
Tougan	-	-	-	-	-	-	-	2	0	0
Yako	-	-	-	-	-	-	-	2	18	18
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	3	10	10

Tableau III-91 : Décisions rendues par les chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	97	191	252	286	308	211	-	238	580	678
Banfora	-	8	11	18	22	21	-	0	20	20
Bobo-Dioulasso	35	38	42	37	42	40	-	15	113	93
Bogandé	-	-	-	-	-	-	-	1	3	2
Boromo	-	-	-	-	-	-	-	0	17	52
Dédougou	-	-	-	-	-	-	-	14	37	30
Diapaga	-	-	-	-	-	-	-	5	-	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	7	14	45
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	0	-	ND
Dori	-	-	-	-	-	-	-	0	-	ND
Fada	-	-	-	-	-	-	-	0	14	6
Gaoua	-	-	-	-	-	-	-	13	16	7
Kaya	-	19	27	15	5	5	-	0	22	16
Kongoussi	-	-	-	-	-	-	-	1	3	ND
Koudougou	-	24	17	38	38	32	-	0	37	53
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	5	20	20
Léo	-	-	-	-	-	-	-	6	16	21
Manga	-	-	-	-	-	-	-	0	1	4
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	2	-	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	9	8	6
Ouaga I	62	87	139	139	152	78	-	138	142	136
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	0	69
Ouahigouya	-	15	16	24	30	21	-	15	46	31
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Tenkodogo	-	-	-	15	19	14	-	0	24	48
Tougan	-	-	-	-	-	-	-	0	-	0
Yako	-	-	-	-	-	-	-	7	10	10
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	0	17	9

Tableau III-92 : Nombre de mineurs impliqués dans les affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	112	202	312	387	413	299	66	371	637	745
Banfora	0	8	16	25	22	26	13	0	25	20
Bobo-Dioulasso	35	0	45	78	69	59	0	15	80	112
Bogandé	0	0	0	0	0	0	0	11	3	3
Boromo	0	0	0	0	0	0	0	0	17	52
Dédougou	0	0	0	0	0	0	0	16	39	33
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	11	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	15	7	15	50
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	ND
Dori	0	0	0	0	0	0	2	0	0	ND
Fada	0	0	0	0	0	0	0	0	19	9
Gaoua	0	0	0	0	0	0	2	23	16	17
Kaya	0	25	35	15	5	8	0	0	22	21
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	1	3	ND
Koudougou	0	26	28	48	39	35	16	25	50	70
Koupéla	0	0	0	0	0	0	0	5	20	15
Léo	0	0	0	0	0	0	0	13	21	18
Manga	0	0	0	0	0	0	0	0	1	4
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	8	10	5
Ouaga I	77	121	170	156	218	129	0	199	146	136
Ouaga II	0	0	0	0	0	0	0	0	29	70
Ouahigouya	0	22	18	25	36	28	11	16	48	31
Pô	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	0	0	0	40	24	14	7	0	26	31
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	7	30	30
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	0	10	17	18

Tableau III-93 : Affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	24	16	28	10	39	105	-	17	64	67
Banfora	-	0	0	1	1	1	-	0	0	0
Bobo-Dioulasso	6	6	1	0	2	19	-	0	6	11
Bogandé	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Boromo	-	-	-	-	-	-	-	0	0	2
Dédougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0	2
Diapaga	-	-	-	-	-	-	-	0	-	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	0	-	0
Dori	-	-	-	-	-	-	-	0	-	0
Fada	-	-	-	-	-	-	-	0	2	2
Gaoua	-	-	-	-	-	-	-	5	0	1
Kaya	-	1	3	0	22	51	-	0	16	20
Kongoussi	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Koudougou	-	0	0	0	0	2	-	0	9	5
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Léo	-	-	-	-	-	-	-	2	0	1
Manga	-	-	-	-	-	-	-	0	1	1
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	-	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	1	4
Ouaga I	18	7	24	9	14	19	-	10	12	5
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
Ouahigouya	-	2	0	0	0	13	-	0	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Tenkodogo	-	-	-	0	0	0	-	0	0	0
Tougan	-	-	-	-	-	-	-	0	-	0
Yako	-	-	-	-	-	-	-	0	9	9
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	0	6	2

Tableau III-94 : Décisions rendues par les chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	23	13	31	13	37	184	-	60	117	71
Banfora	-	0	0	1	1	3	-	0	0	0
Bobo-Dioulasso	5	5	4	0	2	82	-	0	8	41
Bogandé	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Boromo	-	-	-	-	-	-	-	0	0	2
Dédougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0	1
Diapaga	-	-	-	-	-	-	-	0	-	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	0	-	
Dori	-	-	-	-	-	-	-	0	-	
Fada	-	-	-	-	-	-	-	0	2	2
Gaoua	-	-	-	-	-	-	-	5	0	1
Kaya	-	1	3	0	22	20	-	0	22	8
Kongoussi	-	-	-	-	-	-	-	0	0	
Koudougou	-	0	0	0	0	2	-	0	9	3
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Léo	-	-	-	-	-	-	-	0	0	1
Manga	-	-	-	-	-	-	-	0	1	1
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	-	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	2	0
Ouaga I	18	7	24	12	12	64	-	55	64	6
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	0	2
Ouahigouya	-	0	0	0	0	13	-	0	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Tenkodogo	-	-	-	0	0	0	-	0	0	0
Tougan	-	-	-	-	-	-	-	0	-	0
Yako	-	-	-	-	-	-	-	0	1	1
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	0	8	2

III.3.3. Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : l'emprisonnement à vie ou d'une peine d'emprisonnement supérieure à 10 ans, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 30 jours au moins et 10 ans au plus d'emprisonnement, et d'une amende de plus de 200 000 FCFA, du travail d'intérêt général ou de l'une des trois peines seulement.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au cabinet d'instruction et enregistrée dans le registre d'instruction.

Instruction : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'instruction met en œuvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause.

Sources statistiques

Registres d'instruction (RI) des cabinets d'instruction depuis 1995.

Note :

Les affaires comptabilisées sont celles ouvertes à partir du 1^{er} janvier 1995.

Tableau III-95 : Affaires nouvelles en instruction par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	1 000	1 123	936	875	974	805	803	1 210	1 429	1 004
Banfora	26	32	54	23	13	17	25	38	30	39
Bobo-Dioulasso	65	103	62	91	63	75	84	74	66	53
Bogandé	34	94	56	28	20	11	4	5	7	8
Boromo	31	16	29	18	15	10	6	4	21	24
Dédougou	39	48	23	39	22	10	18	28	33	43
Diapaga	19	23	25	28	20	11	15	18	ND	0
Diébougou	20	41	28	22	18	17	16	18	48	48
Djibo	15	20	21	44	41	41	ND	ND	ND	0
Dori	22	20	17	19	46	34	44	26	ND	ND
Fada N’Gourma	44	63	55	43	44	59	22	173	24	14
Gaoua	11	32	30	13	27	25	29	26	34	44
Kaya	31	31	23	10	18	16	27	24	19	ND
Kongoussi	19	10	4	11	4	13	9	10	10	2
Koudougou	64	42	31	34	32	28	40	121	33	51
Koupéla	-	-	-	1	181	38	26	23	18	19
Léo	41	39	22	31	25	26	19	13	12	20
Manga	30	27	21	20	17	10	14	16	10	6
Nouna	15	14	10	5	4	3	7	4	ND	2
Orodara	14	24	24	19	31	17	9	23	11	8
Ouaga I	308	318	290	253	251	284	331	387	236	ND
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	545	531
Ouahigouya	26	11	11	20	19	15	5	14	60	20
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	102	8
Tenkodogo	74	69	55	38	25	10	24	136	74	37
Tougan	15	11	9	19	11	13	3	10	ND	1
Yako	6	12	8	11	7	6	13	3	15	11
Ziniaré	31	23	28	35	20	16	13	16	21	15

Procédures d'instruction

L'instruction est la phase de l'instance pénale, constituant une sorte d'avant procès. Elle permet au juge d'instruction d'établir ou non l'existence d'une infraction et de déterminer si les charges relevées à l'encontre des personnes poursuivies sont suffisantes pour qu'une juridiction de jugement soit saisie. Il instruit à charge et à décharge.

L'instruction est facultative en matière de délit mais obligatoire en matière de crime.

Le juge d'instruction est saisi par un réquisitoire introductif d'instance du procureur ou par une plainte avec constitution de partie civile. Dans ce dernier cas, le juge donne acte du versement de la consignation et dresse un procès-verbal de constitution de partie civile. Il ordonne la communication de la plainte et du procès-verbal au procureur pour que celui-ci prenne ses réquisitions. Le réquisitoire du procureur peut être pris contre une personne dénommée ou contre une personne non dénommée (contre X), notamment lorsque la plainte est insuffisamment motivée ou insuffisamment justifiée par les pièces produites.

Lors de la première comparution, le juge d'instruction constate l'identité de le mis en examen, il lui fait connaître chacun des faits qui lui sont imputés et l'avertit qu'il est libre de ne faire aucune déclaration. Si le mis en examen désire faire des déclarations, celles-ci sont immédiatement reçues par le juge d'instruction. Il doit notifier à le mis en examen, dès l'ouverture de l'information, son droit de se constituer un conseil.

Lorsque le juge décerne un mandat de dépôt, il doit le notifier à le mis en examen. Si ce dernier est laissé en liberté, le juge l'avertit en outre qu'il doit l'informer de tous ses changements d'adresses.

Les ordonnances du juge d'instruction peuvent faire l'objet d'appel.

A l'issue de l'information (après avoir entendu le mis en examen sur le fond, procédé aux auditions de la partie civile et des témoins, aux confrontations et expertises s'il y a lieu), si le juge d'instruction relève des charges suffisantes à l'encontre de le mis en examen pour justifier son renvoi devant une juridiction de jugement, il prendra une ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle s'il s'agit d'un délit. S'il s'agit d'un crime, il prendra une ordonnance de transmission de pièces au procureur général près la Cour d'appel. Celui-ci saisira la chambre d'accusation de la Cour d'appel qui est la juridiction d'instruction de second degré. La chambre d'accusation procède à un nouvel examen de l'affaire, tant sur la régularité de la procédure qui lui est soumise, que sur l'existence de charges contre le mis en examen.

Lorsque la régularité est acquise et que la chambre d'accusation estime que les faits retenus à la charge de le mis en examen constituent une infraction qualifiée de crime par la loi, elle prononce la mise en accusation de celui-ci par un arrêt de renvoi devant la chambre criminelle de la Cour d'appel. L'arrêt de renvoi est notifié à l'accusé. Dès la notification de cet arrêt, l'accusé est invité à choisir un conseil. A défaut, le président lui en désigne un d'office.

Dans tous les cas, lorsque le juge d'instruction estime que les faits ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention, ou si l'auteur est resté inconnu, ou s'il n'existe pas de charges suffisantes contre le mis en examen, il rend une ordonnance de non-lieu.

Il peut également rendre une ordonnance de non-lieu partiel si les motifs ci-dessus évoqués concernent une partie des faits pour lesquels il est saisi ou certaines personnes visées au réquisitoire introductif. Il est assisté dans tous les actes de son ministère par un greffier.

Tableau III-96 : Affaires dont l'instruction est clôturée selon la nature de l'ordonnance

Nature de l'ordonnance	2019	2020	2021	2022
Ensemble	1 207	1 064	1 294	951
Non-lieu	664	494	543	574
Mise en accusation	167	168	176	176
Renvoi devant la chambre correctionnelle	329	234	155	137
Incompétence	23	9	3	4
Déssaisissement	11	136	362	23
Non informer	3	2	4	5
Autres	10	21	51	32

Tableau III-97 : Affaires dont l'instruction est clôturée par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	442	291	363	417	1 298	1 084	1 207	1 064	1 294	951
Banfora	14	7	0	0	83	136	75	51	32	40
Bobo-Dioulasso	49	19	4	10	59	49	59	69	63	68
Bogandé	3	0	1	30	15	15	12	29	56	13
Boromo	35	2	16	45	44	25	21	8	6	17
Dédougou	13	10	7	4	46	45	36	63	38	49
Diapaga	1	2	0	0	14	12	14	6	0	0
Diébougou	2	2	4	12	24	21	14	14	24	23
Djibo	18	2	0	38	2	2	ND	ND	ND	0
Dori	3	15	14	13	51	22	37	32	ND	ND
Fada N'Gourma	44	2	1	5	37	80	51	99	94	230
Gaoua	4	1	36	22	147	31	62	18	30	75
Kaya	3	0	2	12	45	31	86	49	2	ND
Kongoussi	2	3	11	9	26	7	17	1	7	6
Koudougou	24	27	25	23	39	78	62	100	36	53
Koupéla	-	-	-	0	36	71	61	54	11	12
Léo	23	1	3	1	42	43	19	11	4	24
Manga	17	6	3	0	7	31	39	41	121	31
Nouna	0	7	5	6	18	10	9	12	ND	0
Orodara	10	2	0	0	30	47	46	26	26	18
Ouaga I	88	136	161	127	307	196	357	231	523	ND
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	7	118
Ouahigouya	25	17	13	3	8	21	24	29	28	33
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	28
Tenkodogo	46	16	42	32	155	26	49	80	141	91
Tougan	9	12	4	4	4	13	13	16	ND	0
Yako	9	2	9	9	12	10	4	2	8	19
Ziniaré	0	0	2	12	47	62	40	23	37	3

Tableau III-98 : Affaires dont l'instruction est clôturée en 2022 par TGI et selon la nature de l'ordonnance

	Non-lieu	Mise en accusation	Renvoi devant la chambre correctionnelle	Incompétence	Dessaisissement	Non informer	Autres
Ensemble	574	176	137	4	23	5	32
Banfora	24	11	5	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	34	13	20	0	0	0	1
Bogandé	9	3	1	0	0	0	0
Boromo	5	8	4	0	0	0	0
Dédougou	17	14	15	0	0	0	3
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	4	6	13	0	0	0	0
Djibo	ND	ND	ND	ND	ND	ND	0
Dori	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Fada	202	18	4	0	1	0	5
Gaoua	13	32	12	0	17	0	1
Kaya	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Kongoussi	0	2	4	0	0	0	0
Koudougou	19	5	15	3	4	0	7
Koupéla	6	5	1	0	0	0	0
Léo	15	6	3	0	0	0	0
Manga	22	0	8	0	0	1	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	9	7	2	0	0	0	0
Ouaga I	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Ouaga II	81	14	11	0	0	1	11
Ouahigouya	23	5	5	0	0	0	0
Pô	14	9	4	0	0	0	1
Tenkodogo	66	15	7	0	0	0	3
Tougan	0	0	0	0	0	0	0
Yako	8	3	3	1	1	3	0
Ziniaré	3	0	0	0	0	0	0

Tableau III-99 : Affaires clôturées par ordonnance de non-lieu et ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle par TGI

	Non-lieu			Renvoi devant la chambre correctionnelle		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Ensemble	494	543	574	234	155	137
Banfora	23	22	24	4	1	5
Bobo-Dioulasso	7	29	34	16	15	20
Bogandé	13	25	9	10	16	1
Boromo	4	3	5	2	3	4
Dédougou	37	22	17	7	3	15
Diapaga	0	ND	0	2	ND	0
Diébougou	2	6	4	1	15	13
Djibo	ND	ND	0	ND	ND	0
Dori	5	ND	ND	6	ND	ND
Fada	75	72	202	15	6	4
N'Gourma	5	9	13	5	5	12
Kaya	32	0	ND	8	1	ND
Kongoussi	1	1	0	0	4	4
Koudougou	18	11	19	13	11	15
Koupéla	18	4	6	18	4	1
Léo	1	1	15	3	0	3
Manga	19	23	22	13	2	8
Nouna	9	ND	0	2	ND	0
Orodara	13	10	9	7	7	2
Ouaga I	134	196		64	13	
Ouaga II	-	6	81	-	0	11
Ouahigouya	17	16	23	4	5	5
Pô	-	0	14	-	0	4
Tenkodogo	39	63	66	19	32	7
Tougan	13	ND	0	2	ND	0
Yako	2	5	8	0	1	3
Ziniaré	7	19	3	13	11	0

Tableau III-100 : Affaires clôturées par ordonnance de mise en accusation et autres ordonnances par tribunal de grande instance

	Mise en accusation			Autres ordonnances (incompétence, dessaisissement, non informer et autres)		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Ensemble	168	176	176	168	420	64
Banfora	5	9	11	19	0	0
Bobo-Dioulasso	17	10	13	29	9	1
Bogandé	6	12	3	0	3	0
Boromo	2	0	8	0	0	0
Dédougou	6	12	14	13	1	3
Diapaga	4	0	0	0	0	0
Diébougou	7	3	6	4	0	0
Djibo	ND	ND	0	ND	ND	0
Dori	0	ND	ND	21	ND	ND
Fada N’Gourma	7	14	18	2	2	6
Gaoua	6	14	32	2	2	18
Kaya	9	0	ND	0	1	ND
Kongoussi	0	2	2	0	0	0
Koudougou	7	11	5	62	3	14
Koupéla	16	3	5	2	0	0
Léo	7	3	6	0	0	0
Manga	9	0	0	0	96	1
Nouna	1	ND	0	0	ND	0
Orodara	5	8	7	1	1	0
Ouaga I	25	25	ND	8	289	ND
Ouaga II	-	0	14	-	1	12
Ouahigouya	8	7	5	0	0	0
Pô	-	0	9	-	0	1
Tenkodogo	17	35	15	5	11	3
Tougan	1	ND	0	0	ND	0
Yako	0	1	3	0	1	5
Ziniaré	3	7	0	0	0	0

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, et d'une amende de plus de 50 000 FCFA, du travail d'intérêt général ou de l'une des trois peines seulement.

Affaire en cours : Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

Affaire clôturée : Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par la transmission des pièces au procureur général de la cour d'appel du ressort, soit par un renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non-lieu, soit par une ordonnance de refus d'informer.

Détention provisoire : Mesure ordonnée par le juge d'instruction de placer en prison avant son jugement une personne mise en examen pour crime ou délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Mis en examen : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves et concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Tableau III-101 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	7 830	8 924	8 885	9 172	8 043	8 068	6 761	7 588	6 354	4 293
Banfora	192	366	424	401	338	182	145	129	135	132
Bobo-Dioulasso	404	663	109	235	245	295	296	281	287	297
Bogandé	183	273	324	323	277	297	290	230	184	337
Boromo	116	122	112	90	59	36	22	18	32	41
Dédougou	275	311	323	347	213	153	137	103	98	92
Diapaga	118	141	167	226	181	178	184	175	ND	190
Diébougou	197	139	169	124	115	110	113	136	140	44
Djibo	105	122	136	148	187	187	ND	178	ND	180
Dori	238	330	338	297	285	284	273	267	ND	ND
Fada N'Gourma	625	685	744	783	779	926	643	642	553	374
Gaoua	373	402	349	354	195	144	175	189	109	83
Kaya	339	343	378	385	325	206	280	251	268	ND
Kongoussi	74	81	72	72	48	54	45	49	50	47
Koudougou	247	254	252	260	261	202	186	201	192	192
Koupéla	-	-	-	1	148	119	80	54	53	65
Léo	109	154	164	200	190	161	161	161	172	167
Manga	215	237	267	299	298	285	250	229	121	91
Nouna	56	66	65	67	51	44	50	41	ND	50
Orodara	51	68	95	112	100	68	45	44	26	15
Ouaga I	2 767	2 938	3 048	2 914	2 741	3 049	2 712	3 091	2 332	ND
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	538	864
Ouahigouya	132	130	126	143	156	139	38	91	86	82
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	102	82
Tenkodogo	789	857	945	1079	580	731	434	838	768	699
Tougan	58	53	61	71	82	78	70	66	ND	58
Yako	44	48	52	51	45	39	49	51	53	42
Ziniaré	123	141	165	190	144	101	83	73	55	69

Dispositif légal de la détention provisoire

La détention provisoire est une mesure d'incarcération d'un mis en examen pendant l'information judiciaire, ou d'un prévenu dans le cadre de la comparution immédiate (flagrant délit).

Dénommée détention préventive en matière d'instruction, elle n'est pas une peine mais un acte d'instruction destiné à la manifestation de la vérité. Elle est une mesure exceptionnelle.

En matière correctionnelle, lorsque le maximum de la peine prévue par la loi est inférieur à un an d'emprisonnement, le mis en examen domicilié au Burkina Faso ne peut être détenu plus de cinq jours après sa première comparution devant le juge d'instruction, s'il n'est détenu pour une autre cause (condamné soit pour crime, soit à un emprisonnement de plus de trois mois sans sursis pour un délit de droit commun).

Dans les autres cas, la détention préventive ne peut excéder six mois. Passé ce délai, si le maintien en détention apparaît nécessaire, le juge d'instruction peut la prolonger par ordonnance spécialement motivée, rendue sur réquisitions également motivées du procureur du Faso. Chaque prolongation ne peut être prescrite que pour une durée de six mois.

En toutes matières, lorsqu'elle n'est pas de droit, la mise en liberté provisoire peut être ordonnée d'office par le juge d'instruction après avis du procureur du Faso. Le procureur peut également la requérir à tout moment.

La mise en liberté provisoire peut être demandée à tout moment au juge d'instruction par le mis en examen ou son conseil. Le juge doit statuer, par ordonnance motivée, au plus tard cinq jours après la communication du dossier au procureur du Faso. Faute par le juge d'instruction d'avoir statué dans ces délais, le mis en examen peut saisir directement de sa demande la chambre d'accusation qui, sur les réquisitions écrites du procureur général, se prononce dans les quinze jours de l'arrivée de cette demande au greffe de la chambre d'accusation, faute de quoi le mis en examen est d'office mis en liberté provisoire, sauf si des vérifications concernant sa demande ont été ordonnées.

Lorsque la liberté provisoire a été accordée par la chambre d'accusation reformant l'ordonnance du juge d'instruction, celui-ci ne peut décerner un nouveau mandat qu'autant que cette chambre, sur réquisitions écrites du ministère public a retiré à le mis en examen le bénéfice de sa décision.

Dans tous les cas où elle n'est pas de droit, la mise en liberté peut être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Tableau III-102 : Mis en examen libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	635	643	534	530	613	564	332	419	581	459
Moins de 6 mois	236	239	161	134	191	130	36	82	244	131
6 mois à moins de 1 an	182	182	129	133	171	135	48	99	162	126
1 à moins de 2 ans	142	159	156	135	119	151	96	85	78	67
2 à moins de 3 ans	45	35	68	68	84	46	53	84	44	17
3 ans et plus	30	28	20	60	48	102	99	69	53	118

Tableau III-103 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	635	643	534	530	613	564	332	419	581	459
Banfora	38	12	16	16	20	34	20	19	17	10
Bobo-Dioulasso	56	37	59	43	49	44	29	21	49	56
Bogandé	27	17	13	7	2	17	51	21	28	1
Boromo	23	11	17	8	3	5	0	7	4	12
Dédougou	12	35	16	25	36	4	1	11	12	15
Diapaga	22	10	0	2	11	20	18	24	ND	0
Diébougou	8	9	10	5	7	2	5	3	26	7
Djibo	5	5	2	25	45	50	ND	ND	ND	0
Dori	9	10	4	22	39	11	7	17	ND	ND
Fada N'Gourma	35	39	41	49	27	31	10	26	12	4
Gaoua	17	14	26	17	18	10	16	12	28	35
Kaya	31	24	11	20	43	24	5	14	15	ND
Kongoussi	9	5	7	9	8	0	4	2	3	3
Koudougou	47	75	15	19	40	50	19	22	35	23
Koupéla	-	-	-	0	12	5	6	2	2	11
Léo	19	14	20	27	18	31	3	9	10	13
Manga	24	28	28	46	18	23	9	9	8	9
Nouna	0	24	13	1	0	1	12	3	ND	0
Orodara	11	4	37	14	18	6	4	5	5	5
Ouaga I	174	132	102	81	118	106	61	108	228	ND
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	13	127
Ouahigouya	13	20	9	10	2	11	6	8	36	63
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	6	8
Tenkodogo	36	96	72	59	55	53	21	8	35	34
Tougan	13	14	3	8	3	9	8	35	ND	3
Yako	2	0	6	12	2	2	10	9	8	10
Ziniaré	4	8	7	5	19	15	7	24	1	10

Tableau III-104 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention préventive est inférieure à 6 mois par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	236	239	161	134	191	130	36	82	244	131
Banfora	1	1	2	0	0	1	0	9	4	6
Bobo-Dioulasso	27	14	35	6	18	8	5	3	15	27
Bogandé	9	11	0	3	1	0	0	1	8	0
Boromo	6	2	0	0	0	3	0	0	4	7
Dédougou	4	7	0	5	8	0	0	1	2	4
Diapaga	3	2	0	2	0	0	0	0	ND	0
Diébougou	4	0	1	0	4	1	0	0	16	5
Djibo	1	0	0	13	21	21	ND	ND	ND	0
Dori	3	4	2	9	19	8	4	3	ND	ND
Fada N'Gourma	11	25	22	26	12	8	0	3	4	3
Gaoua	0	1	4	0	3	6	1	5	4	16
Kaya	13	6	7	5	25	18	1	2	8	ND
Kongoussi	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Koudougou	22	33	1	8	11	7	2	15	15	4
Koupéla	-	-	-	0	4	4	6	0	2	7
Léo	12	9	6	11	1	6	2	2	0	6
Manga	11	16	7	3	2	5	0	6	2	5
Nouna	0	2	0	0	0	0	2	0	ND	0
Orodara	2	1	1	1	2	3	0	1	2	4
Ouaga I	82	71	46	21	37	23	4	11	118	ND
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	2	6
Ouahigouya	1	2	1	1	0	0	0	0	14	18
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	4
Tenkodogo	16	21	17	10	14	3	3	5	19	6
Tougan	4	8	1	3	1	3	1	13	ND	0
Yako	2	0	6	5	0	2	3	1	4	1
Ziniaré	2	3	2	2	7	0	2	1	1	2

Tableau III-105 : Mis en examen libérés dans la procédure d'instruction par TGI dont la durée de détention préventive est de 6 mois à moins de 1 an

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	418	421	290	267	362	265	84	99	162	126
Banfora	16	4	9	6	0	10	0	5	6	3
Bobo-Dioulasso	50	24	47	31	23	25	13	10	27	4
Bogandé	14	14	5	3	1	0	0	0	1	1
Boromo	10	2	5	3	2	4	0	3	0	4
Dédougou	4	16	1	7	36	3	0	4	9	10
Diapaga	9	4	0	2	6	0	0	0	ND	0
Diébougou	4	3	2	2	4	2	1	1	5	2
Djibo	2	0	2	17	27	27	ND	ND	ND	0
Dori	7	4	4	12	22	10	5	7	ND	ND
Fada N'Gourma	18	32	32	36	21	11	0	2	1	1
Gaoua	9	7	17	8	7	7	1	5	2	3
Kaya	30	12	9	9	28	18	5	2	7	ND
Kongoussi	1	1	0	1	5	0	2	0	0	3
Koudougou	34	59	4	11	34	38	10	2	12	15
Koupéla	-	-	-	0	12	4	6	0	0	1
Léo	15	10	12	16	6	13	2	5	0	5
Manga	19	19	13	8	14	8	0	2	5	4
Nouna	0	20	10	0	0	0	2	2	ND	0
Orodara	4	2	9	2	6	4	2	1	3	1
Ouaga I	133	106	72	42	77	53	13	15	60	ND
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	0	4
Ouahigouya	3	6	1	4	1	2	2	1	8	31
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	5	4
Tenkodogo	26	59	27	29	16	17	6	1	11	17
Tougan	5	12	1	6	1	5	1	7	ND	1
Yako	2	0	6	8	1	2	6	1	0	6
Ziniaré	3	5	2	4	12	2	7	23	0	6

Tableau III-106 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention préventive est de 1 an à moins de 2 ans par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	217	222	244	263	251	299	248	85	78	67
Banfora	22	8	7	10	20	24	20	1	4	0
Bobo-Dioulasso	6	13	12	12	26	19	16	5	4	18
Bogandé	13	3	8	4	1	17	51	1	3	0
Boromo	13	9	12	5	1	1	0	1	0	1
Dédougou	8	19	15	18	0	1	1	0	1	1
Diapaga	13	6	0	0	5	20	18	17	ND	0
Diébougou	4	6	8	3	3	0	4	2	0	0
Djibo	3	5	0	8	18	23	ND	ND	ND	0
Dori	2	6	0	10	17	1	2	0	ND	ND
Fada N'Gourma	17	7	9	13	6	20	10	6	0	0
Gaoua	8	7	9	9	11	3	15	1	9	13
Kaya	1	12	2	11	15	6	0	2	0	ND
Kongoussi	8	4	7	8	3	0	2	2	1	0
Koudougou	13	16	11	8	6	12	9	5	6	4
Koupéla	-	-	-	0	0	1	0	2	0	2
Léo	4	4	8	11	12	18	1	1	3	2
Manga	5	9	15	38	4	15	9	1	1	0
Nouna	0	4	3	1	0	1	10	1	ND	0
Orodara	7	2	28	12	12	2	2	0	0	0
Ouaga I	41	26	30	39	41	53	48	22	33	ND
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0
Ouahigouya	10	14	8	6	1	9	4	6	4	11
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0
Tenkodogo	10	37	45	30	39	36	15	2	5	11
Tougan	8	2	2	2	2	4	7	5	ND	0
Yako	0	0	0	4	1	0	4	2	2	3
Ziniaré	1	3	5	1	7	13	0	0	0	1

Tableau III-107 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention préventive est supérieure ou égale à 2 ans par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	75	63	88	128	132	148	152	153	97	135
Banfora	2	4	3	1	20	24	16	4	3	1
Bobo-Dioulasso	3	4	5	2	11	8	6	3	3	7
Bogandé	12	3	0	3	1	17	48	19	16	0
Boromo	3	4	0	4	0	0	0	3	0	0
Dédougou	0	2	1	12	0	0	1	6	0	0
Diapaga	2	1	0	0	2	5	18	7	ND	0
Diébougou	0	4	2	2	2	0	0	0	5	0
Djibo	2	3	0	3	5	10	ND	ND	ND	0
Dori	0	0	0	6	15	1	1	7	ND	ND
Fada N'Gourma	12	1	7	6	3	6	5	15	7	0
Gaoua	2	2	2	0	3	2	5	1	13	3
Kaya	1	7	1	7	8	5	0	8	0	ND
Kongoussi	4	3	5	6	2	0	0	0	2	0
Koudougou	2	4	3	3	2	2	1	0	2	0
Koupéla	-	-	-	0	0	1	0	0	0	1
Léo	0	1	4	9	6	9	1	1	7	0
Manga	4	2	4	28	0	3	4	0	0	0
Nouna	0	1	1	0	0	0	7	0	ND	0
Orodara	0	1	14	1	1	0	1	3	0	0
Ouaga I	17	9	3	12	12	25	27	60	17	ND
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	10	117
Ouahigouya	3	3	1	4	0	5	1	1	10	3
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Tenkodogo	3	1	28	16	36	15	4	0	0	0
Tougan	2	1	2	1	2	1	5	10	ND	2
Yako	0	0	0	2	0	0	1	5	2	0
Ziniaré	1	2	2	0	1	9	0	0	0	1

Tableau III-108 : Affaires clôturées et en cours dans les cabinets d'instruction selon la durée

		Moins de 1 an	1 à moins de 2 ans	2 à moins de 3 ans	3 à moins de 4 ans	4 à moins de 5 ans	5 à moins de 10 ans	10 ans et plus	Total
Affaires clôturées	2017	85	118	129	146	112	708	-	1 298
	2018	81	145	71	75	115	597	-	1 084
	2019	31	101	156	97	103	268	454	1 207
	2020	141	90	117	130	61	229	296	1 064
	2021	180	167	147	86	91	218	405	1 294
	2022	209	170	76	36	31	167	262	951
Affaires en cours	2017	924	742	691	739	593	4 354	-	8 043
	2018	765	962	645	614	644	4 438	-	8 068
	2019	803	650	745	533	547	1 758	1 725	6 761
	2020	1115	663	502	622	453	1 693	2 540	7 588
	2021	1 285	624	366	339	410	1 554	1 776	6 354
	2022	808	904	343	166	191	952	929	4 293

Tableau III-109 : Affaires contre X en cours dans les cabinets d'instruction selon la durée

		Moins de 1 an	1 à moins de 2 ans	2 à moins de 3 ans	3 à moins de 4 ans	4 à moins de 5 ans	5 à moins de 10 ans	10 ans et plus	Total
Affaires contre X en cours	2017	83	130	101	108	96	612	-	1 130
	2018	85	90	119	93	102	595	-	1 084
	2019	118	87	83	102	90	316	157	953
	2020	124	101	69	67	110	346	268	1 085
	2021	123	94	60	44	34	292	183	830
	2022	158	109	58	26	24	137	103	615

Tableau III-110 : Affaires dont l'instruction est clôturée selon la durée de la procédure par TGI

	Moins de 6 mois			6 mois à moins de 1 an			1 à moins de 2 ans			2 à moins de 3 ans		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Ensemble	32	74	72	109	106	137	90	167	170	115	147	76
Banfora	2	1	2	12	6	4	7	7	5	4	2	4
Bobo-Dioulasso	3	5	1	13	5	7	14	14	16	19	3	12
Bogandé	0	0	0	0	2	0	0	1	2	0	1	4
Boromo	1	1	1	0	2	10	1	2	4	0	0	1
Dédougou	3	2	3	9	8	15	4	7	8	9	0	1
Diapaga	0	ND	0	0	ND	0	0	ND	0	0	ND	0
Diébougou	0	3	8	1	4	13	4	10	2	6	1	0
Djibo	-	-	0	-	-	0	-	-	0	-	-	0
Dori	9	ND		7	ND		11	ND		2	ND	
Fada N'Gourma	2	1	0	11	4	0	3	3	8	6	7	3
Gaoua	0	1	2	4	6	12	1	4	15	4	10	11
Kaya	1	0		3	1		1	0		0	0	
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	1	2	1	0	2	3
Koudougou	5	4	4	5	10	3	3	2	13	10	5	17
Koupéla	1	2	0	5	0	3	10	3	3	14	1	4
Léo	0	0	0	1	0	0	3	1	2	3	2	1
Manga	0	0	0	0	3	1	1	9	3	3	4	2
Nouna	0	ND	0	0	ND	0	0	ND	0	1	ND	0
Orodara	1	3	3	1	7	1	2	5	6	10	4	5
Ouaga I	4	33		30	37		12	86		17	92	
Ouaga II	-	7	35	-	0	18	-	0	65	-	0	0
Ouahigouya	0	2	3	2	4	12	6	3	7	3	1	0
Pô	-	0	9	-	0	18	-	0	1	-	0	0
Tenkodogo	0	4	1	1	3	14	3	4	4	0	5	8
Tougan	0	ND	0	0	ND	0	0	ND	0	2	ND	0
Yako	0	2	0	0	0	5	0	2	4	1	2	0
Ziniaré	0	3	0	4	4	1	3	2	1	1	5	0

Tableau III-111 : Affaires dont l'instruction est clôturée selon la durée de la procédure par TGI (suite)

	3 à moins de 4 ans			4 à moins de 5 ans			5 à moins de 10 ans			10 ans et plus		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Ensemble	126	86	36	61	91	31	229	218	167	296	405	232
Banfora	7	1	2	5	0	2	6	0	7	8	15	14
Bobo-Dioulasso	8	7	7	5	6	7	5	12	11	2	11	7
Bogandé	3	2	0	0	3	1	11	26	3	13	21	3
Boromo	0	0	1	0	0	0	4	0	0	2	1	0
Dédougou	4	3	3	2	6	3	19	11	9	13	1	7
Diapaga	4	ND	0	0	ND	0	2	ND	0	0	ND	0
Diébougou	0	0	0	1	3	0	2	3	0	0	0	0
Djibo	-	-	0	-	-	0	-	-	0	-	-	0
Dori	1	ND		2	ND		0	ND		0	ND	
Fada N'Gourma	21	10	1	1	10	2	4	12	70	51	47	146
Gaoua	6	2	10	0	6	11	3	1	10	0	0	4
Kaya	0	1		2	0		11	0		31	0	
Kongoussi	0	1	1	0	0	1	0	1	0	0	1	0
Koudougou	7	2	0	9	0	0	41	8	10	20	5	6
Koupéla	20	3	1	0	2	0	0	0	1	0	0	0
Léo	3	1	1	1	0	3	0	0	14	0	0	3
Manga	4	3	4	7	8	0	15	27	2	11	67	19
Nouna	0	ND	0	0	ND	0	3	ND	0	8	ND	0
Orodara	3	2	0	1	1	0	8	4	3	0	0	0
Ouaga I	31	39		14	41		45	63		78	132	
Ouaga II	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Ouahigouya	2	1	1	1	0	1	2	5	0	13	12	9
Pô	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Tenkodogo	0	1	4	5	1	0	30	37	20	41	86	40
Tougan	1	ND	0	3	ND	0	9	ND	0	1	ND	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	1	6	1	1	4
Ziniaré	1	7	0	2	4	0	9	7	1	3	5	0

Tableau III-112 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI

	Moins de 6 mois			6 mois à moins de 1 an			1 à moins de 2 ans			2 à moins de 3 ans		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Ensemble	550	961	373	565	324	435	663	624	904	502	366	343
Banfora	12	13	19	14	12	18	15	16	17	9	14	10
Bobo-Dioulasso	29	29	28	38	28	19	64	83	40	34	32	59
Bogandé	4	8	2	1	4	6	3	3	11	11	3	82
Boromo	2	15	10	1	5	10	1	1	10	2	0	0
Dédougou	20	17	8	7	10	26	13	16	14	4	10	11
Diapaga	11	ND	0	7	ND	1	12	ND	18	12	ND	20
Diébougou	9	21	1	9	21	22	12	10	20	11	5	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	2	0	0	23	0	0
Dori	6	ND		13	ND		27	ND		15	ND	
Fada N'Gourma	8	7	18	157	13	8	3	13	13	20	5	12
Gaoua	10	18	14	14	9	17	27	17	12	12	17	6
Kaya	10	4		13	14		21	24		13	22	
Kongoussi	3	6	2	7	4	0	8	8	9	14	6	5
Koudougou	89	20	29	22	12	19	35	98	27	10	30	77
Koupéla	7	9	4	11	7	13	12	15	13	7	10	12
Léo	6	7	2	7	5	18	16	12	15	22	14	6
Manga	6	3	3	10	4	2	11	7	5	7	6	5
Nouna	3	ND	0	1	ND	2	7	ND	11	1	ND	3
Orodara	12	4	2	9	3	2	6	10	1	7	2	3
Ouaga I	162	81		194	110		321	188		236	156	
Ouaga II	-	537	198	-	1	191	-	0	475	-	0	0
Ouahigouya	5	13	12	7	7	7	3	6	34	2	3	6
Pô	-	102	6	-	0	2	-	0	74	-	0	0
Tenkodogo	122	32	9	12	37	31	19	92	50	5	16	20
Tougan	7	ND	0	3	ND	1	2	ND	10	9	ND	3
Yako	2	5	1	1	6	10	12	4	5	5	9	0
Ziniaré	5	10	5	7	12	10	11	1	20	11	6	3

Tableau III-113 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI (suite)

	3 à moins de 4 ans			4 à moins de 5 ans			5 à moins de 10 ans			10 ans et plus		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Ensemble	622	339	166	453	410	191	1693	1554	952	2540	1776	929
Banfora	6	10	13	7	8	6	43	44	36	23	18	13
Bobo-Dioulasso	32	35	34	25	16	31	37	48	78	22	16	8
Bogandé	17	10	4	19	11	10	144	123	156	31	22	66
Boromo	1	2	0	1	0	1	8	2	6	2	7	4
Dédougou	14	1	6	12	7	1	30	31	17	3	6	9
Diapaga	35	ND	11	14	ND	11	28	ND	76	56	ND	53
Diébougou	11	8	0	14	9	0	48	55	1	22	11	0
Djibo	42	0	2	38	0	25	39	0	114	34	0	39
Dori	23	ND		12	ND		14	ND		157	ND	
Fada N'Gourma	143	28	4	8	137	26	83	122	159	220	228	134
Gaoua	20	7	7	6	15	1	23	25	22	77	1	4
Kaya	13	12		5	14		40	36		136	142	
Kongoussi	3	11	5	3	4	11	6	9	11	5	2	4
Koudougou	3	7	20	2	3	5	24	13	8	16	9	7
Koupéla	17	5	8	0	7	7	0	0	7	0	0	1
Léo	19	21	13	22	18	20	69	89	77	0	6	16
Manga	10	2	6	17	4	2	95	43	32	73	52	36
Nouna	0	ND	6	3	ND	1	21	ND	0	5	ND	27
Orodara	2	2	1	3	1	3	5	4	3	0	0	0
Ouaga I	180	152		195	139		776	800		1027	706	
Ouaga II	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Ouahigouya	3	1	0	6	2	1	20	20	10	45	34	12
Pô	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Tenkodogo	12	9	10	15	10	11	95	70	95	558	502	473
Tougan	7	ND	3	9	ND	7	20	ND	22	9	ND	12
Yako	1	5	7	7	2	4	12	13	8	11	9	7
Ziniaré	8	11	6	10	3	7	13	7	14	8	5	4

Tableau III-114 : Affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI

	Moins de 6 mois			6 mois à moins de 1 an			1 à moins de 2 ans			2 à moins de 3 ans		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Ensemble	76	89	78	48	34	80	101	94	109	69	60	58
Banfora	0	6	9	1	1	9	3	1	6	0	5	1
Bobo-Dioulasso	4	3	3	3	1	1	3	9	4	7	5	6
Bogandé	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	12
Boromo	0	0	0	0	3	1	0	0	2	0	0	0
Dédougou	4	1	2	0	3	6	1	2	3	0	0	2
Diapaga	0	ND	0	0	ND	0	0	ND	1	0	ND	0
Diébougou	2	0	1	3	1	0	2	4	2	3	1	0
Djibo	0	-	0	0	-	0	0	-	0	7	-	0
Dori	1	ND		6	ND		12	ND		7	ND	
Fada N'Gourma	5	0	6	12	2	5	0	7	4	1	3	7
Gaoua	0	0	0	2	1	0	0	2	1	0	0	2
Kaya	2	1		1	5		5	2		0	5	
Kongoussi	1	3	0	0	0	0	4	1	1	3	3	2
Koudougou	20	3	7	4	0	6	2	22	3	0	2	17
Koupéla	0	0	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0
Léo	1	2	0	0	1	3	4	1	3	4	4	0
Manga	0	0	0	3	0	0	1	3	0	1	1	2
Nouna	0	ND	0	0	ND	0	0	ND	2	0	ND	0
Orodara	3	0	0	0	0	0	2	1	0	2	2	1
Ouaga I	8	5		9	7		55	14		30	28	
Ouaga II	-	48	43	-	0	39	-	0	46	-	0	0
Ouahigouya	1	1	2	0	0	3	1	2	7	0	0	1
Pô	-	13	0	-	0	0	-	0	11	-	0	0
Tenkodogo	24	1	3	2	7	4	1	23	6	0	0	5
Tougan	0	ND	0	0	ND	0	1	ND	3	1	ND	0
Yako	0	0	0	0	0	2	1	0	0	0	1	0
Ziniaré	0	2	1	0	2	0	3	0	3	3	0	0

Tableau III-115 : Affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par TGI (suite)

	3 à moins de 4 ans			4 à moins de 5 ans			5 à moins de 10 ans			10 ans et plus		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Ensemble	67	44	26	110	34	24	346	292	137	268	183	103
Banfora	0	5	5	0	2	4	16	11	7	1	4	4
Bobo-Dioulasso	7	3	2	4	2	3	4	7	10	3	1	0
Bogandé	1	0	0	6	1	0	15	13	18	12	3	11
Boromo	0	0	0	0	0	0	3	0	2	0	2	0
Dédougou	3	0	0	6	1	0	11	8	3	0	0	3
Diapaga	0	ND	0	1	ND	0	1	ND	2	4	ND	3
Diébougou	0	4	0	3	0	0	9	12	0	4	1	0
Djibo	9	0	0	14	0	7	9	0	31	1	0	1
Dori	6	ND		3	ND		3	ND		12	ND	
Fada N'Gourma	6	1	4	1	7	2	7	4	14	8	1	0
Gaoua	2	0	0	0	3	0	3	3	4	1	0	0
Kaya	1	0		0	1		6	5		15	16	
Kongoussi	1	2	3	0	0	2	2	1	2	0	0	0
Koudougou	0	0	2	1	0	1	2	1	0	2	1	2
Koupéla	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Léo	2	3	4	4	2	3	29	31	13	0	3	10
Manga	1	0	3	7	1	0	14	9	8	11	8	7
Nouna	0	ND	0	2	ND	0	9	ND	0	2	ND	12
Orodara	1	1	2	2	1	0	1	2	3	0	0	0
Ouaga I	25	23		41	12		169	163		140	107	
Ouaga II	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Ouahigouya	1	1	0	5	0	0	7	8	4	2	1	1
Pô	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Tenkodogo	0	0	0	1	1	0	18	13	10	42	33	45
Tougan	0	ND	1	2	ND	1	3	ND	3	1	ND	2
Yako	0	0	0	3	0	0	0	1	1	4	2	0
Ziniaré	1	1	0	4	0	1	5	0	1	3	0	2

III.3.4. Activités des greffes des tribunaux de grande instance

Concepts

Actes notariés du greffe : Actes posés par le greffier en chef en sa qualité de greffier notaire dans les juridictions où il n'y a pas de notaire titulaire.

Bulletin de casier judiciaire : Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré par le greffe des TGI aux demandeurs est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les condamnations les plus graves.

Cession volontaire de salaires : Demande auprès d'une institution financière portant octroi de crédit à une partie sur contrat

Certificat de nationalité : Attestation délivrée par le président ou un juge du tribunal de grande instance, au vu des pièces justificatives, selon laquelle un individu est de nationalité burkinabé. Il peut être demandé dans les cas suivants : établissement d'une carte d'identité burkinabé ou d'un passeport, candidature à un emploi dans la fonction publique, etc.

Certificat de non faillite : Attestation du greffier en chef prouvant qu'une personne physique ou morale n'est pas en état de faillite ou de cessation de paiement.

Immatriculation des personnes : Enregistrement d'une personne physique ou morale dans le registre du commerce et du crédit mobilier.

Modification des personnes : Inscription modificative portant sur un changement soit du capital social, soit de la dénomination, soit de l'objet de la société, etc.

Radiation des personnes : Fait de rayer une personne physique ou morale du registre du commerce et du crédit mobilier en état de faillite ou à la suite d'un décès ou encore par suite de cessation volontaire de l'activité.

Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) : Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivée et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale.

Scellés : Il s'agit des pièces à conviction recueillies au cours d'une procédure. Les "scellés" figurent parmi les mesures conservatoires.

Sûretés : Il s'agit de garanties destinées à assurer le règlement des créances pour le cas où le débiteur ne disposerait pas de liquidités ou de biens d'une valeur suffisante pour désintéresser l'ensemble de ses créanciers. Les sûretés peuvent porter sur des biens meubles et sur des créances, comme sur des biens ou des droits immobiliers. Les sûretés comprennent en particulier, le gage, le droit de rétention, le nantissement, le warrant, les privilèges et les hypothèques.

Sources statistiques : *Registre du commerce et du crédit mobilier, divers autres registres du greffe des TGI.*

Note : *Le RCCM enregistre tous les actes d'inscription, de modification et de radiation des personnes physiques et morales.*

Tableau III-116 : Activités du greffe des tribunaux de grande instance

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Bulletins de casier judiciaire n°3	169 316	184 880	178 654	237 551	268 026	274 171	332 077	288 217	278 389	370 952
Certificats de nationalité des personnes	90 142	106 688	109 492	126 587	146 952	178 231	143 318	137 602	143 131	189 722
Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM)	2 104	3 204	2 368	4 660	4 809	4 030	4 035	4 675	4 230	4 384
Immatriculation des personnes physiques	1 823	2 782	1 965	3 739	4 190	3 373	3 046	3 647	3 120	3 240
Immatriculation des personnes morales	70	97	112	581	219	240	326	336	365	379
Déclarations entrepreneurs	-	-	-	24	0	0	257	307	281	331
Modifications	159	283	259	260	355	387	367	354	417	392
Radiations	46	36	29	17	45	30	39	31	47	42
Sûretés mobilières	6	6	3	39	-	-	-	-	0	0
Certificats de non faillite	1 031	1 197	863	1 127	1 129	1 865	1 864	2 309	4 076	4 506
Cessions volontaires de salaires	4 202	3 873	22 993	31 727	10 158	10 047	2 957	9 870	13 890	11 097
Actes notariés du greffe	630	685	577	753	692	639	307	16	0	0
Autres actes de greffe	2 262	2 190	2 133	10 722	2 765	4 216	2 480	3 493	7 770	5 389

Tableau III-117 : Bulletins N°3 du casier judiciaire délivrés par tribunal de grande instance

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	169 316	184 880	178 654	237 551	268 026	274 171	332 077	288 217	278 389	370 952
Banfora	5 608	5 552	5 457	6 369	7 464	11 299	12 560	11 559	10 853	13 015
Bobo-Dioulasso	22 191	24 354	16 371	29 935	32 359	32 161	36 629	34 689	35 097	44 257
Bogandé	1 631	1 359	2 257	2 500	3 286	5 360	7 282	4 202	5 670	5 982
Boromo	3 839	3 919	4 145	2 543	6 698	10 097	12 711	10 402	10 900	12 160
Dédougou	5 301	5 320	5 472	7 504	7 830	8 632	13 562	11 389	11 073	13 166
Diapaga	1 776	1 765	1 818	2 353	2 865	5 811	10 547	5 870	ND	5 383
Diébougou	2 901	2 963	2 922	3 709	4 156	4 727	4 703	6 420	7 565	9 528
Djibo	1 676	1 917	1 548	2 239	672	672	2 891	2 215	ND	2 397
Dori	2 182	2 693	2 418	3 800	3 328	3 660	5 712	4 171	ND	2 352
Fada N'Gourma	2 638	3 422	4 731	5 333	6 572	6 777	8 824	8 963	7 191	11 730
Gaoua	2 541	2 654	2 627	3 904	4 282	3 781	3 786	4 876	5 263	8 657
Kaya	6 034	6 023	5 586	8 153	9 096	2 591	14 553	12 642	14 034	14 484
Kongoussi	2 252	2 126	2 341	3 247	3 796	3 987	5 828	5 083	4 998	5 488
Koudougou	13 958	14 490	16 091	19 017	20 809	21 221	25 784	25 784	21 024	28 620
Koupéla	-	-	-	338	5 689	6 076	6 942	5 835	6 778	7 523
Léo	2 132	2 425	2 615	3 756	4 181	4 675	6 302	4 048	6 423	10 267
Manga	4 284	5 008	4 533	4 523	4 129	7 400	9 138	4 779	5 823	4 891
Nouna	1 902	1 945	2 046	3 120	3 152	3 547	4 552	3 954	ND	5 141
Orodara	1 018	2 505	2 605	3 587	3 854	3 140	5 597	6 951	6 949	9 086
Ouaga I	50 040	52 925	53 671	70 300	71 292	73 844	67 077	51 638	63 070	60 462
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	6 002	13 831
Ouahigouya	9 458	9 315	10 353	13 897	18 129	14 785	18 319	18 325	16 995	16 995
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	636	4 158
Tenkodogo	14 268	17 312	15 721	18 462	12 800	14 040	19 936	17 000	17 820	25 000
Tougan	3 207	4 597	3 452	6 214	7 791	9 432	10 639	9 840	ND	15 425
Yako	4 643	4 689	4 189	6 924	6 816	6 666	8 381	8 282	5 641	10 275
Ziniaré	3 836	5 602	5 685	5 824	16 980	9 790	9 822	9 300	8 584	10 679

Procédures de demande de certificat de nationalité

Pour obtenir le certificat de nationalité, l'individu doit adresser une demande timbrée à 200 FCFA (timbre fiscal) au président du TGI saisi et à laquelle est joint :

- Pour le demandeur burkinabé né au Burkina Faso : son extrait d'acte de naissance et celui de l'un des parents nés au Burkina ou son extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité burkinabè de l'un des deux parents.
- Pour le demandeur burkinabé né à l'étranger : son extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité burkinabè de l'un des parents.
- Pour l'étranger qui a acquis la nationalité burkinabé du fait de son mariage avec un(e) burkinabé : son extrait d'acte de naissance et l'acte de mariage et le certificat de nationalité burkinabè du conjoint ou de la conjointe.
- Pour l'apatride son extrait d'acte de naissance et un certificat de résidence sur le territoire burkinabè.
- Pour le naturalisé : l'extrait d'acte de naissance, celui de l'un de ses parents, le décret de naturalisation. Quant à ses enfants, ceux-ci doivent produire, en plus de l'extrait d'acte de naissance, le certificat de nationalité du parent naturalisé et son décret de naturalisation.

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu d'apporter un timbre fiscal de 200 FCFA, au paiement de la somme de cinq cent (500) francs CFA pour l'original et de cent (100) francs CFA pour chaque copie.

Tableau III-118 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	90 142	106 688	109 492	126 587	146 952	178 231	143 318	137 602	143 131	189 722
Banfora	2 418	3 193	4 739	4 197	6 950	8 345	5 620	4 985	5 297	6 083
Bobo-Dioulasso	10 102	10 050	11 095	17 205	16 023	19 296	17 918	17 904	18 267	21 144
Bogandé	657	647	1 010	1 110	1 698	2 114	1 112	1 367	1 427	1 586
Boromo	1 578	2 043	4 606	2 458	3 153	4 911	3 291	3 296	5 310	5 280
Dédougou	1 805	1 424	2 402	3 097	3 394	5 327	2 758	2 933	3 557	4 819
Diapaga	649	850	812	732	975	2 030	1 148	1 141	ND	942
Diébougou	1 095	1 208	1 336	1 456	1 831	2 778	1 774	2 046	2 377	3 120
Djibo	937	922	815	962	963	963	818	1 146	ND	1 635
Dori	1 448	1 279	1 339	1 626	2 433	1 682	3 821	1 645	ND	1 024
Fada N'Gourma	1 405	3 133	3 341	3 826	4 425	4 202	3 254	3 471	4 026	5 796
Gaoua	1 073	1 125	1 550	1 609	2 008	2 728	1 784	2 125	2 044	2 704
Kaya	2 927	3 130	3 215	4 556	6 423	7 628	6 520	7 833	5 051	5 448
Kongoussi	1 222	1 420	1 391	1 540	1 701	2 256	1 809	1 716	1 851	1 572
Koudougou	6 006	7 078	6 982	7 798	11 498	11 022	8 308	8 308	10 805	12 119
Koupéla	-	-	-	195	4 149	4 934	3 235	4 098	4 345	5 370
Léo	943	1 223	1 469	1 530	2 606	3 014	1 796	2 588	3 333	2 980
Manga	2 330	3 573	5 985	6 620	5 686	6 875	4 996	4 996	4 090	3 718
Nouna	986	1 528	1 576	1 574	1 771	2 306	1 984	1 490	ND	3 741
Orodara	55	854	1 382	1 269	1 809	3 250	1 642	1 493	1 722	2 869
Ouaga I	32 724	35 657	31 916	40 757	42 871	48 218	43 779	38 183	35 002	38 930
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	6 200	18 553
Ouahigouya	4 162	4 680	6 132	5 473	6 717	10 434	6 680	6 115	8 832	13 466
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	394	2 088
Tenkodogo	8 352	10 874	9 302	8 818	8 188	10 703	10 567	9 052	10 492	12 376
Tougan	1 593	2 025	1 825	2 504	2 846	3 510	2 660	3 077	ND	3 506
Yako	1 700	2 172	1 933	2 485	2 547	3 318	2 157	2 683	2 768	3 811
Ziniaré	3 975	6 600	3 339	3 190	4 287	6 387	3 887	3 911	5 941	5 042

Tableau III-119 : Ensemble des immatriculations au registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	1 893	2 879	2 077	4 320	4 409	3 613	3 372	3 983	3 485	3 619
Banfora	115	159	167	244	273	200	281	308	321	268
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	22	44	54	123	80	77	41	49	65	34
Boromo	57	66	102	119	216	120	117	138	158	124
Dédougou	98	139	122	185	218	181	202	211	294	344
Diapaga	38	24	0	35	61	51	28	34	ND	13
Diébougou	61	74	44	119	127	67	158	92	101	107
Djibo	54	54	35	91	118	118	0	71	ND	33
Dori	91	141	115	172	254	260	158	168	ND	92
Fada N'Gourma	103	180	127	99	291	255	247	212	193	159
Gaoua	8	105	111	169	265	172	145	128	147	126
Kaya	126	164	109	265	245	171	182	235	238	311
Kongoussi	87	75	58	152	97	79	0	164	163	96
Koudougou	191	309	221	877	431	365	338	393	438	420
Koupéla	-	-	-	-	208	157	147	193	133	115
Léo	43	106	44	118	101	128	84	108	102	101
Manga	74	241	91	193	196	170	116	148	144	75
Nouna	37	30	14	34	38	37	33	35	ND	27
Orodara	45	20	37	86	57	35	47	86	46	103
Ouaga I	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya	220	288	220	467	507	430	460	451	504	443
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	28	90
Tenkodogo	205	301	234	496	302	276	333	567	230	285
Tougan	51	52	48	88	89	94	63	64	ND	34
Yako	69	128	26	31	54	28	25	1	61	76
Ziniaré	98	179	98	157	181	142	167	127	119	143

L'absence de RCCM aux TGI de Bobo-Dioulasso, Ouaga I et de Ouaga II s'explique par la création des tribunaux de commerce dans lesquelles le RCCM est désormais traité.

Procédures d'immatriculation au RCCM

Les personnes assujetties à l'immatriculation au registre de commerce et du crédit mobilier sont :

- les commerçants en tant que personnes physiques ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois du début de leurs activités commerciales.

L'immatriculation leur permet de bénéficier de la présomption simple de la qualité de commerçant. Cette immatriculation est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI annexée de :

- un certificat de résidence ;
- un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois ;
- un contrat de bail ou un titre de propriété en rapport avec le local d'exploitation ;
- un document d'identité CNIB/ Passeport/ extrait d'acte de naissance en copie légalisée ;
- un extrait d'acte de mariage si l'assujetti est légalement marié ;
- une autorisation d'exercer au Burkina Faso la profession de commerçant pour les étrangers.

En plus de ces documents, le demandeur est tenu de payer une somme de sept mille cinq cent (7 500) FCFA.

- les sociétés commerciales et autres personnes morales qui ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois de leur constitution. Cette inscription leur confère la personnalité juridique.

L'immatriculation pour cette catégorie de personnes est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI, annexée de :

- 2 exemplaires des statuts de la société ;
- 2 exemplaires du procès-verbal de l'Assemblée générale constitutive ;
- 2 exemplaires de l'acte notarié de souscription et de versement ou une déclaration de conformité ;
- 2 exemplaires d'extrait de casier judiciaire du/des gérant(s).

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu au paiement de la somme de douze mille cinq cent (12 500) FCFA.

Tableau III-120 : Immatriculations des personnes physiques au registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	1 823	2 782	1 965	3 739	4 190	3 373	3 046	3 647	3 120	3 240
Banfora	108	149	149	233	268	193	255	299	289	233
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	21	44	54	121	77	76	41	48	62	33
Boromo	52	64	96	114	211	114	109	132	150	120
Dédougou	96	138	122	172	203	175	188	190	257	304
Diapaga	36	23	0	0	61	47	25	32	ND	11
Diébougou	57	70	41	115	124	65	85	90	81	88
Djibo	53	50	35	91	117	117	0	69	ND	33
Dori	88	134	113	165	241	224	130	137	ND	81
Fada N'Gourma	102	168	113	89	255	220	206	177	158	118
Gaoua	4	99	106	166	259	160	139	119	130	121
Kaya	122	160	96	260	233	154	164	217	212	277
Kongoussi	86	74	56	146	96	71	0	159	156	93
Koudougou	191	298	212	446	394	342	313	330	392	358
Koupéla				0	194	145	141	180	119	107
Léo	40	105	41	116	96	123	80	104	94	93
Manga	71	239	87	189	186	154	101	131	128	56
Nouna	37	29	14	33	37	37	32	32	0	27
Orodara	42	20	36	83	55	33	46	84	41	102
Ouaga I	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya	214	276	208	453	482	407	453	425	476	411
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	28	87
Tenkodogo	194	288	219	485	295	262	303	537	204	267
Tougan	51	51	47	88	86	93	62	61	ND	33
Yako	68	128	24	29	52	28	24	1	59	74
Ziniaré	90	175	96	145	168	133	149	93	84	113

Tableau III-121 : Immatriculations des personnes morales au registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	70	97	112	581	219	240	326	336	365	379
Banfora	7	10	18	11	5	7	26	9	32	35
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	1	0	0	2	3	1	0	1	3	1
Boromo	5	2	6	5	5	6	8	6	8	4
Dédougou	2	1	0	13	15	6	14	21	37	40
Diapaga	2	1	0	35	0	4	3	2	ND	2
Diébougou	4	4	3	4	3	2	73	2	20	19
Djibo	1	4	0	0	1	1	0	2	ND	0
Dori	3	7	2	7	13	36	28	31	ND	11
Fada N'Gourma	1	12	14	10	36	35	41	35	35	41
Gaoua	4	6	5	3	6	12	6	9	17	5
Kaya	4	4	13	5	12	17	18	18	26	34
Kongoussi	1	1	2	6	1	8	0	5	7	3
Koudougou	0	11	9	431	37	23	25	63	46	62
Koupéla	-	-	-	0	14	12	6	13	14	8
Léo	3	1	3	2	5	5	4	4	8	8
Manga	3	2	4	4	10	16	15	17	16	19
Nouna	0	1	0	1	1	0	1	3	ND	0
Orodara	3	0	1	3	2	2	1	2	5	1
Ouaga I	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya	6	12	12	14	25	23	7	26	28	32
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	3
Tenkodogo	11	13	15	11	7	14	30	30	26	18
Tougan	0	1	1	0	3	1	1	3	ND	1
Yako	1	0	2	2	2	0	1	0	2	2
Ziniaré	8	4	2	12	13	9	18	34	35	30

Tableau III-122 : Cessions volontaires de salaires par tribunal de grande instance

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	4 202	3 873	22 993	31 727	10 158	10 047	2 957	9 870	13 890	11 097
Banfora	0	43	6	79	221	300	450	243	391	448
Bobo-Dioulasso	509	0	224	403	520	1 121	0	755	707	795
Bogandé	0	0	0	0	1	31	0	23	40	13
Boromo	50	52	554	25	52	88	22	18	73	103
Dédougou	340	43	12	20	25	6	137	223	222	172
Diapaga	0	0	0	0	0	30	9	25	ND	0
Diébougou	0	2	0	0	39	29	24	15	19	14
Djibo	0	0	0	0	39	39	0	0	ND	0
Dori	0	0	1	1	82	7	23	22	ND	0
Fada N'Gourma	60	5	0	1	5	0	715	39	19	ND
Gaoua	0	2	8	0	0	0	8	8	4	18
Kaya	75	56	1	111	292	339	531	708	149	58
Kongoussi	29	0	0	8	50	0	0	24	35	21
Koudougou	194	256	254	0	269	354	232	76	241	275
Koupéla	-	-	-	1	168	227	144	128	146	195
Léo	17	11	17	21	38	53	21	15	21	35
Manga	0	0	0	4	43	17	30	949	1 420	1 279
Nouna	5	0	0	6	17	6	5	17	ND	0
Orodara	0	4	2	0	43	48	90	20	56	53
Ouaga I	2 537	2 939	21 527	30 571	7 602	6 857	0	6 185	9 610	6 494
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	196	650
Ouahigouya	359	440	359	445	482	358	403	294	400	274
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	9	36
Tenkodogo	27	20	27	0	56	88	45	38	72	109
Tougan	0	0	1	1	11	5	11	9	ND	0
Yako	0	0	0	30	98	37	6	10	16	11
Ziniaré	0	0	0	0	5	7	51	26	44	44

Tableau III-123 : Certificats de non faillite par tribunal de grande instance

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	1 031	1 197	863	1 127	1 129	1 865	1 864	2 309	4 076	4 506
Banfora	48	15	126	145	153	142	115	258	312	324
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	12	40	40	48	121	109	59	47	86	23
Boromo	1	4	10	17	9	3	0	10	10	0
Dédougou	107	126	65	111	143	122	98	141	277	396
Diapaga	14	6	0	0	3	18	11	6	ND	0
Diébougou	35	4	0	0	4	0	0	5	12	13
Djibo	48	42	32	38	34	34	0	4	ND	53
Dori	53	67	38	0	61	70	49	37	ND	0
Fada N'Gourma	47	61	0	177	108	132	0	0	0	287
Gaoua	31	44	27	40	62	40	90	76	0	157
Kaya	199	216	136	44	43	35	0	45	61	0
Kongoussi	12	12	7	0	0	0	0	65	51	0
Koudougou	64	56	56	159	0	534	728	747	1 872	1 680
Koupéla	-	-	-	0	6	18	39	28	78	92
Léo	11	0	0	5	2	13	53	77	110	46
Manga	21	19	7	10	25	32	47	56	80	82
Nouna	4	1	4	3	6	14	10	29	ND	7
Orodara	0	0	0	19	11	4	2	28	24	19
Ouaga I	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya	146	269	133	234	258	255	294	388	467	570
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Tenkodogo	93	118	105	0	0	115	104	75	145	248
Tougan	33	38	29	50	0	92	63	77	ND	19
Yako	21	39	36	19	33	48	45	44	35	45
Ziniaré	31	20	12	8	47	35	57	66	456	445

III.4. Tribunaux de commerce

Concepts

Chambre commerciale : chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant au principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de commerce.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances : Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances ci-dessus citées

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Sources statistiques

Rôles généraux, plumitif des audiences commerciales, répertoire commercial, registre des injonctions de payer, plumitif des référés des tribunaux de commerce.

Tableau III-124 : Activités commerciales de l'ensemble des tribunaux de commerce

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Affaires nouvelles	356	426	451	468	499	551	580	729	732	834
Bobo-Dioulasso	96	111	105	98	85	108	128	167	155	244
Ouagadougou	260	315	346	370	414	443	452	562	577	590
Décisions rendues (sans JADD)	311	297	372	444	409	453	500	466	609	547
Bobo-Dioulasso	58	77	99	102	64	103	128	113	136	143
Ouagadougou	253	220	273	342	345	350	372	353	473	404
Décisions rédigées	302	283	372	442	423	454	500	432	567	594
Bobo-Dioulasso	49	70	99	99	66	103	128	97	136	143
Ouagadougou	253	213	273	343	357	351	372	335	431	451

	Affaires nouvelles			Décisions rendues			Décisions rédigées		
Type de procédure	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Ensemble	729	732	834	466	609	547	432	567	594
Commerciale	719	726	825	455	605	540	421	563	587
Procédures collectives	10	6	9	11	4	7	11	4	7

Tableau III-125 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	300	275	361	428	394	436	478	466	609	547
Contradictoire	255	241	338	394	356	367	406	402	510	443
Réputé contradictoire	30	21	10	21	15	43	40	34	47	43
Défaut	15	13	13	13	23	26	32	30	52	61

Tableau III-126 : Répartition des décisions des tribunaux de commerce (hors ordonnances)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	318	290	390	439	412	458	504	499	643	599
Acceptation	197	175	238	282	262	327	412	319	440	359
Rejet	64	61	73	83	90	58	13	97	90	99
Incompétence	9	11	15	21	12	11	13	8	17	18
Irrecevabilité	18	14	23	30	15	18	23	20	33	31
Désistement	12	14	12	12	15	22	17	22	29	40
Confirmation	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Infirmer	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Radiations	4	4	7	0	2	5	4	9	5	1
Avant dire droit	14	11	22	11	16	17	22	24	29	51

Tableau III-127 : Référé des tribunaux de commerce

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Affaires nouvelles	277	343	397	488	493	657	643	657	675	789
Bobo-Dioulasso	104	95	103	121	76	104	111	111	109	125
Ouagadougou	173	248	294	367	417	553	532	546	566	664
Décisions rendues	256	313	352	472	459	563	662	619	632	745
Bobo-Dioulasso	93	70	89	112	70	99	96	103	113	128
Ouagadougou	163	243	263	360	389	464	566	516	519	617
Décisions rédigées	244	313	249	477	459	617	643	620	608	666
Bobo-Dioulasso	81	70	86	112	70	102	96	103	113	527
Ouagadougou	163	243	163	365	389	515	547	517	495	539

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son instance.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement sur le fond : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de commerce.

Tableau III-128 : Ensemble des décisions de référés rendues par type

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	248	297	330	469	443	541	644	619	632	745
Contradictoire	233	282	326	437	416	481	592	534	539	635
Réputé contradictoire	5	12	4	28	26	50	50	84	88	107
Défaut	10	3	0	4	1	10	2	1	5	3

Tableau III-129 : Répartition des décisions de référés rendues par nature

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Acceptation	162	162	178	280	263	387	468	408	436	518
Rejet	52	60	72	94	67	71	46	97	20	87
Incompétence	22	30	26	33	62	51	31	34	77	24
Irrecevabilité	6	14	29	26	17	17	31	21	34	36
Désistement	6	31	25	36	34	15	68	59	65	61
Confirmation	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Infirmer	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Radiations	11	12	2	9	1	4	0	5	10	6
Avant dire droit	8	16	11	8	16	22	18	1	14	21

Tableau III-130 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	1 080	1 257	1 496	1 172	1 290	1 666	1 354	1 561	1 371	1 666
Bobo-Dioulasso	340	388	536	562	143	442	163	444	175	331
Ouagadougou	740	869	960	776	1 147	1 224	1 191	1 117	1 196	1 335

Tableau III-131 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce et par type

	Injonction de payer							Autres ordonnances						
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	306	242	309	319	322	246	221	1 102	1 048	1 357	1 035	1 239	1 125	1 445
Bobo-Dioulasso	70	58	90	78	101	105	59	326	85	352	85	343	70	272
Ouagadougou	236	184	219	241	221	141	162	776	963	1 005	950	896	1 055	1 173

Tableau III-132 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	837	978	1 151	1 035	905	1 369	1 200	1 356	1 238	1 649
Bobo-Dioulasso	302	335	391	310	100	316	146	325	143	330
Ouagadougou	535	643	760	725	805	1 053	1 054	1 031	1 095	1 319

Tableau III-133 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce

	Injonction de payer							Autres ordonnances						
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	230	157	249	241	250	202	190	805	748	1 120	959	1 106	1 036	1 459
Bobo-Dioulasso	54	48	72	65	85	73	46	256	52	244	81	240	70	284
Ouagadougou	176	109	177	176	165	129	144	549	696	876	878	866	966	1 175

Tableau III-134 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce

		Immat. des personnes physiques	Immat. des personnes morales	Modifica- tions du RCCM	Radia- tions du RCCM	Sûretés mobilières	Certificats de non faillite et autres
Ensemble	2013	4 577	1 372	1 260	151	63	18 469
	2014	5 349	1 506	1 385	149	203	20 349
	2015	4 471	1 666	1 286	155	288	12 486
	2016	6 735	2 486	1 552	204	288	12 795
	2017	6 740	2 929	1 733	218	350	11 970
	2018	6 508	3 408	1 600	337	326	25 246
	2019	6 498	3 802	1 781	257	877	25 927
	2020	7 174	5 319	2 134	320	1 258	33 216
	2021	6 767	6 928	2 138	393	1 714	39 497
	2022	7 098	8 434	2 104	173	1 702	46 685
Bobo-Dioulasso	2013	622	93	199	18	11	1 236
	2014	941	148	172	12	0	1 299
	2015	893	93	258	9	0	938
	2016	1 566	170	272	27	0	1 247
	2017	1 376	202	239	27	0	1 844
	2018	1 325	201	248	24	0	1 295
	2019	1 229	223	208	24	0	1 603
	2020	1 457	343	261	41	0	427
	2021	1 356	359	232	33	0	3 902
	2022	1 437	425	227	33	0	3 896
Ouagadougou	2013	3 955	1 279	1 061	133	52	17 233
	2014	4 408	1 358	1 213	137	203	19 050
	2015	3 578	1 573	1 028	146	288	11 548
	2016	5 169	2 316	1 280	177	288	11 548
	2017	5 364	2 727	1 494	191	350	10 126
	2018	5 183	3 207	1 352	313	326	23 951
	2019	5 269	3 579	1 573	233	877	24 324
	2020	5 717	4 976	1 873	279	1 258	32 789
	2021	5 411	6 569	1 906	360	1 714	35 595
	2022	5 661	8 009	1 877	140	1 702	42 789

Tableau III-135 : Décisions rendues selon la durée de la procédure par tribunal de commerce (hors JADD, ordonnances)

		Moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins d'un an	1 à moins de 2 ans	2 à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Ensemble	2013	84	77	102	37	8	2	310
	2014	95	80	92	22	3	5	297
	2015	110	100	125	20	8	7	370
	2016	135	119	134	47	8	1	444
	2017	167	96	99	29	10	8	409
	2018	166	106	135	18	11	14	450
	2019	174	96	174	40	8	8	500
	2020	155	102	159	40	9	1	466
	2021	172	140	189	85	11	12	609
	2022	193	147	132	58	12	5	547
Bobo-Dioulasso	2013	30	12	9	4	2	0	57
	2014	46	15	10	4	1	1	77
	2015	45	22	19	7	3	1	97
	2016	62	27	10	2	0	0	101
	2017	38	14	11	0	1	0	64
	2018	49	17	26	6	1	0	99
	2019	75	25	24	2	1	1	128
	2020	56	38	19	0	0	0	113
	2021	66	30	20	18	2	0	136
	2022	81	33	25	3	1	0	143
Ouagadougou	2013	54	65	93	33	6	2	253
	2014	49	65	82	18	2	4	220
	2015	65	78	106	13	5	6	273
	2016	73	92	124	45	8	1	343
	2017	129	82	88	29	9	8	345
	2018	117	89	109	12	10	14	351
	2019	99	71	150	38	7	7	372
	2020	99	64	140	40	9	1	353
	2021	106	110	169	67	9	12	473
	2022	112	114	107	55	11	5	404

Tableau III-136 : Décisions rendues selon la durée et par type de procédure (hors JADDt et ordonnances)

		Moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 à moins de 2 ans	2 à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Commerciale	2016	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-
	2018	-	-	-	-	-	-	-
	2019	-	-	-	-	-	-	-
	2020	153	95	157	40	9	1	455
	2021	170	139	188	85	11	12	605
	2022	193	143	129	58	12	5	540
Procédures collectives	2016	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-
	2018	-	-	-	-	-	-	-
	2019	-	-	-	-	-	-	-
	2020	2	7	2	0	0	0	11
	2021	2	1	1	0	0	0	4
	2022	0	4	3	0	0	0	7

Tableau III-137 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus (hors référés et ordonnances)

		Moins de 15 jours	15 jours à moins de 1 mois	1 à moins de 2 mois	2 à moins de 3 mois	3 à moins de 4 mois	4 mois et plus	Total
Ensemble	2013	154	79	41	7	6	15	302
	2014	138	47	63	13	16	6	283
	2015	130	79	118	25	11	7	370
	2016	193	137	65	37	7	3	442
	2017	145	103	103	43	13	4	411
	2018	209	79	80	57	21	8	454
	2019	265	74	84	30	23	24	500
	2020	139	87	82	86	30	8	432
	2021	186	46	123	82	61	69	567
	2022	16	177	88	64	94	151	590
Bobo-Dioulasso	2013	16	9	3	2	4	15	49
	2014	38	5	10	3	8	6	70
	2015	47	22	15	7	2	4	97
	2016	84	13	2	0	0	0	99
	2017	45	12	5	1	3	0	66
	2018	103	0	0	0	0	0	103
	2019	119	8	1	0	0	0	128
	2020	63	26	8	0	0	0	97
	2021	136	0	0	0	0	0	136
	2022	0	127	16	0	0	0	143
Ouagadougou	2013	138	70	38	5	2	0	253
	2014	100	42	53	10	8	0	213
	2015	83	57	103	18	9	3	273
	2016	109	124	63	37	7	3	343
	2017	100	91	98	42	10	4	345
	2018	106	79	80	57	21	8	351
	2019	146	66	83	30	23	24	372
	2020	76	61	74	86	30	8	335
	2021	50	46	123	82	61	69	431
	2022	16	50	72	64	94	151	447

III.5. Tribunaux d'instance

Concepts

Acceptation partielle : Fait pour le tribunal de trancher une affaire partiellement en faveur du demandeur.

Acceptation totale : Fait pour le tribunal de trancher une affaire totalement en faveur du demandeur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal d'instance pendant l'année concernée.

Avant-dire-droit : Décision prise par le tribunal, pour ordonner soit une mesure provisoire soit une instruction complémentaire (voir cour d'appel).

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Décision sur le fond : Décision (y compris les ordonnances) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action ou à son instance

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Irrecevabilité : Décision du tribunal sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner au fond.

Jugement sur le fond : Décision (non compris les ordonnances et injonctions de payer) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à l'initiative du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Rejet : décision par laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Affaire introduite directement devant le tribunal d'instance soit par assignation, soit par requête écrite ou verbale.

Saisine par le tribunal départemental ou d'arrondissement : Dossier d'appel reçu par le tribunal d'instance provenant du tribunal départemental ou d'arrondissement.

Sources statistiques :

Rôles, registre des plaintes, plumeurs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civiles et commerciaux, répertoires de simple police, registres des appels des tribunaux d'instance.

Tableau III-138 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance (hors contraventions)

Affaires nouvelles selon leur origine	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	466*	577*	559*	511*	486*	303	405	403	541	749
4Saisines directes	466	577	559	511	486	303	404	399	540	747
Saisines par le tribunal départemental ou d'arrondissement	0	0	0	0	0	0	1	4	1	2

Affaires nouvelles selon leur nature

Ensemble	521	673	672	681	630	361	439	454	596	791
Injonction de payer	280	395	350	245	231	203	213	99	127	177
Affaires civiles	186	172	209	266	245	92	192	242	341	486
Affaires commerciales	0	10	0	0	10	0	0	23	22	11
Autres ordonnances								16	4	13
Référés								23	47	62
Contraventions	55	96	113	170	144	66	34	51	55	42

Décisions rendues selon leur nature (hors injonctions de payer et sans les décisions pénales)

Ensemble	160	158	189	259	311	343	144	348	385	478
Avant dire droit	4	1	0	0	0	2	4	1	4	5
Décisions sur le fond	121	135	116	178	207	197	90	203	258	219
Acceptation totale	66	79	40	77	84	100	52	145	137	105
Acceptation partielle	38	40	62	77	94	66	20	45	88	79
Rejet	17	16	14	24	29	30	18	13	33	35
Autres décisions	23	8	20	29	27	30	18	19	27	33
Irrecevabilité	12	3	6	8	8	4	1	2	10	9
Désistement	5	2	9	7	12	12	5	3	9	13
Incompétence	6	3	5	14	7	14	12	14	8	11
Radiations	9	12	28	32	36	42	6	71	56	200
Conciliations	3	2	25	20	41	72	26	54	40	21

Jugements rédigés (hors injonctions de payer et sans les décisions pénales)

Ensemble	112	122	113	163	182	319	129	233	290	261
-----------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------

Organisation et compétence des tribunaux d'instance

Les tribunaux d'instance sont institués au siège de chaque tribunal de grande instance avec le même ressort territorial par la loi n°10-93/ ADP du 17 mai 1993 modifiée par la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004 (articles 38 et suivants). Ils sont composés d'un président, d'un représentant du ministère public désigné par le procureur du Faso près le tribunal de grande instance parmi ses substituts et d'un greffier en chef.

Les tribunaux d'instance fonctionnels sont aujourd'hui au nombre de deux (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou). Les autres tribunaux n'étant pas opérationnels, leurs compétences sont exercées par les tribunaux de grande instance.

Les tribunaux d'instance connaissent à charge d'appel de tous litiges en matière civile et commerciale dont le taux évalué est supérieur à cent mille (100 000) FCFA sans pouvoir excéder un million (1 000 000) FCFA, ainsi que de toutes les contraventions en matière pénale. Ils sont également compétents pour connaître en appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux et d'arrondissement.

Tableau III-139 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	186	182	209	266	255	124	192	265	363	497
Bobo-Dioulasso	66	73	53	61	70	43	32	72	81	94
Ouagadougou	120	109	156	205	185	81	160	193	282	403

Tableau III-140 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	280	395	350	245	231	203	213	259	127	177
Bobo-Dioulasso	126	202	214	64	40	24	37	88	72	56
Ouagadougou	154	193	136	181	191	179	176	171	55	121

Tableau III-141 : Décisions rendues sur le fond (hors JADD et injonctions de payer) par tribunal d'instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	121	135	116	178	207	197	90	203	258	219
Bobo-Dioulasso	35	53	41	35	51	87	6	72	81	78
Ouagadougou	86	82	75	143	156	110	84	131	177	141

Sans les décisions pénales

Tableau III-142 : Jugements rédigés par tribunal d'instance (hors injonctions de payer)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	112	122	113	163	182	319	129	233	290	261
Bobo-Dioulasso	46	56	44	43	60	128	7	76	93	90
Ouagadougou	66	66	69	120	122	191	122	157	197	171

Sans les décisions pénales

Tableau III-143 : Décisions rendues selon la durée de la procédure des tribunaux d'instance

		Moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 à moins de 2 ans	2 à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Ensemble	2013	184	43	10	1	0	0	238
	2014	173	42	7	0	0	0	221
	2015	71	25	13	2	0	0	111
	2016	133	44	21	3	0	0	201
	2017	198	37	9	4	0	0	248
	2018	169	25	6	0	0	0	200
Civiles	2013	177	41	10	0	0	0	228
	2014	153	38	7	0	0	0	197
	2015	67	22	13	2	0	0	104
	2016	122	34	15	3	0	0	174
	2017	180	33	9	4	0	0	226
	2018	158	25	6	0	0	0	189
Commerciales	2013	7	2	0	1	0	0	10
	2014	20	4	0	0	0	0	24
	2015	4	3	0	0	0	0	7
	2016	11	10	6	0	0	0	27
	2017	18	4	0	0	0	0	22
	2018	11	0	0	0	0	0	11

Tableau III-144 : Activités des tribunaux de simple police

	Bobo-Dioulasso					Ouagadougou				
	2014	2015	2016	2017	2018	2014	2015	2016	2017	2018
Affaires nouvelles	62	14	21	18	11	58	20	30	37	31
Décisions rendues	77	4	37	12	11	29	18	53	39	47
Décisions rédigées	122	4	16	12	11	34	16	23	39	46

III.6. Tribunaux du travail

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal du travail.

Autres : Toute affaire qui met en conflit un employé et son employeur et qui n'est pas liée : à la rupture du contrat de travail, au non-paiement de salaire, à la formation ou à l'insertion professionnelle, à la reconstitution de carrière et à la protection sociale.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Non-paiement de salaire : Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Reconstitution de carrière : Validation des périodes d'activités durant lesquelles l'intéressé a exercé des fonctions relevant d'un autre régime.

Recours : Toute voie prévue par la loi permettant à une partie de faire rejurer une affaire soit devant le tribunal du travail, soit devant la chambre sociale de la Cour d'Appel.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal de travail devant la chambre sociale de la Cour d'Appel pour qu'elle soit rejugée.

Opposition : Recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Rupture de contrat de travail : Litige dans lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin à un contrat de travail. Un contrat de travail est une convention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler moyennant une rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne (employeur).

Sécurité sociale : Ensemble des mesures législatives et administratives qui ont pour objet de garantir les individus et les familles contre certains risques appelés risques sociaux.

Tableau III-145 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail

Affaires nouvelles selon leur nature

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	996	977	1 225	1 241	786	1 460	1 325	1 583	2 273	2 430
Rupture de contrat de travail	547	510	632	747	352	647	887	749	902	633
Non-paiement de salaire	234	241	224	182	162	370	241	284	518	456
Reconstitution de carrière	28	26	31	53	25	88	31	24	23	80
Sécurité sociale	18	24	50	32	23	47	40	123	87	50
Autres	58	58	146	89	100	193	34	354	712	1 174
Référés	111	118	142	138	124	115	92	49	31	37

Décisions rendues selon leur nature (y compris référés)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	975	817	874	1 080	1 189	1 097	1 063	757	916	953
Acceptation	224	204	183	608	587	595	577	381	521	689
Rejet	79	76	60	107	117	117	94	127	58	132
Incompétence	38	32	23	56	31	28	25	34	31	14
Désistement	24	48	45	50	49	77	64	37	66	39
Irrecevabilité	38	41	27	28	52	37	27	19	18	20
Avant dire droit	46	16	32	18	23	40	57	50	52	55
Radiation	100	13	170	213	165	203	219	109	170	4

Décisions rendues par type (y compris référés)

Ensemble	829	788	672	849	836	854	787	598	694	894
Contradictoire	660	617	486	665	636	731	637	486	544	748
Réputé contradictoire	51	51	59	57	63	30	37	42	31	33
Par défaut	118	120	127	127	137	93	113	70	119	113

Recours	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	352	267	310	378	536	399	458	359	396	187
Opposition	14	7	29	37	17	33	40	27	55	10
Appel	338	260	281	341	519	366	418	332	341	177

Décisions rédigées	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	852	796	629	805	905	878	842	578	699	697

*Hors radiations

Tableau III-146 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	996	977	1 225	1 241	786	1 460	1 325	1 583	2 273	2 430
Bobo-Dioulasso	224	184	277	247	198	363	490	268	428	436
Koudougou	71	68	83	43	61	149	122	107	61	92
Ouagadougou	701	725	865	951	527	948	713	1208	1784	1 902

Tableau III-147 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	547	510	632	747	352	647	887	749	902	633
Bobo-Dioulasso	153	118	202	138	111	242	275	169	232	188
Koudougou	35	30	30	16	38	66	69	23	26	48
Ouagadougou	359	362	400	593	203	339	543	557	644	397

Tableau III-148 : Affaires nouvelles de non-paiement de salaires par tribunal du travail

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	234	241	224	182	162	370	241	284	518	456
Bobo-Dioulasso	38	41	37	48	46	62	51	40	150	150
Koudougou	23	26	22	14	12	55	42	80	30	20
Ouagadougou	173	174	165	120	104	253	148	164	338	286

Organisation et compétence des tribunaux du travail

Le tribunal du travail est une juridiction d'exception, relevant toutefois de l'ordre judiciaire, dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont régis par la loi n°28-2008/ AN du 13 mai 2008 portant code de travail au Burkina Faso (promulguée par le décret 2008-331 du 19 Juin 2009) et la LOI N°015-2019/AN PORTANT ORGANISATION JUDICIAIRE AU BURKINA FASO.

Actuellement au nombre de trois (Bobo-Dioulasso, Koudougou, Ouagadougou), les tribunaux du travail sont composés d'un président, de juges, d'assesseurs employeurs, d'assesseurs travailleurs, d'un greffier en chef, de greffiers de secrétaires de greffe et parquet.

Le tribunal du travail est compétent pour connaître :

- des différends individuels pouvant s'élever entre travailleurs et employeurs à l'occasion du contrat de travail, y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- des différends individuels nés entre maître et apprenti à l'occasion d'un contrat d'apprentissage ;
- des différends individuels relatifs aux conventions collectives ou aux arrêtés en tenant lieu ;
- des différends individuels nés entre travailleurs à l'occasion du travail ;
- des différends collectifs concernant les travailleurs, exclusion faite de ceux des services, entreprises et établissements publics.

Le tribunal du travail est saisi par une déclaration écrite ou verbale faite au greffe du tribunal, à laquelle est jointe une copie conforme du procès-verbal de non conciliation et/ou de conciliation partielle émanant de l'inspection de travail. La procédure est gratuite.

Tableau III-149 : Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés et JADD, hors radiations)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	875	804	704	866	859	894	844	648	746	949
Bobo-Dioulasso	240	151	136	224	221	240	262	166	235	297
Koudougou	128	66	50	54	42	64	77	77	66	58
Ouagadougou	507	587	518	588	596	590	505	405	445	594

Tableau III-150 : Décisions d'acceptation et de rejet rendues par tribunal du travail

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	729	667	579	714	704	712	671	508	579	821
Bobo-Dioulasso	187	116	98	178	161	166	166	104	160	242
Koudougou	98	36	40	30	26	47	70	54	41	31
Ouagadougou	444	515	441	506	517	499	435	350	378	548

Tableau III-151 : Décisions rédigées par tribunal du travail

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	852	796	629	805	905	878	842	578	699	697
Bobo-Dioulasso	217	143	74	171	294	250	266	169	217	260
Koudougou	128	66	50	54	42	64	77	67	56	41
Ouagadougou	507	587	505	580	569	564	499	342	426	396

Tableau III-152 : Décisions rendues selon la durée de la procédure

		Moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 à moins de 2 ans	2 à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Ensemble	2013	58	105	164	162	24	20	533
	2014	85	116	212	184	49	45	691
	2015	41	119	226	127	39	9	559
	2016	34	144	269	228	42	9	726
	2017	17	84	284	254	58	18	715
	2018	74	81	205	256	67	47	730
	2019	56	105	265	189	52	29	696
	2020	34	63	142	185	78	29	531
	2021	40	110	139	242	92	39	662
	2022	77	105	183	318	127	56	866
Bobo-Dioulasso	2013	26	57	65	42	8	7	205
	2014	27	40	49	8	12	15	151
	2015	6	20	39	30	3	0	98
	2016	22	71	77	19	3	4	196
	2017	9	68	59	26	9	4	175
	2018	43	51	62	14	6	3	179
	2019	39	77	53	10	1	2	182
	2020	14	42	47	13	2	0	118
	2021	19	84	72	22	0	0	197
	2022	51	83	86	37	2	1	260
Koudougou	2013	27	20	31	46	0	0	124
	2014	46	10	3	2	0	0	61
	2015	7	16	26	1	0	0	50
	2016	5	20	17	8	0	0	50
	2017	8	16	13	1	0	0	38
	2018	24	30	7	3	0	0	64
	2019	16	26	31	2	0	0	75
	2020	20	16	19	12	0	0	67
	2021	16	21	9	5	2	0	53
	2022	23	10	5	3	0	1	42
Ouagadougou	2013	5	28	68	74	16	13	204
	2014	12	66	160	174	37	30	479
	2015	28	83	161	96	36	9	413
	2016	7	53	175	201	39	5	480
	2017	0	0	212	227	49	14	502
	2018	7	0	136	239	61	44	487
	2019	1	2	181	177	51	27	439
	2020	0	5	76	160	76	29	346
	2021	5	5	58	215	90	39	412
	2022	3	12	92	278	125	54	564

IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif

IV.1. Cour des comptes

Concepts

Amende : Condamnation pécuniaire infligée à un agent comptable par la Cour des comptes pour retard dans la production des comptes ou dans les réponses aux injonctions qui ont été formulées.

Arrêt provisoire : Jugement de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

Arrêt définitif : Jugement de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

Avance : arrêt de la Cour constatant un excédent de recettes par rapport aux émissions. Cet arrêt produit les mêmes effets que le quitus et la décharge envers le comptable.

Avis : Opinion émise par la Cour des comptes, par exemple sur la régularité et la sincérité des comptes d'une entreprise publique.

Compte de gestion : Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

Contrôle juridictionnel : Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics.

Contrôle de la gestion : Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

Décharge : Arrêt de la Cour des comptes constatant qu'aucune charge ou obligation ne pèse plus sur un comptable public au titre d'un exercice donné et apurant de ce fait ledit compte, toutefois, sous réserve de la reprise exacte des soldes à l'année suivante.

Débet : Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

Faute de gestion : Irrégularité commise à l'occasion de l'engagement, de la liquidation ou de l'ordonnancement d'une dépense publique, par les comptables publics, les ordonnateurs ou les contrôleurs financiers. Poursuites engagées par la Cour des comptes contre les ordonnateurs pour non-respect de la réglementation en matière de recettes et de dépenses.

Lettre du Président : Communication les Présidents de chambre de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

Quitus : Acte par lequel la gestion d'une personne est reconnue exacte et régulière et qui décharge cette personne de responsabilité.

Rapport sur l'exécution des lois de finances : Rapport de la Cour des comptes en vue d'éclairer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

Rapport public : Tous les ans, la Cour des comptes examine les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées et forme, avec celles qu'elle retient, un rapport.

Référé : Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

Abréviations :

- **CCOE** : Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat.
- **CCOCT** : Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales.
- **CCEP** : Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumitifs des audiences de la Cour des comptes.

Tableau IV-1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Comptes de gestion reçus	318	235	202	294	290	240	243	282	214	553
CCOE	72	86	83	81	79	88	109	101	30	234
CCOCT	180	134	100	131	162	127	134	181	184	310
CCEP*	66	15	19	82	49	25	0	0	0	9
Comptes de gestion attendus	611	208	224	411	650	483	445	465	248	488
CCOE	73	74	75	77	85	94	94	101	132	124
CCOCT	364	116	116	116	116	364	351	364	116	364
CCEP*	174	18	33	218	449	25	0	0	0	0
Décisions rendues										
Arrêts provisoires	60	36	0	43	8	0	0	7	0	10
CCOE	3	0	0	3	0	0	0	0	0	0
CCOCT	57	36	0	40	8	0	0	7	0	10
Arrêts définitifs	2	59	1	3	0	3	0	13	432	0
Quitus	0	0	0	0	0	2	0	5	0	0
Débet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Décharge	2	59	1	3	0	1	0	8	432	0
Amendes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Arrêts Fautes de gestion								3	0	0

* La CCEP reçoit des états financiers par conséquent n'est pas compétente en matière juridictionnelle.

Tableau IV-2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Contrôles effectués	7	11	11	39	27	17	25	19	2	82
CCOE	5	6	5	2	2	3	3	4	2	2
CCEP	1	3	4	3	3	9	17	11	0	74
CCOCT	1	2	2	34	22	5	5	4	0	6
Décisions du premier président										
Référés	3	5	6	0	0	7	3	0	0	0
CCOE	0	4	2	0	0	0	0	0	0	0
CCEP	3	1	4	0	0	4	1	0	0	0
CCOCT	0	0	0	0	0	3	2	0	0	0
Lettres du président	4	1	1	5	2	17	10	0	0	74
CCOCT	3	0	0	2	2	3	0	0	0	0
CCEP	1	0	0	0	0	9	8	0	0	74
CCOE	0	1	1	3	0	5	2	0	0	0

Tableau IV-3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Avis rendus	0	0	1	0	0	2	0	0	0	0
Rapports	2	2	2	2	2	1	2	2	4	2
Public	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Exécution de la Loi de finances	1	1	1	1	1	0	1	1	3	1
Rapport sur les entreprises publiques	0	0	0	0	0	2	0	0	0	1

Organisation et compétence de la Cour des comptes

Créée par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle est composée d'un premier président, de présidents de chambres, de conseillers, d'un procureur général, de commissaire du gouvernement d'un greffier en chef et de greffiers.

La Cour des comptes est chargée du contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics, vérifie la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques. Elle participe au contrôle de l'exécution des lois de finances, assure la vérification des comptes et de la gestion des établissements publics à caractère industriel et commercial. Sur demande du gouvernement, elle examine pour avis, les projets de loi, d'ordonnance et de décret réglementaire portant sur l'organisation et le fonctionnement des services financiers de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics.

La Cour des comptes comprend trois chambres :

- la chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat ;
- la chambre chargée du contrôle des opérations des collectivités locales ;
- la chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, des institutions de sécurité sociale, des projets de développement financés sur ressources extérieures et tout organisme soumis au contrôle de la Cour.

IV.2. Conseil d'Etat

Concepts

Acceptation : Fait que le Conseil d'Etat, saisi par une partie pour une affaire, tranche en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet des débats au Conseil d'Etat et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au Conseil d'Etat.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un recours en annulation.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal administratif devant le Conseil d'Etat pour qu'elle soit rejugée.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Confirmation : Décision par laquelle le Conseil d'Etat consolide et maintient la décision des premiers juges.

Décision sur le fond : Décision du Conseil d'Etat touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Incompétence : Défaut d'aptitude du Conseil d'Etat à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du Conseil d'Etat sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le Conseil d'Etat tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Toute affaire introduite directement devant le Conseil d'Etat sans passer par la juridiction de 1^{er} degré qu'est le tribunal administratif.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Marché public : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Sentence arbitrale : Décision rendue par un arbitre ou un tribunal arbitral.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques : *Registres d'entrée du greffe central et Rôles des greffes de chambres, plunitifs des audiences du Conseil d'Etat.*

Tableau IV-4 : Activités du siège du Conseil d'Etat

Affaires nouvelles selon le type de contentieux (hors référés)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	103	120	149	277	137	299	276	304	228	159
Fonction publique	10	31	25	26	30	61	54	95	71	53
Commande publique	10	24	21	23	15	42	22	33	30	21
Foncier	36	30	53	54	45	85	48	98	79	58
Fiscal	1	0	3	2	6	2	3	2	0	1
Électoral	14	2	1	134	1	0	0	25	0	1
Contrat administratif				3	0	0	0	0	0	0
Autres	32	33	46	35	40	109	149	51	48	25

Affaires jugées selon la nature de la saisine (hors référés)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	45	42	36	175	66	88	72	261	178	56
Saisines directes	6	8	2	27	1	22	4	21	25	29
Appel	37	33	33	146	62	66	56	225	143	09
Cassation	2	1	1	2	3	0	12	15	10	18

Décisions rendues selon leur nature en saisine directe (hors référés)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	6	8	2	27	1	22	4	21	25	29
Acceptation	2	0	0	6	0	7	0	5	13	5
Rejet	0	4	1	13	1	4	4	3	8	13
Incompétence	3	3	1	7	0	5	0	7	2	6
Irrecevabilité	1	1	0	1	0	6	0	6	2	5

Décisions rendues selon leur nature en appel (hors référés)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	37	33	33	146	62	66	56	225	143	9
Confirmation (totale ou partielle)	27	22	22	106	40	39	29	109	92	7
Rejet	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Incompétence	0	1	0	0	0	1	0	22	1	0
Irrecevabilité	1	4	3	6	0	9	15	47	27	1
Annulation	9	6	8	33	22	17	12	46	23	1
ADD								1	2	0

Décisions rendues selon leur nature pour les arrêts en cassation (hors référés)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	2	1	1	2	3	0	12	15	13	18
Cassation	0	0	0	1	0	0	0	4	0	2
Rejet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Incompétence	2	1	0	1	3	0	5	0	4	3
Irrecevabilité	0	0	1	0	0	0	3	5	6	5
Désistement	5	3	3	0	0	0	6	0	1	5
Arrêt rectificatif	0	0	0	0	0	0	0	6	0	0
Non-lieu à statuer	0	0	0	2	5	0	0	0	2	3

Décisions rédigées (hors référés)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	26	28	39	89	55	139	71	159	212	103

Organisation et compétence du Conseil d'Etat

Régi par loi 032-2018/ AN du 26 juillet 2018 le Conseil d'Etat est la juridiction supérieure de l'ordre administratif.

Il se compose d'un premier président, des présidents des chambres, des conseillers, d'un commissaire du gouvernement, des commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef (chef de greffe), des greffiers en chef, des greffiers et des secrétaires de greffe et parquet.

Outre les magistrats, le Conseil d'Etat est composé de fonctionnaires ou de personnalités ayant une expérience professionnelle d'au moins quinze ans, désignés en raison de leur compétence ou de leur expérience en matière juridique ou administrative, pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Ils ont la qualité de magistrats pendant la durée de leur mandat. Ils jouissent des mêmes avantages et sont soumis aux mêmes obligations que les magistrats de l'ordre judiciaire.

En attendant la mise en place effective des cours administratives d'appel, le Conseil d'Etat continu d'exercer les compétences dévolues à ces juridictions.

Il statue sur les pourvois formés contre les décisions rendues en dernier ressort par les juridictions administratives et les juridictions spécialisées.

Il connaît en premier et dernier ressorts des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes administratifs réglementaires dont le champ d'application s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif.

Il connaît également des recours en interprétation, en déclaration d'inexistence ou en appréciation de la légalité des actes relevant de sa compétence.

En matière électorale, le Conseil d'Etat est compétent pour connaître du contentieux des élections locales, de la candidature et de la liste électorale.

Tableau IV-5 : Nombre de décisions rendues par matière (hors référés)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	50	45	39	68	93	236	63	157	178	56
Fonction publique	6	6	10	20	30	47	18	47	64	43
Commandes publiques	5	10	5	10	12	21	5	21	28	1
Foncier	15	11	15	20	13	0	21	40	38	6
Fiscal	0	1	0	3	2	40	2	0	2	0
Electoral	13	2	1	0	0	0	0	25	2	0
Contrats administratifs autres que commandes publiques	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Sentence arbitrale	1	0	0	0	0	104	0	0	0	0
Autre	10	15	8	14	36	24	17	24	44	6

Tableau IV-6 : Activités du premier président (Référés)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Affaires nouvelles	-	-	-	-	-	-	-	179	158	70
Décisions rendues	-	-	-	-	-	-	-	108	146	90
Acceptation	-	-	-	-	-	-	-	5	0	6
Rejet	-	-	-	-	-	-	-	3	7	4
Incompétence	-	-	-	-	-	-	-	2	2	1
Irrecevabilité	-	-	-	-	-	-	-	39	15	16
Annulation	-	-	-	-	-	-	-	16	24	12
Cassation	-	-	-	-	-	-	-	4	3	5
ADD	-	-	-	-	-	-	-	4	0	1
confirmation	-	-	-	-	-	-	-	29	73	29
Désistement	-	-	-	-	-	-	-	0	20	1
Arrêt rectificatif	-	-	-	-	-	-	-	6	1	0
Non-lieu à statuer	-	-	-	-	-	-	-	0	1	15
Décisions rédigées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	113

Tableau IV-7 : Nombre de décisions rendues par matière selon la durée de la procédure en 2022

Décisions rendues	Moins de 15 jours	15 jours à 1 mois	1 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Ensemble
Ensemble	5	0	1	2	7	47	62
Fonction publique	0	0	0	1	6	36	43
Commandes publiques	0	0	0	0	0	1	1
Foncier	0	0	1	0	0	5	6
Fiscal	0	0	0	0	0	0	0
Electoral	0	0	0	0	0	0	0
Contrats administratifs autres que commandes publiques	0	0	0	0	0	0	0
Avis	5	0	0	0	1	0	6
Autres	0	0	0	1	0	5	6

Tableau IV-8 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure

Décisions rendues	Moins de 15 jours	15 jours à moins de 1 mois	1 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Ensemble
2020	25	5	0	0	3	129	162
2021	7	11	0	1	1	169	189
2022	5	0	1	2	7	47	62

Tableau IV-9 : Affaires nouvelles enregistrées par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat

Type de contentieux	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	108	58	83	105	218	142	209	143	77
Fonction publique	9	6	19	21	27	25	37	49	38
Marchés publics	6	9	9	13	12	19	21	25	2
Foncier	17	10	31	29	17	40	55	42	12
Fiscal	0	1	2	2	2	2	5	0	0
Électoral	62	14	2	1	134	7	30	0	0
Contrat administratif	0	0	0	0	0	1	0	0	5
Autres	14	18	20	39	26	48	61	27	20

Tableau IV-10 : Conclusions rendues par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat

Type de contentieux	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	96	50	30	12	152	45	147	139	74
Fonction publique	6	4	4	1	5	13	27	52	37
Marchés publics	4	7	4	4	4	3	19	24	11
Foncier	15	7	12	0	3	12	26	31	11
Fiscal	0	1	0	0	1	1	1	2	0
Électoral	62	14	0	1	134	7	32	0	0
Contrat administratif	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	9	17	10	6	5	9	42	30	15

IV.3. Tribunaux administratifs

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal administratif.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire, soit pour organiser une instruction.

Décision sur le fond : Décision du tribunal administratif touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal administratif a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal administratif à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal administratif tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Type de contentieux :

- **Fonction publique** : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).
- **Commande publique** : toutes les formes d'acquisition de biens, de services ou de prestations au profit des collectivités publiques, notamment le marché public, la délégation de service public et le partenariat public-privé.
- **Foncier** : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.
- **Fiscal** : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.
- **Electoral** : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.
- **Autre** : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.

Tableau IV-11 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	314	309	330	874	584	742	702	812	1 018	962
Fonction publique	65	46	83	73	108	132	159	145	187	143
Commande publique	60	30	39	77	72	95	52	88	103	157
Contrat administratif	6	64	43	5	43	92	8	55	22	3
Foncier	100	124	124	195	230	253	242	229	267	301
Fiscal	4	15	3	11	6	9	2	3	0	4
Électoral	32	5	8	423	21	2	10	51	65	3
Référé	-	-	-	-	65	133	125	200	231	222
Autres	47	25	30	90	39	26	104	41	143	129

Décisions rendues selon leur nature	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	258	188	253	687	428	615	509	665	754	852
Décisions sur le fond	135	109	140	413	228	338	271	426	426	503
Acceptation totale	41	29	51	167	93	129	129	186	144	187
Acceptation partielle	40	33	17	29	35	53	41	86	78	98
Rejet	54	47	72	217	100	156	101	154	204	218
Autres décisions	123	79	113	274	200	277	238	239	328	349
Incompétence	16	11	14	69	45	37	34	47	41	53
Irrecevabilité	62	34	45	108	71	84	63	89	99	113
Désistement	17	14	16	38	32	49	47	37	60	69
Avant dire droit	28	20	38	59	52	107	94	66	128	114

Décisions rédigées	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	156	108	156	494	382	524	452	484	717	731

Décisions rendues selon la durée de la procédure

	Moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 à moins de 2 ans	2 à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
2014	19	1	30	86	21	9	166
2015	35	6	29	86	39	25	220
2016	23	12	45	83	65	44	272
2017	19	10	79	96	60	43	307
2018	14	30	100	108	76	38	366
2019	8	16	69	74	73	51	291
2020	21	12	79	94	94	72	372
2021	4	17	95	70	98	111	395
2022	39	26	72	167	93	131	528

Organisation et compétence des tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs sont régis par la loi N°011-2016/AN du 26 avril 2016 portant, création, composition attributions, fonctionnement des tribunaux administratifs et procédure applicable devant eux.

Le tribunal administratif comprend : un président, un vice-président, de juges, un commissaire du gouvernement, un premier commissaire du gouvernement adjoint, de commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef chef de greffe, de greffiers en chef, de greffiers, de secrétaires des greffes et parquets

Le tribunal administratif est juge de droit commun du contentieux administratif. Sauf dans les cas déterminés par la loi, il statue en premier ressort à charge d'appel devant la Cour administrative d'appel

Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

Le tribunal administratif compétent pour connaître d'une demande principale, l'est également pour connaître de toute demande accessoire, incidente ou reconventionnelle ressortissant à la compétence des tribunaux administratifs.

Il est également compétent pour connaître des exceptions de la compétence de la juridiction administrative.

Tableau IV-12 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	314	309	330	874	584	742	702	812	1 018	962
Banfora	0	4	7	18	11	20	13	15	4	4
Bobo-Dioulasso	51	49	56	191	136	135	117	118	147	125
Bogandé	4	1	0	8	2	2	4	4	4	4
Boromo	5	2	1	8	2	8	4	9	11	3
Dédougou	4	3	3	18	4	7	8	9	3	8
Diapaga	0	2	0	6	0	2	3	3	0	1
Diébougou	1	2	0	12	3	5	0	7	6	12
Djibo	1	2	0	13	1	1	-	1	0	0
Dori	3	3	1	16	5	6	19	5	0	0
Fada N'Gourma	0	3	4	24	5	9	7	8	54	11
Gaoua	3	6	1	12	15	5	19	8	9	11
Kaya	6	3	5	12	4	4	5	8	31	11
Kongoussi	4	1	2	20	0	5	3	0	5	2
Koudougou	15	3	4	45	9	12	12	25	39	34
Koupéla	-	-	-	0	9	3	13	10	12	3
Léo	1	1	1	7	0	7	1	3	7	5
Manga	0	3	1	11	4	10	2	7	6	8
Nouna	5	1	2	8	1	3	4	1	0	1
Orodara	0	3	1	6	2	2	2	2	10	4
Ouagadougou	193	206	221	304	343	455	419	520	592	652
Ouahigouya	6	3	7	31	6	2	3	14	23	11
Pô									3	7
Tenkodogo	4	5	8	51	15	20	33	18	19	24
Tougan	0	1	1	22	2	4	4	2	0	2
Yako	1	1	1	4	2	2	2	6	8	8
Ziniaré	7	1	3	27	3	13	5	9	25	11

Tableau IV-13 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	100	124	124	195	230	253	242	229	267	301
Banfora	0	1	6	0	8	11	7	6	0	0
Bobo-Dioulasso	25	29	41	70	97	80	92	70	83	56
Bogandé	0	1	0	0	2	0	0	0	0	1
Boromo	2	1	1	0	0	3	1	1	2	0
Dédougou	2	1	1	6	3	3	6	3	0	1
Diapaga	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0
Diébougou	1	0	0	0	1	2	0	5	1	6
Djibo	1	2	0	0	0	0	-	0	0	ND
Dori	0	2	1	0	2	1	4	1	0	ND
Fada N'Gourma	0	0	4	1	2	1	2	2	12	4
Gaoua	0	3	1	1	7	3	8	1	1	4
Kaya	2	2	2	6	3	2	2	2	1	5
Kongoussi	2	0	0	2	0	2	2	0	1	0
Koudougou	12	1	1	7	3	7	4	8	10	12
Koupéla	-	-	-	0	1	1	8	3	3	1
Léo	0	0	0	0	0	6	1	1	1	0
Manga	0	3	0	2	2	5	1	1	3	1
Nouna	1	1	2	0	0	1	3	0	0	0
Orodara	0	1	1	1	0	1	0	0	2	0
Ouagadougou	49	67	52	87	90	100	81	105	121	181
Ouahigouya	1	2	4	1	2	1	0	3	4	1
Pô									0	4
Tenkodogo	0	5	7	7	6	12	16	10	8	14
Tougan	0	1	0	1	0	3	0	0	0	0
Yako	0	1	0	0	1	1	1	2	0	5
Ziniaré	2	0	0	3	0	7	0	5	14	5

Tableau IV-14 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	258	188	253	687	428	615	509	665	754	852
Banfora	0	2	0	13	0	2	0	8	5	6
Bobo-Dioulasso	51	29	80	137	143	240	170	120	172	185
Bogandé	3	2	1	7	1	0	0	2	3	6
Boromo	6	2	4	7	0	4	2	12	5	3
Dédougou	0	0	0	14	2	8	5	8	3	5
Diapaga	0	1	0	5	0	0	0	1	0	0
Diébougou	1	1	0	12	0	1	2	5	13	17
Djibo	0	0	0	13	1	1	-	1	0	0
Dori	2	0	0	16	3	0	2	7	0	0
Fada N’Gourma	1	1	0	19	1	10	1	9	18	10
Gaoua	6	0	1	9	7	12	5	3	0	7
Kaya	5	1	0	3	8	2	4	12	3	7
Kongoussi	3	0	0	15	0	5	6	0	2	0
Koudougou	8	0	0	43	5	0	3	11	14	21
Koupéla	-	-	-	0	3	2	4	13	12	2
Léo	0	0	0	5	0	1	1	1	1	2
Manga	1	1	2	8	2	5	0	1	0	1
Nouna	2	0	0	7	0	0	3	5	0	0
Orodara	0	0	0	5	0	0	1	3	4	4
Ouagadougou	160	142	157	244	224	304	270	405	458	528
Ouahigouya	2	2	4	26	1	2	3	10	17	4
Pô									0	1
Tenkodogo	2	0	4	37	19	8	24	17	1	19
Tougan	0	2	0	23	0	2	3	3	14	3
Yako	1	0	0	3	3	4	0	2	0	4
Ziniaré	4	2	0	16	5	2	0	6	4	17

Tableau IV-15 : Décisions d’acceptation, d’acceptation partielle et de rejet rendues par tribunal administratif

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	135	109	140	413	228	338	271	426	426	503
Banfora	0	1	0	13	0	1	0	1	4	4
Bobo-Dioulasso	15	11	40	46	79	102	71	59	69	97
Bogandé	3	0	0	4	0	0	0	2	1	4
Boromo	5	1	3	1	0	2	1	8	4	3
Dédougou	0	0	0	12	0	4	4	6	1	1
Diapaga	0	1	0	5	0	0	0	1	0	0
Diébougou	1	1	0	5	0	0	1	4	7	8
Djibo	0	0	0	8	1	1	-	1	0	0
Dori	2	0	0	15	3	0	2	6	0	0
Fada N’Gourma	1	1	0	13	1	4	1	4	6	5
Gaoua	3	0	1	5	2	4	5	2	0	5
Kaya	3	0	0	3	2	1	3	10	1	4
Kongoussi	1	0	0	13	0	2	5	0	1	0
Koudougou	4	0	0	31	4	0	1	10	7	14
Koupéla	-	-	-	0	2	2	4	8	3	1
Léo	0	0	0	1	0	1	1	1	1	2
Manga	1	1	0	5	1	3	0	1	0	1
Nouna	1	0	0	4	0	0	0	2	0	0
Orodara	0	0	0	3	0	0	0	3	3	1
Ouagadougou	90	88	92	155	128	204	156	267	292	328
Ouahigouya	1	2	3	17	0	2	2	8	13	4
Pô									0	0
Tenkodogo	2	0	1	21	2	0	11	13	9	7
Tougan	0	1	0	23	0	2	3	2	0	2
Yako	0	0	0	0	1	1	0	2	2	3
Ziniaré	2	1	0	10	2	2	0	5	2	9

Tableau IV-16 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	248	183	251	672	377	483	377	570	629	674
Banfora	0	2	0	13	0	2	0	8	5	6
Bobo-Dioulasso	50	28	79	157	118	155	93	84	90	146
Bogandé	3	2	1	6	1	0	0	1	3	6
Boromo	6	0	4	7	0	4	2	11	5	3
Dédougou	0	0	0	14	3	7	5	8	3	5
Diapaga	0	1	0	5	0	0	0	1	0	0
Diébougou	1	1	0	12	0	1	2	5	9	10
Djibo	0	0	0	13	1	1	-	1	0	0
Dori	2	0	0	17	3	0	2	7	0	0
Fada N’Gourma	1	1	0	19	1	8	1	8	18	7
Gaoua	6	0	1	9	14	11	5	0	4	6
Kaya	5	1	0	3	6	1	4	12	2	6
Kongoussi	3	0	0	16	0	3	6	0	2	0
Koudougou	8	0	0	42	5	0	3	11	12	21
Koupéla	-	-	-	0	2	2	4	8	8	2
Léo	0	0	0	4	2	1	1	1	1	2
Manga	1	1	1	8	2	5	0	1	0	1
Nouna	2	0	0	7	0	0	3	5	0	0
Orodara	0	0	0	5	0	0	1	3	3	2
Ouagadougou	151	140	157	218	198	266	218	361	428	414
Ouahigouya	2	2	4	25	1	2	3	10	13	4
Pô									1	0
Tenkodogo	2	0	4	34	15	7	21	15	13	13
Tougan	0	2	0	22	0	2	3	2	0	3
Yako	1	0	0	2	0	3	0	1	4	4
Ziniaré	4	2	0	14	5	2	0	6	5	13

Tableau IV-17 : Ensemble des affaires nouvelles de référé par tribunal administratif

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	65	133	125	200	231	222
Banfora	0	6	2	5	4	4
Bobo-Dioulasso	6	16	8	22	21	23
Bogandé	0	0	1	1	0	0
Boromo	0	2	2	4	4	0
Dédougou	0	0	0	2	2	1
Diapaga	0	0	0	1	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	-	-	1	0	0
Dori	0	0	5	2	0	0
Fada N’Gourma	0	0	1	2	10	2
Gaoua	0	0	3	1	4	0
Kaya	0	0	0	2	15	2
Kongoussi	0	0	1	0	1	0
Koudougou	0	0	3	4	12	6
Koupéla	0	0	3	3	3	1
Léo	0	0	0	1	1	1
Manga	0	0	0	1	0	2
Nouna	0	0	0	1	0	0
Orodara	0	0	1	1	3	0
Ouagadougou	59	109	83	135	141	178
Ouahigouya	0	0	0	5	6	2
Pô					0	0
Tenkodogo	0	0	11	2	0	0
Tougan	0	0	1	2	0	0
Yako	0	0	0	2	2	0
Ziniaré	0	0	0	0	2	0

Tableau IV-18 : Décisions rendues en matière de référé par tribunal administratif

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	42	135	117	189	191	216
Banfora	0	2	0	4	5	4
Bobo-Dioulasso	4	16	8	17	19	19
Bogandé	0	0	0	1	0	0
Boromo	0	3	2	3	5	0
Dédougou	0	0	2	2	2	1
Diapaga	0	0	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	1	0
Djibo	0	0	-	1	0	0
Dori	0	0	2	7	0	0
Fada N'Gourma	0	0	1	2	0	3
Gaoua	0	0	1	0	4	1
Kaya	0	0	0	2	0	3
Kongoussi	0	0	1	0	1	0
Koudougou	0	0	3	4	9	8
Koupéla	0	0	2	5	2	2
Léo	0	0	0	1	1	2
Manga	0	0	0	1	0	1
Nouna	0	0	0	1	0	0
Orodara	0	0	1	1	3	0
Ouagadougou	38	114	85	123	131	170
Ouahigouya	0	0	0	6	5	2
Pô					0	0
Tenkodogo	0	0	8	5	0	0
Tougan	0	0	1	2	0	0
Yako	0	0	0	1	1	0
Ziniaré	0	0	0	0	2	0

Tableau IV-19 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	336	205	271	735	424	547	609	558	725	723
Fonction publique	58	51	80	59	86	151	126	153	178	176
Commandes publiques	65	44	35	49	56	117	93	89	142	122
Contrat administratif	0		0	12	13	17	109	2	12	12
Foncier	109	55	89	148	195	220	150	241	295	314
Fiscal	4	7	3	4	6	5	6	7	20	5
Electoral	27	3	7	401	20	5	2	46	34	1
Autres	73	45	57	62	48	32	123	20	44	93

Conclusions rendues selon le type de contentieux	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	282	213	241	694	406	391	430	475	602	646
Fonction publique	56	45	68	68	82	90	87	127	146	153
Marchés publics	44	43	30	45	59	44	87	72	96	90
Contrat administratif	0	0	0	18	10	11	101	2	9	9
Foncier	104	70	95	136	175	208	88	214	243	286
Fiscal	3	6	2	8	0	3	2	8	19	4
Electoral	24	4	7	386	19	3	0	47	34	6
Autres	51	45	39	33	61	32	65	5	55	98

Tableau IV-20 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	336	205	271	735	424	547	609	558	725	723
Banfora	0	2	0	13	6	4	0	0	1	0
Bobo-Dioulasso	41	19	47	161	167	140	187	125	153	131
Bogandé	3	0	0	6	1	0	2	1	6	4
Boromo	6	1	0	8	0	1	5	4	7	0
Dédougou	7	1	0	15	0	7	0	7	7	4
Diapaga	0	0	0	5	0	0	3	0	0	0
Diébougou	1	1	0	12	3	1	0	7	7	12
Djibo	0	0	0	13	4	4	-	0	0	0
Dori	2	0	0	16	5	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	1	0	19	0	4	0	4	0	24
Gaoua	6	0	0	9	15	5	3	0	5	6
Kaya	8	1	0	17	0	4	7	2	0	5
Kongoussi	2	1	0	19	0	5	2	0	1	0
Koudougou	17	0	0	43	5	0	0	1	10	10
Koupéla	-	-	-	0	5	0	10	10	9	12
Léo	0	0	0	7	0	3	0	2	0	2
Manga	1	0	1	10	3	3	0	0	0	0
Nouna	2	1	0	8	1	3	1	0	0	1
Orodara	0	3	0	6	2	0	0	1	1	4
Ouagadougou	226	166	221	236	177	328	360	349	481	464
Ouahigouya	4	4	1	26	5	5	3	9	3	2
Pô									3	1
Tenkodogo	4	0	1	34	19	20	22	24	18	23
Tougan	0	2	0	21	1	2	0	0	0	3
Yako	1	0	0	4	0	2	0	4	5	6
Ziniaré	5	2	0	27	5	6	4	8	8	9

Tableau IV-21 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	282	213	241	694	406	391	430	475	602	646
Banfora	0	2	0	13	3	4	0	0	3	2
Bobo-Dioulasso	51	37	73	151	158	179	144	108	151	131
Bogandé	3	0	1	6	0	0	0	2	7	0
Boromo	6	0	0	7	0	1	3	6	0	0
Dédougou	2	1	0	16	0	10	0	6	0	4
Diapaga	0	0	0	5	0	0	0	1	0	0
Diébougou	1	1	0	12	3	1	2	5	6	8
Djibo	0	0	0	13	1	1	-	0	0	0
Dori	2	0	0	16	5	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	0	0	19	2	6	0	4	0	7
Gaoua	6	0	0	9	7	0	2	0	0	5
Kaya	0	1	0	17	0	3	6	10	0	8
Kongoussi	2	1	0	11	0	2	0	0	1	0
Koudougou	25	0	0	43	5	0	6	7	9	11
Koupéla	-	-	-	0	3	3	2	7	0	0
Léo	0	0	0	10	0	1	0	2	0	1
Manga	1	0	1	9	4	2	0	0	0	0
Nouna	2	0	0	8	0	0	0	1	0	0
Orodara	0	0	0	5	0	0	0	1	1	7
Ouagadougou	172	163	163	224	195	159	245	268	387	410
Ouahigouya	2	4	2	26	0	5	3	4	9	2
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Tenkodogo	2	0	0	34	14	8	13	27	16	25
Tougan	0	2	1	22	0	2	1	3	0	3
Yako	1	0	0	4	0	4	0	4	6	7
Ziniaré	4	1	0	14	6	0	3	9	5	14

V. Etablissements pénitentiaires

V.1. Population carcérale, occupation des EP et caractéristiques des entrées

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Détenu : Personne maintenue en détention dans un établissement pénitentiaire en vertu d'un mandat ou de toute autre décision de justice.

Evasion : Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, s'échappe ou tente de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfèrement.

Entrée, incarcération : Mise en détention, emprisonnement.

Mis en examen : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Majeur : Personne âgée d'au moins 18 ans.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

OMD : Ordre donné par le procureur au Directeur d'un établissement pénitentiaire de mettre à sa disposition un détenu.

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et contre qui un mandat a été décerné pour être détenue en vue de la manifestation de la vérité.

Taux d'occupation : Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil) exprimé en pourcentage.

Sources statistiques

Registres d'entrée, registres des prévenus, registres des mis en examen, registres des condamnés, registres de sortie, rapports moraux mensuels, registres de décès, d'évasion, d'hospitalisation, de la main courante, d'application des peines.

Note :

Suivant la circulaire N°2017-1378-MJDHPC/CAB du 22 septembre 2017, les OMD ne sont plus considérés comme un titre de détention.

Tableau V.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble des détenus	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359	7 401	8 369	8 800
Selon l'âge et le sexe*										
Hommes	5 830	6 636	7 322	7 522	7 668	7 627	7 215	7 287	8 222	8 640
Mineurs	151	245	226	224	206	153	122	140	144	199
Majeurs	5 679	6 391	7 096	7 298	7 462	7 474	7 093	7 147	8 078	8 441
Femmes	99	116	113	131	161	185	144	114	147	160
Mineurs	2	11	12	7	6	3	3	5	1	4
Majeurs	97	105	101	124	155	182	141	109	146	156
Selon le statut										
Détenus en attente de jugement	2 185	2 578	3 242	3 201	2 681	2 866	2 979	2 670	2 677	2 635
<i>Mis en examen</i>	1 408	1 609	1 787	1 883	1 893	1 872	1 914	1 822	1 950	1 744
<i>Prévenus</i>	777	969	1 455	1 318	788	994	1 065	848	727	891
OMD	47	75	109	17	11	0	0	0	0	0
Condamnés	3 744	4 174	4 193	4 452	5 148	4 946	4 380	4 731	5 692	6 165

* Les données de 2013 à 2017 ne prennent pas en compte les OMD.

Tableau V.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Capacité d'accueil	3 500	4 000	4 000	4 120	4 120	4 120	4 698	5 228	5 228	5 228
Nombre de détenus au 31/12	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359	7 401	8 369	8 800
Taux d'occupation (en %)	170,7	170,7	188,6	186,2	190,3	189,6	156,6	141,6	160,1	168,3

Tableau V.3 : Capacité d'accueil par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	3 500	4 000	4 000	4 120	4 120	4 120	4 698	5 228	5 228	5 228
Banfora	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Baporo	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80
Bobo-Dioulasso	180	180	180	180	180	180	180	710	710	710
Bogandé	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Boromo	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Dédougou	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Diapaga	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Diébougou	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Djibo	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Dori	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Fada N'Gourma	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Gaoua	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150
Kaya	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Kongoussi	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Koudougou	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Koupéla	-	-	-	120	120	120	120	120	120	120
Léo	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Manga	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Nouna	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Orodara	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Ouagadougou (MACO)*	570	570	570	570	570	570	1 200	1 200	1 200	1 200
Ouagadougou (PHS)	-	500	500	500	500	500	448	448	448	448
Ouahigouya*	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tenkodogo	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Tougan	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Yako	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Ziniaré	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120

Tableau V.4 : Taux d'occupation (en %) par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	170,7	170,7	188,6	186,2	190,3	189,6	156,6	141,6	160,1	168,3
Banfora	208,3	206,7	255,0	274,2	250,8	204,2	200,8	196,7	237,5	268,3
Baporo	42,5	20,0	40,0	35,0	21,3	18,8	73,8	58,8	57,5	35,0
Bobo-Dioulasso	317,2	335,6	364,4	414,4	395,6	400,0	373,9	89,4	131,8	148,7
Bogandé	146,7	277,5	285,0	240,0	229,2	211,7	120,8	111,7	84,2	24,2
Boromo	166,7	211,7	195,8	210,8	210,8	198,3	202,5	208,3	232,5	370,0
Dédougou	142,5	157,5	145,0	161,7	152,5	185,0	183,3	209,2	187,5	216,7
Diapaga	131,7	161,7	161,7	182,5	220,8	189,2	226,7	241,7	229,2	133,3
Diébougou	83,3	109,2	107,5	120,0	162,5	161,7	185,8	189,2	215,0	229,2
Djibo	91,7	85,0	99,2	142,5	130,0	122,5	33,3	17,5	4,2	-
Dori	134,2	161,7	176,7	134,2	98,3	115,0	91,7	84,2	101,7	61,7
Fada N'Gourma	206,7	223,3	279,2	285,8	296,7	255,8	217,5	203,3	211,7	250,8
Gaoua	78,7	84,0	99,3	117,3	152,0	160,0	156,0	174,7	213,3	253,3
Kaya	257,5	294,2	304,2	222,5	168,3	134,2	140,8	154,2	156,7	159,2
Kongoussi	57,5	70,0	78,3	92,5	55,0	56,7	61,7	75,0	75,0	53,3
Koudougou	185,8	186,7	240,0	248,3	231,7	215,0	187,5	226,7	290,0	308,3
Koupéla	-	-	-	1,7	70,0	88,3	88,3	79,2	121,7	136,7
Léo	120,8	140,8	137,5	128,3	103,3	85,0	107,5	115,8	115,0	103,3
Manga	196,7	200,8	220,8	168,3	135,0	96,7	105,0	92,5	134,2	160,0
Nouna	59,2	78,3	60,0	90,8	87,5	96,7	68,3	85,0	72,5	-
Orodara	59,2	135,8	75,8	110,8	119,2	113,3	105,0	124,2	121,7	110,0
Ouagadougou (MACO)*	284,4	304,9	382,1	377,9	408,6	414,7	160,8	160,7	171,2	198,4
Ouagadougou (PHS)	-	46,2	39,6	46,4	70,6	133,4	208,3	204,0	230,8	221,2
Ouahigouya*	157,5	171,7	181,7	185,0	206,7	197,5	170,8	166,7	225,0	246,7
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tenkodogo	434,2	362,5	317,5	306,7	250,0	180,8	196,7	182,5	221,7	245,8
Tougan	56,7	45,8	73,3	87,5	105,8	95,0	87,5	84,2	77,5	35,8
Yako	47,5	50,8	102,5	85,0	75,8	53,3	56,7	60,8	86,7	80,0
Ziniaré	82,5	95,0	112,5	132,5	140,8	115,8	104,2	104,2	115,0	110,8

Tableau V.5 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble des entrées	10 003	10 335	9 601	7 998	8 653	7 025	5 231	6 870	8 801	8 662
<i>Dont OMD</i>	47	75	109	1	11	0	0	0	0	0
Etrangers	0	0	0	18	16	1	18	27	13	21

Répartition des entrées selon le sexe et la catégorie

Hommes	9 666	9 970	9 284	7 762	8 342	6 776	5 067	6 666	8 492	8 377
Mineurs	524	625	518	513	547	433	212	324	462	603
Majeurs	9 142	9 345	8 766	7 249	7 795	6 343	4 855	6 342	8 030	7 774
Femmes	342	365	317	236	311	249	164	204	309	285
Mineurs	21	48	18	16	16	13	5	4	23	22
Majeurs	321	317	299	220	295	236	159	200	286	263

Répartition des entrées selon l'âge

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Mineurs	545	673	536	529	563	446	217	328	485	625
Moins de 13 ans	13	33	13	11	8	3	4	5	2	10
13 à moins de 16 ans	193	236	194	153	219	150	88	95	119	216
16 à moins de 18 ans	339	404	329	365	336	293	125	228	364	399
Majeurs	9 463	9 662	9 065	7 469	8 090	6 579	5 014	6 542	8 316	8 037
18 à moins de 21 ans	1 118	1 216	1 275	810	934	752	493	790	936	1 042
21 à moins de 25 ans	1 542	1 632	1 653	1 147	1 236	980	827	1 049	1 474	1 446
25 à moins de 30 ans	2 117	2 211	2 111	1 788	1 727	1 393	1 087	1 402	1 581	1 537
30 à moins de 40 ans	2 747	2 815	2 441	2 262	2 314	1 899	1 565	1 859	2 442	2 288
40 à moins de 60 ans	1 657	1 594	1 360	1 299	1 581	1 349	911	1 269	1 645	1 517
60 ans et plus	282	194	225	163	298	206	131	173	238	207

Tableau V.6 : Evolution des effectifs

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Détenus évadés en établissement	44	42	19	21	17	16	10	6	11	15
Détenus évadés hors établissement sous garde	0	0	0	19	7	6	10	6	7	9
Détenus évadés hors établissement sans garde	112	104	103	54	75	48	43	30	47	46
Visite de détenus par parent et amis	89 040	97 648	10 4229	11 1049	13 9392	13 9243	79 162	73 083	100 099	108 735
Visite de détenus par les associations et ONG	0	0	0	329	411	497	214	302	317	241
Visite de détenus par les autorités judiciaires	0	0	0	95	171	163	103	123	120	96
Visite de détenus par les autorités administratives	0	0	0	107	161	76	99	68	58	47
Visite de détenus les autorités religieuses	0	0	0	0	0	0	500	4 795	257	189

Tableau V.7 : Mouvements, évènements, Incidents

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Décès	68	73	76	54	38	50	36	30	34	26
Extractions (OPJ et Palais de Justice)	7 372	7 697	5 642	1 7579	5 436	4 634	3 167	9 512	7 133	5 620
Hospitalisations	221	299	267	244	305	266	129	224	325	202
Placements extérieurs	608	1 400	761	682	672	806	464	614	1 118	772
Semi-libertés	685	2 016	742	1 105	1 031	1 126	669	610	1 012	1 329
Sorties autorisées	617	518	655	636	578	415	298	526	1 373	274
Trafics illicites d'objets et de substances	20	23	20	22	23	73	70	0	2	20

Tableau V.8 : Nombre d'extractions (OPJ et Palais de justice) par établissement pénitentiaire et par année

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	7 372	7 697	5 642	17 579	5 436	4 634	3 167	9 512	7 133	5 620
Banfora	1 126	557	189	78	112	565	77	117	219	219
Baporo	0	0	0	1	0	3	0	0	2	3
Bobo-Dioulasso	178	156	111	205	275	181	116	156	358	310
Bogandé	145	189	191	85	104	66	32	86	83	26
Boromo	103	128	97	111	190	160	122	166	1 446	203
Dédougou	333	343	215	198	222	133	71	134	175	204
Diapaga	154	139	123	90	114	78	499	1 214	786	8
Diébougou	127	93	90	97	118	102	81	98	175	239
Djibo	134	114	127	144	136	136	0	0	-	-
Dori	77	120	93	135	0	87	52	104	108	9
Fada N'Gourma	362	304	322	1 698	230	169	74	149	149	573
Gaoua	225	718	770	144	176	362	53	231	256	269
Kaya	251	340	219	985	206	119	72	116	160	190
Kongoussi	292	370	273	140	154	105	59	66	108	34
Koudougou	363	317	156	108	950	132	66	1 045	196	1 225
Koupéla	-	-	-	2	112	95	60	81	131	223
Léo	781	943	852	403	115	357	208	549	444	-
Manga	266	251	266	0	134	123	50	530	123	119
Nouna	262	177	177	73	65	73	60	121	160	-
Orodara	128	205	138	102	136	115	70	81	89	104
Ouagadougou (MACO)*	355	310	255	9 307	401	293	201	3 608	281	499
Ouagadougou (PHS)	-	38	86	86	307	98	107	121	64	153
Ouahigouya*	959	1 253	215	704	653	369	50	102	784	191
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14
Tenkodogo	154	261	314	1722	179	140	618	113	295	239
Tougan	425	159	111	320	105	83	259	364	327	1
Yako	83	90	120	117	129	59	30	82	122	144
Ziniaré	89	122	132	524	113	431	80	78	92	421

Tableau V.9 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359	7 401	8 369	8 800
Banfora	250	248	306	329	301	245	241	236	285	322
Baporo	34	16	32	28	17	15	59	47	46	28
Bobo-Dioulasso	571	604	656	746	712	720	673	635	936	1 056
Bogandé	176	333	342	288	275	254	145	134	101	29
Boromo	200	254	235	253	253	238	243	250	279	444
Dédougou	171	189	174	194	183	222	220	251	225	260
Diapaga	158	194	194	219	265	227	272	290	275	160
Diébougou	100	131	129	144	195	194	223	227	258	275
Djibo	110	102	119	171	156	147	40	21	5	-
Dori	161	194	212	161	118	138	110	101	122	74
Fada N'Gourma	248	268	335	343	356	307	261	244	254	301
Gaoua	118	126	149	176	228	240	234	262	320	379
Kaya	309	353	365	267	202	161	169	185	188	191
Kongoussi	69	84	94	111	66	68	74	90	90	64
Koudougou	223	224	288	298	278	258	225	272	348	370
Koupéla	0	0	0	2	84	106	106	95	146	164
Léo	145	169	165	154	124	102	129	139	138	124
Manga	236	241	265	202	162	116	126	111	128	128
Nouna	71	94	72	109	105	116	82	102	87	
Orodara	71	163	91	133	143	136	126	149	146	132
Ouagadougou (MACO)*	1 621	1 738	2 178	2 154	2 329	2 364	1 929	1 928	2 054	2 381
Ouagadougou (PHS)	0	231	198	232	353	667	933	914	1 034	991
Ouahigouya*	189	206	218	222	248	237	205	200	270	296
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	33	64
Tenkodogo	521	435	381	368	300	217	236	219	266	295
Tougan	68	55	88	105	127	114	105	101	93	43
Yako	57	61	123	102	91	64	68	73	104	96
Ziniaré	99	114	135	159	169	139	125	125	138	133

Tableau V.10 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	2 185	2 578	3 242	3 201	2 681	2 866	2 979	2 670	2 677	2 635
Banfora	73	79	140	173	125	74	81	59	50	66
Baporo*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
Bobo-Dioulasso	150	257	336	388	233	227	206	232	232	213
Bogandé	104	238	230	196	181	154	83	61	25	0
Boromo	56	57	69	83	53	63	54	76	67	106
Dédougou	71	56	58	82	56	64	41	56	35	72
Diapaga	114	115	106	121	139	108	168	98	78	23
Diébougou	35	46	47	52	53	60	74	63	72	90
Djibo	40	45	51	70	37	37	0	0	0	0
Dori	50	74	88	60	38	81	26	12	14	14
Fada N'Gourma	89	95	117	150	136	127	96	64	26	41
Gaoua	37	46	71	52	73	96	112	104	151	167
Kaya	86	106	132	91	55	38	34	39	28	18
Kongoussi	26	35	41	43	13	13	13	14	23	14
Koudougou	98	71	126	71	78	61	75	62	61	57
Koupéla	-	-	-	2	20	28	29	16	28	23
Léo	78	91	62	61	54	28	35	44	27	21
Manga	95	88	84	33	44	26	13	10	12	9
Nouna	38	45	38	33	33	22	9	24	13	0
Orodara	39	109	60	66	77	72	62	48	35	18
Ouagadougou (MACO)	498	562	988	972	668	742	708	576	539	605
Ouagadougou (PHS)	-	0	13	54	195	540	867	853	950	918
Ouahigouya	74	48	65	61	65	59	36	28	55	36
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	12	10
Tenkodogo	239	218	206	174	127	66	83	70	81	65
Tougan	32	27	30	34	39	31	32	22	19	11
Yako	9	23	30	15	26	22	17	21	23	9
Ziniaré	54	47	54	64	63	27	25	18	21	29

*Baporo : le centre de Baporo ne reçoit pas de détenus en attente de jugement

Tableau V.11 : Personnes sous OMD au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	47	75	109	17	11	0	0	0	0	0
Banfora	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bogandé	7	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Dédougou	1	1	11	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	2	5	0	3	0	0	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	1	0	0	0	9	0	0	0	0	0
Dori	1	2	2	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	4	11	2	0	0	0	0	0	0	0
Gaoua	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	3	5	8	0	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koupéla	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Léo	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	1	11	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)*	20	30	27	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (PHS)	-	0	0	9	2	0	0	0	0	0
Ouahigouya*	2	0	4	1	0	0	0	0	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Tenkodogo	0	2	53	1	0	0	0	0	0	0
Tougan	0	1	0	3	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau V.12 : Incarcérations (entrées) au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	10 008	10 335	9 601	7 998	8 653	7 025	5 231	6 870	8 801	8 662
Banfora	335	285	269	283	287	189	138	248	288	265
Baporo*	58	49	71	44	0	50	84	50	71	66
Bobo-Dioulasso	913	669	647	720	646	614	464	395	958	1 021
Bogandé	347	390	361	170	110	87	51	82	76	17
Boromo	313	339	260	290	310	259	165	299	516	637
Dédougou	283	272	209	241	240	222	158	242	272	272
Diapaga	232	193	247	179	152	145	178	206	215	0
Diébougou	197	223	192	169	209	177	146	194	299	289
Djibo	183	160	136	186	374	374	2	0	0	0
Dori	276	371	368	207	278	185	69	140	163	0
Fada N'Gourma	414	424	645	404	379	222	138	195	249	282
Gaoua	199	236	283	243	313	253	177	345	390	421
Kaya	503	590	442	262	220	198	168	183	265	199
Kongoussi	121	125	115	122	81	60	57	70	105	49
Koudougou	464	426	399	369	451	397	294	413	627	607
Koupéla	-	-	-	2	164	120	98	90	220	279
Léo	340	275	208	101	118	125	78	162	150	124
Manga	389	386	322	176	161	109	104	171	171	145
Nouna	205	161	124	128	94	108	47	83	79	0
Orodara	151	264	147	125	167	150	84	133	123	115
Ouagadougou (MACO)*	2 516	2 768	2 573	2 393	2 691	1 918	1 486	2 065	2 241	2 736
Ouagadougou (PHS)	-	246	20	96	163	393	411	259	182	149
Ouahigouya*	311	401	375	256	349	248	168	180	272	221
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	37	97
Tenkodogo	863	672	688	457	290	124	206	295	370	395
Tougan	154	157	144	117	161	107	89	110	132	4
Yako	59	70	169	96	79	58	52	110	145	100
Ziniaré	182	182	183	187	162	166	133	119	185	172

* Tous les entrées de Baporo sont des transfèrements entrants.

Tableau V.13 : Incarcérations (entrées) des femmes au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	342	365	317	236	311	249	164	204	309	285
Banfora	9	14	5	6	24	10	8	6	7	5
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Bobo-Dioulasso	32	24	21	26	25	22	8	8	41	30
Bogandé	6	5	5	2	9	5	6	1	4	0
Boromo	9	18	4	12	11	8	1	14	9	57
Dédougou	11	9	5	5	6	6	7	7	16	2
Diapaga	5	2	8	6	2	4	6	3	7	0
Diébougou	5	8	9	4	9	7	4	8	16	7
Djibo	7	0	2	3	8	8	0	0	-	0
Dori	19	2	4	0	9	4	1	5	3	0
Fada N'Gourma	6	8	54	5	12	6	9	2	5	15
Gaoua	1	3	14	4	12	12	11	14	19	19
Kaya	12	26	11	11	9	14	12	9	19	6
Kongoussi	2	0	2	1	2	2	1	2	1	0
Koudougou	20	7	5	6	7	13	8	6	18	19
Koupéla	-	-	-	0	7	9	17	4	17	18
Léo	16	18	6	0	5	3	4	12	9	0
Manga	10	0	3	10	4	5	1	10	11	9
Nouna	2	3	12	3	2	0	1	3	2	0
Orodara	8	49	4	9	5	3	2	4	3	1
Ouagadougou (MACO)*	83	104	96	61	83	74	38	58	55	73
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	0	0	0	0	0	-	0
Ouahigouya*	8	23	6	8	11	10	1	6	19	5
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2
Tenkodogo	59	28	25	40	24	5	7	18	15	13
Tougan	6	8	1	1	3	1	2	0	-	0
Yako	0	3	7	5	4	3	2	1	2	1
Ziniaré	6	3	8	8	18	15	7	3	10	3

Tableau V.14 : Incarcérations (entrées) OMD au cours de l'année 2022 par établissement pénitentiaire

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Ensemble	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banfora	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bogandé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dédougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gaoua	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koupéla	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Léo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Tenkodogo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau V.15 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	156	146	122	75	99	70	63	42	65	70
Banfora	8	8	5	3	3	1	4	6	4	3
Baporo	25	27	29	9	15	21	7	0	9	14
Bobo-Dioulasso	15	7	6	2	19	9	1	5	11	8
Bogandé	6	6	6	3	3	0	1	1	1	2
Boromo	4	4	3	2	1	3	1	2	4	3
Dédougou	8	2	6	6	10	8	10	0	2	2
Diapaga	8	3	1	1	0	2	0	2	4	2
Diébougou	2	1	2	5	1	0	2	4	3	2
Djibo	5	4	2	5	3	3	0	0	2	-
Dori	3	3	1	1	1	3	0	0	1	0
Fada N'Gourma	2	5	4	1	1	1	2	0	1	5
Gaoua	3	4	5	0	0	1	2	3	4	6
Kaya	9	6	4	8	5	1	2	0	2	2
Kongoussi	0	1	0	0	2	0	0	0	1	1
Koudougou	2	10	14	1	3	1	2	2	4	4
Koupéla	-	-	-	0	0	1	0	1	0	2
Léo	5	1	3	0	1	0	1	0	2	4
Manga	11	18	2	9	5	3	4	0	3	1
Nouna	7	4	7	1	7	2	0	2	3	0
Orodara	1	1	0	0	2	2	0	0	0	2
Ouagadougou (MACO)	9	7	3	7	5	3	6	0	0	1
Ouagadougou (PHS)	-	1	1	0	0	0	0	1	0	0
Ouahigouya*	2	2	2	1	1	0	4	1	1	3
Pô									-	0
Tenkodogo	8	16	10	3	2	0	5	5	2	2
Tougan	8	2	0	1	4	2	4	1	-	1
Yako	4	2	5	6	4	2	1	0	0	0
Ziniaré	1	1	1	0	1	1	4	6	1	0

Tableau V.16 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	68	73	76	54	38	50	36	30	34	31
Banfora	4	2	1	2	1	0	1	0	0	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	6	5	4	3	3	2	1	2	4	3
Bogandé	0	2	5	1	0	1	0	0	1	0
Boromo	3	0	4	5	0	3	2	1	3	2
Dédougou	1	3	4	1	2	2	2	5	1	2
Diapaga	1	2	3	1	4	3	0	4	0	2
Diébougou	0	0	1	1	0	2	0	1	2	2
Djibo	1	1	4	5	8	8	0	0	0	0
Dori	5	7	9	3	2	0	2	0	1	1
Fada N'Gourma	19	14	7	5	1	1	2	0	0	2
Gaoua	0	1	4	1	1	3	4	2	8	2
Kaya	1	2	1	2	0	0	0	1	3	0
Kongoussi	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	1	0	1	0	0	0	1	1
Koupéla	-	-	-	0	0	1	0	0	1	0
Léo	0	2	2	0	0	3	0	0	0	0
Manga	3	5	3	1	3	3	1	0	0	1
Nouna	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	1	0	1	2	1	1	1	0	1	1
Ouagadougou (MACO)	11	17	8	15	8	13	5	4	4	2
Ouagadougou (PHS)	-	1	2	0	3	0	11	8	1	7
Ouahigouya	0	0	4	0	0	3	2	1	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Tenkodogo	8	8	2	1	0	0	0	0	2	1
Tougan	1	0	1	3	0	0	2	1	0	0
Yako	2	0	2	1	0	1	0	0	0	0
Ziniaré	1	1	1	0	0	0	0	0	1	0

V.2. Caractéristiques des prévenus

Concepts

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et contre qui un mandat a été décerné pour être détenue en vue de la manifestation de la vérité.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides volontaires, empoisonnements :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau V.17 : Effectifs des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention préventive

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble des prévenus	777	969	1 455	1 318	788	994	1 065	848	727	891
Répartition selon le sexe										
Hommes	771	950	1 430	1 289	765	966	1 039	828	716	871
Mineurs	52	95	119	94	67	77	51	56	42	83
Majeurs	719	855	1311	1 195	698	889	988	772	674	788
Femmes	6	19	25	29	23	28	26	20	11	20
Mineurs	1	7	3	3	0	1	0	1	0	3
Majeurs	5	12	22	26	23	27	26	19	11	17
Répartition selon l'âge										
Moins de 18 ans	53	84	122	97	67	78	51	57	42	86
18 ans à moins de 21 ans	100	161	193	155	75	110	103	95	98	128
21 ans à moins de 25 ans	138	161	252	256	133	165	159	122	135	171
25 ans à moins de 30 ans	167	207	313	260	173	212	262	175	147	166
30 ans à moins de 40 ans	222	248	376	361	236	287	333	237	182	220
40 ans et plus	97	108	199	189	104	142	157	162	123	120
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	518	634	1 068	920	460	649	650	453	393	549
<i>Dont</i>										
Vols, recels, extorsion, escroquerie	458	569	936	745	371	520	507	323	264	404
Abus de confiance	49	43	101	67	31	72	54	72	60	57
Destructions, dégradations, dommages	4	8	23	22	11	10	10	4	18	7
Grand banditisme	0	0	0	72	40	25	61	36	28	39
Crimes et délits contre les particuliers	160	177	184	176	131	171	194	246	208	220
<i>Dont</i>										
Coups et blessures volontaires	52	71	56	99	57	45	57	36	56	33
Coups mortels	2	0	0	0	0	16	24	8	9	21
Viols	1	2	3	25	36	58	25	24	21	14
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	53	80	98	161	141	118	166	85	75	90
<i>Dont</i>										
Attentats à la pudeur	4	8	20	4	13	2	8	7	3	2
Enlèvement d'enfant	11	15	7	12	12	5	11	4	8	6
Mutilations génitales féminines	3	0	2	0	2	9	0	4	1	3
Trafic et consommation de stupéfiants	29	48	61	121	106	85	61	42	50	69
Crimes et délits contre la chose publique	26	32	53	33	46	32	35	44	37	20
<i>Dont</i>										
Détournement de deniers publics	0	0	0	1	7	0	8	1	2	4
Evasion	3	9	4	3	1	0	1	2	0	0
Faux et usage de faux	15	20	26	25	32	14	17	22	14	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	1	20	34	7	6	7	10	6	5	2
<i>Dont</i>										
Associations de malfaiteurs	1	20	34	6	6	6	10	5	3	0
Terrorisme	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0
Infractions en matière d'armes et de munitions	19	26	18	12	4	17	8	9	5	6
Répartition selon la durée de détention préventive										
Moins de 1 mois	497	458	655	439	431	11	417	518	453	549
1 à moins de 2 mois	134	158	109	362	142	1	271	236	161	201
2 à moins de 3 mois	52	169	358	234	66	321	193	23	56	93
3 à moins de 6 mois	53	89	243	162	99	393	84	20	31	23
6 à moins de 12 mois	25	68	76	76	42	238	51	27	12	11
12 mois et plus	16	27	14	45	8	30	49	24	14	14

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Association ou entente quels que soient la durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.18 : Ensemble des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	777	969	1 455	1 318	788	994	1 065	848	727	891
Banfora	34	27	14	56	32	26	25	20	7	34
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
Bobo-Dioulasso	35	120	178	235	93	100	66	87	97	149
Bogandé	20	54	45	16	8	2	3	3	6	0
Boromo	12	6	21	40	16	30	17	49	49	67
Dédougou	22	10	20	16	18	35	6	21	4	18
Diapaga	46	48	33	19	25	26	97	33	37	4
Diébougou	12	9	15	8	3	8	28	15	31	26
Djibo	13	14	13	11	3	3	0	0	0	0
Dori	25	35	52	33	15	41	7	5	2	0
Fada N'Gourma	35	48	47	58	33	15	27	29	11	15
Gaoua	9	9	17	13	29	38	41	29	23	60
Kaya	32	27	56	29	16	23	23	18	10	7
Kongoussi	11	7	17	22	7	8	7	2	8	0
Koudougou	24	30	80	11	28	23	51	33	32	26
Koupéla	-	-	-	1	1	0	3	9	8	14
Léo	28	29	6	3	4	5	7	18	9	2
Manga	23	24	26	10	7	9	4	1	4	4
Nouna	8	17	15	13	11	4	2	10	3	0
Orodara	17	47	12	9	15	30	28	14	9	8
Ouagadougou (MACO)*	262	289	654	594	299	494	514	378	314	391
Ouagadougou (PHS)	-	0	13	3	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya*	37	20	35	36	35	29	19	9	12	19
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	5	6
Tenkodogo	45	73	44	54	42	25	70	46	24	21
Tougan	8	10	14	9	6	5	8	3	2	4
Yako	3	8	12	3	11	8	4	7	10	5
Ziniaré	16	8	16	16	31	7	8	9	10	11

Tableau V.19 : Prévenus mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	53	102	122	97	67	78	51	57	42	86
Banfora	1	4	2	1	0	3	2	1	0	1
Baporo	0	0	0	0		0	0	0	0	-
Bobo-Dioulasso	6	24	11	13	4	14	3	4	8	19
Bogandé	2	1	6	1	0	0	0	0	0	0
Boromo	0	0	1	1	1	2	0	1	0	5
Dédougou	1	0	2	0	0	2	0	7	0	2
Diapaga	0	2	1	0	0	1	3	1	6	0
Diébougou	1	1	0	0	0	5	6	2	2	7
Djibo	0	3	2	0	0	0	0	0	0	0
Dori	1	1	2	0	0	3	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	4	4	10	0	2	0	1	0	0
Gaoua	0	2	1	1	0	0	3	0	1	3
Kaya	5	10	5	9	4	3	2	10	0	0
Kongoussi	1	0	3	0	0	3	0	0	0	0
Koudougou	3	3	12	1	1	3	4	0	1	5
Koupéla	-	-	-	0	1	0	0	0	0	0
Léo	0	0	0	0	1	1	0	1	2	0
Manga	2	1	4	6	0	1	1	0	0	0
Nouna	1	0	0	3	0	1	0	0	0	0
Orodara	4	11	0	2	4	5	6	0	2	1
Ouagadougou (MACO)	13	28	57	36	40	22	13	25	20	40
Ouagadougou (PHS)	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	3	2	3	4	4	6	2	0	2	2
Pô									0	0
Tenkodogo	3	2	6	8	2	0	6	3	0	0
Tougan	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0
Yako	0	1	0	0	2	0	0	0	0	1
Ziniaré	5	2	0	0	2	1	0	1	0	0

Tableau V.20 : Prévenus de 18 ans et plus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	244	867	1333	1221	721	916	1014	791	685	805
Banfora	33	23	12	55	32	23	23	19	7	33
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
Bobo-Dioulasso	29	96	167	222	89	86	63	83	89	130
Bogandé	18	53	39	15	8	2	3	3	6	0
Boromo	12	6	20	39	15	28	17	48	49	62
Dédougou	21	10	18	16	18	33	6	14	4	16
Diapaga	46	46	32	19	25	25	94	32	31	4
Diébougou	11	8	15	8	3	3	22	13	29	19
Djibo	13	11	11	11	3	3	0	0	0	0
Dori	24	34	50	33	15	38	7	5	2	0
Fada N'Gourma	35	44	43	48	33	13	27	28	11	15
Gaoua	9	7	16	12	29	38	38	29	22	57
Kaya	27	17	51	20	12	20	21	8	10	7
Kongoussi	10	7	14	22	7	5	7	2	8	0
Koudougou	21	27	68	10	27	20	47	33	31	21
Koupéla	-	-	-	1	0	0	3	9	8	14
Léo	28	29	6	3	3	4	7	17	7	2
Manga	21	23	22	4	7	8	3	1	4	4
Nouna	7	17	15	10	11	3	2	10	3	0
Orodara	13	36	12	7	11	25	22	14	7	7
Ouagadougou (MACO)*	249	261	597	558	259	472	501	353	294	351
Ouagadougou (PHS)	-	0	13	3	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya*	34	18	32	32	31	23	17	9	12	17
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	5	6
Tenkodogo	42	71	38	46	40	25	64	43	24	21
Tougan	7	10	14	8	5	5	8	3	2	4
Yako	3	7	12	3	9	8	4	7	10	4
Ziniaré	11	6	16	16	29	6	8	8	10	11

Tableau V.21 : Prévenus dont la durée de détention est de moins de 2 mois au 31 décembre par EP

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	631	616	764	801	573	12	688	800	614	750
Banfora	31	24	14	22	26	0	17	13	7	33
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	-	0	-
Bobo-Dioulasso	26	0	148	76	54	0	62	127	82	127
Bogandé	13	37	35	10	5	0	2	3	6	0
Boromo	12	6	20	39	16	0	13	46	43	63
Dédougou	20	10	10	13	17	0	6	20	4	18
Diapaga	18	19	25	6	20	0	23	18	8	0
Diébougou	11	9	11	8	3	0	28	15	31	26
Djibo	8	12	11	11	2	2	0	-	0	0
Dori	25	29	33	29	15	0	6	5	2	0
Fada N'Gourma	29	34	29	34	31	0	8	10	7	12
Gaoua	3	8	11	11	22	2	36	28	20	48
Kaya	32	21	18	25	11	0	19	12	10	7
Kongoussi	11	7	8	18	5	0	7	2	7	0
Koudougou	15	27	33	11	24	0	0	33	28	26
Koupéla	-	-	-	1	0	0	3	8	8	14
Léo	21	9	1	3	4	0	7	18	8	2
Manga	21	17	16	10	7	0	3	1	4	4
Nouna	2	13	14	13	11	0	2	10	3	0
Orodara	6	8	2	5	9	0	7	2	3	1
Ouagadougou (MACO)	219	218	244	385	202	0	376	363	273	309
Ouagadougou (PHS)	-	0	13	1	0	0	0	-	0	0
Ouahigouya	37	20	29	25	32	8	16	9	12	18
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	5	6
Tenkodogo	45	65	14	24	24	0	31	41	23	16
Tougan	8	9	8	5	6	0	8	3	1	4
Yako	3	7	9	0	8	0	1	6	9	5
Ziniaré	15	7	8	16	19	0	7	7	10	11

Tableau V.22 : Prévenus de crimes et délits contre les biens au 31 décembre par EP

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	518	634	1068	920	460	649	650	453	393	549
Banfora	21	15	12	46	25	14	12	14	5	25
Baporo	0		0			0	0	0	0	-
Bobo-Dioulasso	28	93	145	198	69	73	43	59	51	107
Bogandé	8	35	27	0	0	0	0	0	1	0
Boromo	10	4	11	26	14	16	5	19	33	42
Dédougou	12	8	20	8	8	26	4	14	4	12
Diapaga	31	22	7	16	10	13	21	11	11	0
Diébougou	10	3	11	4	3	6	22	4	20	5
Djibo	5	9	9	6	1	1	0	0	0	0
Dori	23	24	31	10	9	34	5	3	2	0
Fada N'Gourma	16	22	19	44	20	8	4	13	3	7
Gaoua	4	6	15	12	20	27	29	10	12	36
Kaya	17	14	43	22	6	10	8	11	7	1
Kongoussi	9	6	15	10	5	2	2	1	4	0
Koudougou	19	25	68	6	21	16	38	18	20	13
Koupéla				0	1	0	2	6	3	5
Léo	14	11	1	0	2	0	2	8	5	0
Manga	20	21	18	10	2	4	1	0	0	2
Nouna	6	13	14	5	4	4	1	9	0	0
Orodara	12	17	6	6	6	17	13	8	2	4
Ouagadougou (MACO)	200	209	502	433	163	328	386	219	178	244
Ouagadougou (PHS)	-	0	0	2	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	4	12	28	25	24	24	12	6	6	18
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	4	6
Tenkodogo	32	42	33	26	20	15	31	15	13	11
Tougan	2	9	10	3	5	2	5	3	1	4
Yako	2	7	10	1	6	3	3	2	4	1
Ziniaré	13	7	13	1	16	6	1	0	4	6

Tableau V.23 : Prévenus de crimes et délits contre les particuliers au 31 décembre par EP

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	160	177	184	176	131	171	194	246	208	220
Banfora	4	1	0	6	2	6	8	1	2	8
Baporo	0		0			0	0	0	0	-
Bobo-Dioulasso	3	6	10	21	16	16	10	21	29	31
Bogandé	1	4	2	11	5	1	2	1	1	0
Boromo	2	2	3	7	1	12	9	30	13	23
Dédougou	4	2	0	4	5	5	2	5	0	3
Diapaga	12	22	23	2	7	3	9	6	19	3
Diébougou	1	2	4	0	0	0	0	6	9	17
Djibo	3	3	4	4	2	2	0	0	0	0
Dori	1	11	18	20	4	4	1	2	0	0
Fada N'Gourma	12	13	7	5	11	4	14	6	4	1
Gaoua	5	3	2	1	6	5	12	15	10	19
Kaya	11	5	8	6	2	3	11	2	1	2
Kongoussi	2	1	1	7	1	3	0	1	2	0
Koudougou	2	5	9	2	6	7	12	8	6	7
Koupéla				1	0	0	1	3	1	9
Léo	11	16	5	1	2	3	2	1	4	1
Manga	2	2	1	0	1	4	1	1	3	0
Nouna	1	2	1	8	2	0	1	0	3	0
Orodara	2	29	5	3	7	13	14	5	6	4
Ouagadougou (MACO)	38	26	66	44	24	65	70	96	73	82
Ouagadougou (PHS)	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	33	5	6	11	10	1	4	0	5	1
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Tenkodogo	8	16	3	6	6	6	9	23	8	1
Tougan	0	0	2	5	0	3	0	0	0	0
Yako	1	0	2	1	4	4	1	5	4	3
Ziniaré	1	1	2	0	7	1	1	8	5	5

Tableau V.24 : Prévenus de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par EP

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	53	80	98	161	141	118	166	85	75	90
Banfora	3	8	2	2	2	4	2	3	0	1
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
Bobo-Dioulasso	1	13	20	9	1	8	9	1	10	5
Bogandé	1	8	6	5	1	1	0	1	4	0
Boromo	0	0	6	6	1	0	0	0	1	2
Dédougou	5	0	0	2	5	4	0	2	0	0
Diapaga	3	0	3	1	7	4	65	16	6	0
Diébougou	1	4	0	4	0	2	6	2	2	3
Djibo	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	2	1	2	2	0	0	0	0
Fada N'Gourma	5	6	1	8	2	2	1	7	0	7
Gaoua	0	0	0	0	2	5	0	3	1	2
Kaya	2	6	4	0	6	7	2	5	1	3
Kongoussi	0	0	1	5	0	0	5	0	1	0
Koudougou	1	0	1	2	1	0	0	3	3	6
Koupéla				0	0	0	0	0	2	0
Léo	1	1	0	1	0	2	2	7	0	0
Manga	1	0	2	0	3	1	1	0	1	2
Nouna	0	0	0	0	3	0	0	1	0	0
Orodara	3	1	1	0	1	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	19	27	48	88	87	69	37	29	35	53
Ouagadougou (PHS)		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	0	1	0	0	1	4	2	2	0	0
Pô									1	0
Tenkodogo	1	3	0	12	13	2	27	3	3	5
Tougan	4	0	0	0	1	0	3	0	1	0
Yako	0	0	0	0	0	1	0	0	2	1
Ziniaré	2	0	1	15	2	0	4	0	1	0

Tableau V.25 : Prévenus de crimes et délits contre la chose publique au 31 décembre par EP

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	26	32	53	33	46	32	35	44	37	20
Banfora	3	3	0	2	2	0	0	2	0	0
Baporo	0		0			0	0	0	0	-
Bobo-Dioulasso	3	8	3	4	7	0	4	6	7	2
Bogandé	0	2	1	0	0	0	0	1	0	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	3	0	1	0
Dédougou	0	0	0	1	0	0	0	0	0	3
Diapaga	0	2	0	0	1	6	1	0	1	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	1	1	0	0	1	0	0	0
Fada N'Gourma	0	0	0	0	0	1	3	0	0	0
Gaoua	0	0	0	0	0	1	0	0	0	2
Kaya	2	0	1	1	0	0	1	0	1	1
Kongoussi	0	0	0	0	1	3	0	0	1	0
Koudougou	2	0	1	0	0	0	1	4	3	0
Koupéla				0	0	0	0	0	2	0
Léo	2	1	0	1	0	0	1	0	0	0
Manga	0	1	0	0	1	0	1	0	0	0
Nouna	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	2	11	32	19	24	19	17	27	21	9
Ouagadougou (PHS)	-	0	13	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Tenkodogo	4	1	0	4	1	2	0	3	0	3
Tougan	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	6	0	2	1	0	0

Tableau V.26 : Prévenus de crimes et délits contre la sécurité publique au 31 décembre par EP

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	1	20	34	7	6	7	10	6	5	2
Banfora	1	0	0	0	1	2	3	0	0	0
Baporo	0		0			0	0	0	0	-
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Bogandé	0	0	5	0	0	0	1	0	0	0
Boromo	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Dédougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada N’Gourma	0	7	19	0	0	0	5	3	3	0
Gaoua	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Kaya	0	2	0	0	2	2	1	0	0	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koupéla	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
Léo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	0	0	0	0	0	1	0	1	2	0
Ouagadougou (PHS)	-	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pô									0	0
Tenkodogo	0	9	5	6	2	0	0	2	0	0
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

V.3. Caractéristiques des mis en examen

Concepts

Mis en examen : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Fait de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Terrorisme : Ensemble d'infractions énumérées dans le code pénal, qualifiées ainsi lorsqu'elles sont en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation et la terreur. Au Burkina Faso, les actes terroristes sont énumérés par les articles 361-1 et 361-2 du code pénal.

Tableau V.27 : Effectifs des mis en examen, dans l'ensemble des EP au 31/12 selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la détention préventive

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble des mis en examen	1 408	1 609	1 787	1 883	1 893	1 872	1 914	1 822	1 950	1 744
Répartition selon le sexe										
Hommes	1 369	1 557	1 734	1 824	1 829	1 804	1 860	1 777	1 911	1 713
Mineurs	37	46	58	45	27	15	25	40	38	18
Majeurs	1 332	1 511	1 676	1 779	1 802	1 789	1 835	1 737	1 873	1 695
Femmes	39	52	53	59	64	68	54	45	39	31
Mineurs	1	1	5	2	0	2	3	4	2	-
Majeurs	38	51	48	57	64	66	51	41	37	31
Répartition selon l'âge										
Moins de 18 ans	38	47	63	47	27	17	28	44	40	18
18 à moins de 21 ans	91	126	132	82	82	85	60	81	73	63
21 à moins de 25 ans	175	187	199	215	213	182	151	161	168	187
25 à moins de 30 ans	280	326	395	386	368	307	307	266	233	286
30 à moins de 40 ans	476	573	568	650	640	655	687	617	718	553
40 ans et plus	348	350	430	503	563	626	681	653	718	637
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	114	131	135	283	184	160	130	158	206	206
<i>Dont</i>										
Abus de confiance	19	24	25	15	8	14	8	4	22	13
Destructions, dégradations, dommages	6	23	36	73	28	31	14	15	8	6
Vols, recels, extorsion, escroquerie	87	69	64	71	75	64	39	40	43	38
Crimes et délits contre les particuliers	1067	1081	1210	1149	1151	892	690	643	654	491
<i>Dont</i>										
Coups et blessures volontaires	31	32	77	107	55	38	15	19	6	5
Coups mortels	127	165	178	178	212	162	90	34	25	9
Homicides volontaires, assassinats	571	498	518	514	650	534	468	396	477	298
Viols	173	176	226	195	84	19	38	85	88	88
Vols aggravés	118	133	177	111	99	92	24	42	24	44
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	42	46	58	48	66	60	58	40	35	33
<i>Dont</i>										
Attentats à la pudeur	4	1	1	2	1	1	0	1	3	0
Enlèvement d'enfant	8	14	22	13	10	2	0	8	5	2
Mutilations génitales féminines	0	0	1	0	0	6	0	1	2	0
Trafic et consommation de stupéfiants	15	15	19	12	19	23	29	18	19	19
Crimes et délits contre la chose publique	75	96	122	143	113	84	41	51	43	36
<i>Dont</i>										
Détournement de deniers publics	11	17	22	13	12	10	12	6	5	2
Evasion	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Faux et usage de faux	52	47	79	91	91	47	24	34	27	25
Crimes et délits contre la sécurité publique	51	121	160	190	317	628	966	912	1 002	975
<i>Dont</i>										
Associations de malfaiteurs	51	121	160	131	115	79	91	53	35	50
Terrorisme	0	0	0	59	202	549	842	838	919	844
Infractions en matière d'armes et de munitions	59	134	102	68	62	48	28	16	10	3
Répartition selon la durée de détention préventive										
Moins de 3 mois	264	236	192	205	181	129	311	217	250	174
3 à moins de 6 mois	214	197	264	227	206	319	226	183	188	140
6 à moins de 12 mois	442	415	331	275	404	357	274	311	326	289
1 à moins de 2 ans	252	461	545	516	418	439	500	454	394	429
2 à moins de 3 ans	87	145	253	324	253	212	289	315	355	249
3 à moins de 4 ans	68	53	85	177	213	163	133	155	234	257
4 ans et plus	81	102	117	159	218	253	181	187	203	206

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession, vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.28 : Ensemble des mis en examen, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	1408	1609	1 787	1 883	1893	1872	1914	1822	1950	1 744
Banfora	39	52	126	117	93	48	56	39	43	32
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
Bobo-Dioulasso	115	137	158	153	140	127	140	145	135	64
Bogandé	84	184	185	180	173	152	80	58	19	0
Boromo	44	51	48	43	37	33	37	27	18	39
Dédougou	49	46	38	66	38	29	35	35	31	54
Diapaga	68	67	73	102	114	82	71	65	41	19
Diébougou	23	37	32	44	50	52	46	48	41	64
Djibo	27	31	38	59	34	34	0	0	0	0
Dori	25	39	36	27	23	40	19	7	12	14
Fada N'Gourma	54	47	70	92	103	112	69	35	15	26
Gaoua	28	37	54	39	44	58	71	75	128	107
Kaya	54	79	76	62	39	15	11	21	18	11
Kongoussi	15	28	24	21	6	5	6	12	15	14
Koudougou	74	41	46	60	50	38	24	29	29	31
Koupéla	-	-	-	1	19	28	26	7	20	9
Léo	50	62	56	58	50	23	28	26	18	19
Manga	72	64	58	23	37	17	9	9	8	5
Nouna	30	28	23	20	22	18	7	14	10	0
Orodara	22	62	48	57	62	42	34	34	26	10
Ouagadougou (MACO)	236	273	334	378	369	248	194	198	225	214
Ouagadougou (PHS)	-	0	0	51	195	540	867	853	950	918
Ouahigouya	37	28	30	25	30	30	17	19	43	17
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	7	4
Tenkodogo	194	145	162	120	85	41	13	24	57	44
Tougan	24	17	16	25	33	26	24	19	17	7
Yako	6	15	18	12	15	14	13	14	13	4
Ziniaré	38	39	38	48	32	20	17	9	11	18

Tableau V.29 : Ensemble des femmes mises en examen, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	39	52	53	59	64	68	54	45	39	31
Banfora	0	3	5	1	1	2	3	1	1	0
Baporo	0		0			0	0	0	0	-
Bobo-Dioulasso	4	10	5	7	9	9	7	5	4	2
Bogandé	1	1	1	1	4	4	3	0	0	0
Boromo	1	0	0	0	2	3	2	2	3	4
Dédougou	3	2	2	3	1	1	1	1	2	2
Diapaga	1	0	0	2	0	0	3	2	0	0
Diébougou	2	3	6	6	7	6	7	5	4	1
Djibo	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	1	0	0	1	2
Fada N'Gourma	1	2	1	1	1	0	1	0	0	0
Gaoua	0	1	4	1	3	3	2	2	3	3
Kaya	1	3	3	2	1	0	1	2	1	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Koudougou	7	0	0	1	0	1	0	2	1	1
Koupéla	-	-	-	0	1	0	0	0	1	1
Léo	3	1	3	0	2	2	2	1	0	0
Manga	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Nouna	0	1	2	0	0	0	0	0	1	0
Orodara	1	8	9	7	1	4	3	3	0	1
Ouagadougou (MACO)	6	8	2	24	25	20	14	16	12	10
Ouagadougou (PHS)	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	3	2	1	1	2	2	2	1	1	1
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0
Tenkodogo	2	5	7	1	0	0	1	0	0	2
Tougan	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0
Yako	0	1	1	0	1	1	2	2	2	1
Ziniaré	3	1	1	1	1	5	0	0	1	0

Tableau V.30 : Mineurs mis en examen au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	38	47	63	47	27	17	28	44	40	18
Banfora	1	1	8	5	4	0	1	0	1	0
Baporo	0		0			0	0	0	0	-
Bobo-Dioulasso	5	2	7	2	0	4	4	1	1	0
Bogandé	2	7	7	3	4	1	2	0	0	0
Boromo	0	2	1	0	1	0	0	0	0	0
Dédougou	7	2	1	2	2	0	0	1	1	0
Diapaga	2	1	3	3	1	0	0	0	0	0
Diébougou	2	1	0	2	1	0	1	0	0	1
Djibo	1	1	2	4	1	1	0	0	0	0
Dori	0	1	2	1	0	4	0	0	2	2
Fada N'Gourma	0	2	2	4	2	2	0	2	0	0
Gaoua	0	2	2	0	0	0	1	1	0	0
Kaya	1	8	5	0	0	0	0	3	0	0
Kongoussi	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	2	1	0	0	4	10	4	0
Koupéla	-	-	-	0	1	0	0	0	0	0
Léo	1	1	1	1	1	0	1	1	0	1
Manga	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	1	3	3	4	1	1	0	1	0	0
Ouagadougou (MACO)	5	5	7	4	3	4	3	8	13	5
Ouagadougou (PHS)	-	0	0	0	0	0	3	8	16	8
Ouahigouya	3	2	1	0	0	0	0	0	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Tenkodogo	3	3	6	8	2	0	0	3	1	0
Tougan	1	0	0	0	1	0	0	1	0	0
Yako	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Ziniaré	1	0	1	3	1	0	8	4	0	0

Tableau V.31 : Mis en examen de 18 ans et plus, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	1 370	1 562	1 724	1 836	1 866	1 855	1 886	1 778	1 910	1 726
Banfora	38	51	118	112	89	48	55	39	42	32
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
Bobo-Dioulasso	110	135	151	151	140	123	136	144	134	64
Bogandé	82	177	178	177	169	151	78	58	19	0
Boromo	44	49	47	43	36	33	37	27	18	39
Dédougou	42	44	37	64	36	29	35	34	30	54
Diapaga	66	66	70	99	113	82	71	65	41	19
Diébougou	21	36	32	42	49	52	45	48	41	63
Djibo	26	30	36	55	33	33	0	0	0	0
Dori	25	38	34	26	23	36	19	7	10	12
Fada N'Gourma	54	45	68	88	101	110	69	33	15	26
Gaoua	28	35	52	39	44	58	70	74	128	107
Kaya	53	71	71	62	39	15	11	18	18	11
Kongoussi	15	26	22	21	6	5	6	12	15	14
Koudougou	74	41	44	59	50	38	20	19	25	31
Koupéla	-	-	-	1	18	28	26	7	20	9
Léo	49	61	55	57	49	23	27	25	18	18
Manga	72	63	58	23	37	17	9	9	8	5
Nouna	28	28	23	20	22	18	7	14	10	0
Orodara	21	59	45	53	61	41	34	33	26	10
Ouagadougou (MACO)	231	268	327	374	366	244	191	190	212	209
Ouagadougou (PHS)	-	0	0	51	195	540	864	845	934	910
Ouahigouya	34	26	29	25	30	30	17	19	43	17
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	6	3
Tenkodogo	191	142	156	112	83	41	13	21	56	44
Tougan	23	17	16	25	32	26	24	18	17	7
Yako	6	15	18	12	14	14	13	14	13	4
Ziniaré	37	39	37	45	31	20	9	5	11	18

Tableau V.32 : Mis en examen pour crimes et délits contre des particuliers, au 31 décembre par EP

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	1 067	1 081	1 210	1 149	1 151	892	690	643	654	491
Banfora	35	45	123	92	82	41	53	35	31	26
Baporo	0		0			0	0	0	0	-
Bobo-Dioulasso	91	103	112	108	92	81	86	86	92	39
Bogandé	28	57	58	62	66	59	47	34	13	0
Boromo	39	37	42	36	28	27	35	26	16	24
Dédougou	48	41	36	37	38	29	32	27	19	53
Diapaga	65	61	68	63	68	46	29	27	20	7
Diébougou	22	32	30	39	45	47	43	38	33	43
Djibo	25	30	37	47	31	31	0	0	0	0
Dori	23	39	36	27	18	24	9	5	9	8
Fada N'Gourma	46	35	42	57	84	93	40	28	10	10
Gaoua	27	30	32	33	37	43	52	58	100	87
Kaya	48	53	66	59	35	13	6	12	14	6
Kongoussi	14	16	14	14	6	5	6	7	2	1
Koudougou	48	30	34	43	41	28	17	21	17	15
Koupéla	-	-	-	1	13	16	19	2	9	5
Léo	26	44	44	47	32	22	27	23	15	16
Manga	59	39	46	21	32	16	6	5	6	2
Nouna	26	22	19	19	17	10	6	12	9	0
Orodara	14	36	43	46	50	27	20	20	18	5
Ouagadougou (MACO)	141	166	196	171	187	131	87	111	135	93
Ouagadougou (PHS)	-	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Ouahigouya	34	25	23	23	29	23	16	18	24	7
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
Tenkodogo	150	88	52	45	60	25	8	19	31	22
Tougan	23	16	14	19	28	25	22	17	12	7
Yako	6	7	11	9	10	11	9	4	8	3
Ziniaré	29	29	32	31	22	18	15	8	9	10

Tableau V.33 : Mis en examen pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par EP

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	114	131	135	283	184	160	130	158	206	206
Banfora	1	0	2	2	7	2	3	2	8	6
Baporo	0		0			0	0	0	0	-
Bobo-Dioulasso	3	11	11	20	18	31	25	31	30	20
Bogandé	1	6	6	43	6	7	3	13	0	0
Boromo	1	7	2	4	2	0	1	1	0	2
Dédougou	0	1	0	27	0	0	1	6	8	0
Diapaga	1	0	1	17	20	6	3	9	13	7
Diébougou	1	4	0	2	4	2	1	9	8	16
Djibo	1	1	0	2	2	2	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	4	10	3	0	2	4
Fada N'Gourma	2	1	5	29	8	2	1	0	2	12
Gaoua	0	3	6	0	0	8	15	15	12	16
Kaya	1	14	5	3	3	2	5	8	1	5
Kongoussi	1	1	2	7	0	0	0	0	1	8
Koudougou	13	4	7	8	1	5	4	7	0	8
Koupéla	-	-	-	0	2	8	4	0	10	2
Léo	7	9	9	9	15	0	0	0	3	1
Manga	4	5	4	0	3	1	1	2	0	0
Nouna	1	1	0	0	4	7	0	0	0	0
Orodara	0	2	1	2	0	5	6	1	2	1
Ouagadougou (MACO)	32	50	50	85	74	53	50	51	62	80
Ouagadougou (PHS)	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	2	1	4	1	0	2	0	1	14	2
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	5	1
Tenkodogo	37	5	16	5	1	1	0	1	19	13
Tougan	0	0	0	2	2	1	1	0	3	0
Yako	0	0	1	1	1	3	2	0	3	0
Ziniaré	5	5	3	14	7	2	1	1	0	2

Tableau V.34 : Mis en examen pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par EP

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	75	96	122	143	113	84	41	51	43	36
Banfora	2	6	0	23	2	3	0	0	0	0
Baporo	0		0			0	0	0	0	-
Bobo-Dioulasso	8	13	26	16	19	10	19	13	8	2
Bogandé	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0
Boromo	1	1	1	1	0	0	0	0	1	2
Dédougou	0	1	2	2	0	0	0	0	1	1
Diapaga	0	0	0	10	4	27	3	1	2	0
Diébougou	0	1	2	2	0	2	0	0	0	2
Djibo	0	0	0	9	0	0	0	0	0	0
Dori	2	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Fada N’Gourma	0	3	6	2	1	2	3	7	0	0
Gaoua	0	0	0	1	0	0	0	0	0	2
Kaya	3	2	0	0	0	0	0	0	3	0
Kongoussi	0	0	8	0	0	0	0	1	3	3
Koudougou	7	4	2	4	7	4	0	1	6	0
Koupéla	-	-	-	0	1	0	0	0	0	0
Léo	1	3	1	0	0	0	0	0	0	0
Manga	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0
Nouna	2	5	4	1	1	1	1	0	1	0
Orodara	6	20	0	1	4	1	0	1	1	0
Ouagadougou (MACO)	39	31	55	66	63	32	11	15	9	13
Ouagadougou (PHS)	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	1	0	3	0	0	1	1	0	4	4
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Tenkodogo	2	1	9	2	4	1	2	0	2	2
Tougan	0	0	0	0	1	0	0	2	1	0
Yako	0	0	3	0	0	0	0	10	1	0
Ziniaré	1	4	0	2	3	0	1	0	0	5

Tableau V.35 : Mis en examen pour crimes et délits contre la sécurité publique, au 31 décembre par EP

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	51	121	160	190	317	628	966	912	1 002	975
Banfora	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Baporo	0		0			0	0	0	0	-
Bobo-Dioulasso	10	6	5	5	8	1	5	12	5	1
Bogandé	2	7	31	25	39	39	9	0	2	0
Boromo	3	1	1	1	0	0	1	0	0	6
Dédougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	0	6	0	9	22	0	18	22	5	4
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	6	7	2	1	0
Fada N’Gourma	4	7	11	4	0	0	18	0	0	0
Gaoua	0	1	10	1	3	1	0	0	12	2
Kaya	2	6	5	0	1	0	0	0	0	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0
Koudougou	4	1	2	2	0	0	0	0	5	4
Koupéla	-	-	-	0	1	1	0	0	0	1
Léo	12	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Manga	2	16	8	1	1	0	2	0	1	2
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0
Orodara	0	2	1	1	1	1	0	4	3	3
Ouagadougou (MACO)	12	14	12	31	26	22	39	13	11	27
Ouagadougou (PHS)	-	0	0	51	195	539	867	853	950	918
Ouahigouya	0	0	0	0	1	4	0	0	0	1
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	1
Tenkodogo	0	46	72	57	18	14	0	4	4	4
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	7	1	1	1	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau V.36 : Mis en examen dont la durée de détention préventive est supérieure ou égale à 2 ans au 31 décembre par EP

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	236	300	455	660	684	628	603	657	792	712
Banfora	9	12	19	13	48	19	16	10	4	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
Bobo-Dioulasso	46	47	83	96	82	67	57	70	73	22
Bogandé	3	19	33	105	139	125	67	30	1	0
Boromo	14	16	21	17	15	14	25	22	9	1
Dédougou	7	9	9	13	13	12	23	13	2	4
Diapaga	7	6	30	33	49	56	40	26	7	9
Diébougou	4	5	7	16	20	30	30	28	24	6
Djibo	5	6	15	16	11	11	0	0	0	0
Dori	6	0	4	16	5	5	3	0	2	2
Fada N'Gourma	15	11	6	10	28	41	24	11	0	3
Gaoua	9	14	8	7	10	3	8	18	16	8
Kaya	18	18	20	39	28	11	0	0	2	0
Kongoussi	2	3	8	1	2	1	2	1	2	5
Koudougou	12	13	11	15	17	11	4	4	2	1
Koupéla	-	-	-	0	0	4	4	2	2	1
Léo	3	21	28	36	22	5	8	14	9	6
Manga	5	25	20	6	7	9	6	1	2	1
Nouna	4	3	7	12	15	9	1	2	0	0
Orodara	1	7	3	27	27	13	23	22	6	3
Ouagadougou (MACO)	39	32	70	116	111	104	63	38	41	42
Ouagadougou (PHS)	-	0	0	1	2	40	165	325	565	585
Ouahigouya	6	5	7	8	8	5	4	3	6	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	1
Tenkodogo	0	7	31	39	2	8	3	1	0	0
Tougan	7	5	5	7	5	14	21	12	4	6
Yako	1	2	1	3	5	3	0	2	12	2
Ziniaré	13	14	9	8	13	8	6	2	1	2

V.4. Caractéristiques des condamnés

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau V.37 : Effectifs des condamnés dans les EP au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la peine prononcée

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble des condamnés	3 744	4 174	4 193	4 452	5 148	4 946	4 380	4 731	5 692	6 165
Répartition selon le sexe										
Hommes	3 690	4 129	4 158	4 409	5 074	4 857	4 316	4 682	5 595	6 056
Mineurs	62	104	49	85	112	61	46	44	74	98
Majeurs	3 628	4 025	4 109	4 324	4 962	4 796	4 270	4 638	5 521	5 958
Femmes	54	45	35	43	74	89	64	49	97	109
Mineurs	0	3	4	2	6	0	0	0	0	1
Majeurs	54	42	31	41	68	89	64	49	97	108
Répartition selon l'âge	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Moins de 18 ans	62	107	53	87	118	61	46	44	74	99
18 à moins de 21 ans	348	406	455	495	453	398	302	419	425	616
21 à moins de 25 ans	648	827	839	817	931	921	782	824	1 012	1 126
25 à moins de 30 ans	982	991	1 064	1 117	1 137	1 178	1 045	1 164	1 364	1 285
30 à moins de 40 ans	1 158	1 267	1 238	1 316	1 737	1 585	1 405	1 443	1 713	1 924
40 ans et plus	546	576	544	620	772	803	800	837	1 104	1 115
Répartition selon la nature de l'infraction	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Crimes et délits contre les biens	2 662	2 923	2 952	3 447	3 710	3 326	2 733	2 792	3 222	3 353
<i>Dont</i>										
Abus de confiance	150	163	176	170	188	166	135	160	221	282
Destructions, dégradations et dommages	28	29	25	29	72	32	30	32	62	50
Grand banditisme	0	0	0	462	496	587	589	508	714	737
Vols, extorsion, recel, escroquerie	2 461	2 702	2 728	2 754	2 922	2 520	1 950	2 042	2 150	2 208
Crimes et délits contre les particuliers	557	565	548	417	591	742	894	1 272	1 633	1 935
<i>Dont</i>										
Coups et blessures volontaires	135	161	117	135	170	150	172	208	231	234
Homicides volontaires assassinats	47	38	48	47	52	80	100	103	200	289
Viols	9	13	4	36	155	303	327	303	324	313
Vols aggravés	263	266	301	113	128	96	104	367	486	722
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	332	353	347	364	531	529	476	408	550	601
<i>Dont</i>										
Attentat à la pudeur	62	72	60	41	41	31	26	19	31	37
Mutilations génitales féminines	33	13	19	16	28	45	19	3	4	2
Trafic et consommation de stupéfiants	198	243	237	266	379	408	347	230	365	394
Crimes et délits contre la chose publique	122	177	148	134	184	153	130	140	180	175
<i>Dont</i>										
Détournement de deniers publics,	2	0	1	3	12	13	14	15	8	8
Evasion	37	69	52	31	30	38	13	11	22	7
Faux et usage de faux	61	75	54	43	76	77	56	68	66	75
Crimes et délits contre la sécurité publique	15	112	166	39	63	129	66	58	29	65
<i>Dont</i>										
Associations de malfaiteurs	15	112	166	39	63	129	42	56	22	41
Terrorisme	-	-	-	-	0	0	0	0	6	6
Infractions en matière d'armes et de munitions	56	44	32	48	68	67	71	53	70	32
Répartition selon la durée de la peine	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Moins de 3 mois	42	47	17	5	7	0	3	22	8	14
3 à moins de 6 mois	141	96	69	41	27	26	44	63	58	42
6 à moins de 12 mois	374	374	310	322	286	147	186	202	357	366
1 à moins de 2 ans	1 099	1 224	1 197	1 230	1 357	1 219	698	793	1 039	1 099
2 à moins de 3 ans	622	814	873	793	900	942	785	807	955	1 107
3 à moins de 5 ans	693	759	817	910	1 212	1 097	997	1 000	1 095	1 155
5 à moins de 10 ans	522	560	521	689	828	898	1 014	1 168	1 343	1 399
10 à moins de 20 ans	172	211	279	318	360	464	494	482	591	649
Plus de 20 ans	47	63	78	110	131	96	107	135	170	254
Perpétuité	21	16	21	22	27	45	52	59	76	80
Peine de mort	11	10	11	12	13	12	0	0	0	0

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Attentat aux mœurs : Infractions telles que l'outrage public à la pudeur et l'attentat à la pudeur.

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession, vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.38 : Condamnés, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	3 744	4 174	4 193	4 452	5 148	4 946	4 380	4 731	5 692	6 165
Banfora	177	169	166	156	176	171	160	177	235	256
Baporo	34	16	32	28	17	15	59	47	46	28
Bobo-Dioulasso	421	347	320	358	479	493	467	403	704	843
Bogandé	65	95	110	92	94	100	62	73	76	29
Boromo	143	196	166	170	200	175	189	174	212	338
Dédougou	99	132	105	112	127	158	179	195	190	188
Diapaga	42	74	88	95	126	119	104	192	197	137
Diébougou	65	85	82	92	142	134	149	164	186	185
Djibo	69	57	68	101	110	110	40	21	5	0
Dori	110	118	122	101	80	57	84	89	108	60
Fada N'Gourma	155	162	216	193	220	180	165	180	228	260
Gaoua	81	78	78	124	155	144	122	158	169	212
Kaya	220	242	225	176	147	123	135	146	160	173
Kongoussi	42	49	53	68	53	55	61	76	67	50
Koudougou	125	153	162	227	200	197	150	210	287	313
Koupéla	-	-	-	0	64	78	77	79	118	141
Léo	65	76	103	93	70	74	94	95	111	103
Manga	141	153	181	169	118	90	113	101	116	119
Nouna	32	49	34	76	72	94	73	78	74	0
Orodara	31	43	31	67	66	64	64	101	111	114
Ouagadougou (MACO)	1 103	1 146	1 163	1 173	1 661	1 622	1 221	1 352	1 515	1 776
Ouagadougou (PHS)	-	231	185	177	156	127	66	61	84	73
Ouahigouya	113	158	149	160	183	178	169	172	215	260
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	21	54
Tenkodogo	282	215	122	191	173	151	153	149	185	230
Tougan	36	27	58	71	88	83	73	79	74	32
Yako	48	38	93	87	65	42	51	52	81	87
Ziniaré	45	65	81	95	106	112	100	107	117	104

Tableau V.39 : Condamnées femmes, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	54	45	35	43	74	89	64	49	97	109
Banfora	3	1	0	1	3	2	3	3	11	6
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	9	4	3	7	5	6	5	4	17	20
Bogandé	0	1	0	0	2	1	2	2	2	2
Boromo	0	1	0	1	3	1	2	3	5	9
Dédougou	1	3	1	1	2	1	1	1	2	1
Diapaga	0	0	2	0	1	0	1	3	0	0
Diébougou	0	3	1	2	7	8	3	0	0	3
Djibo	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	2	1	0
Fada N'Gourma	0	1	0	0	0	5	0	0	1	0
Gaoua	0	0	1	1	4	2	2	4	10	12
Kaya	4	3	2	3	4	0	4	0	6	2
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	1	0	0	1	1	2	0	7	4
Koupéla	-	-	-	0	4	7	6	1	1	8
Léo	0	2	1	1	1	0	2	4	6	2
Manga	0	0	0	1	2	3	0	1	0	1
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	2	1	1	1
Ouagadougou (MACO)*	14	19	17	5	14	36	16	9	10	23
Ouagadougou (PHS)	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya*	0	2	4	1	0	0	6	3	10	9
Pô									0	0
Tenkodogo	22	4	1	15	6	4	2	7	3	3
Tougan	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0
Yako	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0
Ziniaré	1	0	2	3	13	10	4	1	4	3

Tableau V.40 : Mineurs, condamnés au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	62	107	53	87	118	61	46	44	74	99
Banfora	1	2	0	3	4	2	0	0	2	2
Baporo	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	5	1	4	11	1	2	2	1	14	23
Bogandé	1	0	0	2	0	1	0	1	0	0
Boromo	3	10	1	8	6	2	1	0	3	9
Dédougou	3	0	5	0	0	1	0	1	2	1
Diapaga	0	0	0	0	0	3	1	0	0	0
Diébougou	3	4	0	1	2	2	6	5	5	9
Djibo	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Dori	1	5	1	0	0	1	1	0	0	0
Fada N'Gourma	6	4	0	4	2	4	4	3	1	0
Gaoua	0	1	1	1	0	1	0	0	1	5
Kaya	3	5	1	5	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	3	8	3	7	2	1	2	1	0	2
Koupéla	-	-	-	0	3	4	1	1	9	3
Léo	1	1	1	0	1	0	0	1	0	0
Manga	2	2	3	5	4	2	4	0	1	1
Nouna	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0
Orodara	0	3	0	0	2	1	1	2	2	1
Ouagadougou (MACO)	18	40	19	20	79	22	9	17	18	16
Ouagadougou (PHS)	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	2	6	1	10	8	7	11	9	11	18
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Tenkodogo	6	8	4	2	0	1	0	0	0	2
Tougan	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Yako	3	1	3	2	1	1	0	0	4	7
Ziniaré	0	2	5	5	3	3	3	2	0	0

Tableau V.41 : Condamnés de 18 ans et plus, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	3 682	4 067	4 140	4 365	5 030	4 885	4 334	4 687	5 618	6 066
Banfora	176	167	166	153	172	169	160	177	233	254
Baporo	34	15	32	28	17	15	59	47	46	28
Bobo-Dioulasso	416	346	316	347	478	491	465	402	690	820
Bogandé	64	95	110	90	94	99	62	72	76	29
Boromo	140	186	165	162	194	173	188	174	209	329
Dédougou	96	132	100	112	127	157	179	194	188	187
Diapaga	42	74	88	95	126	116	103	192	197	137
Diébougou	62	81	82	91	140	132	143	159	181	176
Djibo	69	57	68	100	110	110	40	21	5	0
Dori	109	113	121	101	80	56	83	89	108	60
Fada N'Gourma	149	158	216	189	218	176	161	177	227	260
Gaoua	81	77	77	123	155	143	122	158	168	207
Kaya	217	237	224	171	147	123	135	146	160	173
Kongoussi	41	47	53	68	53	55	61	76	67	50
Koudougou	122	145	159	220	198	196	148	209	287	311
Koupéla	-	-	-	0	61	74	76	78	109	138
Léo	64	75	102	93	69	74	94	94	111	103
Manga	139	151	178	164	114	88	109	101	115	118
Nouna	32	48	34	76	72	94	73	78	73	0
Orodara	31	40	31	67	64	63	63	99	109	113
Ouagadougou (MACO)	1 085	1 106	1 144	1 153	1 582	1 600	1 212	1 335	1 497	1 760
Ouagadougou (PHS)	-	231	185	177	156	127	66	61	84	73
Ouahigouya	111	152	148	150	175	171	158	163	204	242
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	21	54
Tenkodogo	276	207	118	189	173	150	153	149	185	228
Tougan	36	27	57	71	88	83	73	79	74	32
Yako	45	37	90	85	64	41	51	52	77	80
Ziniaré	45	63	76	90	103	109	97	105	117	104

Tableau V.42 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, au 31 décembre par EP

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	2 461	2 702	2 728	2 754	2 922	2 520	1 950	2 042	2 150	2 208
Banfora	124	122	125	93	128	107	89	96	118	121
Baporo	29	15	27	23	13	14	48	36	33	19
Bobo-Dioulasso	262	201	208	236	315	300	273	211	340	333
Bogandé	42	73	75	36	29	29	9	8	6	1
Boromo	97	128	127	124	132	100	101	96	106	218
Dédougou	75	99	76	82	93	101	119	105	83	83
Diapaga	21	36	59	38	56	40	29	39	40	20
Diébougou	48	58	64	61	82	70	66	78	84	46
Djibo	55	45	60	84	85	85	30	17	4	0
Dori	70	74	89	78	48	35	44	39	55	27
Fada N’Gourma	103	87	103	78	73	66	50	65	64	68
Gaoua	39	53	48	83	87	66	52	63	80	88
Kaya	169	175	156	119	88	62	44	66	70	80
Kongoussi	28	34	43	45	35	28	20	21	29	23
Koudougou	97	116	130	171	147	135	107	151	151	138
Koupéla	-	-	-	0	27	28	18	28	29	34
Léo	47	55	61	51	28	15	26	25	26	31
Manga	107	106	121	103	73	43	37	37	36	36
Nouna	21	27	26	63	55	50	37	33	48	0
Orodara	19	27	22	48	38	29	25	44	47	44
Ouagadougou (MACO)	660	691	722	734	936	775	469	474	416	476
Ouagadougou (PHS)	-	141	74	47	27	18	6	20	2	0
Ouahigouya	98	106	113	116	122	138	112	129	115	137
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	5	22
Tenkodogo	163	138	73	102	78	75	40	52	55	56
Tougan	20	20	34	48	55	61	44	47	45	19
Yako	37	31	55	54	38	15	21	21	33	47
Ziniaré	30	44	37	37	34	35	34	41	30	41

Tableau V.43 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par EP

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	2 662	2 923	2 952	3 447	3 710	3 326	2 733	2 792	3 222	3 353
Banfora	133	133	136	122	139	128	102	103	142	160
Baporo	30	15	30	24	13	14	49	37	33	22
Bobo-Dioulasso	280	220	239	265	355	343	321	254	454	459
Bogandé	44	76	76	60	34	31	11	18	8	3
Boromo	102	147	132	138	140	109	111	106	121	231
Dédougou	78	104	79	86	98	103	128	117	93	101
Diapaga	22	38	67	68	84	49	51	65	75	39
Diébougou	53	65	67	72	98	83	81	90	97	51
Djibo	62	47	61	89	92	92	35	18	4	0
Dori	73	84	92	81	51	45	55	56	69	36
Fada N’Gourma	107	93	116	173	181	150	125	69	156	170
Gaoua	47	61	53	99	93	88	73	87	101	123
Kaya	174	180	160	122	103	68	58	78	79	89
Kongoussi	30	35	44	48	44	33	26	26	30	28
Koudougou	106	123	139	182	165	149	121	164	161	175
Koupéla	-	-	-	0	34	45	45	47	64	76
Léo	49	56	65	69	51	43	56	52	53	58
Manga	116	113	131	125	91	54	51	55	51	65
Nouna	23	27	26	63	57	56	45	47	50	0
Orodara	26	28	25	52	54	40	37	57	56	51
Ouagadougou (MACO)	732	770	797	940	1 209	1 183	805	845	864	955
Ouagadougou (PHS)	-	143	75	127	87	18	19	47	69	39
Ouahigouya	100	115	120	131	144	151	119	131	131	158
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	6	24
Tenkodogo	182	152	86	112	97	83	58	63	88	96
Tougan	23	20	38	58	73	64	51	50	48	21
Yako	39	31	61	78	59	33	38	36	52	65
Ziniaré	31	47	37	63	64	71	62	74	67	58

Tableau V.44 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par EP

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	557	565	548	417	591	742	894	1 272	1 633	1 935
Banfora	16	15	8	15	14	16	26	33	70	76
Baporo	1	0	1	0	3	0	7	9	12	5
Bobo-Dioulasso	99	73	32	56	75	103	107	108	173	274
Bogandé	6	4	8	14	33	35	22	38	42	19
Boromo	19	21	14	15	37	46	60	53	70	93
Dédougou	18	20	18	21	27	40	35	69	90	80
Diapaga	10	21	14	7	13	27	22	24	42	35
Diébougou	7	10	6	10	16	24	45	55	67	122
Djibo	7	6	6	10	12	12	3	2	0	0
Dori	31	18	22	16	23	8	23	25	29	22
Fada N'Gourma	9	35	40	7	11	17	21	92	53	58
Gaoua	20	10	10	6	14	25	30	53	57	67
Kaya	27	37	43	45	35	42	50	47	41	63
Kongoussi	6	9	5	15	8	17	32	29	30	16
Koudougou	7	19	14	11	13	28	17	29	74	104
Koupéla	-	-	-	0	20	22	23	28	38	33
Léo	6	6	29	9	10	11	15	28	44	37
Manga	15	15	9	14	9	13	19	24	43	50
Nouna	4	4	4	9	10	30	26	25	20	0
Orodara	2	7	3	6	7	21	25	39	45	53
Ouagadougou (MACO)	174	133	158	56	103	112	188	348	390	489
Ouagadougou (PHS)	-	17	24	28	37	33	4	8	3	3
Ouahigouya	9	31	12	9	21	18	30	20	61	71
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	8	14
Tenkodogo	50	34	9	13	17	9	23	34	64	94
Tougan	5	5	15	7	11	17	13	22	17	10
Yako	0	1	5	2	2	2	8	13	20	17
Ziniaré	9	14	39	16	10	14	20	17	30	30

Tableau V.45 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par EP

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	332	353	347	364	531	529	476	408	550	601
Banfora	15	9	11	9	10	11	11	18	15	12
Baporo	2	0	1	4	1	1	3	0	1	1
Bobo-Dioulasso	26	28	40	29	33	31	28	25	57	71
Bogandé	0	0	1	6	10	10	5	0	2	2
Boromo	15	16	13	13	11	6	8	6	8	8
Dédougou	2	6	5	3	1	9	13	7	6	7
Diapaga	5	8	7	13	20	13	17	88	67	59
Diébougou	4	9	9	6	24	21	19	15	15	9
Djibo	0	2	0	2	4	4	1	1	1	0
Dori	6	12	4	3	2	2	5	5	5	0
Fada N'Gourma	25	8	8	8	11	8	2	6	10	30
Gaoua	10	1	6	9	23	21	18	13	10	20
Kaya	11	16	11	7	6	7	15	11	22	6
Kongoussi	3	2	2	4	1	2	2	18	5	5
Koudougou	4	1	2	6	2	5	8	5	18	17
Koupéla	-	-	-	0	2	7	7	4	13	28
Léo	9	11	5	11	6	16	22	12	12	5
Manga	7	19	16	12	11	17	38	20	22	2
Nouna	2	0	1	2	4	7	2	2	4	0
Orodara	1	2	1	3	5	3	2	3	9	10
Ouagadougou (MACO)	137	160	140	141	260	251	159	96	170	226
Ouagadougou (PHS)	-	23	20	15	9	3	0	1	0	0
Ouahigouya	2	11	15	7	8	9	13	16	20	23
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	6	13
Tenkodogo	29	6	17	33	36	44	61	19	22	28
Tougan	5	1	3	3	1	0	6	6	8	1
Yako	8	1	5	4	2	5	3	1	7	3
Ziniaré	4	1	4	11	28	16	8	10	15	15

Tableau V.46 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par EP

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	122	177	148	134	184	153	130	140	180	175
Banfora	9	8	4	2	4	7	19	20	8	8
Baporo	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	11	9	6	1	9	7	6	12	16	32
Bogandé	3	2	1	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	6	8	6	3	10	13	7	5	7	3
Dédougou	1	1	3	2	1	4	3	2	1	0
Diapaga	1	4	0	6	9	9	5	2	6	2
Diébougou	1	0	0	4	3	5	2	1	4	0
Djibo	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	4	4	1	4	1	1	3	4	2
Fada N'Gourma	4	5	6	3	17	5	17	10	6	1
Gaoua	4	0	0	2	6	1	0	1	1	1
Kaya	3	6	8	1	1	3	5	3	3	7
Kongoussi	0	1	0	1	0	3	1	3	2	1
Koudougou	3	5	7	25	8	6	4	7	29	12
Koupéla				0	6	1	0	0	3	3
Léo	1	3	3	1	2	1	1	1	1	1
Manga	3	4	14	18	7	6	5	1	0	2
Nouna	2	17	3	1	0	1	0	2	0	0
Orodara	2	6	2	6	0	0	0	1	1	0
Ouagadougou (MACO)	49	66	66	27	77	59	36	54	71	79
Ouagadougou (PHS)		8	4	3	1	0	0	0	0	0
Ouahigouya	2	1	2	10	10	0	1	1	3	3
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	3
Tenkodogo	14	10	7	12	2	7	5	3	8	12
Tougan	2	0	1	2	2	2	2	1	0	0
Yako	0	3	0	1	2	2	0	1	2	2
Ziniaré	1	3	0	2	3	10	10	6	4	1

Tableau V.47 : Condamnés pour crimes et délits contre la sécurité publique, au 31 décembre par EP

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	15	112	166	39	63	129	66	58	29	65
Banfora	1	4	7	8	4	4	2	3	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Bobo-Dioulasso	5	17	3	2	3	3	0	2	3	6
Bogandé	0	0	11	1	10	8	4	0	5	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dédougou	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	3	2	0	0	0	21	0	6	1	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Fada N'Gourma	4	21	46	0	0	0	0	0	0	0
Gaoua	0	3	9	7	19	9	0	1	0	0
Kaya	1	1	1	1	1	1	3	5	5	5
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Koupéla	-	-	-	0	0	3	0	0	0	1
Léo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	0	0	8	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	1	9	0	1	1	4	24	7	2	21
Ouagadougou (PHS)	-	40	58	0	5	68	29	2	12	31
Ouahigouya	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Tenkodogo	0	13	3	19	20	8	4	30	0	0
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	20	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau V.48 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions, au 31 décembre par EP

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	56	44	32	48	68	67	71	53	70	32
Banfora	3	0	0	0	5	5	0	0	0	0
Baporo	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	5	4	6	5	2	0	1
Bogandé	12	13	13	11	7	16	20	17	19	5
Boromo	1	4	1	1	2	1	3	2	3	3
Dédougou	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Diapaga	1	1	0	1	0	0	3	7	5	1
Diébougou	0	1	0	0	1	1	2	2	3	3
Djibo	0	0	0	0	2	2	1	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Fada N'Gourma	6	0	0	2	0	0	0	3	2	0
Gaoua	0	3	0	1	0	0	1	3	0	1
Kaya	4	2	2	0	1	2	4	1	10	3
Kongoussi	3	2	2	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	5	4	0	3	12	9	0	5	5	4
Koupéla	-	-	-	0	1	0	1	0	0	0
Léo	0	0	1	3	1	3	0	0	1	0
Manga	0	2	3	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	1	1	0	1	1	0	0	2	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	10	8	2	5	11	13	6	1	17	6
Ouagadougou (PHS)	-	0	4	4	17	5	14	3	0	0
Ouahigouya	0	0	0	3	0	0	6	4	0	5
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Tenkodogo	7	0	0	2	1	0	2	0	3	0
Tougan	1	1	1	1	1	0	1	0	1	0
Yako	1	2	2	2	0	0	2	1	0	0
Ziniaré	0	0	1	3	1	1	0	0	1	0

Tableau V.49 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, au 31 décembre par EP

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble	2 088	2 433	2 600	2 854	3 471	3 554	3 449	3 651	4 230	4 644
Banfora	135	123	62	75	117	111	104	115	185	204
Baporo	10	11	20	18	11	13	51	35	40	19
Bobo-Dioulasso	239	244	170	225	311	374	397	357	524	670
Bogandé	26	55	67	62	53	70	51	38	75	28
Boromo	80	64	92	95	116	130	133	120	140	169
Dédougou	56	67	79	83	93	123	144	151	159	144
Diapaga	32	44	47	78	88	90	102	174	174	137
Diébougou	30	40	48	50	91	87	114	119	151	151
Djibo	47	31	36	55	72	72	37	21	5	0
Dori	67	64	77	62	46	46	73	69	84	52
Fada N'Gourma	79	115	123	143	156	143	141	142	184	218
Gaoua	51	48	60	85	124	113	108	109	137	172
Kaya	117	147	152	125	110	102	99	100	116	136
Kongoussi	17	26	34	41	46	44	55	63	53	44
Koudougou	17	18	91	92	103	115	104	138	188	204
Koupéla	-	-	-	0	45	62	55	63	74	93
Léo	33	33	71	67	50	55	67	74	68	74
Manga	88	95	130	126	88	75	78	80	95	85
Nouna	7	19	26	38	44	67	64	44	49	0
Orodara	5	15	20	20	28	45	54	66	95	102
Ouagadougou (MACO)	692	692	718	785	1 150	1 132	956	1 107	1 064	1 289
Ouagadougou (PHS)	-	198	177	171	156	127	66	61	84	73
Ouahigouya	33	66	71	70	92	114	126	127	155	208
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	16	32
Tenkodogo	150	140	51	108	97	98	110	107	135	157
Tougan	27	21	45	50	62	50	39	42	51	31
Yako	25	28	77	71	55	32	40	38	54	72
Ziniaré	25	29	56	59	67	64	81	91	75	80

V.5. Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi des services sociaux des MAC

Tableau V-50 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi et en danger clôturées et durées moyennes selon le sexe

Nombre enquêtes	2018			2019			2020			2021			2022*		
	F	M	T	F	M	T	F	M	T	F	M	T	F	M	T
Menées	8	315	323	8	206	214	4	235	239	24	437	461	13	408	421
Clôturées	7	308	315	7	183	190	4	223	227	24	434	458	13	403	416
<i>Durée moyenne (en jour)</i>	15	20	20	24	28	28	11	21	21	13	18	17	14	24	24

*Les données de la MACO non disponible. Cependant 110 enquêtes y ont été menées.

Tableau V-51 : Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées par année et selon le délai de 15 jours

	2018			2019			2020			2021			2022		
	F	M	T	F	M	T	F	M	T	F	M	T	F	M	T
Inférieur ou égal à 15 jours**	4	163	167	4	92	96	4	131	135	14	243	257	7	218	225
Supérieur à 15 jours**	3	123	126	3	82	85	0	71	71	4	137	141	3	159	162
Ensemble	7	286	293	7	174	181	4	202	206	18	380	398	10	377	387

**Nombre d'enquêtes dont les durées sont connues

Tableau V-52 : Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi et durées moyennes (en jours) par service social

Service social	2018		2019		2020		2021		2022	
	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne
Banfora	19	9	4	16	6	9	17	7	12	10
Bobo-Dioulasso	38	28	25	42	13	21	33	10	63	8
Bogandé	5	17	3	17	3	13	0	-	0	-
Boromo	10	13	4	40	6	17	21	24	58	35
Diapaga	5	13	5	17	0	-	0	-	0	-
Diébougou	22	10	15	51	10	26	18	25	40	25
Djibo	0	-	0	-	0	-	0	-	0	-
Dori	24	29	1	27	0	-	8	22	0	-
Fada N'Gourma	7	28	11	39	1	65	12	38	9	12
Gaoua	8	10	8	10	10	10	20	26	26	12
Kaya	6	17	9	56	10	12	16	12	14	17
Kongoussi	7	18	6	22	2	9	0	-	0	-
Koudougou	32	22	13	13	28	27	41	24	48	17
Koupèla	0	-	7	15	0	-	9	11	8	99
Leo	6	17	9	13	5	14	10	15	0	-
MACO	32	20	27	12	49	12	79	13	ND	ND
Manga	4	10	5	15	2	11	8	13	3	132
Nouna	3	8	3	9	0	-	0	-	0	-
Orodara	1	15	0	-	11	14	9	8	2	6
Ouahigouya	23	16	9	57	12	17	45	17	28	14
PHS	0	-	0	-	2	113	3	39	7	144
Tenkodogo	13	25	4	14	4	13	7	23	14	29
Dédougou	2	8	4	14	25	14	31	17	29	8
Tougan	7	16	6	15	1	9	5	14	0	-
Yako	7	21	0	-	7	86	5	23	17	21
Ziniaré	12	33	3	37	10	-	1	14	9	53
Ensemble	293	20	181	28	217	21	398	17	387	24

Tableau V-53 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes (en jour) selon l'infraction

Infractions	2018		2019		2020		2021		2022	
	Clôturées	Durées	Clôturées	Durées	Clôturées	Durées	Clôturées	Durées	Clôturées	Durées
Crime et délit contre la sécurité publique	0	-	1	30	10	62	6	30	8	127
Associations de malfaiteurs	0	-	0	-	0	-	4	36	0	-
Dont Autres crimes et délits contre la sécurité publique	0	-	0	-	2	12	2	17	0	-
Crimes et délits contre la chose publique	0	-	1	55	1	10	1	5	2	7
Dont Discrédit sur décision de justice	0	-	0	-	0	-	1	5	0	-
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	6	24	10	17	8	21	21	13	8	17
Accusation de sorcellerie	0	-	0	-	0	-	2	12	1	13
Attentat à la pudeur/outrage public à la pudeur	2	39	0	-	2	8	2	3	0	-
Dont Consommation de stupéfiants	4	17	6	17	2	37	10	14	4	13
Mutilations génitales féminines	0	-	0	-	0	-	3	10	0	-
Trafic de stupéfiants	0	-	0	-	0	-	2	10	0	-
Crimes et délits contre les biens	204	18	107	28	146	18	258	16	283	20
Destructions, dégradations et dommages	3	13	1	6	4	9	6	28	2	23
Dont Escroqueries	0	-	0	-	0	-	1	14	7	17
Grand banditisme	3	13	0	-	2	11	4	14	1	16
Recel	0	-	0	-	1	37	8	13	3	25
Vols, extorsion	198	18	106	28	135	19	239	16	262	20
Crimes et délits contre les particuliers	82	25	62	29	41	23	112	21	85	29
Coups et blessures volontaires	23	23	11	11	7	15	28	22	16	54
Coups mortels	0	-	8	17	6	18	2	19	2	24
Dont Homicides volontaires	0	-	0	-	0	-	0	-	0	-
Menaces sous condition	0	-	5	18	0	-	4	19	0	-
Viols	21	27	31	35	12	45	24	23	10	57
Vols aggravés	25	25	3	65	5	14	39	18	53	18
Ensemble	293	20	181	28	217	21	398	17	387	24

Tableau V-54 : Proportion d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi mené dans un délai inférieur ou égale à 15 jours selon le service social

Service social	2018	2019	2020	2021	2022
Banfora	86,4	60,0	100,0	100,0	100,0
Bobo-Dioulasso	41,0	36,0	38,5	86,1	96,9
Bogandé	33,3	66,7	100,0	-	-
Boromo	46,7	0,0	33,3	33,3	29,3
Diapaga	100,0	60,0	-	-	-
Diébougou	95,5	43,8	30,0	15,8	11,6
Djibo	-	-	-	-	-
Dori	25,0	0,0	-	62,5	-
Fada N'gourma	14,3	45,5	0,0	53,8	77,8
Gaoua	100,0	100,0	90,0	20,0	76,9
Kaya	50,0	22,2	70,0	81,3	43,8
Kongoussi	50,0	16,7	100,0	-	-
Koudougou	51,5	44,4	30,0	30,2	46,9
Koupèla	-	42,9	0,0	52,9	53,8
Leo	50,0	66,7	80,0	70,0	-
MACO	42,4	89,3	90,0	87,7	ND
Manga	100,0	20,0	100,0	75,0	66,7
Nouna	75,0	100,0	-	-	-
Orodara	20,0	-	81,8	100,0	100,0
Ouahigouya	69,6	11,1	75,0	52,2	60,7
PHS	-	0,0	0,0	0,0	0,0
Tenkodogo	46,2	50,0	100,0	28,6	57,1
Dédougou	50,0	50,0	60,0	80,6	93,1
Tougan	57,1	66,7	100,0	30,0	-
Yako	28,6	-	0,0	0,0	11,8
Ziniaré	15,8	7,7	0,0	14,3	46,2
Ensemble	52,2	46,8	57,9	60,2	55,7

Tableau V-55 : Proportion d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi mené dans un délai inférieur ou égale à 15 jours selon l'infraction

Infractions		2018	2019	2020	2021	2022
Crime et délit contre la sécurité publique		-	0,0	50,0	16,7	12,5
Dont	Associations de malfaiteurs	-	-	-	0,0	-
	Autres crimes et délits contre la sécurité publique	-	-	100,0	50,0	-
Crimes et délits contre la chose publique		-	0,0	100,0	100,0	100,0
Dont	Discrédit sur une décision de justice	-	-	-	100,0	-
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs		33,3	45,5	62,5	81,0	75,0
Dont	Accusation de sorcellerie	-	-	-	100,0	100,0
	Attentat à la pudeur/outrage public à la pudeur	0,0	-	100,0	100,0	-
	Consommation de stupéfiants	50,0	42,9	50,0	70,0	100,0
	Mutilations génitales féminines	-	-	-	100,0	-
	Trafic de stupéfiants	-	-	-	100,0	-
Crimes et délits contre les biens		60,4	50,4	59,9	63,4	55,7
Dont	Destructions, dégradations et dommages	75,0	100,0	100,0	66,7	50,0
	Escroqueries	-	-	-	50,0	25,0
	Grand banditisme	66,7	-	50,0	50,0	0,0
	Recel	-	-	0,0	66,7	0,0
	Vols, extorsion	60,0	50,0	58,4	63,5	58,0
Crimes et délits contre les particuliers		34,4	46,5	51,9	51,2	56,3
Dont	Coups et blessures volontaires	29,2	81,8	71,4	58,1	87,5
	Coups mortels	-	44,4	42,9	50,0	50,0
	Homicides volontaires	-	-	-	-	-
	Menaces sous condition	-	33,3	-	75,0	-
	Viols	27,3	37,8	19,0	30,0	27,3
	Vols aggravés	44,0	66,7	80,0	62,5	52,8
Ensemble		52,2	46,8	57,9	60,2	55,7

VI. Activités des centres de réinsertion sociale

VI.1. Données globales des centres de réinsertion sociale

Tableau VI-1 : Taux d'occupation des centres de réinsertion sociale au 31 décembre

	2020			2021			2022		
	F	G	T	F	G	T	F	G	T
Capacité d'accueil	12	428	440	256	762	1 018	256	762	1 018
Effectif réel au 31 décembre	0	379	379	222	689	911	226	740	966
Taux d'occupation (%)	0,0	88,6	86,1	86,7	90,4	89,5	88,3	97,1	94,9

Tableau VI-2 : Répartition du personnel par centre de réinsertion sociale selon le sexe et l'emploi

		2020			2021			2022		
		F	H	T	F	H	T	F	H	T
Ensemble		59	147	206	76	169	245	73	170	243
LAYE	Gardes de sécurité pénitentiaire	5	4	9	9	8	17	9	10	19
	<i>Dont formateur</i>	0	2	2	0	1	1	0	1	1
	Travailleurs sociaux	1	0	1	1	0	1	1	0	1
	<i>Dont formateur</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Encadreurs	2	3	5	3	3	6	3	4	7
	<i>Dont permanent</i>				0	0	0	0	1	1
	Personnel d'appui	0	8	8	0	11	11	0	10	10
	Autre personnel	0	6	6	0	0	0	0	1	1
CERMICOL	Gardes de sécurité pénitentiaire	6	20	26	5	25	30	7	22	29
	<i>Dont formateur</i>	0	0	0	0	3	3	0	4	4
	Travailleurs sociaux	1	3	4	1	4	5	1	4	5
	<i>Dont formateur</i>	0	1	1	0	1	1	0	1	1
	Encadreurs	0	0	0	0	1	1	0	0	0
	<i>Dont permanent</i>				0	1	1	0	0	0
	Personnel d'appui	2	0	2	2	0	2	2	0	2
	Autre personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GAMPELA	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Dont formateur</i>	0	4	4	0	0	0	0	0	0
	Travailleurs sociaux	9	22	31	9	16	25	9	16	25
	<i>Dont formateur</i>	1	8	9	1	3	4	1	3	4
	Encadreurs	5	6	11	6	14	20	6	14	20
	<i>Dont permanent</i>				6	9	15	6	9	15
	Personnel d'appui	0	2	2	1	2	3	1	2	3
	Autre personnel	2	3	5	1	0	1	1	0	1
MEADO	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Dont formateur</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Travailleurs sociaux	2	22	24	6	28	34	6	28	34
	<i>Dont formateur</i>	0	6	6	0	2	2	0	2	2
	Encadreurs	7	16	23	8	8	16	8	8	16
	<i>Dont permanent</i>				8	8	16	8	8	16
	Personnel d'appui	2	4	6	7	18	25	7	18	25
	Autre personnel	1	2	3	0	2	2	0	2	2
CEFP/FADA	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Dont formateur</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Travailleurs sociaux	5	13	18	5	11	16	1	11	12
	<i>Dont formateur</i>	0	1	1	1	0	0	0	0	0
	Encadreurs	3	4	7	6	9	15	6	9	15
	<i>Dont permanent</i>				0	0	0	0	0	0
	Personnel d'appui	2	4	6	2	3	5	2	2	4
	Autre personnel	4	5	9	4	6	10	4	8	12

Tableau VI-3 : Nombre d'ateliers disponibles dans les centres de réinsertion sociale et leur capacité d'accueil

Centre	Type d'atelier	2021		2022	
		Nombre	Capacité d'accueil	Nombre	Capacité d'accueil
	Ensemble	28	405	26	335
LAYE	Maçonnerie	0	ND	0	ND
	Mécanique auto	1	ND	1	ND
	Menuiserie bois	1	ND	1	ND
	Menuiserie métallique	1	ND	1	ND
	Electricité bâtiment	1	ND	1	ND
	Couture	1	ND	1	ND
	Saponification	0	ND	0	ND
	Autre	2	ND	0	ND
CERMICOL	Maçonnerie	0	0	0	0
	Mécanique auto	1	12	1	12
	Menuiserie bois	1	12	1	12
	Menuiserie métallique	1	12	1	12
	Electricité bâtiment	1	12	1	12
	Couture	1	12	1	12
	Saponification	0	0	0	0
	Autre	1	60	1	0
GAMPELA	Maçonnerie	1	15	1	15
	Mécanique auto	1	15	1	15
	Menuiserie bois	1	15	1	15
	Menuiserie métallique	1	15	1	15
	Electricité bâtiment	1	15	1	15
	Couture	1	20	1	20
	Saponification	0	0	0	0
	Autre	0	0	0	0
MEADO	Maçonnerie	1	25	1	25
	Mécanique auto	1	25	1	25
	Menuiserie bois	1	25	1	25
	Menuiserie métallique	1	25	1	25
	Electricité bâtiment	1	25	1	25
	Couture	1	25	1	25
	Saponification	0	0	0	0
	Autre	0	0	0	0
CEFP/ FADA	Maçonnerie	0	0	0	0
	Mécanique auto	1	20	1	15
	Menuiserie bois	0	0	0	0
	Menuiserie métallique	0	0	0	0
	Electricité bâtiment	0	0	0	0
	Couture	1	20	1	15
	Saponification	0	0	0	0
	Autre	1	0	1	ND

VI.2. Mineurs en conflit avec la loi ou en danger

Tableau VI-4 : Effectif des mineurs par sexe et selon l'année d'entrée

Sexe	2017	2018	2019	2020	2021	2022
F	7	14	9	0	2	6
M	139	183	125	70	138	182
Total général	146	197	134	70	140	188

Tableau VI-5 : Effectif des mineurs par centre de réinsertion sociale et par sexe.

Centre de réinsertion sociale	Sexe	2017	2018	2019	2020	2021	2022
LAYE	F	7	14	9	0	2	6
	M	74	77	56	0	29	78
CERMICOL	F	0	0	0	0	0	0
	M	33	56	42	40	51	56
GAMPELA	F	0	0	0	0	0	0
	M	17	12	7	7	23	17
MEADO	F	0	0	0	0	0	0
	M	9	25	10	10	25	17
CEFP/FADA	F	0	0	0	0	0	0
	M	6	13	10	13	10	14
Total général		146	197	134	70	140	188

Tableau VI-6 : Effectif des mineurs par juridiction de provenance.

Juridiction de provenance	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Banfora	5	7	5	2	5	7
Bobo-Dioulasso	13	16	11	3	6	11
Bogandé	0	0	0	0	0	1
Boromo	2	7	7	4	4	13
Dédougou	4	3	1	0	1	5
Diapaga	1	1	1	0	0	0
Diébougou	11	12	7	4	6	5
Djibo	4	4	2	0	0	0
Dori	11	13	9	3	3	2
Fada N'gourma	3	4	3	1	4	9
Gaoua	3	3	1	12	16	24
Kaya	3	6	8	4	5	5
Koudougou	10	18	14	9	25	28
Koupéla	1	1	1	1	2	2
Léo	5	8	6	5	6	5
Manga	1	0	0	2	4	3
Nouna	2	1	1	1	2	1
Orodara	8	8	8	0	1	2
Ouagadougou	41	63	32	16	29	43
Ouahigouya	2	1	1	0	1	1
Tenkodogo	8	13	9	2	2	4
Tougan	3	1	1	0	5	3
Yako	2	2	2	0	0	0
Ziniaré	3	5	4	1	13	14
Total général	146	197	134	70	140	188

Tableau VI-7 : Effectif des mineurs par âge.

Age	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Moins de 10 ans	0	0	0	0	0	0
10 ans	0	0	0	0	5	1
11 ans	2	1	0	1	4	8
12 ans	2	2	1	4	1	5
13 ans	4	7	3	1	6	9
14 ans	14	10	6	5	15	12
15 ans	20	26	9	8	17	24
16 ans	28	31	20	13	28	41
17 ans	36	50	25	16	37	38
18 et plus	40	70	70	22	27	50
Total général	146	197	134	70	140	188

Tableau VI-8 : Effectif des mineurs par niveau d'instruction.

Cycle d'éducation	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Primaire	67	86	60	42	94	104
Post Primaire	28	43	34	17	29	41
Secondaire	3	1	1	0	0	0
Alphabétisation	0	0	0	1	0	12
Coranique	2	6	5	0	1	5
Sans niveau	43	57	30	10	12	23
Autre	0	0	0	0	2	1
Nd	3	4	4	0	2	2
Total général	146	197	134	70	140	188

Tableau VI-9 : Nombre de mineurs en conflit avec la loi présents dans les centres de réinsertion sociale au 31/12 et la durée moyenne prévue (en jours) selon le niveau d'instruction

2021			2022	
Cycle d'éducation	Nombre	Durée moyenne prévue	Nombre	Durée moyenne prévue
Primaire	53	942	73	830
Post Primaire	20	921	34	1065
Secondaire	0	-	0	-
Alphabétisation	0	-	10	-
Coranique	1	455	2	455
Sans niveau	7	920	11	710
Autre	1	1108	1	1108
Nd	0	-	0	-
Total général	82	927	131	898

Tableau VI-10 : Nombre de mineurs selon le motif de sortie, la durée moyenne prévue (en jours) et la durée moyenne effective (en jours)

Motif de sortie	Nombre	2021		Nombre	2022	
		Durée moyenne effective	Durée moyenne prévue		Durée moyenne effective	Durée moyenne prévue
Décès	0	-	-	0	-	-
Fin de placement	5	864	473	13	863	749
Fugue	50	211	879	34	80	839
Référencement	0	-	-	0	-	-
Remise au juge	1	154	838	5	318	652
Autre	2	1229	937	4	190	1080
Nd	0	-	-	1	879	148
Total général	58	301	845	57	365	804

Les chiffres clés de la justice (1/2)

Juridictions et établissements pénitentiaires	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de grande instance	24	24	24	25	25	25	25	25	27	27
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	0	0	0	0
Tribunaux du travail	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de commerce	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Juges des enfants	2	7	7	7	7	7	0	0	0	0
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	2	2	0	0	0	0
Tribunaux départementaux	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19
Juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cour administrative d'appel										
Tribunaux administratifs	24	24	24	25	25	25	25	25	26	26
Établissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction	24	25	25	26	26	26	26	26	26	26
Centre pénitentiaire agricole	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Moyens de la justice										
Dotations budgétaires (en millions de FCFA)	15 307	13 619	17 086	19 136	29 115	31 275	32 248	25 048	33 230	35 414
Effectifs des magistrats au Ministère	409	428	449	480	508	505	575	707	690	676
Effectif du personnel greffier au Ministère	340	372	414	419	430	460	529	713	806	897
Assistance judiciaire										
Nombre d'hommes assistés	-	-	-	37	181	172	170	104	397	787
Nombre de femmes assistées	-	-	-	27	63	115	144	283	165	223
Activités des juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de Cassation										
Affaires nouvelles	236	225	167	231	263	280	214	241	270	250
Décisions rendues	152	138	108	161	184	213	183	337	584	519
Décision rédigées	125	105	117	106	157	162	172	292	550	448
Conclusions rendues par le parquet général	96	57	179	243	228	241	133	348	436	360
Cours d'appel										
Affaires nouvelles	1 612	1 207	1 265	1 641	2 245	2 386	2 176	2 048	2 289	2 153
Décisions rendues	1 372	1 450	957	1 738	2 119	2 987	2 513	2 432	2 754	2 418
Décision rédigées	983	851	846	1 096	1 153	1 614	1 428	1 308	1 610	1 490
Affaires nouvelles pénales	634	434	639	492	821	1 236	1 039	1 275	768	1 247
Décisions des chambres de l'instruction	205	222	110	399	562	1 274	605	406	335	132
Décisions des chambres criminelles	99	54	39	52	35	199	107	209	440	364
Tribunaux de grande instance										
Affaires nouvelles civiles et commerciales	9 154	9 628	9 214	12 901	13 319	17 259	15 720	14 446	16 980	16 828
Jugements rendus des affaires civiles et commerciales (hors radiation et ADD)	7 869	8 293	7 036	10 082	11 470	15 172	12 669	12 151	15 247	14 674
Temps moyen de traitement d'une affaire civile	2 mois 18 jrs	3 mois 9 jrs	2 mois 21 jrs	2 mois 7 jrs	2 mois	1 mois 21 jrs 17 321	1 mois 27 jrs	1 mois 21 jrs	1 mois 26 jrs	1 mois 13 jrs
Stock des affaires civiles										
Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets	10 031	9 704	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655	8 510	10 549	10 765
Jugements rendus par les chambres correctionnelles	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038	4 556	6 536	6 749
Temps moyen de traitement d'une affaire de flagrant délit	1 mois 16 jrs	1 mois 23 jrs	1 mois 21 jrs	3 mois 6 jrs	2 mois 20 jrs	2 mois 02 jrs	3 mois 19 jrs	2 mois 5 jrs	2 mois 2 jrs	1 mois 22 jrs
Temps moyen de traitement d'une affaire de citation directe	13 mois 16 jrs	10 mois 12 jrs	10 mois 12 jrs	12 mois 29 jrs	14 mois	12 mois 13 jrs 6 448	14 mois 4 jrs	11 mois 26 jrs	17 mois 26 jrs	13 mois 21 jrs
Stock des affaires correctionnelles										
Affaires nouvelles en instruction	1 000	1 123	936	875	974	805	803	1 210	1 429	1 004
Affaires en Instruction clôturées	442	291	363	417	1298	1 084	1 207	1 064	1 294	951
Affaires en cours d'instruction	7 830	8 924	8 885	9 172	8 043	8 068	6 761	7 588	6 354	4 293
Temps moyen des affaires en cours à l'instruction	3 ans 11 mois	3 ans 11 mois	4 ans	4 ans 1 mois	4 ans	4 ans 1 mois	4 ans	6 ans 1 mois	6 ans 2 mois	5 ans 4 mois
Temps moyen des affaires clôturées à l'instruction	3 ans 9 mois	3 ans 6 mois	4 ans	3 ans 8 mois	4 ans 2 mois	4 ans 2 mois	4 ans 5 mois	5 ans 8 mois	6 ans 3 mois	5 ans 7 mois
Tribunaux d'instance										
Affaires nouvelles (hors injonctions de payer)	399	158	226	316	465	614	-	-	-	-
Décisions rendues (hors injonctions de payer)	311	343	144	348	385	478	-	-	-	-
Décision rédigées	182	319	129	233	290		-	-	-	-
Temps moyen pour rendre une décision	2 mois 12 jrs	2 mois	2 mois 23 jrs	3 mois 1 jr	2 mois	2 mois	-	-	-	-

Les chiffres clés de la justice (2/2)

Juges des enfants	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Affaires nouvelles (mineurs en conflit avec la loi)	103	202	257	298	324	241	-	-	-	-
Décisions rendues (mineurs en conflit avec la loi)	97	191	263	286	308	221	-	-	-	-
Affaires nouvelles (mineurs en danger)	24	16	28	10	39	105	-	-	-	-
Décisions rendues (mineurs en danger)	23	13	31	13	37	184	-	-	-	-
Tribunaux pour enfants	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Affaires nouvelles	8	1	1	17	18	13	-	-	-	-
Affaires clôturées	14	2	4	4	5	3	-	-	-	-
Tribunaux de commerce	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Affaires nouvelles (hors référés)	356	426	451	468	499	551	580	729	732	834
Décisions rendues (hors référés)	311	297	372	444	409	453	500	490	609	547
Décisions rédigées (hors référés)	302	283	372	442	423	454	500	432	567	594
Temps moyen pour une décision commerciale	7 mois 20 jrs	6 mois 24 jrs	7 mois 3 jrs	6 mois 27 jrs	6 mois 27 jrs	7 mois 02 jrs	7 mois 3 jrs	6 mois 23 jrs	8 mois 4 jrs	6 mois 25 jrs
Tribunaux du travail	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Affaires nouvelles	996	977	1 225	1 241	786	1 460	1 325	1 583	2 273	2 430
Décisions rendues (hors radiations)	975	817	874	1 080	1 189	1 097	844	648	746	953
Décision rédigées	852	796	629	805	905	878	842	578	699	697
Temps moyen pour rendre une décision	1 an	1 an 7 mois	1 an 3 mois	1 an 2 mois	1 an 2 mois	1 an 2 mois	1 an 1 mois	1 an 4 mois	1 an 4 mois	1 an 4 mois
Activités des juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Comptes de gestion reçus	318	235	202	294	290	240	243	282	214	553
Arrêts provisoires et définitifs rendus	62	95	1	46	8	3	0	20	432	10
Contrôles de gestion effectués	7	11	11	39	27	17	25	19	2	82
Conseil d'État	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Affaires nouvelles (y compris référés)	103	120	149	277	137	299	276	458	386	229
Affaires jugées (y compris référés)	45	42	36	175	66	88	72	132	183	146
Décision rédigées	26	28	39	89	55	139	71	81	212	103
Tribunaux administratifs	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Affaires nouvelles	314	309	330	874	584	742	702	812	1 018	962
Décisions rendues	258	188	255	687	428	615	509	665	745	852
Décision rédigées	156	108	156	494	382	524	452	484	717	731
Temps moyens pour rendre une décision	1 an 6 mois	1 an 5 mois	1 an 5 mois	1 an 10 mois	1 an 7 mois	1 an 7 mois	1 an 10 mois	1 an 7 mois	2 ans 2 mois	1 an 11 mois
Établissements pénitentiaires	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de détenus au 31 décembre	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359	7 401	8 369	8 800
Nombre de mis en examen au 31 décembre	1 408	1 609	1 787	1 883	1 893	1 872	1 914	1 822	1 950	1 744
Nombre de prévenus au 31 décembre	777	969	1 455	1 318	788	994	1 065	848	727	891
Nombre d'OMD	47	75	109	17	11	0	0	0	0	0
Nombre de condamnés au 31 décembre	3 744	4 174	4 193	4 452	5 148	4 946	4 380	4 731	5 692	6 165
Taux d'occupation (%)	170,7	170,7	188,6	186,2	190,3	189,6	156,6	141,6	160,1	168,3

Liste des tableaux

Tableau II-1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	33
Tableau II-2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2022 par localité.....	33
Tableau II-3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel	35
Tableau II-4 : Montants des allocations budgétaires du ministère (en millions de FCFA)	37
Tableau II-5 : Montants des allocations budgétaires de la justice (en millions de FCFA).....	37
Tableau II-6 : Montants des consommations budgétaires des dépenses du ministère (en millions de FCFA) ..	37
Tableau II-7 : Montants des consommations budgétaires des dépenses de la justice (en millions de FCFA) ...	38
Tableau II-8 : Dotations budgétaires par programme du ministère (en millions de FCFA).....	38
Tableau II-9 : Dotations budgétaires par programme de la justice (en millions de FCFA)	38
Tableau II-10 : Consommations budgétaires par programme du ministère (en millions de FCFA)	38
Tableau II-11 : Consommations budgétaires par programme du ministère (en millions de FCFA)	39
Tableau II-12 : Dotations et Consommations budgétaires par Direction régionale de l'administration pénitentiaire	39
Tableau II-13 : Dotation des crédits délégués par juridiction excepté les TGI (en milliers de FCFA)	39
Tableau II-14 : Consommation des crédits délégués par juridiction excepté les TGI (en milliers de FCFA)	40
Tableau II-15 : Dotation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA)	40
Tableau II-16 : Consommation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA) ..	41
Tableau II-17 : Dotation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)	41
Tableau II-18 : Consommation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)	42
Tableau II-19 : Personnel du Ministère par sexe et par corps	44
Tableau II-20 : Personnel du ministère par catégorie et par statut	44
Tableau II-21 : Personnel du ministère par tranche d'âges	44
Tableau II-22 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position	45
Tableau II-23 : Magistrats par type de juridiction	45
Tableau II-24 : Magistrats par juridiction	46
Tableau II-25 : Personnel du corps des greffiers par sexe	48
Tableau II-26 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction.....	48
Tableau II-27 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite).....	49
Tableau II-28 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction.....	51
Tableau II-29 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)	52
Tableau II-30 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	54
Tableau II-31 : Secrétaires des greffes et parquets en juridiction y compris les hautes cours	54
Tableau II-32 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, ancienneté, position et type de juridiction (suite)	55
Tableau II-33 : Personnel de sécurité pénitentiaire par sexe.....	57
Tableau II-34 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les établissements pénitentiaires	57
Tableau II-35 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre	59
Tableau II-36 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre	60
Tableau II-37 : Assistants de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre ..	61
Tableau II-38 : Agents de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre	62
Tableau II-39 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice par profession et par sexe.....	63
Tableau II-40 : Avocats par sexe, par ancienneté et par position	66
Tableau II-41 : Huissiers de justice par sexe, par ancienneté et par position.....	66
Tableau II-42 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position	66
Tableau III-1 : Activités du siège de la Cour de cassation	69
Tableau III-2 : Affaires nouvelles du parquet général près la Cour de cassation	69
Tableau III-3 : Conclusions rendues par le parquet général près la Cour de cassation	69
Tableau III-4 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation ...	70
Tableau III-5 : Activités des cours d'appel.....	72
Tableau III-6 : Nature des décisions rendues par chambre (hors ADD et radiations)	72
Tableau III-7 : Nature des décisions rendues par la chambre de l'instruction	72
Tableau III-8 : Nature des décisions rendues par la chambre civile	72

Tableau III-9 : Nature des décisions rendues par la chambre commerciale	73
Tableau III-10 : Nature des décisions rendues par la chambre correctionnelle	73
Tableau III-11 : Nature des décisions rendues par la chambre criminelle	73
Tableau III-12 : Nature des décisions rendues par la chambre pour mineur	73
Tableau III-13 : Nature des décisions rendues par la chambre sociale	74
Tableau III-14 : Nature des décisions rendues par la juridiction du premier président	74
Tableau III-15 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel.....	76
Tableau III-16 : Affaires nouvelles en provenance des juridictions de fonds (TGI, TT, TC...) par Cour d'appel	76
Tableau III-17 : Décisions rendues des chambres civiles par Cour d'appel (y compris JADD et radiations)	76
Tableau III-18 : Décisions rendues des chambres commerciales par Cour d'appel (y compris JADD et radiations)	76
Tableau III-19 : Décisions rendues des chambres sociales par Cour d'appel (y compris JADD et radiations) ..	76
Tableau III-20 : Décisions rendues des chambres correctionnelles par Cour d'appel.....	76
Tableau III-21 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel	76
Tableau III-22 : Décisions rédigées par Cour d'appel	76
Tableau III-23 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel.....	77
Tableau III-24 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel	77
Tableau III-25 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel	77
Tableau III-26 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres	77
Tableau III-27 : Nature des décisions rendues par les chambres de l'instruction.....	77
Tableau III-28 : Décisions rendues par chambre de l'instruction	77
Tableau III-29 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles	77
Tableau III-30 : Décisions rendues par chambre criminelle	77
Tableau III-31 : Evolution du nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure	78
Tableau III-32 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des TGI (hors référés)	80
Tableau III-33 : Nouvelles requêtes d'ordonnances de l'ensemble des TGI	80
Tableau III-34 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par TGI (hors référés)	80
Tableau III-35 : Ensemble des affaires nouvelles de référés civiles et commerciales par TGI.....	81
Tableau III-36 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par TGI (hors référés)	82
Tableau III-37 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par TGI	82
Tableau III-38 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par les TGI (hors référés, JADD et radiations)	84
Tableau III-39 : Décisions civiles et commerciales rendues par TGI (hors référés, JADD, radiations et ordonnances).....	85
Tableau III-40 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par TGI (hors référés, JADD et ordonnances).....	85
Tableau III-41 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par TGI (hors référés, JADD, radiations et ordonnances).....	86
Tableau III-42 : Ordonnances rendues par TGI (hors référés).....	86
Tableau III-43 : Décisions de référés par TGI	87
Tableau III-44 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors ADD et ordonnances)	89
Tableau III-45 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par TGI (hors JADD et ordonnances).....	90
Tableau III-46 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par TGI (hors JADD et ordonnances) (suite).....	90
Tableau III-47 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des TGI	92
Tableau III-48 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par TGI.....	94
Tableau III-49 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par TGI.....	94
Tableau III-50 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par TGI	96
Tableau III-51 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, extorsions, recels, escroqueries et abus de confiance par TGI	96
Tableau III-52 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la sécurité publique par TGI.....	97
Tableau III-53 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par TGI	99

Tableau III-54 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par TGI.....	99
Tableau III-55 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des TGI	101
Tableau III-56 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI ..	101
Tableau III-57 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI.....	102
Tableau III-58 : Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI.....	102
Tableau III-59 : Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets TGI	103
Tableau III-60 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par TGI.....	103
Tableau III-61 : Activités pénales du Parquet relatives aux mineurs	105
Tableau III-62 : Activités pénales du Parquet relatives aux mineurs par TGI	105
Tableau III-63 : Affaires nouvelles et conclusions rendues en matière civile par l'ensemble des parquets selon la nature de l'affaire	107
Tableau III-64 : Affaires nouvelles et conclusions rendues en matière civile par parquet des TGI	107
Tableau III-65 : Affaires nouvelles enregistrées en matière civile selon leur nature par parquet des TGI	109
Tableau III-66 : Conclusions rendues en matière civile selon la nature des affaires par parquet des TGI.....	109
Tableau III-67 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance	111
Tableau III-68 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI selon la nature de l'infraction	111
Tableau III-69 : Jugements rendus par les pôles spécialisés des tribunaux de grande instance	114
Tableau III-70 : Jugements rendus par pôle.....	114
Tableau III-71 : Jugements rendus par le pôle anti terrorisme selon la nature de l'infraction.....	114
Tableau III-72 : Jugements rendus par les pôles économiques et financiers selon la nature de l'infraction	115
Tableau III-73 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des TGI	115
Tableau III-74 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par TGI	116
Tableau III-75 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par TGI	116
Tableau III-76 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par TGI	118
Tableau III-77 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par TGI	118
Tableau III-78 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par TGI	119
Tableau III-79 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par TGI	119
Tableau III-80 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par TGI	120
Tableau III-81 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure.....	120
Tableau III-82 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure.....	121
Tableau III-83 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par TGI	121
Tableau III-84 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par TGI (suite)	122
Tableau III-85 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par TGI	122
Tableau III-86 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par TGI (suite)	123
Tableau III-87 : Décisions rédigées par la chambre correctionnelle par TGI	123
Tableau III-88 : Activités des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi.....	125
Tableau III-89 : Activités des chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger	125
Tableau III-90 : Affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi par TGI	125
Tableau III-91 : Décisions rendues par les chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi par TGI.....	126
Tableau III-92 : Nombre de mineurs impliqués dans les affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi par TGI	126
Tableau III-93 : Affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger par TGI.....	127
Tableau III-94 : Décisions rendues par les chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger par TGI	127

Tableau III-95 : Affaires nouvelles en instruction par TGI	129
Tableau III-96 : Affaires dont l'instruction est clôturée selon la nature de l'ordonnance.....	131
Tableau III-97 : Affaires dont l'instruction est clôturée par TGI	131
Tableau III-98 : Affaires dont l'instruction est clôturée en 2022 par TGI et selon la nature de l'ordonnance ...	132
Tableau III-99 : Affaires clôturées par ordonnance de non-lieu et ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle par TGI	132
Tableau III-100 : Affaires clôturées par ordonnance de mise en accusation et autres ordonnances par tribunal de grande instance	133
Tableau III-101 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance	135
Tableau III-102 : Mis en examen libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire.....	137
Tableau III-103 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par TGI	137
Tableau III-104 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention préventive est inférieure à 6 mois par TGI	138
Tableau III-105 : Mis en examen libérés dans la procédure d'instruction par TGI dont la durée de détention préventive est de 6 mois à moins de 1 an	138
Tableau III-106 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention préventive est de 1 an à moins de 2 ans par TGI	139
Tableau III-107 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention préventive est supérieure ou égale à 2 ans par TGI	139
Tableau III-108 : Affaires clôturées et en cours dans les cabinets d'instruction selon la durée	140
Tableau III-109 : Affaires contre X en cours dans les cabinets d'instruction selon la durée	140
Tableau III-110 : Affaires dont l'instruction est clôturée selon la durée de la procédure par TGI	140
Tableau III-111 : Affaires dont l'instruction est clôturée selon la durée de la procédure par TGI (suite)	141
Tableau III-112 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI	141
Tableau III-113 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI (suite)	142
Tableau III-114 : Affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI.	142
Tableau III-115 : Affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par TGI (suite)	143
Tableau III-116 : Activités du greffe des tribunaux de grande instance	145
Tableau III-117 : Bulletins N°3 du casier judiciaire délivrés par tribunal de grande instance	145
Tableau III-118 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance	147
Tableau III-119 : Ensemble des immatriculations au registre du commerce et du crédit mobilier par TGI	147
Tableau III-120 : Immatriculations des personnes physiques au registre du commerce et du crédit mobilier par TGI.....	149
Tableau III-121 : Immatriculations des personnes morales au registre du commerce et du crédit mobilier par TGI	149
Tableau III-122 : Cessions volontaires de salaires par tribunal de grande instance	150
Tableau III-123 : Certificats de non faillite par tribunal de grande instance	150
Tableau III-124 : Activités commerciales de l'ensemble des tribunaux de commerce.....	152
Tableau III-125 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type	152
Tableau III-126 : Répartition des décisions des tribunaux de commerce (hors ordonnances)	152
Tableau III-127 : Référé des tribunaux de commerce	152
Tableau III-128 : Ensemble des décisions de référés rendues par type	154
Tableau III-129 : Répartition des décisions de référés rendues par nature	154
Tableau III-130 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce	154
Tableau III-131 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce et par type	154
Tableau III-132 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce	154
Tableau III-133 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce	154
Tableau III-134 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce.....	155
Tableau III-135 : Décisions rendues selon la durée de la procédure par tribunal de commerce (hors JADD, ordonnances).....	156
Tableau III-136 : Décisions rendues selon la durée et par type de procédure (hors JADDt et ordonnances)..	157
Tableau III-137 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus (hors référés et ordonnances)	157
Tableau III-138 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance (hors contraventions).....	159
Tableau III-139 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance	161
Tableau III-140 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance	161
Tableau III-141 : Décisions rendues sur le fond (hors JADD et injonctions de payer) par tribunal d'instance .	161
Tableau III-142 : Jugements rédigés par tribunal d'instance (hors injonctions de payer).....	161

Tableau III-143 : Décisions rendues selon la durée de la procédure des tribunaux d'instance	161
Tableau III-144 : Activités des tribunaux de simple police	161
Tableau III-145 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail	163
Tableau III-146 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail.....	163
Tableau III-147 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail.....	163
Tableau III-148 : Affaires nouvelles de non-paiement de salaires par tribunal du travail	163
Tableau III-149 : Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés et JADD, hors radiations) ..	165
Tableau III-150 : Décisions d'acceptation et de rejet rendues par tribunal du travail	165
Tableau III-151 : Décisions rédigées par tribunal du travail	165
Tableau III-152 : Décisions rendues selon la durée de la procédure	165
Tableau IV-1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes	168
Tableau IV-2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes.....	168
Tableau IV-3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes.....	168
Tableau IV-4 : Activités du siège du Conseil d'Etat.....	171
Tableau IV-5 : Nombre de décisions rendues par matière (hors référés)	173
Tableau IV-6 : Activités du premier président (Référé)	173
Tableau IV-7 : Nombre de décisions rendues par matière selon la durée de la procédure en 2022.....	173
Tableau IV-8 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure	173
Tableau IV-9 : Affaires nouvelles enregistrées par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat	174
Tableau IV-10 : Conclusions rendues par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat.....	174
Tableau IV-11 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs	176
Tableau IV-12 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif	178
Tableau IV-13 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif	178
Tableau IV-14 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif	179
Tableau IV-15 : Décisions d'acceptation, d'acceptation partielle et de rejet rendues par tribunal administratif	179
Tableau IV-16 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif	180
Tableau IV-17 : Ensemble des affaires nouvelles de référé par tribunal administratif	180
Tableau IV-18 : Décisions rendues en matière de référé par tribunal administratif	181
Tableau IV-19 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs	181
Tableau IV-20 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement.....	182
Tableau IV-21 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement.....	182
Tableau V.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31 décembre	185
Tableau V.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre	185
Tableau V.3 : Capacité d'accueil par établissement pénitentiaire au 31 décembre	185
Tableau V.4 : Taux d'occupation (en %) par établissement pénitentiaire au 31 décembre.....	186
Tableau V.5 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge	186
Tableau V.6 : Evolution des effectifs	187
Tableau V.7 : Mouvements, évènements, Incidents	187
Tableau V.8 : Nombre d'extractions (OPJ et Palais de justice) par établissement pénitentiaire et par année ..	187
Tableau V.9 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire	188
Tableau V.10 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire	188
Tableau V.11 : Personnes sous OMD au 31 décembre par établissement pénitentiaire	189
Tableau V.12 : Incarcérations (entrées) au cours de l'année par établissement pénitentiaire	189
Tableau V.13 : Incarcérations (entrées) des femmes au cours de l'année par établissement pénitentiaire	190
Tableau V.14 : Incarcérations (entrées) OMD au cours de l'année 2022 par établissement pénitentiaire.....	190
Tableau V.15 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire	191
Tableau V.16 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire	191
Tableau V.17 : Effectifs des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention préventive	193
Tableau V.18 : Ensemble des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	195
Tableau V.19 : Prévenus mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	195
Tableau V.20 : Prévenus de 18 ans et plus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	196
Tableau V.21 : Prévenus dont la durée de détention est de moins de 2 mois au 31 décembre par EP	196
Tableau V.22 : Prévenus de crimes et délits contre les biens au 31 décembre par EP	197
Tableau V.23 : Prévenus de crimes et délits contre les particuliers au 31 décembre par EP	197
Tableau V.24 : Prévenus de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par EP ..	198
Tableau V.25 : Prévenus de crimes et délits contre la chose publique au 31 décembre par EP	198

Tableau V.26 : Prévenus de crimes et délits contre la sécurité publique au 31 décembre par EP	199
Tableau V.27 : Effectifs des mis en examen, dans l'ensemble des EP au 31/12 selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la détention préventive	201
Tableau V.28 : Ensemble des mis en examen, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	203
Tableau V.29 : Ensemble des femmes mises en examen, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	203
Tableau V.30 : Mineurs mis en examen au 31 décembre par établissement pénitentiaire	204
Tableau V.31 : Mis en examen de 18 ans et plus, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	204
Tableau V.32 : Mis en examen pour crimes et délits contre des particuliers, au 31 décembre par EP	205
Tableau V.33 : Mis en examen pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par EP	205
Tableau V.34 : Mis en examen pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par EP	206
Tableau V.35 : Mis en examen pour crimes et délits contre la sécurité publique, au 31 décembre par EP	206
Tableau V.36 : Mis en examen dont la durée de détention préventive est supérieure ou égale à 2 ans au 31 décembre par EP	207
Tableau V.37 : Effectifs des condamnés dans les EP au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la peine prononcée	209
Tableau V.38 : Condamnés, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	211
Tableau V.39 : Condamnées femmes, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	211
Tableau V.40 : Mineurs, condamnés au 31 décembre par établissement pénitentiaire	212
Tableau V.41 : Condamnés de 18 ans et plus, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	212
Tableau V.42 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, au 31 décembre par EP	213
Tableau V.43 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par EP	213
Tableau V.44 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par EP	214
Tableau V.45 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par EP	214
Tableau V.46 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par EP	215
Tableau V.47 : Condamnés pour crimes et délits contre la sécurité publique, au 31 décembre par EP	215
Tableau V.48 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions, au 31 décembre par EP	216
Tableau V.49 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, au 31 décembre par EP	216
Tableau V-50 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi et en danger clôturées et durées moyennes selon le sexe	217
Tableau V-51 : Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées par année et selon le délai de 15 jours	217
Tableau V-52 : Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi et durées moyennes (en jours) par service social	217
Tableau V-54 : Proportion d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi mené dans un délai inférieur ou égale à 15 jours selon le service social	218
Tableau V-55 : Proportion d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi mené dans un délai inférieur ou égale à 15 jours selon l'infraction	219
Tableau VI-1 : Taux d'occupation des centres de réinsertion sociale au 31 décembre	221
Tableau VI-2 : Répartition du personnel par centre de réinsertion sociale selon le sexe et l'emploi	221
Tableau VI-3 : Nombre d'ateliers disponibles dans les centres de réinsertion sociale et leur capacité d'accueil	222
Tableau VI-4 : Effectif des mineurs par sexe et selon l'année d'entrée	223
Tableau VI-5 : Effectif des mineurs par centre de réinsertion sociale et par sexe	223
Tableau VI-6 : Effectif des mineurs par juridiction de provenance	223
Tableau VI-7 : Effectif des mineurs par âge	224
Tableau VI-8 : Effectif des mineurs par niveau d'instruction	224
Tableau VI-9 : Nombre de mineurs en conflit avec la loi présents dans les centres de réinsertion sociale au 31/12 et la durée moyenne prévue (en jours) selon le niveau d'instruction	224
Tableau VI-10 : Nombre de mineurs selon le motif de sortie, la durée moyenne prévue (en jours) et la durée moyenne effective (en jours)	224